

L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques : tome second.
-- A Londres : Chez Jean Nourse... ; Et se trouve à Paris : Chez
Desaint..., 1767

[4], 547 p., []2, A-Z8-4, 2A-2Y4-8, 2Z2 ; 12°

Antep

1. Sociedad 2. Gizartea I. Título

R-5070 Enc. piel con hierros dorados en el lomo y cantos

~~A-333~~

R-5070

L' O R D R E
NATUREL ET ESSENTIEL
DES SOCIÉTÉS
POLITIQUES.

TOME SECOND.

Am n^o 1

tal. 3^o

L'ORDRE

NATUREL ET ESSENTIEL

DES SOCIÉTÉS

POLITIQUES.

L'Ordre est la Loi inviolable des Esprits; & rien n'est réglé, s'il n'y est conforme.

MALEB. Tr. de Mor. Ch. II. Part XL.

TOME SECOND.

A LONDRES,

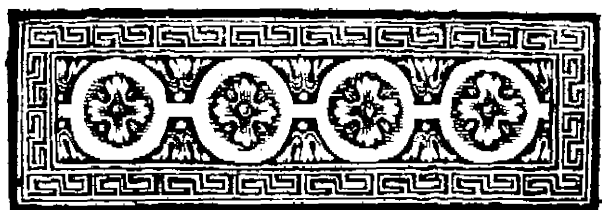
Chez JEAN NOURSE, Libraire;

& se trouve à PARIS,

Chez DESAINT, Libraire, rue du Foire
Saint Jacques.

MDCCLXVII.





L'ORDRE NATUREL

ET ESSENTIEL

DES SOCIÉTÉS POLITIQUES.



TROISIEME PARTIE.

*Suite du développement de la
seconde Partie.*

DANS un gouvernement organisé en tout point suivant l'ordre naturel & essentiel des sociétés, le despotisme personnel d'un Souverain unique est sans aucun inconvénient à tous égards, parce

Tome II.

A

que ce despotisme personnel est toujours & nécessairement légal.

DISTRIBUTION des différentes parties de l'administration en trois classes ; savoir , les rapports des sujets entre eux ; les rapports entre le Souverain & ses sujets ; les rapports entre une nation & les autres nations. Chacune de ces trois classes est , dans l'ordre naturel des sociétés , soumise à des loix immuables , dont on ne peut s'écarter qu'au préjudice commun du Souverain & de la nation , & dont l'évidence établit par-conséquent un despotisme légal que rien ne peut ébranler , tant que cette évidence conserve sa publicité.

EXPOSITION sommaire des rapports que les sujets ont entre eux. Comment les Magistrats ne peuvent , à cet égard , abuser de l'autorité qui leur est confiée. Du recours au Souverain contre ces abus. Ce recours est sans aucun incon-

DES SOCIÉTÉS POLITIQUES. 3

véniens , parce qu'il n'est point susceptible d'arbitraire.

EXPOSITION sommaire des rapports entre le Souverain & ses sujets. Ces rapports sont exclusifs de l'arbitraire. De l'impôt. L'ordre naturel des sociétés établit des principes évidens qui déterminent *nécessairement* la mesure proportionnelle des revenus du Souverain & la forme de leur perception. Le Souverain est co-propriétaire du produit *net* des terres de sa domination : ses revenus sont le résultat du partage qu'il doit faire dans ce produit *net* , avec les autres co-propriétaires. Impossible que ces droits respectifs de co-propriété soient arbitraires.

LA FORME de l'impôt doit être directe : ce que c'est que cette forme directe ; elle assure au Souverain le plus grand revenu possible , sans que personne paye l'impôt. Ce que c'est qu'une forme indi-

4 L'ORDRE NATUREL

recte : ses inconvénients. Doubles emplois qu'elle occasionne ; ils retombent tous sur les propriétaires fonciers ; ils sont destructifs de la richesse & de la puissance du Souverain.

EXPOSITION sommaire des rapports entrè une nation & une autre nation : ils sont les mêmes qu'entre un homme & un autre homme dans l'ordre de la nature ; ils sont la base essentielle de la politique, qui , séparée de ces principes , ne peut être que contradictoire avec les vues qu'elle se propose.

COMME l'établissement de l'ordre dans une nation lui assure , parmi les autres nations , la plus grande consistance politique qu'elle puisse se procurer.

DU commerce. Rapports du commerce extérieur avec les intérêts communs du Souverain & de la nation. Ces rapports établissent évidemment la nécessité de la plus grande liberté possible

DES SOCIÉTÉS POLITIQUES. 5
dans le commerce. Contradictions des
systèmes opposés à cette vérité.

RÉCAPITULATION de cet ouvrage &
conclusion.

CHAPITRE XXV.

Le despotisme légal est le même dans toutes les branches du gouvernement. Division des différentes parties de l'administration en trois classes. Examen de la première classe, composée des rapports des sujets entre eux. Du recours au Souverain contre les abus de l'autorité confiée aux Magistrats. Ce recours n'est pas susceptible d'arbitraire. Le despotisme légal en cette partie est avantageux au Souverain autant qu'à la Nation.

IL N'EST pas une branche du gouvernement social que le despotisme légal ne doit embrasser, parce qu'il n'en est pas une qui soit étrangère à l'ordre ; pas une qui pour l'intérêt commun du Souve-

rain & des sujets, ne doive essentiellement être soumise à des loix naturelles & immuables, dont la justice & la nécessité soient de la plus grande évidence.

Tous les différents objets d'un gouvernement peuvent être compris dans trois classes: les rapports des sujets entr'eux; les rapports entre la nation & le Souverain; les rapports politiques de l'État avec les autres peuples. Examinons séparément chacune de ces trois classes; nous trouverons qu'elles appartiennent également au despotisme légal.

LES rapports des sujets entre eux sont tous leurs devoirs & droits réciproques resultants de leur droit de propriété, & de la liberté de jouir qui en est inséparable. Lorsque les loix positives, relatives à ces devoirs & à ces droits, sont établies, comme elles doivent l'être, d'après l'évidence de leur justice & de leur nécessité, le soin de faire observer ces loix avec une exactitude scrupuleuse, est nécessairement confié à des Magistrats, qui ne peuvent absolument s'en écarter. Je dis qu'ils ne le peuvent absolument, parce qu'ils ne pourroient commettre des injustices, qu'elles ne devinssent pu-

§ L'ORDRE NATUREL

bliquement évidentes ; dans ce cas, la force dominante de leur *évidence*, cette force qui devient propre aux loix, qui constitue l'autorité protectrice des loix, armeroit le Souverain contre de tels abus ; & par son secours l'ordre seroit aussi-tôt rétabli.

JE touche ici un point d'administration bien délicat & bien important : il semble nous conduire à l'arbitraire, par les contradictions apparentes qu'il présente, lorsqu'il n'est pas suffisamment approfondi : d'un côté, le Législateur ne peut être Magistrat, parce que, comme je l'ai démontré, les loix ne seroient plus des loix, leur exécution devenant alors *nécessairement* dépendante de ses volontés arbitraires : d'un autre côté, l'autorité du Législateur est la même autorité qui doit assurer l'observation constante des loix ; il faut donc *nécessairement* qu'il puisse connoître des jugemens rendus par les juges ordinaires, qu'il soit l'Arbitre suprême auquel on puisse recourir dans tous les cas où ils contreviendroient aux loix. De-là s'ensuit qu'il paroît se trouver tout à la fois dans l'impossibilité d'être juge, & dans l'impossibilité de ne

pas l'être ; voyons donc comment l'ordre fait disparaître cette contradiction.

IL est évident que si le recours au Souverain n'étoit pas une voie ouverte aux sujets, pour obtenir justice contre les abus que les Magistrats pourroient faire de leur autorité, le même despotisme arbitraire qu'on redoute dans la main du Souverain, se trouveroit dans celle des Magistrats, puisque leurs jugemens, quelque évidemment injustes qu'ils pussent être, seroient irréformables. Un tel désordre opéreroit l'anéantissement de la puissance législative ; car son droit exclusif d'instituer des loix se trouveroit séparé du pouvoir de les faire observer.

POUR effacer sans retour toute apparence de contradiction dans cette branche d'administration légale, il est deux choses à considérer : la première, que dans un gouvernement conforme à l'ordre, les loix positives doivent être d'une justice & d'une nécessité *publiquement évidentes* ; la seconde, que pour parvenir à faire l'application des loix, il faut que le Juge réunisse deux sortes de connoissances ; premièrement, celle de la

loi d'après laquelle il doit juger ; & cette connoissance doit être explicite & évidente : secondement , celle des faits particuliers qui établissent l'espece qui se présente à juger d'après la loi ; & cette seconde connoissance peut rester conjecturale , parce qu'elle a souvent pour objet une multitude de faits ténébreux , au travers desquels la lumiere de la vérité ne peut pénétrer que très-difficilement. Il est évident qu'en pareil cas , le jugement à rendre par les Magistrats ne peut être régulièrement rendu , qu'autant qu'ils ont pris toutes les mesures possibles pour éclairer leur religion.

DES Magistrats qui me condamneroient sans m'entendre ; des Magistrats qui refuseroient de m'admettre à faire preuve des faits propres à détruire *nécessairement* & sans retour, ce qu'on m'impute ; des Magistrats de qui je ne pourrois obtenir le temps *évidemment* nécessaire à ma défense ; des Magistrats enfin dont les procédés préparatoires au jugement tiendroient *ma cause* , & par conséquent ma personne , dans un état d'oppression , ne pourroient être regardés comme Ministres des loix , comme

jugeant d'après les loix, puisqu'ils ne pourroient être censés avoir acquis la seconde connoissance qui leur est nécessaire pour faire l'application des loix. Leur jugement alors n'auroit aucun caractère d'un jugement rendu par des Magistrats ; & il est évident qu'il seroit dans l'ordre de la justice que je pusse recourir au Souverain, lui exposer l'irrégularité des procédés de mes juges, lui demander de me protéger contre leur violence, & de me donner d'autres Magistrats, devant lesquels il me fût possible de défendre mes droits.

ON voit ici la nécessité de distinguer dans les jugements la forme & le fonds. La forme est ce que je viens de nommer les procédés préparatoires au jugement, les voies par lesquelles le Juge est obligé de marcher à la connoissance de la vérité des faits, d'après lesquels il doit donner une décision. Le fonds est l'espece à juger, telle qu'elle est établie par ces mêmes faits, & la valeur des droits qui en résultent entre les parties qui se trouvent avoir des prétentions contraires. Les faits bien éclaircis, bien constatés, la loi juge, & le Magistrat prononce :

ainsi le jugement sur le fonds est l'ouvrage de la loi ; & les procédés qui conduisent au jugement , sont l'ouvrage du Magistrat. .

D'APRÈS cette distinction il est aisé de voir dans quels cas le recours au Souverain doit avoir lieu , & quel doit en être l'objet : les juges auxquels on ne peut reprocher d'avoir négligé quelques moyens d'instruire leur religion , ne peuvent être accusés ni de prévention , ni de séduction , ni de partialité , ni d'aucune autre disposition semblable : alors leur jugement ne peut être attaqué devant le Souverain , quand même il ne seroit pas rendu d'une voix unanime ; car étant obligés de juger d'après des conjectures , il n'est point étonnant que leurs opinions se partagent ; & voilà pourquoi il est nécessaire qu'il y ait plusieurs Juges pour rendre un même jugement.

MAIS toutes fois que les procédés préparatoires au jugement annoncent *évidemment* dans les juges une disposition qui ne peut se concilier avec leur ministère , une disposition qui ne permet pas de supposer en eux l'impartia-

lité qui leur est essentielle, le recours au Souverain est de droit; il est conforme à l'ordre, parce qu'il n'y a dans la nation que l'autorité souveraine qui puisse arrêter le cours de tels procédés qui sont un désordre.

IL faut observer que l'objet de ce recours n'est point de faire réformer par le Souverain, le jugement des Magistrats sur le fonds; mais de lui faire annuler ce jugement; de lui faire déclarer que ce jugement doit être regardé comme n'ayant point été rendu; car en effet il n'a pu l'être, les Juges n'étant point suffisamment instruits des faits sur lesquels ils avoient à délibérer pour en connoître les rapports avec la loi; en conséquence, l'ordre demande absolument que le Souverain renvoie les parties pardevant d'autres Magistrats, qui, pour faire parler la loi, constatent les faits par tous les éclaircissements que les premiers ont négligé de se procurer.

IL est sensible qu'une telle opération ne met point le Souverain dans le cas d'être à la fois Législateur & Magistrat: il ne connoît point du jugement *rendu par la loi*, & il ne le pourroit;

car le *Souverain & la loi ne sont qu'une même autorité*, puisque la loi n'est que l'expression de la volonté du *Souverain*. Recourir au *Souverain* contre un jugement rendu par la loi, ce seroit appeller *du Souverain au Souverain*, attendu que ce jugement doit être regardé comme son propre ouvrage, parce qu'il est *celui de la loi* : une telle pratique est donc inadmissible, par la seule raison qu'elle ne tendroit qu'à mettre le *Souverain* en contradiction avec lui-même : une fois qu'un *Juge* a jugé, il ne peut plus juger une seconde fois ; ce seroit cependant ce qui arriveroit, si après que la loi a jugé, le *Souverain* qui a jugé par elle, vouloit rendre un nouveau jugement.

L'ORDRE veut donc *nécessairement* que dans le cas supposé, le *Souverain*, comme je viens de le dire, se borne à déclarer que la loi n'a pas jugé, parce qu'elle n'a pu juger ; & qu'il renvoie ensuite devant des *Magistrats* qui la mettent en état de le faire : par ce moyen, le *Souverain* ne juge lui-même que les procédés des *Magistrats* ; & il peut le faire sans aucun inconvénient, sans tomber dans aucune contradiction ; parce

que leurs procédés ne font point son ouvrage (a).

JE ne crains pas qu'on m'objecte que si le Souverain ne peut connoître que de la forme des jugemens, sans entrer dans l'examen du fonds, il sera facile aux Juges de préparer des injustices par une marche régulière. Ceux qui me feroient cette objection, entendraient sans doute par le terme d'injustice une injustice *évidente* ; car si elle ne l'étoit pas, on n'auroit nul droit de la caractériser d'injustice. Mais une injustice *évidente* commise par des Magistrats, est une chose qu'on ne peut jamais supposer dans une nation parvenue à une *connoissance évi-*

(a) S'il est des cas où l'on pourroit croire que pour des raisons d'État, on seroit obligé de déroger à ces règles, nous ne pensons pas qu'il nous convienne de les prévoir :

1°. Parce que comme nous ne nous occupons ici que de ce qui se doit faire en règle, ou dans l'ordre, ce qui en sort par des considérations supérieures, n'est plus de notre sujet.

2°. Parce que la raison d'État étant alors difficile à apprécier, on pourroit aisément s'y méprendre,

dente & publique de l'ordre , & dont les loix positives sont toutes marquées au coin de cette évidence. Une injustice évidente seroit la violation d'un droit évident : or si ce droit étoit évident , son évidence seroit publique ; dans ce cas , il ne s'éleveroit point de contestation à son sujet , pour fournir aux Juges l'occasion de commettre une injustice évidente : & s'il étoit possible que ce droit fût contesté , son évidence triompheroit , par la seule force qu'elle trouveroit dans sa publicité.

IL ne faut pas assimiler une nation éclairée à une nation qui vit dans l'ignorance : dans la première l'évidence est despotique , & personne ne peut se soustraire ouvertement à son despotisme ; car l'action de choquer ouvertement l'évidence blesseroit évidemment l'intérêt général , l'intérêt commun du Souverain & de la nation , & les armeroit sur-le-champ contre ce désordre évident. Dans la seconde , tout devient ou paroît arbitraire ; & l'évidence peut être contredite , parce qu'elle n'est jamais assez répandue pour que les regards soient généralement

néralement attachés sur elle. Les hommes alors séparés les uns des autres par la diversité de leurs opinions & de leurs intérêts particuliers, ne font quelque attention aux objets, qu'autant qu'ils sont liés avec ces mêmes intérêts particuliers; & c'est toujours par cette liaison qu'ils en jugent. Dans cette position une injustice *évidente* ne peut faire une sensation publique; tandis qu'elle est totalement inconnue du plus grand nombre, il arrive que parmi ceux qu'elle intéresse, les uns la blâment, & les autres lui applaudissent: ainsi son évidence est sans force, parce qu'elle n'acquiert aucune *publicité*.

Si je pouvois plus loin cette dissertation, elle me conduiroit à répéter ce que j'ai dit dans les Chapitres précédents sur l'autorité despotique de l'évidence dans une nation instruite, ainsi que sur la manière dont cette autorité se communique aux loix, & assure à perpétuité l'observation la plus scrupuleuse des devoirs du Magistrat. Je termine donc ce Chapitre, en disant qu'il est évident que la forme essentielle de la socié-

té établit le despotisme légal dans la partie du gouvernement qui a pour objet de maintenir l'ordre des rapports que les sujets ont entre eux ; & que ce despotisme légal est avantageux au Souverain autant qu'à la nation ; car ces rapports n'étant que les droits & les devoirs résultants du droit de propriété , leur ordre ne peut être troublé qu'au préjudice de ce même droit de propriété ; par conséquent au détriment des produits qui ne peuvent renaître sans lui , & dans lesquels le Souverain partage avec la nation.

IL est vrai que ce despotisme légal étant un effet nécessaire de l'évidence , il écarte absolument l'arbitraire , & rend impraticables dans les Souverains , comme dans les Magistrats , les abus de l'autorité , qui troubleroient l'administration de la justice ; mais si les Rois pouvoient commettre arbitrairement toute sorte d'injustices , ils ne feroient plus les images vivantes d'un Etre souverainement & essentiellement juste ; ils cesseroient d'être Rois , dès qu'ils cesseroient d'agir en Rois. Et de quoi leur serviroit

il d'avoir cette liberté funeste , cette liberté qui n'est pas même dans celui qui les a faits ce qu'ils sont ? Ils ne pourroient en faire usage , sans dégrader leur dignité , & sans trahir , à tous égards , leurs véritables intérêts.

CHAPITRE XXVI.

Des Rapports qui se trouvent entre la nation & le Souverain : réciprocity du besoin qu'ils ont l'un de l'autre ; rapport & conformité de leurs intérêts. Notions générales dont le développement démontrera que cette branche de gouvernement n'est point susceptible d'arbitraire.

LES rapports qui subsistent entre le Souverain & ses sujets , sont les mêmes que ceux qui se trouvent naturellement & nécessairement entre la nation & la souveraineté : ce sont des rapports d'une utilité , ou plutôt d'une nécessité réciproque ; car sans la nation , il n'y auroit ni force publique ni souveraineté ; & sans la souveraineté , il n'y auroit ni ordre social , ni nation proprement dite.

LA souveraineté vûe en elle-même n'est autre chose que la force pùblique formée par le concours & la réunion de de toutes les forces particulieres. Observez que par le mot de *forces*, il faut entendre non-seulement les forces physiques de nos corps, mais encore les richesses qui servent à multiplier ces mêmes forces, & à fournir aux dépenses nécessaires à l'emploi des forces physiques. La souveraineté, qui n'acquiert ces richesses que par le ministere de ses sujets, tient donc toute sa force de la nation; & en cela, la nation est utile & nécessaire à la souveraineté. D'un autre côté, c'est à l'aide de la force qui constitue la souveraineté, que l'ordre se maintient, & que la sûreté civile & politique de la société s'établit. La nation, considérée comme corps social, n'a donc d'autre consistance que celle que lui donne la puissance politique de la souveraineté; & en cela, la souveraineté est utile & nécessaire à la nation.

DE ces premieres notions résultent évidemment deux grandes vérités: la premiere qu'il est de l'intérêt de la souveraineté que la nation, dont elle tire:

toute sa richesse, toute sa force, soit dans le meilleur état possible de richesse & de population; la seconde, qu'il est de l'intérêt de la nation que la souveraineté, dont elle attend toute sa sûreté, soit dans son dernier degré possible de puissance.

AINSI l'ordre des rapports qui se trouvent entre la nation & la souveraineté, est tel que les véritables intérêts de l'une sont inséparables des véritables intérêts de l'autre; par-conséquent que l'évidence de cet ordre devient l'évidence de l'intérêt commun du Souverain & des sujets. De-là nous devons conclure qu'il est moralement impossible que l'évidence de cet ordre, de sa nécessité, de l'intérêt commun qui en résulte, puisse être publiquement reconnue, sans devenir despotique; & comment son despotisme légal pourroit-il ne pas s'établir en cette partie, quand tous les intérêts réunis par leur évidence, demandent qu'il s'établisse?

EN-VAIN on voudroit chercher dans le Souverain, un intérêt personnel contraire à celui de la nation & de la souveraineté: cet intérêt ne pourroit avoir pour

objet que d'augmenter *arbitrairement* le revenu public. Je conviens que ce desir peut naître dans les Souverains ; mais j'ajoute en même-temps que ce n'est qu'autant qu'il ne sera pas *évident* que cette partie ne comporte rien d'arbitraire ; qu'elle est soumise à des loix essentielles & immuables établies par l'ordre physique même ; que l'observation constante de ces loix est la seule voie par laquelle un Souverain puisse parvenir au dernier degré possible de richesse ; que de toute autre manière , ce qu'il pourroit faire pour l'augmenter , ne serviroit qu'à la détruire ; que la richesse des sujets enfin est toujours & *nécessairement* la mesure proportionnelle de celle du Souverain ; qu'ainsi la plus grande richesse possible ne peut résulter que de la plus grande richesse possible de la nation.

IL est certain que si ces vérités sont *publiquement évidentes* , il n'est plus d'abus à craindre dans la formation du revenu public ; & comme les abus dans ce genre sont la source de tous les autres , je vas tâcher de démontrer qu'il n'en est aucun dont l'ordre social , toujours fondé sur l'ordre physique , soit

susceptible ; & qu'une administration telle que ce même ordre l'établit *nécessairement*, est *nécessairement* aussi la plus conforme aux intérêts personnels du Souverain & à ceux de la Nation.

CHAPITRE XXVII.

Formation du revenu public ; ses causes , son origine , son essence. Deux sortes d'intérêts communs au Souverain & à la Nation , qui paroissent opposés entre eux ; comment ils se concilient dans l'ordre essentiel des sociétés ; comment ils contrastent dans un état d'ignorance. Impossible que le revenu public soit arbitraire ; il ne doit être que le résultat de la co-propriété des produits nets acquise incommutablement au Souverain. Entre cette co-propriété & les propriétés particulières il y a des bornes communes & immuables. Intérêts personnels du Souverain inséparables de ceux de la Nation.

J'AI déjà représenté plusieurs fois les
Tome II. C

Souverains comme *co-propriétaires* du produit *net* des terres de leur domination : je ne crois pas qu'on puisse trouver parmi les institutions sociales , rien de plus heureux pour eux & pour leurs sujets tout à la fois : d'un côté , le revenu d'un Souverain se trouve être le produit d'un droit semblable à tous les autres droits de propriété , & qui tient , comme eux , à l'essence même de la société ; d'un autre côté , les sujets ne voient rien dans ce droit qui puisse leur paroître onéreux : le Souverain considéré dans son droit de co-propriété , n'est plus à leurs yeux qu'un grand propriétaire , qui ne jouit point aux dépens des autres ; qui tout au-contraire , leur est uni par l'intérêt commun qu'ils ont tous à donner la plus grande consistance & la plus grande valeur possibles à leurs propriétés communes.

TEL est le revenu public , & telle est la force publique dans une nation. Telle est cette force publique , & telle est la sûreté civile & politique du corps social ; conséquemment la sûreté de la propriété , & de tous les droits qui en résultent. Sous ce premier point de vue il importe.

donc beaucoup à une nation , que le revenu public parvienne à son plus haut degré de richesse *physiquement* possible ; ainsi son intérêt & celui du Souverain sont le même à cet égard.

IL importe encore à la nation, que les revenus particuliers dont elle jouit personnellement, soient les plus grands revenus *physiquement* possibles ; qu'ils forment pour elle personnellement, une grande masse de richesses *disponibles* : mais cette grande masse de richesses *disponibles* ne peut exister chez elle qu'elles ne lui procurent une nombreuse population , & qu'en cela , la puissance du Souverain , par-conséquent la force & la sûreté politique de la société, n'augmentent à proportion : l'intérêt de la nation devient donc encore, en cette partie, l'intérêt personnel du Souverain.

AU premier coup d'œil cependant ces intérêts paroissent se contredire dans le Souverain comme dans la nation : en effet toujours ils se sont contredits , & toujours ils se contrediront , tant qu'on n'aura pas une connoissance évidente des rapports essentiels qu'ils ont entre eux , & qui indiquent naturellement les

moyens de les concilier.

Si le Souverain augmente son revenu, aux dépens de ceux de la nation, ou si la nation augmente les siens, aux dépens de celui du Souverain, un des deux intérêts est sacrifié ; le Souverain ou la nation cesse alors de jouir de sa plus grande richesse possible. Ce n'est donc par aucune de ces deux voies, que ces mêmes intérêts peuvent s'accorder ; impossible même que le sacrifice de l'un n'entraîne pas la ruine de l'autre : si le revenu du Souverain s'affoiblit, la force politique & la consistance du corps social s'alterent en proportion ; alors la propriété se trouve essentiellement compromise : si ce sont les revenus particuliers de la nation qui diminuent, la propriété est attaquée dans son essence ; le germe de l'abondance des productions est étouffé ; la richesse de la nation, la population & la puissance du Souverain s'évanouissent ; le corps social ne fait plus que languir jusqu'à ce qu'il soit détruit.

AINSI ces deux intérêts qui paroissent opposés entre eux, sont faits, pour être exactement compensés, pour être liés ensemble de manière qu'ils soient dans

une dépendance mutuelle, & qu'ils s'entresoutiennent réciproquement ; aucun d'eux ne peut éprouver un échec que l'autre n'en reçoive le contre-coup. La nécessité absolue de cet accord parfait entre eux, est un fil qui doit nous guider perpétuellement dans la recherche de l'ordre essentiel & invariable que nous devons suivre à cet égard.

LES moyens de satisfaire à cette nécessité absolue n'ont rien de mystérieux : si-tôt qu'on reconnoîtra le Souverain pour co-propriétaire du produit des terres de sa domination, nous trouverons dans les rapports de l'ordre social avec l'ordre physique, toutes les loix essentielles, qui concernent cette co-propriété, & qui rendent son intérêt inséparable de ceux de la nation. Alors nous serons convaincus par l'évidence de ces loix essentielles, non-seulement que la formation du revenu public n'a rien d'arbitraire, mais encore qu'elle est assujettie à un ordre tellement nécessaire, qu'on ne peut s'en écarter, qu'au préjudice commun du Souverain même & de la nation.

POUR peu que nous fassions attention

au terme de *co-propriété*, cet ordre nécessaire va de lui-même se manifester à nos yeux : d'abord il nous avertit qu'il faut *nécessairement instituer le revenu public d'une manière qu'il ne puisse jamais être préjudiciable aux droits sacrés de la propriété dont les sujets doivent jouir* ; il nous fait connoître ensuite, qu'en conséquence de ce premier principe, ce revenu ne doit être autre chose que le *produit de la co-propriété qui est jointe à la souveraineté* : alors examinant quel peut être le produit de cette co-propriété, nous voyons qu'il suppose *nécessairement un partage à faire du revenu des terres entre le Souverain & les autres co-propriétaires de ce revenu* ; partage dont le droit immuable de chaque co-propriétaire doit régler pour toujours les proportions, quelque révolution en bien ou en mal que ce même revenu puisse éprouver.

LA formation du revenu public ainsi simplifiée, il est évident que tout ce que vous y ajouteriez de plus, blesseroit les proportions suivant lesquelles le partage doit être fait, & seroit pris *nécessairement* sur les revenus particu-

liers de la nation. De-là résulteroit 1°. que les intérêts du Souverain & ceux de la nation , au-lieu d'être des intérêts communs , deviendroient opposés les uns aux autres , puisque pour augmenter le revenu du Souverain on détruiroit la richesse de la nation ; 2°. qu'on établiroit dans le Souverain , un pouvoir arbitraire , qui seul & par lui-même , anéantiroit tout droit de propriété dans les sujets , par-conséquent la première des conditions essentielles à la culture , & le principe constitutif de toute société.

PUISQU'IL est ainsi socialement impossible d'étendre le revenu du Souverain au-delà du produit de sa co-propriété , il en résulte évidemment que cette co-propriété doit avoir elle-même une mesure fixe & déterminée ; car si l'on pouvoit lui donner une extension arbitraire , il est évident que le Souverain , au-lieu d'être co-propriétaire seulement , se trouveroit propriétaire unique , & qu'il n'existeroit *réellement* aucun autre droit de propriété que le sien : alors l'état commun & respectif de la nation & du Souverain seroit dénaturé :

la nation ne formeroit plus un corps politique dont le Souverain est le chef ; & la souveraineté ne seroit plus qu'une propriété fonciere démesurée , qui resteroit inculte , & nécessairement seroit incapable de fournir les moyens de résister aux forces étrangères , qui certainement viendroient bientôt s'emparer de ces déserts.

Nous tenons donc déjà deux regles fondamentales concernant la formation du revenu public : la premiere, que pour ne point détruire les droits de propriété dans les sujets , *il ne doit avoir rien d'arbitraire* ; la seconde , que pour n'avoir rien d'arbitraire , *il ne doit être que le produit d'une co-propriété acquise incommutablement au Souverain , & renfermée dans des bornes qui soient posées tout à la fois & pour elle & pour toutes les propriétés particulieres*. Dans cet objet naturel & immuable, il est évident que le revenu public & le revenu particulier de chaque propriétaire n'étant que le résultat d'un partage dans une masse commune , ils se trouvent naturellement en société, sans jamais pouvoir se confondre ; qu'ils ne peuvent croître l'un sans l'autre ;

qu'ainsi les intérêts du Souverain & ceux de la nation, quoiqu'aux yeux de l'ignorance ils paroissent opposés entre eux, sont cependant des intérêts communs, qui, bien loin de se choquer mutuellement, adoptent les mêmes principes, tendent au même but, & pour le remplir, ne peuvent employer que les mêmes moyens. O bonté suprême, ordre divin, qui voulez que le meilleur état possible des Rois, soit établi sur le meilleur état possible des peuples, si les hommes à cet égard ne sont pas aussi heureux qu'ils pourroient & devroient l'être; si le gage naturel de leur prospérité commune se change en un fléau destructeur; ce n'est pas vous, ce sont eux-mêmes qu'ils en doivent accuser; leurs préjugés les aveuglent, & les empêchent de voir que leur bonheur est placé dans leurs mains; qu'il est le fruit nécessaire de l'observation de vos loix; de ces loix qu'on ne peut violer, sans éprouver les peines attachées invariablement à ce dérèglement.

POUR mettre dans la plus grande évidence les deux regles fondamentales que je viens d'établir d'après l'ordre physi-

que même, remontons à l'origine des sociétés particulières : lorsqu'elles ont pris une forme & une consistance ; lorsqu'elles sont devenues de véritables corps politiques , elles se sont trouvées dans le cas d'avoir des besoins politiques qui exigeoient d'elles des dépenses ; pour y satisfaire il a fallu instituer des fonds publics ; & pour instituer ces fonds publics, on a du nécessairement fixer la proportion dans laquelle chaque revenu particulier y contribueroit. Nous n'avons point à examiner quelle a dû être cette proportion ; la seule vérité que nous ayons à saisir ici , c'est que *cette institution d'un revenu public étant faite en faveur de la propriété , elle n'a pu ni dû être destructive de la propriété.*

DE cette première vérité résulte évidemment que la contribution au revenu public n'a pu ni dû rester arbitraire , ni dans les contribuables , ni dans l'autorité qui avoit l'administration de ce revenu : arbitraire dans les contribuables, les besoins du corps politique auroient pu n'être pas satisfaits ; elle eût donc été hors d'état de remplir l'objet de son institution, de procurer aux propriétés

particulieres la sûreté, la stabilité qui leur étoient essentielles : arbitraire dans l'administrateur , la propriété fonciere seroit devenue nulle , en ce qu'elle se seroit trouvée séparée de la propriété des produits. Une telle désunion est physiquement impossible par deux raisons : premièrement , le droit de propriété n'est autre chose que le droit de jouir ; or on ne peut jouir d'une propriété fonciere que par le moyen de ses produits : en second lieu , personne ne voudroit travailler & dépenser pour faire renaître des produits , dès qu'un pouvoir arbitraire pourroit en disposer à son gré.

IL est sensible que si les hommes avoient en cette partie établi un tel pouvoir , ils auroient perdu sur-le-champ & le droit & la liberté de jouir ; ainsi , pour conserver leurs propriétés , ils auroient commencé par s'en dépouiller ; pour fonder un revenu public , ils auroient commencé par éteindre le germe de la reproduction ; pour se donner une consistance sociale , ils auroient commencé par détruire le premier principe de toute société.

LA proportion de la contribution au

revenu public a donc été dès l'origine des sociétés, assujettie, par une nécessité physique, à une mesure certaine & constante, du-moins pour les temps qui n'exigeoient point de dépenses extraordinaires, telles que celles qu'une nation feroit dans le cas de faire, pour résister aux entreprises d'une puissance étrangere qui voudroit lui donner des fers.

CETTE proportion ayant été réglée, & se trouvant invariable, il est évident que l'obligation de s'y conformer dans la contribution au revenu public, est devenue une charge *réelle*, inséparable des biens-fonds, dans quelques mains qu'ils passassent; il est évident encore que les terres cultivées n'ont pu être échangées, vendues, transmises en un mot à un nouveau propriétaire, qu'à la charge, par lui, de satisfaire à cette obligation.

AINSI s'est faite *nécessairement* une sorte de partage du produit des terres entre les propriétaires fonciers & l'administrateur du revenu public; partage qui a rendu le corps politique, par conséquent le Souverain qui le représente, co-propriétaire de ce produit; partage,

qui bien loin d'avoir été onéreux aux premiers propriétaires fonciers , s'est trouvé nécessaire & avantageux pour eux , puisqu'il leur procuroit la sûreté de leurs propriétés , & la liberté d'en jouir : aussi n'a-t-il eu lieu qu'à raison de son utilité.

AVANT ce partage le corps politique n'ayant aucune consistance, le droit de propriété n'étoit point , *dans le fait*, un droit solide & constant , & la possession des terres , si tant est qu'elles fussent cultivées , ne pouvant être garanties par aucune force capable de la mettre à l'abri des violences , elles ne pouvoient avoir aucune vénalité , aucune valeur courante dans le commerce. Mais au moyen de ce partage , la propriété foncière devenant un droit certain, aussi solidement établi qu'il pouvoit l'être , les terres ont pu être défrichées sans aucun risque pour la dépense que le défrichement exigeoit ; alors elles ont acquis une valeur vénale , non en raison de la totalité de leur produit *net* , mais en raison seulement de la portion de ce produit *net* , que ce même partage laissoit à la disposition du propriétaire foncier. Cette

portion seule est devenue aliénable ; l'autre portion ne pouvant l'être , puisqu'elle étoit désignée pour devoir appartenir *incommutablement* au Souverain , & former dans sa main une sorte de richesse commune , destinée à l'utilité commune de toute la nation ; ainsi dès-lors tous les acquéreurs n'ont payé les terres qu'à un prix relatif à la portion , que leur acquisition leur donnoit droit de prendre dans le produit de ces mêmes terres.

Si le revenu public s'est , en quelque sorte , formé aux dépens des revenus particuliers dont jouissoient les premiers possesseurs des terres, il est sensible qu'ils n'ont fait ce prétendu sacrifice , que parce qu'il leur étoit avantageux de le faire , & que sans cela , ils ne pouvoient s'assurer aucune propriété foncière , aucuns produits. Mais après eux quiconque a acquis la propriété d'une terre cultivée , ne peut pas dire qu'il contribue de son bien à ce même revenu , *à moins que la proportion* du partage à faire avec le Souverain n'ait changé , & *n'ait augmenté l'impôt depuis l'acquisition* : il est vrai que la terre que possède cet acquéreur , l'as-

sujettit à payer un impôt ; mais aussi c'est elle-même qui lui fournit les valeurs nécessaires pour satisfaire à ce paiement ; par ce moyen cette charge se trouve acquittée sans qu'il soit rien pris sur le produit *net* , que le nouveau propriétaire a compté se procurer en acquérant la terre. Ne me dites pas que sans l'impôt , ce produit *net* seroit plus considérable pour ce même propriétaire ; il est vrai que ce produit *net* seroit plus considérable pour les possesseurs de cette terre ; mais alors ou le même homme ne seroit pas propriétaire de ce produit *net* en son entier , ou il l'auroit payé plus cher à proportion.

SUPPOSONS que le prix courant des terres soit le denier 20 : un particulier, avec 40 mille francs , achete une terre de 2 mille liv. de revenu , & qui donne 1000 liv. à l'impôt ; mais elle en vaudroit 60 mille , si l'impôt ne prenoit pas ces 1000 livres dans le produit *net* de cette terre ; ainsi son acquéreur ou rendroit annuellement ces 1000 livres à quelque co-propriétaire de ce produit *net* , ou il auroit déboursé 20 mille francs de plus pour cette acquisition.

LES 1000 livres payées par la terre à l'impôt sont donc totalement étrangères à son acquéreur : que cette somme fixe & déterminée soit remise annuellement au Souverain , ou à d'autres copropriétaires du produit *net* de cette terre , tant qu'elle donnera le même revenu total, rien de plus indifférent à l'intérêt direct & immédiat de cet acquéreur : comme propriétaire il ne paye rien à l'impôt , quoiqu'il participe , en cette qualité , à tous les avantages qui résultent de l'institution de l'impôt.

J'OBSERVE en passant que c'est à regret que je donne au revenu public le nom d'impôt : ce terme est toujours pris en mauvaise part ; il annonce une charge dure à porter , & dont chacun voudroit être exempt : le revenu public au contraire , tel qu'il se présente ici , n'a rien d'affligeant : en remontant à son institution , on voit qu'elle est le fruit de son utilité ; depuis ces premiers temps ce revenu n'est pour le Souverain , que le produit d'une propriété foncière distincte de toutes les autres propriétés qui appartiennent à ses sujets : encore ce produit est-il employé pour l'utilité
commune

commune de la société, de sorte qu'à raison de cette utilité commune, il devient un patrimoine commun, dont on jouit en commun, tout aussi réellement que chacun jouit de son patrimoine particulier.

IL me semble que nos idées acquièrent une grande clarté, en distinguant ainsi deux époques, celle d'une société naissante & celle d'une société formée : dans la première, nous trouvons que les propriétaires fonciers payoient l'impôt ; que ce sont eux, qui par les dépenses primitives qu'ils ont faites pour préparer les terres à recevoir la culture, les ont mises en état de donner les produits destinés à l'impôt ; qu'ils n'ont point été remboursés de ces dépenses ; qu'ainsi l'impôt a été pris constamment sur des produits dont ils étoient en possession, mais dont ils ont préféré de distraire une portion pour convertir leur possession incertaine en pleine propriété, & s'assurer ainsi la jouissance constante & paisible de l'autre portion.

IL n'en est pas de même des propriétaires fonciers dans une société formée : dans une société où les terres ont

tellement changé de main , qu'il ne reste plus aucune trace de leurs premiers possesseurs , ni de leurs intérêts personnels : en la supposant organisée suivant son ordre essentiel ; suivant cet ordre qui ne comporte rien d'arbitraire , l'impôt y conserve bien sa même destination ; mais il n'est le fruit d'aucun sacrifice fait par ces propriétaires fonciers : nous voyons au-contraire que dans une telle société , le produit *net* des terres est destiné à se partager entre le Souverain & eux , que la proportion suivant laquelle ce partage doit être fait , est établie d'une manière invariable ; qu'en vertu de cette proportion constante & connue , le sort des propriétaires fonciers est assuré ; que par ce moyen , les terres ont acquis dans le commerce , une valeur vénale relative au partage à faire de leur produit *net* entre l'acquereur & l'impôt ; que cette valeur vénale est telle que l'acquereur ne paye que le prix de la portion du produit *net* dont il doit jouir ; que l'autre portion n'est point aliénable ; qu'elle n'entre dans aucune considération lors de l'estimation des terres à vendre ; qu'ainsi les nouveaux propriétaires ne

contribuent nullement à l'impôt, qui ne prend rien sur leurs capitaux quand ils achètent, ni sur les revenus que ces mêmes capitaux doivent leur donner après l'acquisition.

IL est donc évident que dans une société formée, la loi la plus essentielle, la loi fondamentale concernant l'impôt, est qu'il n'ait rien d'arbitraire : voilà le point fixe dans lequel l'ordre à cet égard consiste essentiellement. Cette règle est d'une nécessité physique, parce qu'un impôt arbitraire, en annullant la propriété mobilière des produits, annulleroit aussi la propriété foncière dont l'ordre physique ne peut absolument se passer : il deviendroit ainsi destructif de la reproduction annuelle, par conséquent de sa propre substance : l'anéantissement des richesses de la nation entraineroit nécessairement celui des revenus du Souverain, & celui de la souveraineté.

Quand l'impôt n'est point arbitraire, la propriété foncière se trouve inséparablement unie à la propriété mobilière d'une portion fixe dans les produits ; ces deux propriétés concourent ensemble à former la valeur vénale des biens-fonds :

alors l'action d'acquérir une terre est un contrat passé, au nom de toute la nation, entre l'acquéreur & l'autorité tutélaire ; contrat synallagmatique par lequel cette autorité lui garantit la propriété de la portion du produit dont il paye la valeur & acquiert la jouissance, tandis que de son côté, il s'engage aussi de laisser cette même autorité jouir constamment de l'autre portion qu'il n'a point acquise. Dès ce moment, cet acquéreur forme librement & volontairement une société avec le Souverain même : si ce particulier parvient à augmenter le produit net de sa terre, cette augmentation se partagera entre le Souverain & lui, dans une proportion établie par une loi constante, uniforme, générale, & reconnue tacitement par lui-même dans son contrat d'acquisition.

Le terme de société doit être pris à la lettre ; car le Souverain, en sa qualité de co-propriétaire du produit, doit participer à toutes les variations en bien ou en mal, que ce même produit peut éprouver. Il ne faut donc pas confondre la part proportionnelle que le Souverain doit prendre dans les produits en

vertu de son droit de co-propriété, avec un impôt fixe & invariable établi sur telle ou telle portion de terre. Le seul avantage qu'on puisse trouver dans ce dernier impôt, c'est qu'après son établissement, il ne prête point à l'arbitraire : mais il a des inconvénients majeurs auxquels il est physiquement impossible de remédier.

LES terres ne produisent qu'en proportion des avances qu'elles reçoivent ; or celles-ci n'ont rien d'uniforme, surtout dans un État où la culture n'est point encore dans sa perfection : les impôts fixes sont donc *nécessairement* préjudiciables ou au Souverain, ou aux propriétaires fonciers, lorsque leur évaluation n'a pour base que la mesure & la qualité des terres, & non leurs produits connus. Dans les mains d'un cultivateur mal-aisé une terre ne donnera qu'un revenu médiocre : confiez la culture à un riche cultivateur, la même terre donnera le double du revenu. Dans le premier cas, l'impôt peut se trouver être une surcharge, tandis que dans le second, le Souverain perd une partie de ce qu'il doit prendre dans le produit.

IL est encore d'autres inconvénients propres & particuliers à ce genre d'impôt : mais sans les présenter en détail , je me contente d'observer qu'il est essentiellement vicieux en ce qu'il *suppose* le produit, & qu'il en est indépendant ; au lieu que l'impôt proportionnel perçu par forme de partage , ne se mesure point sur un produit *supposé*, mais bien sur un produit *réel*, & avec lequel il est toujours parfaitement d'accord. Cette balance a deux grands avantages : le premier , que le revenu public est toujours le plus grand qu'il soit possible , sans que personne soit grévé , & puisse se plaindre d'y contribuer : le second , est que le Souverain n'est jamais étranger aux progrès de la culture : il s'établit naturellement & *nécessairement* entre ses sujets & lui, une communauté d'intérêts dont l'accroissement de la richesse nationale est l'objet, & qui forme ainsi le lien le plus puissant du corps politique.

CETTE communauté d'intérêts résultante de l'impôt proportionnel est un article bien important aux progrès dont la culture est susceptible dans un Royaume agricole : chaque propriétaire foncier

qui fait des dépenses en améliorations, ne s'y détermine que parce qu'il est assuré que la valeur vénale de la terre augmentera d'autant ; & cette assurance lui vient de la certitude qu'il a que la portion qu'il doit prendre dans ces améliorations, ne lui sera point enlevée par l'impôt. Remarquez encore en cela combien l'impôt proportionnel est préférable à un impôt fixe & indépendant des produits : dans ce dernier cas, un propriétaire foncier n'est point à l'abri de la crainte d'une nouvelle évaluation, qui lui fasse perdre le fruit & la propriété de toutes les sommes dépensées en améliorations.

JE ne fais qu'indiquer ici les avantages qui résultent de la vénalité des terres ; j'entends de la certitude morale de pouvoir les vendre à un prix relatif aux dépenses que l'on fait pour les améliorer. Les aperçus que je présente, suffisent pour montrer combien il est intéressant pour un Souverain & pour une nation, que la proportion établie entre les revenus des propriétaires fonciers & l'impôt ne soit sujette à aucune variation ; car c'est l'immutabilité de cette

proportion qui décide de cette vénalité.

DÉNATURONS maintenant cet ordre essentiel, & rendons l'impôt arbitraire : que vendra-t-on, quand on voudra vendre une terre ? Et qui est-ce qui se présentera pour l'acheter ? Une terre n'est vénale qu'autant qu'elle a une valeur certaine : & elle n'a une valeur certaine, qu'autant qu'elle donne un revenu certain : celles même dont le produit est absolument casuel, sont considérées comme ayant un revenu certain ; on parvient à le fixer, malgré ses variations, en formant de plusieurs années une année commune. Un tel casuel peut être évalué tant que le cours des révolutions qu'il éprouve, est dans l'ordre de la nature & des mouvements d'une société ; mais son évaluation n'est plus possible, sitôt qu'il dépend absolument d'un pouvoir arbitraire : dans le premier cas, on vend du moins une propriété ; dans celui-ci, on n'en vend point une véritable : car on n'est point véritablement propriétaire d'une chose, dont une autorité quelconque peut arbitrairement nous dépouiller.

IL est évident que dans une telle position, le propriétaire foncier, ne l'étant

pas

pas d'une portion fixe & assurée dans le produit de ses terres, *il ne peut vendre une propriété qu'il n'a pas.* Mais dès qu'il n'est aucune portion du produit qui soit vénale, les terres ne le sont plus aussi : il n'est plus possible ni de les vendre, ni de les faire entrer dans les engagements que les membres d'une même société ont si souvent besoin de contracter entre eux. Ainsi plus de ressources pour les propriétaires fonciers ; il faut absolument qu'ils périssent, si quelque événement les met hors d'état de soutenir les charges de la propriété : un mur de séparation se trouve élevé entre les richesses pécuniaires & les biens-fonds ; ces deux sortes de richesses ne peuvent plus s'unir pour se féconder mutuellement ; celles-là, pour trouver de l'emploi, passent chez l'étranger, & laissent les terres incultes, faute des bâtimens nécessaires à leurs exploitations, ou d'autres dépenses semblables, dont les propriétaires fonciers sont tenus, mais qu'ils ne peuvent plus faire, parce qu'ils n'en ont plus les moyens.

LES terres ne se fertilisent que par des dépenses ; & une partie de ces dé-

penſes eſt à la charge du propriétaire foncier : il eſt donc d'une néceſſité phyſique que les richèſſes pécuniaires, ſtériles par elles-mêmes, puiſſent ſe marier avec les richèſſes foncières, pour que de leur union réſulte une abondance de productions, qui ſans cela ne peut avoir lieu; il eſt donc d'une néceſſité phyſique que les terres acquièrent dans le commerce, une valeur certaine & courante, qui permette ou de les vendre, ou de les engager; qui les mette, en un mot, dans le cas d'attirer à elles les richèſſes pécuniaires dont elles ont beſoin; il eſt donc d'une néceſſité phyſique que les terres donnent à leurs propriétaires, un revenu certain, dont la propriété certaine aſſure aux terres une valeur qui les rende commercables; il eſt donc d'une néceſſité phyſique que l'impôt ne ſoit point arbitraire; que la proportion qui règle le partage à faire du produit net entre le Souverain & les propriétaires fonciers, ſoit fixe & invariable; ſans cela plus de propriété foncière, plus de culture, plus de produits, plus d'impôt, plus de nation, plus de ſouveraineté.

Si au-contre , cette loi fondamentale de l'ordre essentiel est suivie , l'état du propriétaire foncier est dans la société , l'état le plus avantageux possible , à raison de sa solidité ; la préférence lui étant acquise sur tous les autres états , chacun à l'envi s'empresse de convertir ses richesses mobilières en richesses foncières ; on ne connoît plus de meilleure façon d'employer son argent , que celle , pour ainsi dire , de le semer pour le multiplier ; on voit naître ainsi la plus grande abondance possible dans tous les genres de productions ; l'industrie , la population , les revenus du Souverain , la puissance politique , tout enfin croît *nécessairement* en raison de cette même abondance ; pour comble de bonheur , personne alors ne paye l'impôt ; & cependant tout le monde jouit des avantages qu'il assure à la société.

CHAPITRE XXVIII.

Suite du Chapitre précédent. Ce qui est à faire avant que la copropriété du Souverain puisse partager dans les produits des terres. Ce que c'est qu'un produit brut ; ce que c'est qu'un produit net. Ce dernier est le seul qui soit à partager entre le Souverain & les propriétaires fonciers. Reprises privilégiées du cultivateur sur le produit brut, Dans une société conforme à l'ordre, ces reprises sont toujours & naturellement fixées à leur taux le plus bas possible par la seule autorité de la concurrence : dans cet état, le produit net est toujours aussi la plus grande richesse possible.

pour le Souverain & pour les propriétaires fonciers , en raison de leur territoire.

Nous avons vu dans le Chapitre précédent , que le revenu public ne devoit avoir rien d'arbitraire , & qu'il ne pouvoit être autre chose que le résultat d'un partage à faire du produit des terres entre le Souverain & les propriétaires fonciers , en vertu de la co-proprieté de ce même produit dévolue à la souveraineté. J'ai fait observer que cette co-proprieté devoit être bornée comme toutes les propriétés particulieres ; que sans cela , elle les envahiroit & les annulleroit toutes ; qu'ainsi au-lieu de consolider la société , elle la détruiroit dans son principe essentiel.

CETTE derniere vérité est par elle-même d'une évidence si frappante que je pourrois me dispenser d'y revenir ; mais elle est aussi d'une telle importance , & elle a tant de préjugés à vaincre avant de s'établir solidement parmi les hommes , que je crois à propos de la faire en-

visager dans tous les rapports qu'elle se trouve avoir avec la reproduction. En conséquence, je vas tâcher de développer comment l'ordre physique de la reproduction veut que les produits des terres soient partagés ; comment cet ordre établit les loix fondamentales de ce partage ; comment ces loix reglent tout à la fois les droits des propriétaires fonciers, & ceux qui appartiennent au Souverain en vertu de sa co-propriété.

LE produit des terres se divise en produit *brut* & en produit *net*. Comme en général un produit ne s'obtient que par le moyen de dépenses préalables, il commence d'abord par être un produit *brut*, c'est-à-dire, *une masse plus ou moins forte de productions, chargée de restituer la valeur de toutes les dépenses qui l'ont fait naître*. Quand sur cette masse ces mêmes dépenses ont été reprises, le surplus qui reste, est un produit *net* ; il est *tout gain* pour la société, parce qu'il est par lui-même, & à tous égards, un accroissement de richesses pour la société.

PERSONNE n'ignore que sans les avances du cultivateur, la terre ne nous donneroit presque aucunes productions. Il

faut donc qu'il y ait toujours dans la société, une portion de ses richesses mobilières qui soit consacrée à faire ces avances , & qui ne puisse être détournée de son emploi. De-là résulte qu'avant que la société puisse disposer *arbitrairement* du produit des terres , il est d'une nécessité physique que sur ces mêmes produits, on préleve le montant des reprises à faire pour raison des avances du cultivateur : sans cela , ces avances , & par-conséquent les produits ne pourroient plus se renouveler.

AINSI avant que le Souverain & les propriétaires fonciers puissent , en leur qualité , exercer aucun droit sur le produit des terres , il est de toute nécessité que le produit *net* soit dégagé du produit *brut* ; ainsi ce produit *net*, ce produit quitte & libéré des indemnités dues au cultivateur , est le seul qui puisse & doive être partagé entre les propriétaires fonciers & le Souverain ; ainsi à cet égard la nature a elle-même posé des bornes au-delà desquelles le Souverain ne peut étendre sa co-propriété ; s'il entreprend de les passer , de violer les droits sacrés du cultivateur , ce ne peut

être qu'au préjudice des avances de la culture, & conséquemment de la reproduction ; car les terres ne se fécondent qu'en raison des avances qu'elles reçoivent.

OBSERVEZ que cette première règle est toujours la même, quel que soit le cultivateur : que cet homme soit lui-même propriétaire des terres qu'il exploite, ou qu'il soit un étranger entrepreneur de la culture de ces terres, il n'en a pas moins les mêmes avances à faire pour cette culture, & les mêmes reprises à exercer pour l'entretien de ces avances. Ainsi dans le cas où ce cultivateur se trouveroit être le propriétaire foncier, le Souverain ne pourroit toujours partager que dans le produit *net*, & suivant la proportion établie, afin de ne point porter atteinte au droit de propriété.

AVANT de songer à partager le produit *net* entre le Souverain & les propriétaires fonciers, il faut donc commencer par nous occuper du partage à faire du produit *brut* entre eux & le cultivateur : à cet égard, nous devons le regarder comme un homme tout-à-fait distinct des propriétaires fonciers, parce que

les dépenses de la culture sont tout-à-fait distinctes de celles qu'il faut faire pour acquérir des propriétés foncières, ou pour les entretenir dans un état convenable à leur culture. Par cette raison, il est à propos d'examiner si ce premier partage est assujetti par l'ordre physique, à des loix propres à régler les différents intérêts qui se trouvent ici en opposition, & à les concilier entre eux de manière que la classe cultivatrice & la classe propriétaire jouissent également & constamment de la plus grande portion que chacune d'elles puisse prétendre dans les produits *bruts*.

LE cultivateur, comme cultivateur, a deux sortes d'avances à faire; les avances primitives, qui sont l'achat de toutes les choses nécessaires à son établissement, & les avances annuelles, qui sont toutes les dépenses que sa personne & ses travaux occasionnent pendant l'année, & jusqu'à ce que la récolte soit faite.

JE NE calculerai point ici les reprises que ces doubles avances l'obligent de faire sur les produits *bruts*, pour pouvoir continuer ses dépenses & ses travaux; je dirai seulement que, toute proportion

gardée , ses salaires & les intérêts de ses avances doivent lui être payés par le produit de la culture , *au-moins* aussi cher qu'ils le seroient dans une autre profession ; si vous rendez sa condition , à cet égard , pire que celle des autres hommes , la culture sera bien-tôt abandonnée , parce qu'il préférera l'emploi le plus lucratif de ses richesses mobilières , sans qu'il soit possible de l'en empêcher. Les richesses en argent qui servent à faire les achats des choses nécessaires aux avances de l'exploitation , sont des richesses occultes & fugitives , qui trouvent toujours le secret de se dérober à la contrainte , & d'aller où l'intérêt des possesseurs les appelle : impossible de forcer un homme à se faire cultivateur ; impossible de l'obliger à consacrer à la culture , une richesse clandestine , & dont , par cette raison , l'emploi ne dépend que de sa volonté ; il ne dépensera qu'autant qu'il trouvera son intérêt à cultiver & à dépenser ; c'est une condition *sine qua non*.

DE cette première vérité , je passe à une seconde ; c'est que les reprises du cultivateur ne sont jamais que ce qu'elles

doivent être *nécessairement* , quand le gouvernement se trouve conforme à l'ordre ; c'est-à-dire , quand la liberté sociale est telle que l'ordre veut qu'elle soit : alors sans le secours d'aucune autorité civile , l'autorité naturelle de la concurrence qui se trouve entre les cultivateurs , déterminent la mesure essentielle de leurs reprises , & les maintient dans la proportion *nécessaire* qu'elles doivent avoir avec les bénéfices de toutes les autres professions.

TANT que l'état de cultivateur ne sera point incertain & dangereux ; tant qu'il ne sera point exposé directement ou indirectement à des vexations arbitraires , & toujours imprévues ; tant qu'il sera *immune* , qu'il ne dépendra que des engagements qu'il aura librement contractés pour exercer sa profession ; tant que cette même profession enfin , bien loin d'être dégradée dans l'opinion déréglée des hommes , sera parmi eux honorée comme elle doit l'être , & jouira de toute la liberté dont elle a besoin , on la verra , parée de toutes ses beautés naturelles , se placer sur une ligne pa-

rallele , & à côté de toutes les autres professions lucratives , pour appeller à elle les richesses mobilières ; alors les possesseurs de ces richesses s'empresseront à l'envi de les lui consacrer ; & cette concurrence permettant aux propriétaires fonciers de ne consulter que leurs propres intérêts dans le choix des cultivateurs , il en résultera que la préférence ne sera donnée qu'à ceux dont les offes & les facultés seront plus à l'avantage du produit *net*.

IL FAUT convenir qu'en cette partie l'administration n'est point embarrassante ; elle n'a rien à faire ; il lui suffit de ne rien empêcher ; de ne priver la culture ni de la liberté ni des franchises qui lui sont essentielles ; d'abandonner aux propriétaires fonciers le soin de débattre vis-à-vis des entrepreneurs de culture , les intérêts du produit *net* ; car ces débats , qui seront toujours rigoureux , ne peuvent être au profit des premiers , qu'ils ne soient au profit du Souverain ; de laisser ainsi la concurrence en possession d'être l'arbitre naturel & souverain de ces mêmes débats ; la balance à la

DES SOCIÉTÉS POLITIQUES. 61

main, celle ci ne manquera jamais d'apprécier & de réduire à sa juste valeur; ce qui doit appartenir aux cultivateurs dans les produits *bruts*, soit comme salaires de leurs travaux, soit comme indemnités & intérêts de leurs avances; ils seront donc constamment assujettis par elle à ne prendre dans ces produits *bruts*, que la portion qu'on ne peut absolument leur refuser; & cette portion étant ainsi la plus modique qu'il soit possible, celle qui formera le produit *net*, pour se partager entre les propriétaires & le Souverain, sera par-conséquent toujours aussi forte qu'elle peut & doit l'être.

FAITES attention à notre dernière conséquence: la portion des produits *bruts*, qui formera le produit *net*, sera toujours aussi forte qu'elle peut & doit l'être: cette proposition est d'une vérité rigoureuse dans tous les sens qu'elle présente; car la sagesse d'un tel gouvernement assurant pour toujours à la culture, les plus grosses avances possibles, l'État peut toujours aussi compter sur les plus gros produits *bruts* possibles en proportion de son territoire; & au moyen de

ce que la concurrence ne permet aux cultivateurs de retenir sur ces produits, que la portion qui leur est nécessaire pour les mettre en état de perpétuer ces mêmes avances, il se trouve que le produit *net* prend tout ce qu'il peut prendre dans les plus gros produits *bruts* possibles; qu'il est ainsi pour ceux qui doivent le partager, la plus grande richesse possible.

MAINTENANT que nous voyons comment se forment les plus grands produits *nets* possibles, pour que le plus grand revenu possible soit acquis au Souverain, il ne reste plus qu'une condition à remplir; c'est de lui assigner la plus grande part possible dans ces produits *nets*. Mais pour déterminer cette plus grande part possible, c'est encore l'ordre physique qu'il nous faut consulter: nous n'avons point d'autre boussole que l'évidence de ses loix, ni d'autres moyens pour montrer ce que les Souverains ne peuvent se permettre, sans préjudicier à leurs propres intérêts.

CEPENDANT, avant de nous livrer à cet examen, je crois à propos de préve-

nir une objection. Le tableau , me dira-t-on , que vous venez de présenter , suppose toutes les terres affermées , & les produits *nets* connus par des baux faits de bonne foi ; or cette supposition est en cela doublement vicieuse.

JE fais qu'il arrive souvent que des terres ne sont point affermées ; mais il en est peu qui ne l'ayent été , ou du moins qui ne ressemblent à d'autres terres de leur voisinage qui sont affermées : je conviens qu'au défaut des baux , il ne reste que la voie de la comparaison & de l'évaluation , pour déterminer la portion que le Souverain doit prendre dans le produit *net* d'une terre. Mais aussi ces évaluations n'auront rien de dangereux , dès que les points de comparaison qui leur serviront de base , n'auront rien d'arbitraire. D'ailleurs ce qui n'est pas affermé aujourd'hui le sera demain ; tôt ou tard son produit *net* sera donc constaté par des actes authentiques , & en attendant , les terres voisines affermées , & reconnues de même qualité , serviront de bouffole. A l'égard des fraudes qu'on peut pratiquer à l'occasion de la passa-

tion des baux à ferme , elles ne peuvent guere être que momentanées ; ajoutez à cela qu'il est bien des moyens pour les découvrir , & même pour les prévenir , du-moins en grande partie.

CES fraudes ne peuvent être pratiquées que de deux manieres : 1°. par des contre-lettres ; mais elles n'auront pas lieu quand elles seront déclarées par la loi ne pouvoir jamais être obligatoires , &c. 2°. par une indemnité en argent , donnée par les Fermiers lors de la passation des baux. Mais calculez bien ces indemnités , ces *pots-de-vins* , car c'est le nom que nous leur donnons , & vous trouverez qu'il n'est pas à craindre qu'on employe de tels expédients pour éluder le paiement d'une modique portion de l'impôt. En effet, ces expédients ne pourroient avoir lieu qu'autant qu'un Fermier auroit des fonds inutiles aux avances dont il est chargé ; car s'il prend le pot-de-vin sur ces mêmes avances à faire, il faudra qu'on lui tienne compte du vuide que le détournement de cette somme occasionnera dans la reproduction. Alors un tel arrangement devient

impossible

impossible, par la raison que la somme qu'il donneroit pour pot-de-vin, est destinée à rendre annuellement 200 p.‰. en l'employant à la culture. Mais en supposant qu'un Fermier soit assez riche pour distraire de ses avances, le pot-de-vin qu'on lui demande, toujours faudra-t-il qu'on lui tienne compte des intérêts sur le pied de 10 p.‰. au-moins, & qu'il profite de quelque chose encore dans la fraude à laquelle il veut bien se prêter : au moyen de cela, le bénéfice se réduit presque à rien pour le propriétaire foncier, qui d'ailleurs par cette pratique, préjudicie à la valeur vénale de sa terre.

IL NE faut pas juger de cet objet par l'idée qu'on pourroit s'en former dans un État en désordre ; chez les nations où la culture étant languissante, le produit net se trouveroit dans un cours de dégradation progressive, par une suite naturelle de la mauvaise forme des impositions : dans l'État opposé, chez une nation où l'on ne connoitroit d'impôt qu'un impôt *sur le revenu* des terres, où par-conséquent cet impôt n'auroit rien

d'arbitraire , les revenus ne seroient ; pour ainsi dire , sujets à aucunes variations sensibles ; tous s'achemineroient du même pas vers leur plus haut degré d'accroissement , & acquerroient ainsi une sorte de publicité qui rendroit moralement impossible la mauvaise foi sur l'article des baux , sur-tout si les loix empêchoient qu'on pût sans danger la mettre en pratique ; il faudroit que la fraude fût bien modique , pour qu'elle ne devînt pas notoire.

CES observations rassemblées , & que j'élague considérablement , vous prouvent bien que les petits inconvénients dont il s'agit ici ne peuvent être d'aucune considération dans la masse générale des avantages que le Souverain & la nation trouvent *nécessairement* à se conformer , sur ce point , à l'ordre de la nature , à cet ordre qui favorise en toute maniere l'accroissement des produits dans lesquels le Souverain doit toujours prendre une part proportionnelle. Il ne faut pas s'occuper de si foibles objets quand il s'agit d'un grand nombre de millions pour le revenu public & pour

les revenus particuliers des propriétaires , ainsi que de la force politique d'un État & de tout ce qui doit concourir à sa plus grande prospérité.

CHAPITRE XXIX.

Seconde suite du Chapitre XXVII.

Comment le produit net doit se partager entre le Souverain & les propriétaires fonciers. L'état du propriétaire foncier doit être le meilleur état possible. Sans cela les produits doivent s'anéantir. Une partie du produit net n'est point disponible ; elle est affectée nécessairement aux charges de la propriété foncière. Le despotisme personnel & légal est le seul qui puisse empêcher l'impôt de devenir préjudiciable aux produits. Loix physiques concernant l'emploi du produit net : d'après ces loix le partage est toujours fait naturellement entre le Souverain & les propriétaires fonciers ; & la portion du Sou-

verain est toujours la plus grande portion physiquement possible. L'impôt est assujetti par la nature même , à une forme essentielle.

L'ORDRE physique est un ordre absolu , un ordre immuable dont nous ne pouvons nous écarter qu'à notre préjudice. Les Souverains ne peuvent donc rien prendre dans le produit net des terres au-delà de la plus grande portion *physiquement possible*. Mais quelle est-elle, cette portion ? Voilà ce qu'il est essentiel de rendre évident : en conséquence , il faut distinguer , comme nous l'avons déjà fait , deux temps différents, celui des sociétés naissantes , & celui des sociétés formées.

DANS les sociétés naissantes le revenu public institué librement , quoique *nécessairement* , en faveur de la propriété , n'a pu tellement la gréver , que l'état du propriétaire foncier cessât d'être préférable à tous les autres : sans cela , cet état eût été *nécessairement* abandonné ,

ou plutôt personne ne l'auroit embrassé. Il est dans notre constitution de tendre toujours vers notre meilleur état possible ; nous y sommes entraînés par la pente naturelle du desir de jouir qui naît & meurt avec nous : ainsi dans les sociétés naissantes la propriété fonciere a dû nécessairement être l'état le plus avantageux : ce n'a été qu'à cette condition qu'il a pu se former un revenu public ; car ce n'a été qu'à cette condition qu'il a pu s'établir des propriétaires fonciers, pour faire les dépenses primordiales de la propriété fonciere , & celles de son entretien.

Si cette prérogative de la propriété fonciere a été d'une nécessité absolue dans les sociétés naissantes, elle se trouve être encore de la même nécessité dans les sociétés formées : dans celles-ci comme dans celles-là , la propriété fonciere n'est point un don gratuit ; elle ne s'acquiert & ne se conserve que par des dépenses , qui ne peuvent être faites qu'à raison de leur utilité. Puisque les mobiles qui agissent en nous , n'ont point changé de nature ; puisque les impulsions de l'appétit des plaisirs sont les mêmes qu'elles ont

toujours été, il est sensible que lorsqu'il s'agira d'employer nos richesses, nous préférerons toujours l'emploi qui nous promet le plus de jouissances; & qu'ainsi nous ne nous porterons à convertir nos richesses mobilières en richesses foncières, qu'autant que nous croirons cette conversion avantageuse pour nous.

DANS les sociétés naissantes, la nécessité de rendre l'état des propriétaires fonciers *le meilleur état possible*, résultoit de la nécessité de les engager à défricher, à construire les bâtimens nécessaires à l'exploitation des terres, à creuser des canaux pour les arroser ou les dessécher, à planter, à faire, en un mot, les divers travaux sans lesquels en général la culture ne pouvoit avoir lieu. Ne croyez pas que toutes ces dépenses premières une fois faites, la propriété foncière se trouve exempte de toutes charges: la situation des propriétaires fonciers n'a nullement changé à cet égard, & c'est une vérité fondamentale qu'on ne peut mettre dans un trop grand jour.

NOUS ne connoissons point de nation qui n'ait plus ou moins de terres à défricher: en cela, chaque société formée:

est comme une société naissante ; ces terres ne seront défrichées , qu'autant que l'état du propriétaire foncier sera *le meilleur état possible* , sans néanmoins que ce soit au préjudice & en diminution du meilleur état possible du Souverain ; car ces deux intérêts ne doivent jamais se diviser.

MAIS quand même les terres seroient toutes en valeur , on ne pourroit rien changer encore à la condition de la propriété foncière : il est constant que beaucoup de domaines se dégradent de différentes manières ; & que pour être rétablis , ils exigent de fréquentes dépenses qui ne peuvent être faites que par des propriétaires fonciers. D'ailleurs indépendamment du cas forcé de la dégradation , nous avons celui de l'amélioration : il est très-peu de terres , qu'on ne puisse améliorer par des dépenses qui ne peuvent convenir qu'aux propriétaires fonciers : or il est certain que si , en cette qualité , leur état n'est pas *le meilleur état possible* , aucune de ces deux sortes de dépenses n'aura lieu : certainement elles ne seront pas faites, dès que chacun
en particulier

en particulier trouvera son intérêt à ne pas les faire.

NE comptons pour rien cependant ces trois premières observations ; en voici une quatrième qui sera plus sensible , parce qu'elle embrasse des objets plus étendus & plus connus. L'exploitation de la majeure partie des terres ne peut se passer de divers bâtimens ; plusieurs même sont dans le cas de ne pouvoir être cultivées , qu'autant que les eaux qui les avoisinent & les arrosent, sont contenues & dirigées par des ouvrages pratiqués à cet effet : or , il est évident que l'entretien de toutes ces différentes parties est une charge de la propriété foncière , & que si l'état du propriétaire foncier n'est pas le *meilleur état possible* , j'entends , si le produit dont il jouit n'est pas de nature , que son plus grand intérêt soit de l'entretenir par les dépenses nécessaires à cet effet , il ne se portera point à faire ces mêmes dépenses.

CETTE quatrième observation , quoiqu'elle soit d'une grande importance par elle-même , acquiert encore une nouvelle force , quand on la rapproche de la manière dont les hommes parviennent à l'é-

tat de propriétaires fonciers dans une société formée. Les acquéreurs des terres, il est vrai, achetant ordinairement des terres toutes défrichées, des terres en rapport n'ont point à faire les mêmes travaux & les mêmes dépenses, que les premiers possesseurs ont faites lors des sociétés naissantes; mais aussi ces acquéreurs remboursent-ils ces mêmes dépenses par le prix dont ils payent leurs acquisitions: or, en vertu de ce remboursement, chaque acquéreur entre nécessairement en possession de tous les droits que son vendeur avoit sur le produit net des terres vendues; & la filiation des vendeurs forme ainsi une chaîne, au moyen de laquelle le dernier acquéreur représente le premier possesseur, & doit en avoir tous les droits en propriété.

IL est évident que si dans l'origine de la société, l'état du propriétaire foncier n'avoit pas été le meilleur état possible, les terres n'auroient pas été cultivées; il est évident que pour constituer ce meilleur état possible, il a fallu que le revenu des terres, déduction faite de l'impôt, se trouvât être le plus fort produit qu'on pouvoit se promettre de ses dépenses, &

que la propriété de ce revenu fût assurée pour toujours aux propriétaires des richesses mobilières employées à la former.

TELS sont les deux avantages dont les premiers possesseurs des terres ont dû jouir *nécessairement*, & sans le concours desquels les terres n'auroient jamais acquis, dans le commerce, une valeur vénale représentative des premières dépenses faites pour les mettre en état de recevoir la culture. Mais dès que nous connoissons l'état *nécessaire* des premiers possesseurs dans une société naissante, nous connoissons aussi l'état *nécessaire* de ceux qui les remplacent & les représentent dans une société formée, puisque ceux-ci doivent jouir de tous les droits de ceux-là ; ainsi l'état des propriétaires fonciers doit être aujourd'hui, comme il a dû toujours l'être, *le meilleur état possible*.

QUAND je dis que dans une société formée l'état du propriétaire foncier doit être *le meilleur état possible*, je ne veux point faire entendre qu'on doive lui accorder des privilèges particuliers, des prérogatives sur les autres états : il

n'a besoin que de celles qui lui sont attribuées par la nature , & dont il doit jouir *nécessairement* pour l'avantage commun de toute la société. La reproduction n'est-elle pas le premier principe de toutes les richesses, de toutes les jouissances que nous pouvons nous procurer ? Cela posé , le premier agent dont la reproduction a besoin, est donc l'homme le plus essentiel à la société : or ce premier agent , c'est le propriétaire foncier : ainsi le titre de ses prérogatives se trouve dans la nécessité physique de la reproduction.

UN homme a des richesses mobilières à employer ; il commence par examiner quel sera l'emploi le plus utile pour lui : la société ne lui en présente que trois sortes : un emploi en achat de propriétés foncières ; un emploi en entreprises de culture ; un emploi en quelque une des diverses opérations auxquelles les reproductions donnent occasion. Mais observez que les richesses mobilières ne peuvent se procurer ces deux derniers emplois , qu'autant qu'elles ont commencé par se consacrer au premier ; car il n'y a lieu aux travaux de l'indu-

strie , qu'après qu'il s'est établi des cultivateurs ; & l'établissement des cultivateurs doit toujours être précédé de celui des propriétaires fonciers.

Si donc une société étoit organisée de manière qu'on préférât à l'état de propriétaire foncier , les différents emplois que l'industrie peut offrir aux richesses mobilières , il en résulteroit que la reproduction s'éteindroit ; & que ces mêmes emplois ne seroient plus possibles : alors les richesses mobilières ou pécuniaires s'éclipseroient ; elles passeroient chez l'étranger , tandis que la nation s'appauvrirait & se dépeupleroit de jour en jour.

LES privilèges du propriétaire foncier ne lui sont donc point particuliers ; ce sont au contraire des privilèges dont l'utilité réfléchit sur tous les autres hommes , & qu'il importe au Souverain même de conserver. Nous pouvons dire plus encore : c'est qu'ils ne sont point d'une nature différente de celle des droits dont tous les hommes doivent jouir également : ces privilèges consistent dans la sûreté & la liberté qui sont essentielles à la propriété foncière , parce qu'elles sont

essentielles à toute autre propriété. Ainsi toute la faveur que les propriétaires fonciers exigent du gouvernement, c'est qu'ils ne puissent être troublés dans la jouissance paisible de leurs droits naturels : à ce prix, leur état devient naturellement & nécessairement le meilleur état possible, parce qu'alors il est physiquement impossible qu'il ne le soit pas.

IL est constant qu'une multitude d'événements périodiques, & de différente espèce, occasionne une telle révolution dans la fortune des propriétaires fonciers, qu'on peut dire qu'elle les met tour à tour dans l'impuissance de soutenir les charges de la propriété foncière. Alors il faut que des acquéreurs se présentent pour les remplacer, avec des richesses mobilières capables de satisfaire à ces mêmes charges. Mais on sent bien que ce remplacement ne peut avoir lieu, qu'autant que la propriété foncière est maintenue religieusement dans tous ses droits essentiels, & que l'état du propriétaire foncier continue d'être ainsi le meilleur état possible.

CE que je dis ici des charges de la propriété foncière, nous montre que le

revenu des terres n'est point dans tout son entier véritablement *disponible* ; qu'il en est une partie spécialement affectée aux dépenses que ces charges exigent ; qu'on ne peut la détourner de son emploi naturel & *nécessaire* , sans préjudicier à la culture , par-conséquent au revenu du Souverain & à la richesse de la nation ; qu'ainsi cette partie ne doit point entrer dans la masse à partager entre les propriétaires fonciers & l'impôt. En cela nous voyons distinctement une seconde borne posée par l'ordre physique , & que le Souverain ne peut franchir sans blesser ses intérêts personnels , & ceux de la souveraineté.

DANS le code physique nous trouvons trois loix immuables concernant la reproduction : la première porte que les *avances de la culture* , sans lesquelles il n'est point de reproductions , ne pourront être faites par les cultivateurs , qu'après les dépenses à faire par les propriétaires fonciers ; la seconde ordonne expressément que ces doubles avances ne cesseront jamais de se renouveler dans leur ordre essentiel , suivant que le cours naturel de la destruction l'exige , & ce sous peine de

l'anéantissement des produits & de la société : en conséquence, dit la troisième loi, il est fait défense, sous les peines ci-dessus énoncées, aux propriétaires fonciers, & à toute puissance humaine, de rien détourner de la portion qui doit être prélevée sur les produits, pour perpétuer ces mêmes avances.

D'APRÈS cette législation naturelle & divine, il est évident, 1°. que sur les produits *bruts*, c'est-à-dire, sur la masse totale des reproductions, on doit d'abord prélever les reprises à faire par le cultivateur : 2°. que dans le surplus, qui est un produit *net*, un accroissement de richesses, il ne faut pas regarder comme *disponible*, la portion nécessaire à l'acquiescement des charges de la propriété foncière ; que le surplus est dans le vrai, la seule partie qui puisse se partager entre le Souverain & les propriétaires fonciers, par la raison qu'elle est la seule dont la société puisse arbitrairement disposer.

UNE fois que sur un produit *brut* on a prélevé les reprises du cultivateur, pour ne laisser que le produit *net*, le partage de la portion qui dans ce produit *net* est réellement *disponible*, se trouve

DES SOCIÉTÉS POLITIQUES. 81

naturellement tout fait entre le Souverain & le propriétaire foncier, *si l'impôt n'a rien d'arbitraire* ; car c'est-là le point essentiel.

JE dis que ce partage se trouve *tout fait*, parce qu'alors chacun de ces deux co-propriétaires du produit *net disponible* a des droits certains, des droits essentiellement nécessaires, d'après lesquels la part proportionnelle qu'ils doivent prendre l'un & l'autre dans ce produit *net disponible*, a été tout d'abord *nécessairement* & régulièrement déterminée. Dans ce point seulement une société naissante diffère d'une société formée : dans celle-là, il a fallu examiner & fixer quelle seroit la part proportionnelle que l'impôt prendroit dans le produit *net disponible* ; au-lieu que dans celle-ci, il ne s'agit point de régler la proportion à suivre dans le partage, mais seulement de partager d'après la proportion qui se trouve établie. Il n'y a plus de loi à faire à cet égard ; il faut se conformer à la loi faite ; la société naissante l'a instituée ; & depuis ce moment tous les contrats d'acquêts ont été autant d'actes confirmatifs de cette loi, autant

d'actes où elle a parlé pour manifester & assurer de nouveau les droits proportionnels du Souverain & ceux de l'acquéreur, relativement à l'accroissement ou au décroissement du produit disponible. Le partage entre eux ne peut donc éprouver aucune difficulté dans une société formée, à moins que la loi qui en ordonne, ne perdît l'autorité despotique dont elle doit jouir, & que l'impôt ne devînt arbitraire; révolution qui, comme je l'ai déjà dit, ne peut être que le fruit de l'ignorance, parce qu'elle ne peut arriver sans entraîner après elle la destruction de la propriété foncière, & même de tous droits de propriété, par conséquent de la Nation & de la Souveraineté.

LES loix essentielles & invariables de l'ordre physique ont donc de tous côtés circonscrit la co-proprieté du Souverain; de tous côtés on trouve en évidence les limites qui lui sont assignées comme *nécessaires* à la conservation de son plus grand revenu possible: ici, c'est le privilege du cultivateur: si ses droits ne lui sont conservés dans leur entier, plus de culture, plus de productions, plus

de revenu, ni pour le Souverain ni pour la Nation : là, ce sont les dépenses inséparables de la propriété fonciere : si on lui enleve les moyens d'y pourvoir, on met les terres dans la nécessité de se dégrader au point de rendre la culture impraticable, autre cause de l'anéantissement des produits ; de toutes parts enfin ce sont les attributs essentiels de cette même propriété fonciere, propriété dont le Souverain est obligé, pour son intérêt personnel, de protéger les droits, puisque c'est sur eux que les siens sont établis ; propriété sans laquelle la culture devenant presque nulle, faute d'avances, les productions ne pourroient plus renaître ; propriété qui décide de la vénalité des terres & des dépenses qu'on fait pour les améliorer ; propriété qu'on ne peut par-conséquent détruire dans les sujets, sans détruire aussi le domaine même de la Souveraineté, & dont les produits ne peuvent croître à leur profit particulier, qu'ils ne croissent en même-temps au profit commun du revenu public.

DE quels abus l'établissement de l'impôt pourroit-il donc être susceptible dans

le gouvernement d'un seul ? Il est physiquement impossible que le Souverain, sans se préjudicier à lui-même, veuille augmenter son revenu aux dépens de ceux de la nation ; ainsi ce projet ne peut être formé de sa part, qu'autant qu'il seroit séduit & aveuglé sur ses véritables intérêts par l'ignorance de l'ordre qu'il lui est avantageux de garder dans toute sa pureté. Plus vous le supposerez avide de richesses, & plus il sera fortement attaché à la conservation de ce même ordre, *si son évidence est tellement publique, qu'on ne puisse lui en imposer sur cet article.* Dans cette partie comme dans toutes les autres branches du gouvernement, si vous écarterez l'ignorance, dont le despotisme est nécessairement destructif, parce qu'il est arbitraire, le despotisme personnel ne sera que le despotisme légal de l'évidence d'un ordre essentiel, dans lequel il est de toute nécessité que l'état des propriétaires fonciers soit *le meilleur état possible*, afin que toutes les terres soient mises en valeur ; qu'elles reçoivent toutes les améliorations dont elles sont susceptibles ; que tous les genres de culture parviennent à leur

dernier degré de vigueur & de perfection ; que le Souverain & la nation se maintiennent constamment dans la plus grande richesse possible ; que l'ordre social enfin puisse remplir l'objet de l'institution des sociétés particulières, & par la plus grande abondance possible des productions , assurer le plus grand bonheur possible à la plus grande population possible.

Si par une suite de quelques désordres qui auroient considérablement altéré les revenus des terres , l'impôt se trouvoit être démesuré , tellement exagéré que la part des propriétaires fonciers n'eût plus aucune proportion avec les charges inséparables de leur propriété , un tel malheur ne seroit pas l'effet du gouvernement d'un seul , mais celui des abus qui auroient ou accompagné ou suivi son institution. En pareil cas même on ne pourroit pas dire pourquoi le gouvernement d'un seul ne seroit pas plus propre que tout autre gouvernement à remédier à cet inconvénient : certainement il n'auroit besoin pour cela , que d'une connoissance évidente de l'ordre à rétablir ; cette connoissance

évidente une fois acquise , les intérêts ; & conséquemment la volonté du Souverain , feroient que toutes les forces de la nation se porteroient de concert vers le rétablissement de cet ordre ; il s'opéreroit donc alors ce rétablissement heureux ; car il feroit moralement & même physiquement impossible qu'il ne s'opérât pas. D'ailleurs il n'auroit rien d'embarrassant ; il consisteroit uniquement à faire cesser les désordres qui altèrent les produits des terres : à mesure que ceux-ci reviendroient dans leur état naturel , on verroit tout à la fois l'impôt s'alléger , & cependant former un plus grand revenu public.

NOUS ne pourrions raisonner ainsi en parlant d'un gouvernement où l'autorité feroit partagée dans les mains de plusieurs : le malheur commun de la nation feroit alors la source d'une multitude d'avantages particuliers , d'intérêts exclusifs , qui , quoique divisés entre eux , feroient cependant toujours unis , quand il s'agiroit de faire force pour éloigner toute réforme. D'ailleurs on a déjà vu que l'ordre réproûve cette forme de gouvernement ; qu'ainsi on ne peut y

supposer une connoissance évidente de l'ordre : sans cette connoissance cependant le retour à l'ordre est impossible ; on ne peut l'attendre que du despotisme légal de son évidence , tel qu'il doit être dans le gouvernement d'un seul.

AVANT de clore cette dissertation , je reviens sur une proposition que j'ai ci-dessus avancée : j'ai dit que dans le cas supposé d'un impôt démesuré , sans cependant être arbitraire , on n'auroit besoin pour y remédier, que d'une connoissance évidente de l'ordre. Cette proposition est d'autant plus vraie , que ce désordre ne peut exister sans causer des maux évidents ; il ne manque donc alors pour les faire cesser que la connoissance évidente de leurs causes , & de la nécessité du retour à l'ordre. Quand je dis que ces maux sont évidents , c'est qu'il suffit des yeux du corps pour voir évidemment quand la culture est languissante ; quand il reste beaucoup de terres en friche ; quand il se fait une dégradation progressive dans cette partie ; quand la population diminue ; quand les revenus naturels & réels s'éteignent successivement ; quand les revenus factices & simu-

lés les remplacent pour les surcharger de plus en plus : tels sont en général les effets destructeurs d'un impôt démesuré, ou plutôt défordonné, de tout gouvernement enfin où le sort du propriétaire foncier n'est pas ce qu'il devrait être, où son état n'est pas *le meilleur état possible*. Quelles que soient les causes de ce désordre, il est certain qu'on ne peut les faire cesser qu'après les avoir approfondies, qu'après avoir acquis une connoissance évidente de l'ordre dont on s'est écarté sans le savoir : il est certain encore que dans un État monarchique, cette connoissance évidente suffit pour rétablir cet ordre, parce qu'alors les intérêts communs du Souverain, des propriétaires fonciers, de tous ceux qui tiennent *nécessairement* au corps politique de l'État, veulent absolument ce rétablissement ; en un mot, parce que toutes les volontés, & par-conséquent toutes les forces de l'État se réunissent à cet effet dans le Souverain.

C'EST donc une vérité bien constante que par-tout où regne une connoissance évidente & publique de l'ordre naturel & essentiel à chaque société, par-tout où le

Le despotisme personnel est légal, l'autorité, bien loin de pouvoir devenir abusive par rapport à l'institution du revenu public, se trouve être nécessairement le plus ferme appui de cet ordre, & cela par la seule raison qu'il est l'unique moyen par lequel le Souverain puisse s'assurer le plus grand revenu possible.

CET ordre, ai-je dit, se trouve tout entier renfermé dans deux règles fondamentales : la première, que l'impôt n'ait rien d'arbitraire ; la seconde, qu'il ne soit que le résultat de la co-propriété acquise au Souverain dans les produits nets des terres de sa domination. En développant ces deux règles essentielles j'ai fait voir comment elles tenoient l'une à l'autre ; comment l'ordre physique avoit posé les bornes évidentes des droits résultants de cette co-propriété ; combien il importe au Souverain même de respecter, de maintenir l'institution naturelle de ces bornes salutaires. Mais en supposant cet ordre nécessaire gardé comme il doit l'être, il s'ensuit que la perception de l'impôt est assujettie à une forme essentielle, à une forme qui le met nécessairement à l'abri de tous les incon-

vénients que le Souverain a tant d'intérêt d'écarter. Cette forme est facile à découvrir d'après les principes que je viens d'établir ; cependant elle a été jusqu'à présent si peu connue , & les pratiques qui lui sont opposées , sont si universellement adoptées , que je crois devoir en parler de manière que les préjugés les plus accrédités ne puissent échapper à la force de l'évidence avec laquelle je me propose de les combattre.

 CHAPITRE XXX.

De la forme essentielle de l'impôt. Dans quel cas il est direct, & dans quel cas il est indirect. Il est deux sortes d'impôts indirects, celui sur les personnes, & celui sur les choses commercables : tous deux sont nécessairement arbitraires. Pourquoi on leur donne le nom d'impôt indirect.

L'IMPÔT est une portion prise dans les revenus annuels d'une nation, à l'effet d'en former le revenu particulier du Souverain, pour le mettre en état de soutenir les charges annuelles de sa souveraineté. De cette définition résulte évidemment que l'impôt, qui n'est qu'une portion d'un produit net annuel, ne peut être établi que sur les produits nets annuels ; car produit net & revenu ne sont qu'une

seule & même chose : qui dit un revenu, dit une richesse disponible, une richesse qu'on peut consommer au gré de ses desirs, sans préjudicier à la reproduction annuelle ; or on a déjà vu qu'il n'y a que les produits nets qui soient ainsi disponibles,

CES premières notions nous indiquent quelle est la forme essentielle de l'impôt : *ce qui n'est qu'une portion d'un produit net, ne peut être pris que sur un produit net* ; on ne peut donc demander l'impôt qu'à ceux qui se trouvent possesseurs de la totalité des produits nets dont l'impôt fait une partie.

AINSI la forme essentielle de l'impôt consiste à prendre *directement* l'impôt où il est, & à ne pas vouloir le prendre où il n'est pas. D'après ce que j'ai dit dans les chapitres précédents, il est évident que les fonds qui appartiennent à l'impôt ne peuvent se trouver que dans les mains des propriétaires fonciers, ou plutôt des cultivateurs ou fermiers qui à cet égard les représentent : ceux-ci reçoivent ces fonds de la terre même ; & lorsqu'ils les rendent au Souverain, ils ne donnent rien de ce qui leur appar-

tient ; c'est donc à eux qu'il faut demander l'impôt , pour qu'il ne soit à la charge de personne. Changer cette forme *directe* de l'établissement de l'impôt , pour lui donner une forme *indirecte* , c'est renverser un ordre naturel dont on ne peut s'écarter , sans les plus grands inconvénients.

LA forme de l'impôt est *indirecte* lorsqu'il est établi ou sur les personnes mêmes ou sur les choses commercables : dans l'un & l'autre cas les préjudices qu'il cause au Souverain & à la nation sont énormes & inévitables ; & ils sont à-peu-près les mêmes , quoiqu'ils ayent une marche & une gradation différentes.

L'IMPÔT sur les personnes est nécessairement un impôt *arbitraire* , destructif par-conséquent du droit de propriété ; car quelle mesure évidente peut-on suivre pour fixer la quotité d'un tel impôt ? Il est impossible d'en indiquer une : par lui-même notre individu ne fait que des consommations ; par lui-même il ne produit rien , & ne peut rien payer ; il n'y a donc aucun rapport connu , disons plus , aucun rapport possible entre nos indivi-

du & un impôt établi sur eux : un tel impôt ne peut avoir d'autre mesure que l'estimation *arbitraire* de celui qui en ordonne ; car tout ce qui n'a rien d'*évident* est *arbitraire*.

L'IMPÔT sur les choses commercables a le même défaut : sous quelque aspect qu'on l'envisage, il est impossible de partir d'un point évident pour en déterminer la proportion : le prix auquel la chose imposée sera vendue, est adventice & très-inconstant ; les facultés de celui qui la vendra, & ce qu'elle lui coûte à lui-même, sont des particularités totalement ignorées ; les richesses de celui qui l'achètera ou qui voudra l'acheter pour la consommer, ne peuvent même se présumer ; la quantité de choses semblables qui pourront être consommées, loin d'être uniforme, est sujette à mille variations ; cet impôt, soit dans son produit total, soit dans ses proportions avec les objets qui ont rapport à lui, n'ayant ainsi rien que d'incertain & d'inconnu, il est impossible qu'il ne soit pas *arbitraire*.

L'IMPÔT sur les personnes ou sur les choses commercables étant donc abso-

lument & nécessairement un impôt arbitraire, c'en est assez pour le rendre incompatible avec l'ordre essentiel des sociétés, & cela, en supposant même que cet impôt ne forme point un double emploi; je veux dire, que le Souverain n'ait pas déjà pris *directement* la portion qui lui revient dans les produits nets des terres.

QUAND je dis qu'un tel impôt, en cela seul qu'il est arbitraire, devient incompatible avec l'ordre essentiel des sociétés, il faut prendre à la lettre cette façon de parler. En effet qu'est-ce que c'est que la propriété foncière? C'est une propriété représentative de la propriété mobilière, par la raison qu'un bien-fonds représente les richesses mobilières qu'on a dépensées pour l'acquérir. Qu'est-ce que c'est qu'une propriété mobilière? C'est la propriété personnelle même, considérée dans les effets qu'elle doit produire nécessairement: on ne peut être propriétaire de son individu, qu'on ne le soit aussi de ses travaux & par-conséquent des fruits qui en résultent. Ainsi à proprement parler, il n'y a qu'un seul droit de propriété, qui est

la propriété personnelle ; ainsi c'est cette propriété personnelle que vous anéantissez , lorsque vous faites violence à la propriété mobilière ; ainsi cette violence éteint le germe de la propriété foncière qui n'est qu'une autre branche de la propriété personnelle ; ainsi par l'impôt arbitraire dont il s'agit , tous droits de propriété , & par-conséquent toute société se trouvent détruits.

IMPOSSIBLE d'ailleurs que la répartition de l'impôt soit *arbitraire* , sans que chacun cherche à payer le moins qu'il peut , & à se décharger de sa cotation sur les autres : ce point de vue prête à tous les écarts de l'opinion ; impossible qu'à cet égard elle ne soit souvent blessée , & qu'elle le soit sans causer des inimitiés cruelles : la haine , la jalousie , la vengeance , les affections particulières , les intérêts personnels , le dérèglement des mœurs , voilà donc ce qui préside à cette répartition ; impossible qu'elle ne devienne pas un moyen d'oppression ; une pratique destructive , & par-conséquent toujours redoutable. De la crainte qu'elle imprime , naît naturellement & nécessairement dans la plupart des contri-

buables

buables , la ferme résolution de ne point s'exposer à ses fureurs; ils ne voient point de plus grand intérêt pour eux , que de dérober à la société la connoissance du peu de richesses qu'ils possèdent ; bien-loin d'en faire des emplois utiles pour eux & pour les autres , ils en sont détournés par cette même crainte , chaque fois que ces emplois sont de nature à acquérir une certaine publicité.

Ce système léthargique s'étend jusqu'à ceux qui n'ont pour tout bien que leurs salaires journaliers : ils voient que la répartition arbitraire de l'impôt ne leur permet pas d'accumuler ces mêmes salaires ; ils voient que leur droit de propriété mobilière n'acquiert une réalité que par les consommations qu'ils peuvent faire clandestinement , & que ce droit n'a pour eux d'autre durée que celle du moment même où ils consomment : pleins de cette idée qu'une expérience journalière nourrit & fortifie , ils se gardent bien de mettre un intervalle entre le gain de leurs salaires & leur consommation : si-tôt que ces salaires sont acquis , ils se hâtent de les dépenser , & ils ne retournent au travail

que lorsqu'ils y sont rappelés par la nécessité.

CETTE politique *naturelle* est tellement adoptée par tous les malheureux qui gémissent sous le poids d'une imposition *arbitraire*, que bien des gens se sont persuadé qu'il importoit au bien public que ces hommes fussent toujours tenus dans un état d'indigence. O vous, qui croyez que le malheur des uns est nécessaire au bonheur des autres, quelle idée vous êtes-vous donc formée de la justice & de la bonté de Dieu? Quelle notion avez-vous du *bien public*, lorsque vous condamnez à une misère habituelle, la majeure partie des hommes dont le *public* est composé? Brisez les chaînes qui empêchent ces infortunés de se mouvoir; changez leur état d'*oppression*, en un état de *propriété* & de *liberté*; alors vous ne verrez plus en eux que des hommes comme vous; des hommes avides de jouissances, cherchant à les multiplier par des travaux, & pour leur utilité personnelle devenant utiles à tous.

QUAND même il seroit possible qu'un impôt *arbitraire* n'occasionnât aucun des

abus dont il est susceptible ; comme arbitraire , la forme d'un tel impôt , qui contraste avec l'ordre physique , ne renfermeroit pas moins en elle-même des inconvénients *nécessaires* , qui deviennent , malgré nous , tellement destructifs des richesses de l'État , qu'il nous est physiquement impossible d'arrêter le cours de cette destruction.

LES inconvénients dont je veux parler sont dans la nature même de l'impôt *indirect*. Le nom qu'on lui donne ici annonce qu'il n'est point supporté par ceux sur lesquels il semble être *directement* établi , & cela est vrai , comme on le verra dans les Chapitres suivans : lors même qu'il paroît totalement étranger aux propriétaires fonciers , il retombe sur eux , & à grands frais ; car il leur coûte toujours beaucoup plus qu'il ne rend au Souverain ; il leur occasionne même en certains cas , des pertes seches dont personne ne profite ; des diminutions progressives de la masse commune des richesses disponibles , dans lesquelles le Souverain doit partager , & qui sont la mesure de sa puissance politique.

Si ces inconvénients avoient été connus, s'ils avoient été mis en évidence, certainement ils auroient fait proscrire pour jamais tout impôt *indirect* : aucun Souverain n'auroit cherché à augmenter son revenu par des procédés qui le détruisent, & qui, par cette raison même, ne peuvent être mis en pratique, qu'ils ne le constituent dans la cruelle nécessité d'augmenter d'année en année de tels impôts, par-conséquent d'aggraver d'année en année les maux qu'ils occasionnent. C'est donc dans cette évidence que nous devons puiser nos arguments pour achever de démontrer qu'il est pour l'impôt une forme essentielle, une forme dont le Souverain ne peut s'écarter qu'à son préjudice ; qu'ainsi les intérêts en cette partie sont tellement liés à ceux de la nation, que pour rendre impossible tous les abus qu'elle auroit à redouter, il suffit d'unir à l'autorité personnelle du Souverain, l'autorité despotique de cette même évidence ; de rendre, en un mot, *publiquement évident* combien il perdrait en voulant s'écarter d'un ordre qui lui

DES SOCIÉTÉS POLITIQUES. 101

assure constamment son plus grand revenu possible , & le plus haut degré de puissance auquel il puisse espérer de parvenir.

CHAPITRE XXXI.

De la forme directe de l'impôt. Combien elle est avantageuse au Souverain. Combien une forme indirecte lui seroit préjudiciable. Une forme indirecte occasionne nécessairement des doubles emplois dans l'établissement de l'impôt. Inconvénients de l'arbitraire, qui forme le premier caractère de ces doubles emplois.

LA forme directe de l'impôt est une forme essentielle, sous quelque rapport qu'elle soit considérée: soit que vous consultiez les intérêts du Souverain, soit que vous consultiez ceux de ses sujets, vous la trouverez d'une égale nécessité.

QU'EST-CE que l'impôt dans l'ordre essentiel des sociétés? C'est le produit

d'un partage dans le revenu des terres ; partage qui se fait en vertu d'un droit de co-propriété qui appartient au Souverain. Un tel impôt est donc aussi certain que la renaissance annuelle des revenus de la nation ; il est établi sur l'ordre physique de la reproduction ; il l'est encore sur notre constitution même ; sur les mobiles qui nous portent naturellement à nous assurer de la reproduction , à l'accélérer & à l'accroître autant qu'il est en notre pouvoir.

Ainsi dans l'ordre essentiel des sociétés , l'impôt est totalement indépendant ; le produit qu'il donne annuellement , est le fruit nécessaire d'un enchaînement de diverses causes , qui seront toujours les mêmes , & qui produiront toujours les mêmes effets. Mais il ne peut conserver cet avantage précieux , qu'autant qu'on ne change point sa forme essentielle ; que le Souverain prend directement la part proportionnelle que sa co-propriété lui donne droit de prendre dans les produits nets des terres de sa domination.

Si le Souverain cessoit d'user ainsi de son droit , de partager directement

dans les produits nets , par quelle voie pourroit-il s'en dédommager ? Dans quelles mains iroit-il chercher l'impôt qu'il auroit laissé dans celles des propriétaires fonciers ? Quelles que fussent les personnes auxquelles il voulût s'adresser à cet effet, elles ne pourroient lui *remettre* l'impôt , qu'autant qu'elles-mêmes l'auroient reçu de ceux qui en font renaître les fonds annuellement : mais s'il dépend arbitrairement de ceux-ci de se dessaisir de ces fonds ou de les garder, le recouvrement de l'impôt devient dépendant de tous les caprices de l'opinion dans les sujets , & le revenu public n'est plus un revenu *certain* , tel qu'il doit l'être pour l'intérêt commun du Souverain & de la nation.

INDÉPENDamment de cette incertitude, dont les suites ne peuvent être que funestes, la lenteur du recouvrement seroit encore un inconvénient majeur : les fonds de l'impôt restés dans les mains des propriétaires fonciers, ne pourroient en sortir que peu-à-peu , & souvent par une suite d'opérations très-tardives : en attendant qu'ils parvinssent au Souverain, par quels moyens pourroit-il sub-

venir aux charges journalières dont le revenu public est grévé ? Les ressources qu'il trouveroit peut-être en pareil cas, lui seroient *nécessairement* vendues fort cher ; & leur cherté aggraveroit encore de plus en plus le mal auquel il seroit toujours pressé de remédier.

JE suis propriétaire d'une terre qui me donne un revenu annuel de quatre mille livres, & qui paye au Souverain deux mille livres d'impôt. Le revenu du Souverain naît & se perçoit en même-temps que le mien : sur le retour périodique & constant de cette richesse, nous pouvons également régler notre dépense pour chaque jour : en cela nous jouissons d'un avantage *nécessaire*, parce que chaque jour est marqué par des dépenses qui ne peuvent se différer. Voilà comment le revenu public se forme dans l'ordre naturel : mais si au préjudice de ce même ordre, on me laisse possesseur des deux mille livres qui doivent appartenir au Souverain ; si elles ne peuvent arriver jusqu'à lui, qu'autant que mes dépenses les font passer par des mains étrangères, il peut très-bien se faire qu'il ne reçoive jamais une partie de ces deux

mille livres, & que le peu qu'il en touchera, ne lui parvienne que long-temps après le moment du besoin.

Nous voyons donc évidemment qu'il est physiquement & socialement impossible de dénaturer ainsi le revenu public; qu'il est physiquement & socialement impossible qu'on puisse subvenir à des dépenses certaines & journalières, par le moyen d'une richesse accidentelle & incertaine dans sa quotité comme dans la marche de son recouvrement; par-conséquent qu'il est d'une nécessité physique & sociale que le Souverain prenne directement & immédiatement dans les produits nets, la part proportionnelle qui lui appartient en vertu de son droit de co-propriété.

Si vous doutez encore de cette vérité, jetez un coup d'œil sur la société; voyez comme elle se divise sommairement en deux classes d'hommes: les uns qui sont toujours premiers propriétaires des productions renaissantes; les autres qui ne participent à ces productions, qu'autant qu'ils les reçoivent en paiement des travaux de leur industrie. Examinez ensuite quelle est celle de ces

deux classes qui est annuellement créatrice des produits dans lesquels le Souverain doit partager ; & comment ces produits passent de cette première classe à la seconde : bientôt vous reconnoîtrez que tous les revenus de la seconde classe ne sont que des espèces de salaires qui lui sont payés par les premiers propriétaires des productions ; par-conséquent que cette seconde classe , qui jamais n'est créatrice des valeurs qu'elle consomme ou qu'elle dépense, ne peut donner qu'en raison de ce qu'elle reçoit de ces premiers propriétaires ; qu'elle ne reçoit d'eux qu'à mesure qu'ils jugent à propos d'acheter ses services ; qu'ainsi l'impôt qui ne seroit établi que sur les salaires ou les prix payés pour ces services , se trouveroit toujours acquitté par les productions, mais ne pourroit jamais avoir rien de certain.

C'EST donc une vérité de la plus grande évidence , que l'impôt doit être pris sur les produits nets des terres, & demandé par-conséquent à ceux qui sont possesseurs de ces produits : ceux-là ne sont , pour ainsi dire , que dépositaires des fonds destinés à l'impôt ; c'est à eux

qu'il faut directement s'adresser pour faire passer ce dépôt de leurs mains dans celles du Souverain immédiatement.

JE m'attends bien qu'on m'accordera sans peine que le Souverain doit partager dans le produit net des terres, avec les propriétaires fonciers, & qu'il faut éviter tout circuit pour le faire jouir de la portion qu'il doit prendre dans ce produit. Mais ce qu'on me contestera sans doute, c'est que le Souverain ne puisse augmenter *constamment* son revenu par d'autres voies, par d'autres impôts établis sur d'autres richesses que sur les produits nets des terres.

Si pour décider cette question nous remontons aux premières notions de l'impôt & de l'ordre immuable, suivant lequel les richesses se consomment & se reproduisent, nous ne concevrons plus qu'elle puisse être proposée sérieusement; nous chercherons envain ces autres richesses sur lesquelles on pourroit établir un impôt à perpétuité, & sans les anéantir; nous n'en trouverons point qui puissent se prêter à nos vues, parce que nous n'en trouverons point qui, lorsqu'elles ont été dépensées, puissent se

renouveler par un autre moyen que par un partage dans le produit des terres ; en un mot , nous reconnoîtrons ce produit pour être la seule & unique richesse annuellement renaissante dans la société , pour fournir à toutes les dépenses de la société : une fois convaincus qu'il ne peut circuler dans la société d'autre richesse qu'un produit sur lequel on a dû commencer par prélever l'impôt , nous nous bornerons à demander si la même richesse peut , sans inconvénient , payer plusieurs fois la même dette ; car c'est-là que cette question alors se réduira.

L'IMPÔT , considéré par rapport à celui qui le paye , est une dépense annuelle qui certainement ne peut être supportée que par une reproduction annuelle. Pour que je puisse tous les ans payer cent pistoles à l'impôt , & cela sans interruption , il est d'une nécessité absolue qu'il y ait une cause productive qui tous les ans aussi renouvelle dans mes mains ces mêmes cent pistoles : il est sensible qu'une fois que je les ai données , je ne les ai plus , & qu'il faut qu'elles me soient rendues , pour que je puisse les donner une seconde fois. Quel que soit celui qui me

les rende , il en est de lui comme de moi ; il ne peut me les rendre *toujours* , qu'autant qu'on les lui rend à lui-même : il faut donc que cette chaîne aboutisse à un homme pour qui cette somme se renouvelle *toujours* par la voie de la reproduction , & qui , de main en main , me la fasse passer pour la donner à l'impôt. Mais dans ce cas je demande , qui est-ce qui paye l'impôt ? Est-ce moi qui ne fais que recevoir ces cent pistoles pour les porter à l'impôt ? Ou bien est-ce celui par qui ces cent pistoles me sont fournies ? Je crois qu'on ne doit point être embarrassé pour me répondre ; & qu'il est évident que le premier qui fournit les cent pistoles , est celui qui paye véritablement l'impôt : à cet égard , je ne suis , en quelque sorte , qu'un agent intermédiaire entre lui & l'impôt.

L-ARGENT , qui est le gage & le signe de toutes les valeurs , & dont , par cette raison , on se sert pour payer l'impôt , ne pleut point dans nos mains : personne n'a d'argent qu'autant qu'il l'*achete* , qu'autant qu'il échange une valeur quelconque pour de l'argent. Si donc je paye l'impôt avec de l'argent *que je n'ai point*

acheté, avec de l'argent en échange duquel je n'ai fourni aucune valeur, il est certain que ce n'est pas sur moi que frappe l'impôt, mais bien sur celui qui m'a donné l'argent nécessaire pour satisfaire à ce paiement : c'est le cas de ces hommes publics, qui tous les jours font des paiements considérables sans s'appauvrir, parce qu'ils les font pour le compte d'autrui, & avec l'argent d'autrui.

CES premières notions, toutes simples qu'elles sont, nous conduisent cependant à voir très-clairement par qui se trouve acquitté un impôt qui semble n'être pas établi sur les premiers propriétaires du produit des terres. Dans la main de ces premiers propriétaires on ne voit que des valeurs en productions; que des productions en nature, ou des sommes d'argent qui les représentent : dans la main des autres hommes on ne voit que de l'argent reçu en échange de travaux, & l'on se persuade que ce sont ces travaux qui ont produit cet argent; on ne prend pas garde que dans cette dernière main, il n'est point une valeur nouvellement reproduite; qu'il n'est au-contraire qu'une portion de ces mêmes valeurs qui déjà

appartenoient aux premiers propriétaires des productions, & avoient été partagées entre eux & le Souverain. L'argent qui sert à payer l'impôt, peut bien successivement passer dans plusieurs mains ; mais il faut examiner si le dernier qui le porte à l'impôt, a fourni la valeur de cet argent : s'il ne l'a pas fournie, il nous faut remonter à celui qui lui a remis l'argent, & poursuivre ainsi notre recherche jusqu'à ce que nous ayons trouvé le véritable propriétaire de cet argent, celui qui réellement l'a acheté, mais qui ensuite, au lieu de le *revendre*, l'a *donné* pour le faire passer de main en main à l'impôt.

J'AI à mes gages un homme à qui je donne 100 francs, parce que 100 francs sont le prix nécessaire de sa main-d'œuvre ; le prix fixé par une concurrence établie sur une grande liberté : ces 100 francs sont à lui ; il les reçoit de moi en échange d'une valeur de 100 francs en travaux : établissez sur lui un impôt de la même somme ; il ne pourra plus vivre, à moins que je ne lui donne 200 francs. Cependant pour ces 200 francs, je ne recevrai de lui que les mêmes tra-

vaux,

vaux, que la même valeur qu'il me donnoit auparavant ; il y aura donc la moitié de cette somme que je lui donnerai sans qu'il l'achete, & dont il se servira pour payer l'impôt : d'après cela n'est-il pas sensible que c'est sur moi que l'impôt retombe, & non sur lui ?

Tout impôt acquitté par un salarié dont les salaires augmentent en proportion, n'est certainement point supporté par le salarié ; cet impôt est à la charge de ceux qui, par l'augmentation de ses salaires, lui fournissent gratuitement les moyens de payer. On me dira peut-être qu'un tel impôt n'occasionne pas toujours une pareille augmentation de salaires ; c'est un article que j'examinerai dans un autre moment : quant à présent n'abandonnons point notre objet, & démontrons rigoureusement que toute richesse sur laquelle on voudroit établir un impôt, n'est qu'une portion du produit des terres, produit qui déjà se trouve avoir payé l'impôt.

Il est certain que cette proposition ne peut souffrir aucune difficulté par rapport aux propriétaires fonciers : un impôt établi sur eux personnellement,

& en considération des revenus que leur donnent leurs propriétés foncières, forme bien évidemment un double emploi : ils ne peuvent payer cet impôt qu'avec un produit qui ne passe dans leurs mains qu'après qu'on en a séparé la portion destinée pour l'impôt, & qui est totalement distincte de celle qui doit leur rester en propriété. Si le double emploi peut paroître douteux, ce n'est donc que relativement aux impôts sur les autres hommes : ainsi c'est-là l'objet particulier qui doit fixer notre attention.

LES richesses ne nous parviennent que de deux manières ; par la voie de la reproduction qui les multiplie, ou par quelque opération en vertu de laquelle nous sommes admis à partager dans le bénéfice de cette multiplication. En deux mots, il faut tenir les richesses ou de la terre immédiatement, ou de ceux au profit de qui la terre les a reproduites. Un homme salarié peut bien en salarier d'autres à son tour ; mais cet homme ne fait que partager ce qu'il a reçu, & ne peut continuer de donner qu'autant qu'il continue de recevoir : il faut donc que nous remontions à une source primitive.

de tous les salaires qui se distribuent : à une source qui d'elle-même les renouvelle perpétuellement ; car ils sont tous destinés à être absorbés par la consommation.

Tous les cas où il se fait des paiements en argent , reviennent à celui que j'ai ci-dessus supposé : il faut que je tiene de quelqu'un les 100 francs que je donne à mon salarié ; mais pour avoir ces 100 francs , il a fallu que je les achetaisse , que je donnasse en échange une autre valeur égale : ainsi au fonds mon opération est pour moi la même que si j'avois donné tout simplement à mon salarié cette autre valeur en nature, au lieu de la convertir en argent : impossible donc que je puisse *toujours* salarier en argent ce même homme , si tous les ans cette autre valeur ne se renouvelle pour moi. Je fais que je peux *la gagner* par mon industrie, au lieu de me la procurer par la voie de la reproduction annuelle ; mais pour que je *la gagne*, il faut qu'elle *existe* ; par-conséquent qu'il y ait une classe d'hommes pour qui elle renaisse annuellement. Cette classe d'hommes est évidemment la classe propriétaire des

productions, cela n'a pas besoin de commentaire ; ainsi c'est de cette classe, c'est des richesses qu'elle fait renaître, que proviennent toutes les richesses qui se distribuent parmi les autres hommes.

CETTE vérité est une vérité fondamentale qu'il est nécessaire de mettre dans le plus grand jour. Pour la rendre plus sensible, proscrivons pour un moment l'usage de l'argent, bannissons-le du commerce, & n'y faisons plus entrer que des productions & des marchandises en nature. Dans cette hypothèse vous ne voyez plus que les premiers propriétaires des productions qui puissent communiquer des richesses aux autres hommes : c'est cette classe propriétaire qui fournit les matières premières des marchandises ; c'est cette classe propriétaire qui donne des productions en échange des travaux de main-d'œuvre ; une partie de ces productions peuvent passer de main en main jusqu'à ce qu'elles soient entièrement consommées ; mais dans quelque main que vous les trouviez, vous ne voyez toujours en elles qu'une richesse qui provient de cette classe propriétaire.

EN-VAIN direz-vous que les agents de l'industrie, en façonnant les matières premières, en ont augmenté les valeurs; je le veux bien; mais qui est-ce qui leur a payé cette augmentation? la classe propriétaire, qui, pour salaires de leurs travaux, leur a donné des productions; ainsi la valeur de leurs travaux ne se réalise pour eux, qu'autant qu'elle est convertie en productions; ainsi les richesses que leurs travaux leur procurent, ne sont point de nouvelles richesses dont ils soient créateurs; ce ne sont que des valeurs qui existoient déjà, & qui tout simplement n'ont fait que passer des mains de la classe propriétaire dans les leurs.

NE nous arrêtons pas plus long-temps à la fausse idée qu'on a de cette prétendue augmentation que l'industrie paroît procurer à la première valeur des matières qu'elle emploie: poursuivons notre hypothèse; & sans rétablir l'usage de l'argent, formons le revenu public. N'est-il pas évident qu'il ne peut plus être composé que de productions en nature? N'est-il pas évident qu'une fois que le Souverain aura pris dans cette masse de

productions, toute la portion qu'il doit y prendre, ces mêmes productions ne doivent plus rien à l'impôt, & que s'il veut partager de nouveau dans ces valeurs, ce nouveau partage est un double emploi? Pourquoi, dira-t-on, ne pourroit-il pas aussi exiger en nature des valeurs en travaux de l'industrie? J'y consens; mais tandis que les agents de l'industrie travailleront pour le Souverain, qui est-ce qui les nourrira? Qui est-ce qui leur donnera les moyens de subvenir aux diverses dépenses auxquelles ils sont chaque jour assujettis par leur existence? Ne voyez-vous pas qu'une valeur en travaux n'est qu'une valeur en consommations déjà faites ou du-moins à faire *nécessairement* par l'ouvrier personnellement? qu'ainsi il est impossible que les travaux soient faits, si quelqu'un ne fournit les choses qui entrent dans ces consommations? Si ce quelqu'un est le Souverain, c'est donc lui qui paye les travaux; si c'est un autre homme, les travaux exigés par le Souverain deviennent donc un impôt indirect sur les productions que cet autre homme possède; & cet impôt pris sur une richesse qui ne

lui doit plus rien, forme donc évidemment un double emploi.

CETTE façon de présenter les salaires de l'industrie payés par les productions en nature, n'a rien d'imaginaire : si l'argent sert à faire ces paiements, c'est parce qu'avec de l'argent on se procure les choses usuelles qui entrent dans nos consommations : l'argent n'est ainsi qu'un intermédiaire ; & lorsque nous l'écartons pour ne plus voir que les choses qu'il représente, nous ne faisons que simplifier les opérations qu'il complique. On sent bien, comme je viens de le dire, qu'on ne peut avoir de l'argent qu'autant qu'on l'achète, en donnant d'autres valeurs en échange : pour avoir toujours de l'argent, il faut donc avoir toujours des valeurs avec lesquelles on puisse l'acheter. Mais ces valeurs sont des choses que nous anéantissons par nos consommations ; nous n'avons par conséquent que la reproduction qui puisse nous restituer ces valeurs après que nous les avons consommées : il faut qu'elles soient *reproduites*, pour que la circulation de l'argent se perpétue par le moyen

des échanges qu'on fait de l'argent contre ces productions.

DANS toutes les opérations de commerce que les hommes font entre eux, il est un point fixe sur lequel nous ne devons cesser d'attacher nos regards : ce point fixe est la consommation des choses usuelles. L'argent circule, mais ne se consume point : sa circulation n'est au fonds qu'une continuité d'échanges faits de l'argent contre les choses que nous consommons, c'est-à-dire, contre les productions ; car on n'échange pas de l'argent contre de l'argent : on l'échange quelquefois contre des travaux ; mais dans ce cas, comme dans tous les autres, il n'est qu'un gage intermédiaire ; les ouvriers qui le prennent en paiement, ne le reçoivent que parce qu'il représente une valeur en production : sans cela ils exigeroient des productions, & refuseroient votre argent.

De tout ceci il résulte qu'une valeur en argent n'est au fonds qu'une valeur en productions, qui n'a fait que changer de forme, sans rien gagner à ce changement. Ainsi tout ce que vous ne pouvez

pouvez prendre sur les productions même, vous ne pouvez non plus le prendre sur l'argent qui n'est que leur représentant.

J'AI 100 mesures de bled qui ne vous doivent rien : si je les convertis en 100 écus d'argent, il s'ensuivra que ces 100 écus ne vous doivent rien non plus ; & que si je dispose de cet argent au profit de quelqu'un que j'emploie, la totalité de cette somme lui appartient, comme lui auroit appartenu la totalité de mon bled, si je le lui avois remis en nature. Ajoutez à cela que dans quelques mains que passent successivement ces 100 écus, ils sont toujours également dans le cas de ne rien vous devoir, parce qu'ils sont toujours une valeur représentative d'une valeur en bled qui ne vous devoit rien.

CES vérités, ainsi simplifiées, doivent paroître triviales, & je le souhaite : leurs conséquences en seront plus frappantes, plus victorieuses. Cependant quelque simples, quelque évidentes qu'elles soient, on les a perdues de vue dans la pratique chez presque toutes les nations policées. La circulation de l'argent a fait illusion au-point qu'on

ne s'est plus occupé que de l'argent. Par le moyen de cette circulation, dont on néglige d'examiner les causes, on le voit revenir dans les mains des agents de l'industrie ; & l'on prend ce retour pour une reproduction : en conséquence, on se persuade que cette reproduction *simulée* peut produire les mêmes effets qu'une reproduction *réelle*. D'après cette méprise on a conclu qu'une partie de cette prétendue reproduction devoit entrer dans la formation du revenu public ; on n'a pas fait attention que l'argent reçu par ces agents, n'étoit qu'une valeur *façtice & conventionnelle*, établie dans la société, pour être le gage & le *représentant* des valeurs en productions ; qu'ainsi prendre une partie de cet argent pour l'appliquer au revenu public, c'étoit prendre dans les productions même une nouvelle portion en sus de la première appartenante à ce même revenu, & qu'on avoit déjà remise au Souverain.

LES termes d'agents de l'industrie & de salaires ne doivent point être pris ici dans un sens étroit & littéral : ce que je dis à leur sujet doit s'étendre & s'appliquer à tous les hommes qui, sans être

premiers propriétaires des productions, jouissent cependant d'un revenu quelconque : ce n'est que sur la reproduction que ces revenus se trouvent établis; ils ne sont que des portions plus ou moins fortes des produits de la culture.

LE propriétaire d'une maison la loue mille francs par an : certainement ce n'est pas cette maison qui produit elle-même ces mille francs dont jouit annuellement ce propriétaire ; il ne les reçoit , qu'autant qu'il trouve un locataire en état de les lui payer chaque année. Ainsi première vérité : *Le loyer d'une maison n'est point pour la société, une augmentation de revenu, une création de richesses nouvelles ; il n'est au-contre que un mouvement, qu'un changement de main, qui survient dans la possession d'une richesse déjà existante : le propriétaire qui a reçu son loyer, ne se trouve avoir 1000 francs, que parce qu'un autre qui les avoit, ne les a plus.*

CONSIDÉRONS donc cette somme de 1000 livres dans les mains du locataire, & voyons d'où elle peut lui provenir annuellement. Si cet homme est un propriétaire foncier, cette somme re-

présente, dans ses mains, une pareille valeur en productions qu'il a converties en argent, après les avoir partagées avec le Souverain, & dont ce même homme doit librement disposer, en vertu, de la pleine propriété qui lui en est acquise par ce partage. Ainsi seconde vérité : *Le loyer d'une maison n'est qu'une portion d'une richesse qui ne doit plus rien à l'impôt.*

CE locataire, il est vrai, peut n'être pas un propriétaire foncier : alors il nous faut examiner qui est-ce qui lui fournit tous les ans, les 1000 livres pour payer son loyer ; car il n'est point créateur de cette somme. Il l'acquiert, me direz-vous, par ses salaires ; mais ceux qui lui payent annuellement ces salaires, ne sont-ils pas obligés d'acheter l'argent par des valeurs qu'ils donnent en échange, & qui ne reviennent plus dans leurs mains ? Il faut donc que toujours ces 1000 livres partent primordialement des propriétaires fonciers, les seuls pour qui renaissent chaque année des valeurs avec lesquelles ils achètent l'argent, pour l'employer ensuite à payer des salaires, & généralement tout

ce qu'on peut assimiler à cette sorte de dépense.

JE fais qu'entre ces propriétaires fonciers & ce locataire, il peut se trouver plus ou moins d'intermédiaires ; mais leur nombre n'y fait rien : ce ne sont que des degrés de plus pour remonter à la reproduction, source primitive de la circulation de l'argent. Toutes les valeurs qu'on donne en échange de l'argent, sont des choses qui se consomment : si ces mêmes choses n'étoient pas reproduites, il ne se pourroit plus faire ni échanges, ni circulation d'argent. Ainsi ce n'est jamais que la reproduction, qui entretient la circulation de l'argent ; disons plus : ce n'est jamais qu'une valeur en productions, qui circule sous la forme d'une valeur en argent ; & qui ne gagnant rien à ce déguisement, n'est jamais autre chose que cette même richesse sur laquelle on a prélevé la part proportionnelle du Souverain.

IL en est du rentier comme du propriétaire d'une maison : nulle différence entre le loyer d'une maison qui tient lieu d'une somme d'argent, & le loyer

d'une pareille somme d'argent prêtée en nature : le contrat qui est le titre du rentier , ne produit pas plus la rente , que la maison ne produit le loyer : l'un & l'autre sont payés avec des richesses déjà existantes, & n'operent qu'un changement de main dans ces richesses. Ainsi, soit directement, soit indirectement, c'est toujours avec une valeur en productions, que la rente est payée ; par ce moyen la rente se trouve faire partie d'une richesse qu'un partage déjà fait avec le Souverain, a rendue franche & quitte de tout impôt.

PAR le terme de rentier nous entendons ceux qui sont acquéreurs d'un revenu fixe & annuel en argent. Il est clair que ces acquéreurs sont des copropriétaires de la valeur en argent des produits nets de la culture ; il est clair que la portion qu'ils y prennent, ne leur parvient qu'après que la totalité de ces produits nets a été partagée avec le Souverain. Ainsi la rente peut être définie, *une portion à prendre dans un revenu qui ne doit plus rien à l'impôt.*

CE que je viens d'observer sur les rentes & sur les loyers des maisons, me dis-

penſe de parler des autres revenus *factices & ſimulés* : on voit évidemment qu'il n'y a dans une nation de revenus réels , que ceux qui ſe forment conſtamment par la voie de la reproduction ; en un mot , que tous les revenus ne ſont au fonds que des portions priſes directement ou indirectement dans les valeurs que la reproduction donne annuellement ; qu'ainſi l'on a pris les effets pour les cauſes , quand on a cru voir dans la circulation de l'argent , des richèſſes autres que les produits des terres , & ſur leſquelles on pouvoit établir un impôt particulier , ſans former un double emploi.

Si les premiers propriétaires du produit des terres n'euffent jamais payé qu'avec des productions en nature , il eut été difficile de tomber dans une telle mépriſe , de ne pas voir que les productions distribuées à la claſſe induſtrieuſe , ſont les mêmes que celles dans leſquelles le Souverain a partagé , & qui , au moyen de ce partage , ſont devenues pleinement diſponibles pour leurs propriétaires. Mais ces premiers propriétaires , au-lieu de payer avec

leurs productions en nature, les convertissent en argent, & payent avec cet argent, parce que cela facilite leurs opérations : & qu'importe au fonds cette métamorphose ? Qu'importe que les valeurs disponibles dont ils doivent jouir, changent de forme ou n'en changent pas ? Après leur conversion en argent, en sont-elles moins ces mêmes richesses dans lesquelles le Souverain a pris la part proportionnelle qui devoit lui revenir, & dont le Souverain a intérêt de garantir la propriété à ses co-partageants ? Leur nouvelle forme les a-t-elle fait augmenter ? & s'il ne leur est point survenu d'augmentations, comment la même richesse qui a payé ce qu'elle devoit à l'impôt, peut-elle le lui devoir encore ?

SUPPOSONS un fonds de terre qui produise de l'argent en nature ; qui tous les ans donne à son propriétaire 100 écus, & 50 au Souverain : n'est-il pas vrai que ces 50 écus une fois remis au Souverain, le propriétaire de cette terre doit avoir la disposition libre des 100 autres écus ? Mais s'il ne peut les faire passer dans une main étrangère, sans

que l'impôt en prenne un sur deux, il est évident que cet homme n'est plus propriétaire que de 50 écus sur les 100, qui lui sont laissés cependant pour en disposer à son gré, & comme étant les fruits inséparables de sa propriété foncière. L'impôt alors forme donc évidemment un double emploi ; il commence par prendre la portion qui lui appartient dans ce produit ; puis il partage encore dans la portion du propriétaire foncier.

MAIS parce que ce propriétaire ne cueille pas l'argent en nature ; parce que pour jouir de ces productions, il les convertit en argent, cet argent en est-il moins le produit de sa propriété foncière ? Ce produit ne lui est-il pas même remis en argent par les fermiers, comme s'ils l'avoient cueilli réellement sur ses terres ? N'est-ce pas d'un produit en argent que le partage se fait entre le Souverain & lui ? Et après ce partage, ce même argent, sur lequel la portion du Souverain a été prélevée, peut-il encore être en partie pris pour le revenu public, sans que l'impôt forme un double emploi ?

JE fais qu'on répond à cela qu'un im-

pôt pris sur cet argent, ne frappe pas toujours sur celui qui en est premier propriétaire; que souvent ces sortes d'impôts ne portent que sur ceux qui le remplacent dans la possession de ce même argent. Cette réponse ne fait point disparoître le double emploi; car en admettant cette proposition, il n'en seroit pas moins évident que cet argent ou les productions qu'il représente, proviennent d'un partage déjà fait avec le Souverain; elle ne pourroit donc tendre qu'à prouver que ce double emploi ne greve point les propriétaires fonciers, quand l'impôt n'est pas établi sur eux personnellement; or, à cet égard, elle ne peut valoir qu'en supposant que le dernier possesseur de l'argent, celui qui le porte à l'impôt, en a fourni la valeur à un autre de qui il le tient; que cet autre avoit pareillement acheté cet argent, & ainsi de tous les possesseurs intermédiaires, en remontant jusqu'au premier possesseur, le propriétaire foncier; mais si aucun de ces possesseurs intermédiaires n'a réellement acheté l'argent qu'on donne à l'impôt; si lorsque le propriétaire foncier s'en est dessaisi,

il n'a réellement reçu aucune valeur en échange , n'est il pas vrai que c'est lui qui se trouve réellement chargé de l'impôt , quoique le paiement paroisse fait par des étrangers.

AINSI relativement à cette objection , toute la question se réduit à savoir à quelles conditions l'argent sort des mains de ce propriétaire foncier , pour passer successivement à l'impôt. Mais en attendant que j'approfondisse cette même question , toujours reste-t-il pour constant que le double emploi dont je viens de parler , est évident : cela posé , commençons par attacher nos regards sur les rapports généraux qu'il a nécessairement avec les premiers principes de l'ordre essentiel des sociétés : quand nous aurons vu comment il contraste avec les premiers principes , nous nous livrerons à l'examen particulier de ses contre-coups , & cette recherche nous fera connoître sur qui retombent les surcharges qu'il occasionne.

LE premier inconvénient de ce double emploi est celui que j'ai présenté dans le Chapitre précédent : il imprime à l'impôt le caractère d'un pouvoir

arbitraire qui tend à anéantir tout droit de propriété, & attaque ainsi, dans son essence, l'ordre constitutif des sociétés. Les rapports de ce désordre avec les intérêts particuliers de la nation sont sensibles & évidents ; mais leurs rapports avec les intérêts particuliers du Souverain ne le sont pas moins ; car, comme on l'a déjà vu, ces deux sortes d'intérêts sont si parfaitement, si inséparablement unis, qu'on doit les regarder comme étant les mêmes à tous égards : d'ailleurs la chaîne qui les lie dans le point de vue dont il s'agit ici, est facile à concevoir dans toute sa simplicité.

LE Souverain n'est point lui-même créateur de son revenu : le revenu public, dont il dispose pour l'acquittement des charges publiques, n'est qu'une portion de la masse totale que forment les différents revenus particuliers. Ces revenus particuliers ne sont point des productions gratuites & spontanées de la terre ; il faut au-contraire les acheter par des dépenses ; ainsi tout ce qui tend à diminuer ces dépenses, tend à diminuer aussi ces mêmes revenus particuliers, par-conséquent le revenu public.

LA première condition requise pour que la culture puisse recevoir de grandes avances , est que ceux qui sont chargés de faire ces avances , possèdent de grandes richesses ; la seconde , que ces avances donnent des produits proportionnés à la valeur dont elles sont : la troisième , que la propriété de ces produits soit assurée à ceux qui les font renaître par leurs dépenses. Les deux premières conditions ne peuvent absolument rien sans la dernière ; les moyens d'agir ne produisent aucune action , lorsqu'on n'a ni aucun intérêt pour agir, ni aucune volonté d'agir ; or , ici ce n'est que dans la propriété des produits, qu'il faut chercher cet intérêt & cette volonté. D'ailleurs sans cette propriété, comment les richesses qui serviroient à faire les avances de la culture , pourroient-elles se perpétuer ? Elles ne s'entretiennent que par le produit qu'elles donnent à ceux qui les font.

NE vous persuadez pas que cette propriété des produits ne puisse être blessée que dans la personne même de leurs premiers propriétaires ; il est physiquement impossible qu'elle ne le soit pas encore

par toutes les atteintes qu'on peut porter à la propriété mobilière dans les autres hommes. Une chose bien constante, c'est que nous ne travaillons que pour jouir ; nous ne travaillons qu'autant que nous espérons retirer de nos travaux, des fruits que nous pourrons convertir en jouissances. Mais cet espoir ne pouvant s'établir en nous, si la propriété mobilière de ces mêmes fruits ne nous est assurée, on peut regarder cette propriété comme le germe de tous les travaux de l'industrie. Je demande à présent s'il n'existe pas une proportion *nécessaire* entre la masse de ces mêmes travaux, & celle des produits de la culture.

EN-VAIN me conserverez-vous religieusement la propriété des denrées que je récolte ; ma consommation en nature prélevée, si je ne peux convertir le surplus en jouissances, ce surplus ne m'est d'aucune utilité ; & s'il ne m'est d'aucune utilité, je ne ferai certainement aucune dépense pour m'en procurer la reproduction. Il est donc essentiel à la reproduction de ce surplus, que je le distribue à d'autres hommes dont l'industrie me permette de jouir, sous une forme

nouvelle , de cette richesse , qui sous sa première forme seroit dégénérée en superflu. Mais cette opération ne peut se faire qu'autant que l'industrie se verra propriétaire des productions que je peux lui offrir en échange de ses travaux : sans cela ces mêmes travaux n'auront pas lieu ; leur cessation deviendra pour moi , une privation de la liberté de jouir ; & dès-lors la propriété de mes productions devient nulle ; car sans la liberté de jouir , le droit de propriété , qui n'est autre chose que le droit de jouir , n'est plus rien.

C'est ainsi que chaque branche de l'ordre essentiel des sociétés , dès que vous voulez l'approfondir , vous présente tous les hommes unis entre eux par les liens d'une utilité réciproque ; c'est ainsi que depuis le Souverain jusqu'au dernier de ses sujets , vous ne voyez pas un membre de chaque société particulière , dont le meilleur état possible ne soit *toujours & nécessairement* établi sur le meilleur état possible des autres membres de la même société. Mais je me suis déjà trop étendu sur l'intérêt commun qu'ils ont tous à maintenir dans chacun

d'eux , le droit de propriété , pour que je puisse me permettre ici de plus longs détails : je brise donc sur cet article pour considérer sous de nouveaux points de vue , les doubles emplois que forment les impôts indirects , afin d'en montrer tous les inconvénients , & de faire voir comme il est physiquement impossible qu'ils ne deviennent pas destructifs des revenus communs de la Nation & du Souverain.

 CHAPITRE XXXII.

Effets & contre-coups des impôts établis sur les cultivateurs personnellement. Quand ils sont anticipés ils coûtent à la nation quatre & cinq fois plus qu'ils ne rendent au Souverain. Progression de leurs désordres. Effets & contre-coups des impôts établis sur les hommes entretenus par la culture. Ils occasionnent nécessairement, comme les premiers, une dégradation progressive des revenus du Souverain, de ceux de la nation, & par-conséquent de la population.

TOUTE richesse provient de la terre, & il n'y a dans la société que les reproductions annuelles qui puissent fournir

aux dépenses, aux consommations annuelles de la société. Ainsi lorsque les productions ou leur valeur en argent ont été partagées avec le Souverain, l'impôt ne peut prendre une nouvelle portion dans cette richesse, qu'il ne forme un double emploi. Mais les effets de ce double emploi varient, selon l'assiette & la marche de l'impôt, je veux dire, selon l'état des personnes auxquelles il enlève une portion de leurs richesses. Pour connoître & apprécier ces effets, il nous faut remonter à une première vérité, à un axiome qui présentement n'éprouve aucune contradiction.

LA CONSOMMATION EST LA MESURE PROPORTIONNELLE DE LA REPRODUCTION. En effet, on ne fera pas annuellement des dépenses & des travaux pour se procurer des productions dont il ne doit résulter aucunes jouissances. Cette réflexion, en nous démontrant la justesse de cet axiome, nous conduit encore à découvrir d'autres vérités. Quand nous disons que la consommation est la mesure proportionnelle de la reproduction, il faut entendre une consommation qui tourne au

profit de ceux dont les travaux & les dépenses font renaître les productions : une consommation qui ne leur seroit absolument d'aucune utilité , ne les décideroit certainement point à travailler & à dépenser pour renouveler les choses qu'elle absorberoit.

IL y a donc dans la consommation , un ordre essentiel , un ordre nécessaire pour qu'elle puisse servir à assurer constamment une reproduction qui lui soit proportionnée. Cet ordre nécessaire dans la consommation est ce qui doit conséquemment régler la distribution des productions , après que le partage en a été fait avec le Souverain ; car c'est en conséquence de cette distribution que s'opere la consommation. Il est sensible que cette distribution doit être nécessairement *un moyen de jouissance* pour les premiers propriétaires des productions : ce n'est certainement qu'à cette condition qu'ils continueront de cultiver ou de faire cultiver ; qu'ils se livreront enfin aux dépenses nécessaires pour entretenir les terres dans un état convenable à la culture. Remarquez qu'en cela le système de la nature est

toujours le même ; que son but est d'enchaîner les hommes les uns aux autres par les liens d'une utilité réciproque.

L'ORDRE dont on apperçoit ici la nécessité pour que la consommation soit utile à la reproduction , n'a rien de factice : le Législateur universel n'a point laissé aux hommes le soin d'instituer des loix à cet égard ; ce même ordre est au contraire tout naturellement établi tel qu'il doit être dans toutes les sociétés du monde entier ; aussi se maintiendra-t-il toujours & nécessairement , pourvu que nous ne fassions rien pour le troubler.

LE desir de jouir , nourri par la liberté de jouir , met tous les hommes en action : les uns s'emploient à perfectionner les productions , à augmenter leur agrément ou leur utilité , tandis que les autres s'occupent à les faire renaître annuellement. Si les productions qui excèdent la consommation en nature de leurs premiers propriétaires , n'étoient utiles qu'à la classe industrielle , ces mêmes productions ne seroient , ni cultivées , ni reproduites : si les travaux de cette classe industrielle n'étoient utiles qu'aux premiers propriétaires des pro-

ductions , ces mêmes travaux cesseroient d'avoir lieu , & la majeure partie des productions devenant inutile , leur culture seroit également abandonnée.

IL est donc d'une nécessité absolue que la distribution & la consommation des productions soient faites de manière que les uns trouvent un grand intérêt à se livrer aux travaux de leur industrie , & les autres à se charger des dépenses & des travaux de la culture. Mais pour remplir ces vues , & accorder des intérêts qui semblent se contredire , quelle règle de proportion doit-on observer dans la distribution des productions ? Ce n'est point à nous à chercher cette règle , il existe naturellement au milieu de nous , une puissance dont l'autorité despotique saura bien la faire observer, tant que nous n'empêcherons point son autorité d'agir.

LA concurrence des agents de l'industrie les force de vendre leurs ouvrages au rabais ; dès-lors ils sont dans l'impossibilité de ne pas faire valoir les productions au profit de ceux qui les font renaître annuellement : d'un autre côté , la concurrence des vendeurs de ces pro-

ductions offre pareillement au rabais leurs marchandises à la classe industrielle; ils sont donc contraints de l'associer à leurs jouissances, tandis qu'ils les augmentent par son entremise. Il est clair que par ce moyen, chacun achetant aussi bon marché qu'il doit acheter, & vendant aussi cher qu'il doit vendre, il en résulte pour les uns & pour les autres, un grand intérêt à multiplier les choses dont ils sont vendeurs. C'est ainsi que la concurrence régnant paisiblement dans le sein de la liberté, règle sans violence, quoique despotiquement, les droits de ces deux classes d'hommes, & les concilie si parfaitement, que la consommation est utile à chacune d'elles, autant qu'elle peut & doit l'être, & qu'à raison de son utilité commune, elle devient *nécessairement* la mesure proportionnelle de la reproduction.

D'APRÈS l'exposition sommaire de cet ordre essentiel, qui doit *nécessairement* régner dans la consommation, ou plutôt dans la distribution qui la précède & l'occasionne, il est facile de juger des effets qui doivent résulter des doubles emplois que forment les impôts indi-

rects. Ces doubles emplois, qui surviennent toujours après la distribution des productions, dérangent *nécessairement* ce même ordre essentiel, suivant lequel cette distribution s'est faite sous l'autorité de la concurrence : alors par une suite naturelle & nécessaire de l'interruption de cet ordre, la consommation ne peut plus être de la même utilité à la reproduction ; les intérêts de celle-ci se trouvent directement ou indirectement sacrifiés : *inde mali labes* : la reproduction s'altère en raison de ce qu'on retranche de l'utilité qu'elle auroit trouvée dans la consommation.

POUR rendre ces vérités plus sensibles, parcourons les différentes professions sur qui peuvent frapper les impôts indirects ; examinons les rapports de ces impôts avec les consommations de ces mêmes professions, & les rapports de leurs consommations avec la reproduction.

JE commence par les cultivateurs ou entrepreneurs de culture : les richesses qui sont dans leurs mains, sont précisément celles qui ne sont pas disponibles, parce qu'elles sont spécialement

affectées aux dépenses de la reproduction : impossible donc qu'on puisse se proposer d'établir sur eux personnellement un impôt, puisqu'il en résulteroit nécessairement une diminution des dépenses productives : un tel impôt ne peut être mis en pratique, qu'autant qu'on se persuade que les cultivateurs en seront indemnisés par les reprises qu'ils feront sur la masse totale des productions ; mais ou ces reprises seront ainsi faites, ou elles ne le seront pas : au premier cas, l'impôt devient un double emploi bien évident, puisqu'en définitif, il est payé par le produit net, dans lequel le Souverain partage avec les propriétaires fonciers. Dans le second cas, on peut dire que cet impôt ne forme point un double emploi sur les richesses disponibles ; mais en cela même il leur cause un préjudice bien plus grand ; car il éteint le germe de la reproduction de ces richesses.

UN impôt sur les cultivateurs nous présente donc différentes hypothèses à parcourir séparément : s'il est connu avant la passation des baux à ferme, & payable après la récolte, il n'est autre chose

chose qu'une surcharge peu indirecte sur les propriétaires fonciers, relativement à la portion qu'ils prennent dans le produit net : ainsi le double emploi qu'il forme, est de la même nature que celui qui résulteroit d'un impôt établi directement sur la personne même des propriétaires fonciers. Mais outre les inconvénients propres & particuliers à un tel impôt, comme double emploi, & comme surcharge pour les propriétaires fonciers, si cet impôt est pris sur les cultivateurs *par anticipation*, & sans attendre la reproduction, il est clair qu'il frappe sur les richesses non disponibles, sur les avances de la culture : alors comme impôt *anticipé*, il porte à la reproduction un préjudice qui est au moins le double de ce qu'il prend sur ces avances : je dis *au moins le double*, parce qu'en général les avances annuelles rendent 2 pour 1, & que leur succès dépendant beaucoup de leur *ensemble*, il arrive souvent que faute des avances qu'on ne fait pas, celles qui sont faites deviennent moins productives.

VOICI donc un premier désordre in-

évitables : détournés des avances de la culture, une valeur de 100, vous éteignez au-moins une reproduction de 200. Voyons maintenant les contre-coups de cette détérioration, en supposant toujours que l'impôt *anticipé* ait été prévu par le cultivateur lors de la passation de son bail, & que son marché avec le propriétaire foncier ait été fait en conséquence.

Le cultivateur, qui, au-lieu d'employer cette valeur de 100 en avances de culture, la donne à l'impôt, n'en a pas moins fait *les mêmes frais*, & n'en a pas moins *les mêmes reprises* à exercer sur la masse des productions qu'il fait naître : mais cette masse est diminuée de 200 ; c'est donc 200 de moins sur le produit net que le cultivateur s'oblige de fournir annuellement ; or, en supposant que le Souverain prenne le tiers dans ce produit net, c'est environ 70 de diminution dans son revenu direct, ce qui réduit à 30 ou à-peu-près, les 100 qu'il retire d'un tel impôt : pour peu que le recouvrement de cet impôt soit dispendieux, il est clair que de cette valeur de 100, il ne doit rien rester au Souverain.

Si la valeur de 100, prise par l'impôt, n'avoit pas été enlevée à la culture, il en seroit résulté une reproduction de 200, dont la moitié auroit été une richesse disponible dans la nation; & cette richesse se seroit distribuée à tous ceux qui, par leur industrie, sont appelés à partager dans les richesses disponibles. Mais tandis que vous auriez eu plus de salaires à distribuer aux agents de l'industrie, vous auriez encore eu plus d'hommes entretenus par la culture, parce qu'elle auroit dépensé 100 de plus en travaux utiles: en deux mots, puisque la reproduction annuelle est diminuée de 200, il faut bien que la consommation, & par-conséquent la population diminuent en proportion.

NOUS venons de voir que l'impôt dont il s'agit, commence par être réduit par le Souverain, au tiers de son produit, par la diminution qu'il occasionne dans le revenu direct de la souveraineté; & qu'ainsi pour peu que la régie d'un tel impôt soit dispendieuse, il doit être absorbé par les frais en totalité. Mais ne comptons pour rien ces mêmes frais, quoique indispensables, &

attachons-nous à la première observation. Cette réduction du produit de l'impôt en question, fait que le Souverain, qui perd les $\frac{2}{3}$ de l'impôt, ne peut se procurer 100 par une telle voie, à moins qu'il ne porte l'impôt à 300 : or, ces 300, pris par anticipation sur les cultivateurs, éteignent une reproduction de 600, dans laquelle, suivant la proportion que nous avons supposée ci-dessus, le Souverain auroit pris 200, & les propriétaires fonciers 400. Si maintenant vous voulez revenir sur les frais, & ne les évaluer qu'à 10 p. $\frac{2}{100}$ seulement, vous trouverez que cet impôt, pour donner 100 de revenu net au Souverain, doit être au-moins de 400, par conséquent éteindre une reproduction de 800 : quiconque doutera de cette vérité, peut s'en convaincre par un calcul qui seroit ici superflu, vu la facilité dont il est.

JE demande à présent s'il est socialement possible qu'on établisse jamais un impôt *anticipé* sur les cultivateurs, lorsqu'on fera publiquement & évidemment convaincu qu'il n'en revient pas le tiers de net au Souverain, & qu'un tel im-

pôt ne peut lui rendre 100 , qu'en éteignant une reproduction de 800 , extinction qui est entièrement en déduction d'un revenu commun , que nous supposons se partager des deux tiers aux tiers entre le Souverain & les propriétaires fonciers , & qui conséquemment coute à ceux-ci , au-delà de quatre fois *plus* que le Souverain ne retire de l'impôt.

OUI , je dis que cette opération est doublement impossible : elle l'est à raison de ses rapports avec le Souverain , & à raison de ses rapports avec les propriétaires fonciers. Dès que nous admettons que l'évidence de ces vérités est publiquement reconnue , il seroit contre nature qu'un Souverain voulût se procurer 100 , par une voie qui anéantit une reproduction de 800 , & détruit ainsi la Souveraineté , tandis qu'il le peut faire par une autre voie qui n'a nul inconvénient , j'entends , en demandant directement cette valeur de 100 aux propriétaires fonciers. En-vain m'alléguerez-vous qu'il peut vouloir abuser de son autorité pour augmenter son revenu ; mais s'il vouloit en abuser , ce

ne seroit pas par des pratiques évidemment contraires à ses vues, à ses intérêts les plus chers, & qui le mettroient en contradiction avec lui même : en supposant cet abus possible, il en résulteroit qu'il se garderoit bien de préférer une forme d'imposition qui lui rendroit beaucoup moins, à une autre forme d'imposition qui lui rendroit beaucoup plus : au-contre, plus vous le supposez avide de richesses, & moins vous aurez à craindre que cette avidité lui permette de changer ainsi la forme naturelle de l'impôt : l'ignorance en cette partie est le seul principe des maux qu'on ait à redouter.

A L'ÉGARD de la nation, nous découvrons dans l'évidence de ses intérêts, les mêmes preuves de l'impossibilité dont il est qu'un tel impôt s'établisse : il seroit également contre nature que sachant évidemment qu'il lui en coûte 500 & plus pour fournir au Souverain une valeur de 100, elle ne se mît pas à l'abri de cette perte en allant au-devant des besoins du Souverain, si-tôt qu'elle les connoîtroit, & prenant sur les revenus particuliers dont elle jouit, la portion

nécessaire pour satisfaire à ces besoins.

TOUT ce que je viens de dire d'un impôt pris *par anticipation* sur les cultivateurs, suppose, comme on a dû le voir, que cet impôt est connu avant la passation des baux à ferme; qu'il est entré dans les calculs des frais & des reprises à faire par les fermiers sur le produit brut, & en diminution du produit net. Si au-contraire un tel impôt s'établissoit sans qu'il eût été prévu par les fermiers, & qu'on obligéât néanmoins ceux-ci à payer les sommes convenues par leurs baux, il en résulteroit que la diminution de la reproduction seroit entièrement à la charge de ces cultivateurs; que la première année une valeur de 100, enlevée aux avances d'un cultivateur, lui occasionneroit un vuide de 200 dans la récolte; que l'année suivante, le même impôt continuant de subsister, la diminution de ses avances se trouveroit être de 300, ce qui en causeroit une de 600 dans la reproduction.

JE ne pousserai pas plus loin cette progression géométrique: il est aisé d'en appercevoir le dernier résultat: il faut

peu d'années de cette espèce pour que les fermiers soient ruinés. C'est donc autant de richesses productives éteintes dans la nation. Il est vrai que cette progression s'arrête au renouvellement des baux passés avec de nouveaux fermiers ; mais pour qu'il s'en présente , il faut faire cesser les risques ; il faut qu'ils n'ayent point à craindre d'être ruinés comme ceux qui les ont précédés : sans cela les propriétaires fonciers sont réduits à faire eux-mêmes les avances de la culture , & les terres restent en friche, s'ils ne sont pas en état de pourvoir à cette dépense : ainsi tant que le risque subsiste , l'appauvrissement du Souverain & de la Nation doit avoir une progression très-rapide ; car *la diminution des avances en occasionne une dans les produits ; & celle-ci en occasionne à son tour une autre dans les avances.* Ce cercle sans fin est une chose bien effrayante pour quiconque veut y donner une légère attention.

EN général, il y a dans chaque nation une classe d'hommes salariés par les cultivateurs ; une classe d'hommes dont la main-d'œuvre & l'industrie sont immé-

diatement employées aux travaux de la culture , & aux différens ouvrages dont elle a besoin. Les fonds qui servent à payer les salaires de ces ouvriers , font partie des richesses non disponibles , de ces richesses que les cultivateurs doivent prélever sur la masse totale des productions , avant même qu'elles se partagent entre le Souverain & les propriétaires fonciers. On conçoit bien que ce prélèvement privilégié n'est plus qu'un jeu , qu'une illusion , s'il n'assure pas aux cultivateurs , la liberté de consacrer en leur entier , ces richesses à la culture , ou plutôt , si après le prélèvement qu'ils en ont fait , ils ne peuvent les appliquer à leur destination , sans qu'une partie de ces mêmes richesses leur soit enlevée pour l'impôt.

TEL est pourtant l'inconvénient de toute imposition qui seroit établie sur les salaires des hommes entretenus au service direct ou indirect de la culture : une telle imposition fait nécessairement renchérir d'autant leurs salaires ; alors ce renchérissement équivaut à une diminution directe des avances du cultivateur ; car il est parfaitement égal de lui

prendre directement 100 francs, par exemple, sur 300, ou de lui faire payer 300, ce qu'il n'auroit dû payer que 200 : dans l'un & l'autre cas, les travaux, & généralement tous les secours, dont la culture profite, sont également diminués de 100 ; d'où résulte l'extinction d'une reproduction de 200, suivie de tous les maux progressifs dont je viens de parler.

MAIS, nous dit-on, si la main-d'œuvre de ces salariés ne renchérit point, le désordre que j'expose ici n'aura plus lieu. Je veux bien qu'elle ne renchérisse point, à condition que vous trouverez un secret pour empêcher cette classe d'hommes de dépérir de jour en jour ; un secret pour lui procurer les moyens de faire la même dépense avec une moindre recette.

EXAMINEZ bien quel est l'état de tous ceux dont la profession est de servir aux différents travaux que la culture occasionne ; en général, vous ne verrez en eux que des hommes réduits à des consommations qu'on peut regarder comme l'étroit nécessaire ; il s'en faut bien qu'ils soient salariés en raison de l'utilité qui

réfulte de leurs travaux : leurs diverses professions font communément d'une pratique fi facile , qu'elles font à la portée d'une multitude d'hommes, & d'hommes nés fans aucune forte de richesses ; par cette raifon , la grande concurrence de ces ouvriers qui fe forment promptement & fans frais , tient *néceffairement* leurs falaires au plus bas prix poffible , je veux dire , à un prix au-deffous duquel on ne trouve que l'indigence & la mifere , fléaux toujours destructifs des classes d'hommes dont ils forment l'état habituel.

VOICI donc un premier point évident : fi les falaires des hommes en queftion n'augmentent pas en raifon de l'impôt établi fur eux , vous verrez néceffairement cette efpece d'hommes fe détruire ; & en cela , contradiction frappante dans notre hypothèfe ; car il eft moralement impoffible que le prix d'une main-d'œuvre n'augmente pas , quand la concurrence des ouvriers diminue , & que le befoin qu'on en a , eft un befoin indifpenfable. Il n'y a qu'une feule circonftance qui puiffe permettre qu'en pareil cas cette augmentation n'ait pas

lieu ; c'est que les ouvriers qui subsistent encore , soient tellement pressés par la nécessité , qu'ils ne puissent profiter du besoin qu'on a de leurs services ; mais aussi un tel état est-il un état de misère *excessive* , un état *homicide* des hommes nés & à naître ; bientôt ainsi , faute d'ouvriers , les travaux manquent à la culture , & l'on voit ses produits s'éteindre progressivement , comme les hommes dont les travaux sont nécessaires à la reproduction.

CEPENDANT faisons violence à la nature ; supposons que la population soit toujours la même parmi les hommes employés à la culture , quoiqu'un impôt leur enlève une portion des salaires que la concurrence a réglés pour leur subsistance. Toujours est-il vrai que ces mêmes hommes ne pourront plus faire les mêmes consommations , à moins qu'ils n'achètent moins cher les productions qu'ils consomment : dans l'un & l'autre cas le contre-coup d'un tel impôt cause un préjudice égal au cultivateur : celui-ci perd en raison de la diminution du débit ou de la valeur vénale de ses productions.

ARRESTONS - NOUS un moment à considérer les effets de ce contre-coup : si cette perte est imprévue pour le cultivateur ; si elle trompe les calculs des produits annuels qu'il a dû supposer en passant son bail , & que néanmoins il soit forcé de remplir rigoureusement les engagements qu'il a contractés par ce bail , il est clair que ce contre-coup , qui fait diminuer sa recette , sans faire diminuer ses frais , équivaut à un impôt *anticipé* qui seroit établi sur ce cultivateur personnellement : on a vu ci-dessus quelle est la progression géométrique de la perte qui en résulte pour lui d'année en année , & comme cette perte progressive altere progressivement aussi la masse des productions , la richesse nationale & la population.

FORMONS donc l'hypothèse la moins défavorable , & supposons que la non-valeur qui vient de survenir dans les productions , soit en déduction du produit net , dont le partage doit se faire entre le Souverain & les propriétaires fonciers. J'observe d'abord qu'il est impossible d'évaluer cette non-valeur ; car en général il regne une sorte d'équilibre

nécessaire entre les prix de toutes les productions , de celles du-moins qui se consomment en nature ou avec peu de préparations. On sent bien que les cultivateurs , autant que le physique & leurs facultés pourront le permettre , cultiveront toujours par préférence , les productions dont le débit sera le plus avantageux ; par-conséquent que l'abondance de ces productions croissant en raison de cette préférence , il doit en résulter une diminution dans leur prix , jusqu'à ce qu'il soit rentré dans la proportion qu'il doit avoir avec les prix des autres productions.

REMARQUEZ d'ailleurs que le prix d'une production est ce qui sert à payer le prix d'une autre production : celui qui n'a que des prés , ne paye ce qu'il consomme , qu'avec le prix qu'il retire de ses foins ; de même celui qui ne cueille que du bled ; de même celui qui ne cueille que du vin ; qui ne cueille que des légumes , que du bois , que de la laine , que du lin , &c. Ainsi quand il ne seroit pas possible aux cultivateurs de changer de culture , dès que telle espèce de production diminue de prix ,

il n'en est pas moins nécessaire que le prix des autres productions diminue proportionnellement, car il se trouve alors qu'il y a moins de moyens pour les payer.

LES salaires des hommes consacrés aux travaux de la culture ou analogues à la culture, sont relatifs au prix courant des productions qu'ils consomment ; c'est sur ce prix courant que la concurrence règle leurs salaires, parce que les salaires sont le gage & le signe de la part qu'ils doivent prendre dans les productions : si donc, en conséquence d'un impôt qui leur enlève une portion de leurs salaires, le prix de ces productions diminue, les vendeurs de ces productions ne peuvent plus faire la même dépense en argent, ne peuvent plus mettre le même prix à ce qu'ils achètent ; ainsi de contre-coups en contre-coups, les prix de presque toutes les autres productions éprouvent une diminution proportionnelle ; & en vertu de cette diminution presque générale (car elle devient un mal épidémique, qui de proche en proche, occupe tout le territoire d'une nation) ;

en vertu , dis-je , de cette diminution ; le Souverain & les propriétaires fonciers font une perte immense sur leurs revenus en argent ; perte qu'il est , comme je viens de le dire , impossible d'évaluer.

HEUREUSEMENT nous n'avons pas besoin de cette évaluation pour arriver au but que je me suis proposé : l'argent étant reçu chez toutes les nations policées pour servir de mesure à toutes les valeurs , il est évident qu'une nation fait une perte réelle sur ses revenus , quand ses reproductions perdent de leur valeur en argent. Cette perte , il est vrai , ne seroit rien , chez un peuple qui ne seroit aucune sorte de commerce avec les étrangers : mais aucun des peuples policés ne peut être dans ce cas : c'est donc dans les rapports d'une nation avec les autres nations par le moyen du commerce , que cette même perte se réalise ; c'est aussi dans ce point de vue que nous allons la considérer.

LES revenus communs du Souverain & des propriétaires fonciers se dépensent , partie en achat de productions , &
partie

partie en achat des ouvrages de l'industrie. Si la diminution du prix des productions leur a fait perdre une portion de leurs revenus, on peut regarder comme une indemnité pour eux, la diminution de la dépense qu'ils font en achetant ces mêmes productions pour leur consommation. Mais une semblable indemnité n'a pas lieu pour la partie de ces revenus qu'ils emploient en achats des ouvrages de l'industrie, du-moins relativement à tous ceux de ces mêmes ouvrages qui sont susceptibles d'être transportés & consommés chez l'étranger. La concurrence des étrangers dans l'achat de ces marchandises, fait qu'elles se maintiennent au prix courant de toutes les nations commerçantes, chez lesquelles ce prix courant se proportionne toujours à la bonne valeur que leurs productions ont en argent. Il est sensible, par exemple, que les manufacturiers des toiles & des draps ne les vendront pas dans la nation au-dessous de ce que l'étranger les leur paye; quoiqu'ils aient acheté de la nation les matières premières, ou les productions

qu'ils consomment journellement , à des prix qui leur permettent de vendre moins cher.

JE fais qu'on peut m'objecter que les gains de ces fabricants en feront augmenter le nombre , & que leur concurrence fera renchérir les matieres premieres qu'ils emploient ; cela se peut & je le crois. Mais qu'en résultera-t-il ? Il en résultera que les prix de ces productions seront affranchis de la diminution commune aux prix de toutes les autres productions qui se consomment dans la nation sans pouvoir être exportées ; par cette raison , le préjudice national sera moins grand ; mais il sera toujours beaucoup pour le Souverain & les propriétaires fonciers ; car tandis que les productions territoriales dont la valeur vénales forme leur revenu commun en argent seront à bas prix , ils n'en payeront pas moins cher toutes les marchandises qu'ils feront dans le cas de tirer de l'étranger.

TOUT ceci cependant n'est encore qu'un aperçu de ce même préjudice ; il faut l'envisager présentement dans les

fuites qu'il doit *nécessairement* avoir , & qui l'aggravent singulièrement. Vous voyez ici la classe industrieuse qui achete à bas prix les productions, sans qu'elle en vende moins cher ses ouvrages au Souverain & aux propriétaires fonciers : il n'est donc pas possible que le Souverain & les propriétaires fonciers , dont les revenus perdent en proportion de la non-valeur des productions , achètent autant d'ouvrages de l'industrie , qu'ils pourroient en acheter , si leurs revenus en argent étoient plus considérables : alors la classe industrieuse se trouve dans le cas d'avoir besoin d'une plus grande exportation de ses marchandises ; par-conséquent de faire de plus grands frais de débit ; car les consommateurs éloignés achètent moins cher en raison des frais que les marchandises ont à faire avant de leur parvenir : par ce moyen cette classe est constituée dans des dépenses dont elle ne peut s'indemniser que par le bas prix des productions qu'elle achete ; ainsi *moins on consommera dans l'intérieur de la nation , & plus ce prix dimi-*

nuera ; or plus il diminuera , & moins on consommera : essayez de couper cette chaîne circulaire de diminutions progressives : si vous ne commencez par en détruire le principe , je vous défie d'en arrêter le cours.

LE même inconvénient a lieu pour toutes les productions susceptibles d'être exportées en nature : la concurrence de l'étranger soutient chez vous leur valeur vénale ; mais , comme je viens de le dire , cette valeur perd toujours en raison des frais de transport ; frais que le prix de vos productions n'auroit point à supporter , si la diminution de vos revenus en argent ne vous avoit mis dans l'impossibilité d'avoir chez vous des consommateurs en état de payer & de faire valoir ces mêmes productions : ainsi à cet égard , *même cercle encore ; même progression dans la dégradation.*

VOYEZ donc combien vos pertes se multiplient ; voyez quel enchaînement de désordres résultants d'une seule cause, d'un impôt établi sur les salaires des hommes entretenus par la culture ; cependant la progression nécessaire de ces

désordres tient encore à d'autres contre-coups qui l'accélèrent, & qu'il est aisé de vous rendre sensibles ; ce dernier tableau achevera de vous démontrer qu'un tel impôt ne peut jamais être établi, quand ses effets seront évidents aux yeux du Souverain & de la Nation.

Vous avez dû remarquer que la diminution du prix des productions n'étant pas suivie d'une diminution semblable dans les prix des ouvrages de l'industrie, il en résulte que la classe industrielle est dans le cas de s'enrichir aux dépens des propriétaires fonciers ; par-conséquent que l'état du propriétaire foncier n'est plus, dans la société, le meilleur état possible ; que les hommes ne sont plus pressés de convertir leurs richesses mobilières en richesses foncières ; que la classe propriétaire des terres doit se trouver presque toujours sans intérêt, sans volonté, & sans moyens pour améliorer ses possessions, souvent même dans l'impuissance de subvenir aux dépenses nécessaires à leur exploitation : de-là, la dégradation de ces mêmes possessions ; de-là,

une multitude de terres incultes ; de-là ; l'extinction progressive des revenus nationaux & de la population.

POUR se former une idée juste de la nécessité de cette progression, il faut observer qu'une fois que les revenus en argent sont diminués dans une nation, il se fait chez elle moins de dépenses en achat des ouvrages de l'industrie ; que la diminution des dépenses en cette partie entraîne *nécessairement* une diminution dans la population ; que la diminution dans la population en occasionne *nécessairement* une autre dans la consommation des productions ; que de celle-ci résulte encore *nécessairement* une diminution nouvelle dans le débit ou la valeur en argent des productions, par-conséquent dans ce qui forme les revenus en argent du Souverain & des propriétaires fonciers : partez maintenant de ce dernier point ; vous allez décrire *nécessairement* un nouveau cercle de diminutions ; un nouveau cercle qui, par les mêmes raisons, fera *nécessairement* suivi d'un troisieme ; ce troisieme le fera *nécessairement* d'un

quatrième ; & toujours ainsi croîtra nécessairement la détérioration , jusqu'à ce que vous en ayez fait cesser les causes , ou que tout soit détruit.

CHAPITRE XXXIII.

Les doubles emplois formés par les impôts indirects retombent tous sur les propriétaires fonciers. Cette vérité démontrée par l'analyse des contre-coups d'un impôt sur les rentes & sur les loyers des maisons. Le Souverain paye lui-même une grande partie d'un tel impôt.

TOUT impôt est payé par le produit des terres ; tout ce que l'impôt prend sur ce produit , après le partage fait avec le Souverain , forme un double emploi ; tout double emploi retombe sur les propriétaires fonciers , avec déprédation de la richesse nationale & de tout ce qui constitue la puissance politique de l'État : voilà l'ordre des idées que j'ai voulu présenter.

présenter. Les deux premières propositions sont déjà démontrées, & le double emploi résultant d'un tel impôt est évident. Nous avons vu pareillement que lorsqu'il frappe sur les richesses non disponibles, il éteint progressivement les revenus communs du Souverain & des propriétaires fonciers, ainsi que la population : il ne reste donc plus à remplir qu'une partie de notre démonstration ; qu'à prouver que les doubles emplois qui s'opèrent par d'autres voies, sont aussi des charges sur la propriété foncière ; & qu'il n'est pas une de ces charges qui ne soit préjudiciable aux intérêts du Souverain, quoiqu'elles ne le soient pas toutes au même degré.

IL est deux manières de diminuer un revenu : on peut en anéantir une partie ; on peut aussi faire augmenter les frais des jouissances auxquelles on emploie ce même revenu. On sent bien qu'il ne faut pas confondre une jouissance avec les frais qu'on fait pour se la procurer. Moins ces frais sont considérables, & plus on est riche ; car *richesse & moyens de jouir ne sont qu'une même chose* : or l'augmentation des frais à faire

pour parvenir aux jouissances, est évidemment une diminution des moyens de jouir : aussi tel qui est riche dans un lieu, seroit-il très-mal aisé dans un autre où il seroit obligé de payer beaucoup plus cher les choses qu'il voudroit consommer.

PARMI les impôts qui paroissent les plus étrangers aux propriétaires fonciers, il n'en est pas un qui n'ait un de ces deux inconvénients ou tous les deux à la fois ; pas un qui n'occasionne aux propriétaires fonciers ou la destruction d'une partie de leur revenu, ou l'augmentation des frais qu'ils ont à faire pour le convertir en jouissances, ou ces deux pertes en même-temps : deux exemples suffiront pour établir évidemment ces vérités.

JE suppose deux loix, dont l'une fixe l'intérêt de l'argent à 5 p. $\frac{2}{100}$. & l'autre assujettisse les rentes à un impôt du cinquième de leur valeur : n'est-il pas vrai que ces deux loix combinées réduisent l'intérêt de l'argent à 4 p. $\frac{2}{100}$. pour le prêteur ; & que quiconque prêtera, comptera bien ne placer son argent qu'à 4 p. $\frac{2}{100}$.

OBSERVEZ présentement que ces loix n'obligent pas de prêter ; que le prêt n'a lieu qu'autant que l'intérêt fixé par les loix convient au prêteur , que souvent aussi les prêts se font à un intérêt plus bas que celui qu'elles ont établi ; qu'elles peuvent , tout-au-plus , empêcher qu'on prête *ouvertement* à un intérêt plus fort qu'elles ne le permettent ; mais que leur pouvoir ne s'étend point jusqu'à faire prêter , quand cette façon de placer son argent , ne paroît pas préférable à tout autre emploi ; car c'est-là ce qui détermine la volonté des prêteurs.

MALGRÉ les loix qui reglent l'intérêt de l'argent , l'action de prêter , & celle d'emprunter sont des actions pleinement libres : je n'emprunterai pas au taux fixé par les loix , si je me vois lésé par une telle opération ; & quand personne ne voudra emprunter à 5 p. $\frac{1}{2}$. les prêteurs seront forcés de diminuer l'intérêt de l'argent. Quand personne aussi ne voudra prêter au-dessous de 5 p. $\frac{1}{2}$. il faudra bien que l'intérêt de l'argent s'établisse sur ce pied. Dans toutes les opérations qui se font librement , la fixation de cet intérêt dépend donc

beaucoup moins des loix, que de la concurrence des prêteurs & des emprunteurs ; il se regle naturellement entre eux , d'après le produit qu'on peut retirer de son argent dans d'autres emplois : voilà pourquoi les prêts se font souvent à un intérêt au-dessous de celui fixé par les loix ; & pourquoi , lorsque cet intérêt ne peut convenir aux prêteurs , les prêts n'ont lieu que dans des cas où l'on trouve moyen d'éluder la disposition des loix.

AINSI quiconque se détermine librement & volontairement à placer son argent à 5 p. $\frac{2}{3}$, dont il en revient 1 à l'impôt , prêteroit tout simplement à 4 p. $\frac{2}{3}$ si cet impôt ne lui prenoit rien ; ainsi le cinquieme de cette rente , remis à l'impôt , n'est point pris sur le rentier , mais bien sur le débiteur de cette rente ; ainsi ce cinquieme n'est qu'une augmentation de dépense pour tous ceux qui ont besoin d'emprunter ; ainsi cette augmentation de dépense n'est qu'une surcharge établie sur le produit des terres , par la raison que toute dépense est acquittée par ce produit ; ainsi cette surcharge retombe sur les propriétaires

fonciers , parce qu'elle augmente les frais qu'ils ont à faire pour convertir ce produit en jouissances.

JE ne crois pas devoir insister sur cette dernière conséquence ; elle doit être sensible , évidente pour quiconque fait qu'il n'y a que le produit des terres qui puisse annuellement fournir les fonds pour payer les rentes. D'après cette vérité , on comprend facilement qu'un impôt , qui tient l'intérêt de l'argent à un taux plus haut qu'il ne le seroit sans cela , greve le débiteur de la rente : or ce débiteur est ou un propriétaire foncier ou un autre homme qui , en vertu des services qu'il rend à la classe propriétaire du produit des terres , partage dans ce produit : au premier cas , point de doute que la propriété foncière ne soit lésée d'autant ; au second cas , la cherté de l'argent que cet autre homme emprunte , est pour lui une augmentation de dépense , augmentation qui doit faire renchérir à proportion les services qu'il rend à la classe propriétaire : ainsi c'est toujours sur cette classe que tombe directement ou indirectement la cherté de l'argent.

LE second exemple que j'ai à proposer, c'est celui d'un impôt sur le loyer des maisons. S'il étoit plus utile d'employer son argent d'une toute autre manière qu'à bâtir ou acheter des maisons, personne assurément ne s'aviserait d'en faire la dépense, à moins que ce ne fût pour soi personnellement, & par une suite de l'impossibilité où l'on seroit de se loger. Il est donc indispensable que l'emploi de l'argent en achat ou en construction de maisons donne un intérêt proportionné à celui qu'on trouveroit dans un autre emploi. De-là résulte qu'il est de toute nécessité que le loyer des maisons renchérisse, si vous l'assujettissez à un impôt; par-conséquent que la jouissance d'une maison sujette à cet impôt, soit plus dispendieuse. Faites-la maintenant occuper par quel homme il vous plaira: si c'est un propriétaire foncier, il est évident qu'il sera grévé par le renchérissement nécessaire de son loyer; si c'est un autre homme, quel qu'il puisse être, il ne peut payer qu'avec ce qu'il reçoit directement ou indirectement des propriétaires fonciers: ainsi de toute manière cet impôt n'est

pour eux qu'une augmentation de dépense, & conséquemment une diminution de leur richesse.

OBSERVEZ présentement que quand je dis que ces fortes d'impôts sont des charges qui retombent sur les propriétaires fonciers, il faut étendre cette proposition jusqu'au Souverain personnellement; car il est impossible que dans les dépenses qu'il fait par lui-même & par ceux qu'il entretient, il ne soit pas grévé par la cherté que de tels impôts occasionnent & entretiennent: ainsi ces mêmes impôts reprennent dans ses mains, une grande partie de ce qu'ils lui ont donné.

IL peut arriver cependant qu'un impôt sur les rentes & sur les loyers des maisons ne retombe point sur les propriétaires fonciers, & c'est le cas d'un impôt accidentel & imprévu. Mais si de tels événements étoient assez fréquents pour qu'il en résultât ce qu'on appelle *un risque* pour les acquéreurs des rentes & des maisons, qui est-ce qui voudroit s'y exposer gratuitement? On ne court un risque qu'autant qu'on payé est pour le courir: il faudroit donc que ce risque

fût balancé par de gros profits , qui ne pourroient être faits qu'aux dépens des propriétaires fonciers & du Souverain.

Vous remarquerez ici , qu'un tel *risque* seroit très-réel , si l'on établissoit *arbitrairement* des impôts personnels sur les rentiers & sur les propriétaires des maisons : au moyen de ces impôts *arbitraires* , ils se trouveroient avoir perdu la propriété des capitaux qu'ils auroient dépensés pour faire de telles acquisitions ; car *ce n'est pas avoir la propriété d'un fonds , que de ne pas avoir la propriété de son produit*. Un tel désordre mettroit donc les richesses pécuniaires dans le cas de chercher d'autres emplois , fût-ce même chez l'Étranger , à moins , comme je viens de le dire , que le *risque* de placer ainsi son argent dans la nation , n'y trouvât des contre-poids qui seroient eux-mêmes un autre désordre à la charge du Souverain & des propriétaires fonciers.

Il me semble entendre déjà une multitude d'hommes s'élever contre moi ; s'écrier qu'il seroit bien singulier de prétendre que les rentiers & les propriétaires des maisons ne contribuassent

point aux charges de l'État , ne payassent aucun impôt. Qu'ils me permettent de leur demander de quelles charges & de quel impôt ils entendent parler : si par le mot de charges , ils veulent désigner les charges annuelles & ordinaires , je leur répondrai que dans le système de l'ordre , personne n'y contribue ; que ces charges sont acquittées par le revenu public annuel , qui n'est qu'une portion déterminée dans le produit net des cultures ; que cette portion est une richesse commune , qui se renouvelle perpétuellement à mesure que les richesses particulières de chaque propriétaire foncier se renouvellent par la reproduction ; qu'ainsi *c'est la terre qui paye elle-même l'impôt , en l'acquit de toute la nation.* Ne voyez-vous pas , leur dirai-je , qu'on achete une rente ou une maison , comme on achete une terre ? Qu'on ne met un prix à celles-là , comme à celle-ci , qu'en raison du revenu qu'elles donnent à leur propriétaire ; qu'en les achetant on ne paye rien pour la portion que l'impôt prend chaque année dans ce revenu ; qu'on n'achetara pas les rentes & les maisons , ou qu'on les achetara moins

cher, si vous les assujettissez à un impôt; par-conséquent que l'impôt, bien loin de porter sur ces acquéreurs, se trouvera toujours à la charge de ceux qui payent les rentes & les loyers; en un mot, que le sort des rentiers & des propriétaires des maisons n'est pas, en cela, plus avantageux que celui des propriétaires fonciers, puisque ceux-ci ne payent point l'impôt.

IL n'en est pas ainsi des charges accidentelles & momentanées: il peut se trouver des circonstances impérieuses & passagères qui exigent des secours extraordinaires; alors il n'est pas douteux que ces secours doivent être pris sur les rentes, comme sur les revenus des propriétaires fonciers: la raison en est bien simple: les rentes sont une portion du produit net, c'est-à-dire, de la seule richesse qui soit disponible, dans une nation, & qui puisse être employée aux besoins politiques de l'État: les rentiers doivent donc nécessairement être exposés à tous les événements qui sont inséparablement attachés à la propriété de cette richesse disponible, & qui sont même dans l'ordre des opérations qui peuvent être né-

cessaires pour assurer ou faire valoir cette propriété.

Si dans de telles circonstances les rentes n'étoient pas imposées , l'intérêt commun du Souverain & de la Nation seroit blessé ; & par contre-coup , l'intérêt particulier du rentier seroit compromis : les rentes se trouveroient être une diminution des revenus de l'État ; diminution qui altéreroit la force & la consistance de l'État ; diminution qui tourneroit ainsi , de toute façon , au détriment de la propriété foncière , & par conséquent de la sûreté des rentes établies sur les produits nets de cette propriété.

CE que je dis ici des rentiers ne peut cependant s'appliquer aux propriétaires des maisons : leurs loyers different des rentes , en ce qu'ils sont susceptibles de renchérir ; au - lieu qu'une rente ne peut point augmenter au gré du rentier : le renchérissement est ainsi une voie toujours ouverte à ces propriétaires , pour faire reprise sur le produit de la culture , de tout ce qu'ils seroient obligés de payer à l'impôt ; ils ne pourroient donc en être personnellement

chargés que jusqu'au moment du renouvellement des baux de leurs maisons ; l'impôt alors retomberoit sur ceux qui payent les loyers plus chers , & par contre-coup , sur les produits des propriétés foncières qu'on auroit cru soulager d'autant.

C'EST ainsi qu'un impôt *habituel* & proportionnel sur les rentes & sur les loyers des maisons porte indirectement, partie sur les propriétaires fonciers , & partie sur le Souverain : à l'égard des propriétaires fonciers , il est pour eux une diminution de richesses , parce qu'il est pour eux une augmentation des frais qu'ils ont à faire pour parvenir aux jouissances. Un tel impôt est donc non-seulement un double emploi , mais encore un double emploi , qui , lorsqu'il est arbitrairement établi sur la personne des rentiers ou des possesseurs des maisons , greve arbitrairement la propriété foncière , la réduit , pour ainsi dire , à n'être qu'un vain titre , & attaque ainsi dans son essence , l'ordre constitutif des sociétés. Par ces sortes d'impôts , on peut juger de tous ceux qui leur ressemblent ; de tous ceux qui ne sont point

une portion prise directement & immédiatement dans le produit des terres : il est évident qu'il n'en est pas un qui ne devienne une charge indirecte sur les revenus des propriétaires fonciers, charge qui n'est allégée pour eux que par la portion que le Souverain en supporte personnellement, en quoi il est toujours trompé dans les calculs qu'il peut faire sur les produits de ces impôts.

CEPENDANT, comme je l'ai déjà dit, les effets des impôts indirects ne sont point toujours les mêmes; aussi les grands désordres qu'ils produisent, ne sont-ils pas les suites des doubles emplois dont je viens de parler : c'est principalement lorsque de tels impôts se trouvent assis immédiatement sur la personne ou les salaires des agents de l'industrie, que le mal qui en résulte, devient énorme, & ne cesse de s'accroître, tant qu'il est entretenu par le principe qui l'occasionne. La démonstration de cette dernière vérité achevera de faire connoître évidemment combien le Souverain personnellement & les sujets sont intéressés à ne point changer la forme essentielle de

l'impôt, & conséquemment combien on doit être certain que dans le gouvernement d'un seul, dès qu'on y suppose l'évidence de cet intérêt publiquement établi, on n'a rien à craindre des abus qui résulteroient d'un tel changement.

CHAPITRE XXXIV.

Doubles emplois résultants des impôts sur les salaires de l'industrie , ou sur la vente des choses commercables ; ils retombent tous à la charge du propriétaire foncier & du Souverain , en raison de la portion que chacun d'eux prend dans le produit net des cultures. Ces impôts sont dans tous les cas possibles , progressivement & nécessairement destructifs des revenus de la Nation , de ceux du Souverain , & de la population.

RAPPELLEZ-VOUS ce que j'ai précédemment observé sur la nécessité dont il est que la distribution & la consommation des productions se fassent dans

une proportion dont il puisse résulter un avantage commun à ceux qui les font renaître & à la classe industrielle ; rappelez-vous que toutes les productions qui ne peuvent être consommées en nature par leurs premiers propriétaires , ne leur deviennent utiles que par l'entremise des travaux de l'industrie ; rappelez-vous que les salaires ou les prix payés pour ces travaux ne sont que des portions prises dans ces productions en nature , ou, ce qui revient au même , dans leur valeur en argent ; rappelez-vous que la mesure de chacune de ces portions n'a rien d'arbitraire ; qu'elles sont au contraire toutes déterminées par l'autorité despotique de la concurrence , qui , pour l'intérêt commun de toute la société , fait ainsi régner l'ordre le plus avantageux dans la distribution & la consommation des productions ; ordre qui ne peut plus subsister , dès qu'un impôt vient dénaturer les proportions suivant lesquelles la concurrence a fait faire cette distribution.

TOUT homme qui par ses travaux & ses dépenses , se procure plus de productions qu'il n'en peut consommer

en

en nature , se propose *nécessairement* de changer la forme de cet excédent , de le convertir en ouvrages de l'industrie ; d'un autre côté , ceux qui se consacrent aux professions relatives à ces ouvrages , comptent certainement sur l'échange de leur main-d'œuvre contre des productions. IL faut donc *nécessairement* qu'il y ait une proportion établie entre la valeur vénale des productions & la valeur vénale des ouvrages de l'industrie : ce n'est que d'après cette proportion , que chacun peut se déterminer sur l'emploi de sa personne , de ses richesses mobilières & de ses talents.

REMARQUEZ bien la nécessité de cet équilibre qui doit régner entre le prix des productions & celui des travaux de main-d'œuvre. Inutile d'examiner lequel des deux commande le premier à l'autre : le point essentiel à saisir , c'est qu'ils sont tous deux dans une dépendance réciproque ; qu'ils se servent mutuellement de mesure ; & que vous ne pouvez changer l'ordre de leurs rapports , qu'au détriment commun de tous les intérêts que nous cherchons le plus à ménager.

CET équilibre dont je veux ici vous faire comprendre toute la nécessité, n'a rien de mystérieux : pourquoi cet Artisan me paye-t-il la mesure de mon bled 30 sols ? c'est parce que ses salaires le lui permettent : & qui est-ce qui lui paye ces salaires ? Les premiers propriétaires de la valeur des productions, ou d'autres hommes à qui déjà ils ont distribué une partie de cette valeur. Retranchez la moitié de ces salaires : cet Artisan ne peut plus me payer mon bled au même prix, à moins qu'il ne diminue la somme des achats qu'il fait à d'autres vendeurs ; mais dans ce cas, ces autres vendeurs n'auront plus les mêmes moyens pour acheter mon bled : c'est toujours le même inconvénient, le même contre-coup. Le mouvement de l'argent n'est qu'une circulation, suivant laquelle chacun doit en recevoir autant qu'il en donne, & chacun doit en donner autant qu'il en reçoit. Suivez cette circulation dans toutes ses branches ; vous verrez facilement, que la classe industrielle ne peut mettre un prix aux productions, qu'en raison du prix que leurs premiers propriétaires mettent à la

main-d'œuvre ; qu'ils ne peuvent mettre un prix à sa main-d'œuvre , qu'en raison de celui auquel ils vendent aussi leurs productions ; qu'ainsi ce sont ces premiers propriétaires qui fournissent eux-mêmes à cette classe , les valeurs en argent avec lesquelles elle paye les productions : aussi est-ce parce que tous les salaires sont payés par les valeurs des productions , que nous avons donné le nom de double emploi , à tout impôt qui se trouve établi sur les salaires.

DE ces observations il résulte que dans une nation qui ne feroit aucune sorte de commerce extérieur , qui dans ses dépenses n'auroit aucune sorte de relation avec les étrangers , il seroit très-indifférent que les productions eussent une grande valeur en argent , ou qu'elles n'en eussent qu'une médiocre ; ce dernier même seroit plus avantageux , parce qu'il y auroit moins d'embarras dans le transport de l'argent pour faire les paiements : quelle que fût cette valeur en argent , celle des travaux de main-d'œuvre se mettroit au niveau , & l'équilibre nécessaire se maintiendrait également.

MAIS pour peu qu'une nation fasse quelque commerce extérieur, la valeur vénale des productions devient une chose très-intéressante; parce que cette valeur est ce qui décide du plus ou du moins des productions territoriales qu'elle doit donner en échange des marchandises étrangères. Il est donc, par contre-coup, d'une égale importance pour elle, que les salaires proportionnels de l'industrie ne soient point altérés par une force majeure; car ce sont ces mêmes salaires qui, placés dans les mains de l'industrie, sont destinés à maintenir la valeur des productions; valeur qui d'ailleurs est la seule & unique richesse disponible pour le Souverain & la Nation.

POUR mieux démontrer ces vérités & les conséquences qui en résultent, parcourons les différents désordres qui naissent *nécessairement* à la suite du double emploi formé par un impôt sur les agents de l'industrie. Cet impôt ne peut être acquitté que par une partie de leurs salaires: cela est évident. Mais alors veut-on que les salaires augmentent, ou veut-on qu'ils n'augmentent pas? Cha-

cune de ces deux hypothèses demande un examen particulier.

Si les salaires augmentent , il est clair que l'impôt retombe à la charge de ceux qui les payent ; & qui sont-ils ? D'abord le Souverain ; par-conséquent il se trouve lui-même supporter une partie de cet impôt , en raison du renchérissement des ouvrages de l'industrie, qu'il achete pour sa consommation personnelle ou celle des hommes qui sont à ses gages ; ensuite les propriétaires fonciers , qui en cela , se trouvent très-réellement privés d'une portion du revenu ou des jouissances qui doivent leur appartenir en propriété ; enfin les cultivateurs , qui par eux-mêmes & par leurs entretenus , sont dans le cas de faire divers achats à la classe industrielle.

UN impôt sur les salaires de l'industrie , & qui les fait augmenter , est donc un impôt indirect , non-seulement sur le Souverain & sur les propriétaires fonciers , mais encore sur les cultivateurs ; aussi ce dernier contre-coup est-il la principale cause des maux progressifs que cet impôt entraîne nécessairement après lui. L'augmentation qu'il occa-

sionne dans les dépenses des cultivateurs, est une diminution réelle de la masse des richesses productives ; un tel impôt est donc destructif de la reproduction, en raison *doublée* de ce qu'il prend indirectement sur les avances ; je veux dire que s'il coûte un million aux cultivateurs, il éteint une reproduction qui vaudrait au-moins 2 millions.

Je ne répéterai point ici que si les cultivateurs ne sont pas indemnisés du vuide que le détournement d'une partie de leurs avances occasionne ainsi dans la masse totale de la reproduction, il faudra qu'ils se ruinent, & que la culture tombe dans un état de dégradation progressive : je suppose au-contraire qu'ils aient calculé le contre-coup de cet impôt, & que leurs baux soient analogues au résultat de ce calcul : dans ces cas, le produit net se trouvera nécessairement diminué du double de ce que l'impôt prend indirectement sur les cultivateurs. Mais dès-lors nous découvrons un désordre dont la progression est évidente : les propriétaires fonciers se trouvent tout-à-la-fois avoir un moindre revenu, & néanmoins payer plus

cher une partie des choses qu'ils consomment; il est donc indispensable qu'ils diminuent doublement leurs consommations; par-conséquent qu'ils ne fassent point assez d'achats à la classe industrieuse, pour qu'elle puisse s'indemniser avec eux des sommes qu'elle paye à l'impôt.

BIEN des gens cependant se persuadent que la masse totale des achats faits à cette classe industrieuse, sera toujours assez considérable pour que ses agents puissent se dédommager de l'impôt, par la voie du renchérissement de leurs marchandises. La raison vague qu'ils entendent, est que si les propriétaires fonciers consomment moins, le Souverain, disent-ils, consommera plus, soit par lui-même personnellement, soit par ses entretenus. Mais un calcul très-simple peut mettre cette erreur dans une grande évidence.

CONSIDÉRONS le revenu du Souverain & celui des propriétaires fonciers, comme ne formant qu'une seule masse, qui paye les deux tiers des ouvrages que vend la classe industrieuse; en conséquence, supposons que les cultiva-

teurs joints avec les hommes qu'ils entretiennent, achètent l'autre tiers de ces ouvrages. Notre hypothèse ainsi présentée, soit 30 le total d'un impôt établi sur les salaires de l'industrie, renchérissant par-conséquent de 30 ces mêmes salaires : n'est-il pas vrai que ce renchérissement coûte 10 aux cultivateurs, puisqu'ils achètent le tiers des ouvrages renchéris de 30 ? n'est-il pas vrai que ces 10 dérobés aux avances de la culture, éteignent une reproduction de 20 ? n'est-il pas vrai qu'en suivant notre supposition, il doit en résulter une diminution de 20 dans le revenu commun du Souverain & des propriétaires fonciers ? Quel est donc présentement l'état de ce revenu ? D'un côté, il augmente de 30 par un impôt sur les salaires ; d'un autre côté, il diminue de 20 par l'extinction de la reproduction ; le bénéfice qu'il retire de cet impôt, n'est donc que 10. Observez maintenant, que ce revenu doit payer les deux tiers des ouvrages de l'industrie, conséquemment que le renchérissement des salaires doit lui coûter 20 ; mais comment peut-il augmenter de

de 20 sa dépense , tandis que sa recette n'augmente que de 10 ? impossible donc qu'il puisse les fournir , impossible que sur les 30 pris par l'impôt , il n'y en ait pas 10 qui soient en pure perte pour la classe industrieuse qui les a déboursés.

DE quelque côté que vous jettiez les yeux , vous n'appercevez présentement que détérioration , & détérioration progressive : quoique le revenu commun du Souverain & des propriétaires fonciers soit augmenté de 10 en argent , ils sont cependant moins riches qu'ils ne l'étoient auparavant , parce que les choses qu'ils achètent sont , en total , renchéries de 20 pour eux. Ils sont donc obligés de consommer moins ; conséquemment d'entretenir moins d'hommes en faisant cependant une dépense plus forte en argent. Tandis que la population s'affoiblit par ce moyen , vous voyez aussi que la classe industrieuse perd , sans retour , le tiers de l'impôt qu'elle paye , & qu'elle fera toujours la même perte tant que le même impôt subsistera : il faut donc que d'année en année les richesses de cette classe , le nom-

bre de ses agents & ses consommations diminuent ; par-conséquent que d'année en année on voie grossir là quantité des productions qui , dans l'intérieur de la nation , manquent de consommateurs en état de les payer. Ainsi la décadence *progressive* de la classe industrielle va réfléchir sur la reproduction , & la décadence *progressive* de la reproduction va réfléchir sur la classe industrielle : ces deux désordres vont , pour ainsi dire , se donner la main , pour accélérer mutuellement la rapidité de leur *progression*.

PEUT-ESTRE , me direz-vous , que la classe industrielle a la ressource de vendre aux étrangers : mais les étrangers ne lui tiendront pas compte de l'impôt , ne se prêteront pas au renchérissement de ses ouvrages pour raison de l'impôt ; ainsi elle sera toujours en perte. D'ailleurs les étrangers n'achèteront pas toujours en argent ; il faudra donc que cette classe reçoive d'eux aussi des marchandises en paiement ; mais quand elle les aura reçues , qu'est-ce qu'elle en fera ? Dans notre hypothèse tout le revenu national est déjà dépensé ; où donc trou-

vera-t-elle, dans la nation, des consommateurs auxquels elle puisse revendre ces marchandises étrangères pour recouvrer les 10 en argent dont elle est en perte : elles resteront invendues, comme l'auroient été celles auxquelles elles se trouveront substituées ; & la classe industrieuse aura dépensé de plus les frais qu'une telle opération entraîne nécessairement après elle.

Si je me permettois d'entrer dans de plus grands détails, je démontrerois par le calcul qu'il n'y a pas une partie du corps politique qui n'éprouve quelque préjudice à l'occasion de la diminution qui survient dans la reproduction, & qu'il n'y a pas un préjudice particulier qui ne devienne à son tour un préjudice commun, d'où résulte qu'ils concourent tous mutuellement à leur progression. Mais sans nous appesantir sur cette démonstration, il suffit d'en indiquer le principe ; de faire voir que l'ordre qui doit régner dans la circulation des valeurs en argent, est interrompu ; que l'impôt s'approprie une portion de ces valeurs avant qu'elles aient été employées aux dépenses de la reproduction ;

que par ce moyen la reproduction ne peut plus les rendre annuellement à ceux qui les ont données à l'impôt ; qu'ainsi chaque année le vice de cette circulation leur occasionne une nouvelle perte dont ils ne peuvent être dédommés , parce que rien ne peut suppléer la reproduction , source unique où les dépenses peuvent puiser les moyens de se renouveler.

VOULEZ-VOUS présentement partager le revenu national pour en former le revenu public , & considérer séparément les effets d'un tel impôt par rapport au Souverain en particulier ? Sur le produit total de l'imposition trois articles à déduire. 1°. Les frais de la perception ; 2°. la diminution que le Souverain éprouve dans son revenu direct ; 3°. la perte que lui cause le renchérissement des ouvrages de l'industrie. Malgré cela , je vous accorde que le revenu du Souverain est d'abord augmenté : mais combien subsistera cette augmentation ? A mesure que la classe industrielle s'éteindra , ne faudra-t-il pas que le produit total de cet impôt diminue , sans cependant que le renchérissement

cesse d'être le même dans ses détails ? Ne faudra-t-il pas qu'en même temps son revenu direct décroisse faute d'un débit suffisant pour les productions nationales, dont la valeur vénale forme ce revenu ? Ne faudra-t-il pas que cette double diminution dans son revenu influe sur ces achats à la classe industrielle, & qu'en cette partie il se fasse un vuide qui croisse de jour en jour ? voulez-vous qu'en raison des contribuables qui disparoissent à la classe industrielle, on augmente les cottisations particulieres de ceux qui sont encore existants ? Analysez cette prétendue ressource & ses contre-coups ; vous trouverez qu'elle n'est qu'un moyen de hâter la dégradation ; qu'il doit en être alors de la progression de ce désordre, comme de la chute des corps, dont le mouvement s'accélere en raison de leur pesanteur, & se multiplie par le quarré des temps.

Nous avons déjà de si bons ouvrages modernes sur cette matiere, que je crois devoir ne pas m'y arrêter plus long-temps, quoique j'en laisse à dire beaucoup plus encore que je n'en dis ;

mais mon objet n'est point de faire un traité particulier de l'impôt : je me dépêche donc d'examiner la seconde branche de notre alternative ; de voir ce qui résultera d'un impôt sur les salaires de l'industrie , en supposant qu'ils ne renchérisse pas.

CHAQUE homme de la classe industrielle ne consomme qu'en raison de ses salaires : ainsi retrancher les salaires , c'est retrancher les consommations. Mais si les consommations diminuent , qui est-ce qui les remplacera ? Et comment les premiers vendeurs des productions pourront-ils s'en procurer le débit à un bon prix ? Ne vous figurez pas pouvoir , à cet égard , substituer les entretenus par l'impôt aux agents de l'industrie : premièrement , il n'est pas possible que les consommations de ceux-là soient les mêmes que les consommations de ceux-ci ; en second lieu , la marche de ces consommations est absolument différente.

LE produit d'un impôt sur les salaires se cantonne , se distribue à un certain nombre de consommateurs , qui sont

ordinairement rassemblés dans un même lieu , ou du-moins dans quelques lieux particuliers ; par ce moyen , la consommation se trouve éloignée du lieu de la reproduction. Or il est certain que les productions perdent nécessairement de leur valeur vénale en proportion des frais qu'elles ont à faire pour aller trouver les consommateurs. Ajoutez à cela qu'il est beaucoup de productions qui par leur nature , ne sont pas propres à être transportées , beaucoup encore qui à raison de leur volume , de leur pesanteur , & de la modicité de leur valeur première , ne sont pas susceptibles d'un transport qui deviendrait si dispendieux , qu'il n'en résulteroit que des dépenses en pure perte pour ceux qui se proposeroient de s'en procurer ainsi le débit.

UNE fois que vous appercevez dans une nation , une multitude de productions qui manquent d'un débit suffisant , vous tenez le germe d'une dégradation nécessairement progressive , lorsque l'insuffisance du débit est occasionnée , comme dans notre hypothèse , par une cause qui détruit la proportion qui doit

régner entre la valeur vénale des productions & celle des travaux de main-d'œuvre. Dans une telle position , si ceux qui achètent ces travaux les payent toujours au même prix , ils ne peuvent en acheter la même quantité , parce qu'ils ont un moindre revenu : alors les agents de l'industrie reçoivent moins de salaires , & cependant n'en ont pas moins le même impôt à payer. Ainsi dans cette hypothèse , où ces travaux ne renchérissent point , l'impôt sur leurs salaires forme un contraste singulier : plus il prend sur les salaires , & plus il les fait diminuer ; j'entends que plus les agents de l'industrie payent à l'impôt , & moins ils ont de salaires à recevoir , parce que la diminution de leurs consommations en occasionne une autre dans les revenus de ceux qui leur payent ces salaires.

LE produit d'un tel impôt peut , il est vrai , se reverser dans la nation , & de ce reversement on verra résulter des consommations. Mais pour couper court à tous les mauvais raisonnements qu'on pourroit faire à ce sujet , il suffit de faire observer que ce reversement ne peut

rendre à la consommation que les sommes prises par l'impôt sur les salaires : il ne dédommage donc point de toutes les non-valeurs dont je viens de parler , & qu'il occasionne dans la vente d'une partie des productions. Ces non-valeurs sont des pertes seches , qui diminuent d'autant les moyens qu'on avoit pour payer & faire valoir les autres productions , ainsi que les travaux de la main-d'œuvre. Il n'est donc pas possible qu'il y ait après l'impôt , une distribution de salaires égale à celle qui se faisoit avant l'impôt : cela posé , tant que le même impôt subsistera , le mal croîtra progressivement , parce que la consommation des agents de l'industrie diminuera de plus-en-plus, sans être remplacée ; & qu'ainsi de plus-en-plus le débit ou la valeur vénale des productions, les revenus & la masse des salaires diminueront.

UNE autre observation importante à faire sur le reversement fait par le Souverain , des sommes que lui fournit un impôt levé sur les salaires , c'est que ce reversement est en partie chimérique : une partie de ces sommes peut bien être

employée à acheter en nature une portion des productions que les agents de l'industrie ne peuvent plus consommer; mais l'autre partie de ces sommes ne peut être pareillement employée en achats d'ouvrages de l'industrie fabriqués dans la nation. Pour que les vendeurs de ces ouvrages pussent faire ainsi repasser dans leurs mains cette partie des sommes qu'ils ont payées à l'impôt, il faudroit qu'ils eussent des marchandises à donner en échange de cet argent; qu'ils échangeassent valeurs pour valeurs, ce qui leur est physiquement impossible, dès que leur main-d'œuvre ne renchérit point; & quand ils le pourroient, donnant *deux fois* pour ne recevoir qu'une, ils seroient toujours en perte.

FAITES attention à cette dernière observation; elle est d'une force & d'une simplicité singulière: vous me forcez de vous donner 10 francs, & avec ces 10 francs, vous venez m'acheter une marchandise de la même valeur: mais pourquoi cette marchandise vaut-elle 10 francs? C'est parce que ce prix lui est fixé par la concurrence comme étant

son prix nécessaire , son prix relatif aux dépenses nécessaires de ceux qui parviennent à la mettre en vente. Cette marchandise , est donc dans mes mains , représentative d'une valeur de 10 francs que j'ai dépensés ; ainsi quand je vous la vends , je vous livre une valeur de 10 francs ; par ce moyen les 10 francs d'argent que je vous avois donnés , & que vous me rendez en échange de ma marchandise , n'empêchent point que je sois en perte de cette somme tout aussi réellement que quand un autre me prend pareille marchandise sans la payer. Il faut donc qu'une telle opération me ruine progressivement.

SOIT dans une nation la valeur de la main-d'œuvre égale à 100 , prix fixé par la concurrence ; prenez-en 20 pour l'impôt , & de ces 20 employez-en une portion en achat de productions , toujours est-il vrai que l'autre portion ne pourra plus circuler dans cette nation , & qu'il faudra qu'elle passe à l'étranger pour y acheter d'autres ouvrages de main-d'œuvre. Mais , dira-t-on , les ouvriers travailleront davantage : vaine supposition ; car avant l'impôt , chacun

d'eux étoit forcé , par la concurrence , de travailler autant qu'il étoit en son pouvoir. D'ailleurs comme il n'y a point , après l'impôt , plus de matieres à employer qu'il n'y en avoit auparavant, si chaque ouvrier pouvoit travailler plus long-temps , il y auroit moins d'hommes salariés , moins de consommations faites par-conséquent. C'est une autre voie qui nous conduit au même désordre.

AINSI quelque ressource que nous imaginions , nous n'en trouverons point qui puisse empêcher que de la diminution des salaires il ne résulte une diminution des revenus , & que de la diminution des revenus il ne résulte une nouvelle diminution des salaires. On conçoit bien qu'un tel enchaînement doit bien-tôt être suivi d'un décroissement progressif de la population , autre principe d'une nouvelle diminution progressive dans le débit des productions territoriales , dans les revenus de la nation & du Souverain. Ce décroissement sera même d'autant plus prompt , que l'industrie est cosmopolite ; elle ne connoît de patrie que les lieux où elle est appelée

par son intérêt particulier ; sa devise est *ubi benè , ibi patria* : la nature le veut ainsi.

CEPENDANT si vous forcez l'industrie de s'éloigner de vous , il va se trouver encore , dans la nation , moins de consommateurs en état de payer vos productions , & moins de moyens pour les convertir en jouissances : vous serez obligés d'aller chercher au loin , des consommateurs étrangères , qui vous déduiront les frais d'exportation ; & les marchandises étrangères, dont vous voudrez jouir en retour , seront grévées aussi des frais d'importation. Vous croirez peut-être que le commerce extérieur rétablira la valeur vénale de vos productions ; mais cette espérance ne peut avoir lieu que pour celles qui seroient susceptibles d'être transportées chez l'Étranger , encore faudroit-il à cet égard défalquer les frais qu'elles ont à faire avant d'y arriver. D'ailleurs entre les premiers propriétaires de ces productions & les consommateurs étrangers ne faut-il pas qu'il y ait des agents intermédiaires ; des commerçants , qui auront grand intérêt à

tenir vos productions à bas prix pour vous, afin de gagner plus, en les revendant au prix courant des autres nations.

VOUS voyez donc que vos ressources mêmes l'ont pour vous de nouvelles causes d'une dégradation progressive; que vous ne gagnez rien à supposer qu'un impôt sur les salaires ne les fera point renchérir; que cette seconde hypothèse ne diffère de la première que par la marche de ses inconvénients; & que dans tous les cas un impôt sur les salaires est progressivement destructif de la richesse nationale & de la population.

PARDI les diverses manières de mettre un impôt sur les salaires, il en est une à laquelle on a donné le nom d'impôt sur les consommations. Sous ce titre, cette forme d'imposition a pris faveur dans l'opinion d'une multitude de personnes à qui ce nom a fait illusion: le paiement de cet impôt leur a paru n'avoir aucun inconvénient, parce qu'il leur a paru libre & volontaire, du moins tant que cet impôt ne porte point sur les choses qu'on regarde comme étant de

premier besoin. Ainsi dans leur système on peut établir un tel impôt sur mon vin, & non sur mon bled : mais ils ne voient pas que le salarié qui achete mon bled, ne peut le payer qu'avec l'argent que je lui donne pour ses salaires, & qui provient en partie de la vente de mon vin ; ils ne voient pas que le prix d'une denrée est ce qui sert à payer & faire valoir le prix d'une autre denrée ; par conséquent que tout ce qui tend à faire diminuer la valeur vénale & l'abondance d'une production, devient un préjudice commun à la valeur vénale & à l'abondance de toutes les autres productions.

UN impôt sur les consommations n'est qu'un impôt sur les moyens de consommer. Le propre d'un tel impôt est donc de faire diminuer la consommation ou la valeur vénale des marchandises sur lesquelles il est établi. Dans les deux cas, le premier vendeur de ces marchandises est également en perte ; mais le dernier cas est celui qui doit naturellement arriver, parce qu'on veut vendre à quelque prix que ce soit ; que d'ailleurs la diminution du prix d'une marchandise est une suite nécessaire de la

diminution de son débit.

CETTE regle cependant n'a pas lieu par rapport aux marchandises qu'on tire de l'Étranger : il faut ou s'en passer ou les payer au prix courant des autres nations. Elles renchérissent donc dans une nation chez laquelle elles ne peuvent entrer qu'en payant des droits. Mais ce que ce renchérissement coûte à chaque consommateur de ces marchandises étrangères, est en déduction des dépenses qu'il feroit en achat de marchandises nationales ; il faut qu'il achete celles-ci ou à plus bas prix ou en moindre quantité. Un tel impôt tourne donc au détriment du débit, de la valeur vénale & de l'abondance des productions nationales ; il est par-conséquent destructif du revenu du Souverain, de celui de la Nation, & de la population.

A L'ÉGARD d'un impôt sur la vente des productions cueillies dans l'intérieur de la nation, & dont le commerce reste libre cependant entre le vendeur & l'acheteur, comme il n'est pas possible d'y assujettir toute une même espece de productions, il en résulte un inconvénient singulier : cette marchandise diminue de
prix

prix non-seulement pour les consommateurs qui ne peuvent se la procurer qu'en payant des droits ; mais encore pour tous les autres qui n'ont point de droits à payer , en supposant néanmoins que cette production ait besoin de cette première classe de consommateurs.

CHAQUE lieu où se cueille une production est une sorte de marché public formé par la concurrence des vendeurs : là, chacun achète au même prix , toutes choses égales d'ailleurs ; & la concurrence des acheteurs établit un prix courant qui devient une loi commune : que vous ayez des droits à payer après l'achat , ou que vous n'en ayez point , vous n'achetez ni plus cher ni à meilleur marché. Ainsi dès que parmi les consommateurs dont le débit d'une production a *nécessairement* besoin, il s'en trouve qui sont chargés de payer des droits, ils sont forcés de diminuer le premier prix d'achat ; & cette diminution fait tomber également le prix courant de cette production pour tous les autres acheteurs.

JE dis que les consommateurs sujets aux droits sont forcés de diminuer le premier prix d'achat , & cela est facile

à concevoir : l'établissement de ces droits n'augmente point , dans ces consommateurs , les moyens qu'ils avoient pour dépenser ; il faut donc qu'ils achètent cette production moins cher , ou qu'ils en achètent une moindre quantité : mais s'ils en achètent une moindre quantité , la surabondance de cette production en fait *nécessairement* diminuer la valeur. ¶

IMPOSSIBLE donc d'empêcher que le prix de cette production ne diminue , & ne diminue pour tous les acheteurs indistinctement. Cela posé , voyez quelle disproportion énorme entre le revenu qu'une telle imposition peut donner au Souverain , & les préjudices qu'elle lui cause ainsi qu'à la nation : qu'il y ait seulement les deux tiers d'une telle production qui ne soient point sujets aux droits , il est évident que l'impôt devient nul pour le Souverain , puisqu'il en résulte l'extinction d'une valeur qui vaudroit trois fois l'impôt , & dans laquelle le Souverain prendroit le tiers. L'impôt alors pour donner 10, éteint 30, & dans ces 30 qui seroient un produit net , 10 appartiendroient au Souverain : il est donc évidemment en perte , si cet impôt

n'est établi que sur une partie qui ne soit pas le tiers de la production.

CETTE première perte cependant n'est rien encore en comparaison de celles que les contre-coups occasionnent : au moyen de ce qu'il est dans la nation une production dont la valeur vénale éprouve une diminution considérable, tous les premiers propriétaires de cette production se trouvent jouir d'un moindre revenu ; ils sont par-conséquent moins en état d'acheter & de faire valoir les autres productions ; il faut donc qu'elles perdent aussi proportionnellement de leur valeur vénale ; en conséquence, qu'il se fasse une diminution prodigieuse dans toutes les valeurs qui concourent à former le revenu de la nation & celui du Souverain.

SUIVEZ maintenant les contre-coups de cette diminution des revenus par rapport aux salaires de l'industrie & à la population qu'elle détruit ; du dépérissement de celle-ci passez au vuide qui doit en résulter dans ses consommations, & de-là au nouveau préjudice que ce vuide doit, à son tour, causer au débit & à la valeur vénale des productions ; vous

retrouverez ainsi cet enchaînement de dégradations progressives qui sont successivement occasionnées les unes par les autres , & sur lesquelles on ne conçoit pas que les hommes puissent longtemps s'aveugler ; sur-tout quand les cultures se détériorent de jour-en-jour , par l'impossibilité dont il est que la foiblesse des produits nets puisse entretenir dans les mains des propriétaires fonciers & des cultivateurs , des richesses suffisantes pour toutes les dépenses relatives à l'exploitation.

IL est donc dans la nature même de cette sorte d'impôt d'appauvrir le Souverain au-lieu de l'enrichir : impossible par-conséquent qu'un tel impôt soit mis en pratique, quand les effets qu'il produit *nécessairement* seront publiquement & évidemment connus. Il est même un inconvénient particulier qui lui est propre, & qui seul doit suffire pour le faire proscrire à jamais , dès qu'on sera convaincu que les doubles emplois qu'il forme, retombent en entier sur les propriétaires fonciers , à la réserve de la portion que le Souverain en supporte personnellement. Cet inconvénient particulier est

celui des frais prodigieux dont on ne peut exempter la régie de cet impôt.

JE comprends sous le nom de frais, non-seulement ceux qui sont inséparables de cette régie, mais encore le prix du temps que les formalités font perdre au commerce; les avaries & les augmentations de dépenses que les visites & les entrepôts occasionnent; les procédures & les vexations auxquelles cet ensemble doit donner lieu; les manœuvres de toute sorte qui tendent à détourner de sa destination, une portion du produit même de l'impôt. Quelle que soit la somme à laquelle peuvent monter tous ces objets cumulés, il est certain qu'elle ne peut être qu'un objet très-important; il est certain que l'impôt dont il s'agit, doit augmenter en proportion de ces mêmes frais, pour que le Souverain puisse se procurer, par cette voie, les fonds dont il a besoin; il est certain que par ce moyen, l'impôt sur les choses commercables se trouve réunir en lui nombre d'inconvénients majeurs qui lui sont particuliers, & tous ceux encore qui sont attachés à l'impôt sur les personnes; il est certain que cette mul-

titude de frais ne peut être acquittée que par le produit net, & que si le Souverain doit prendre le tiers dans ce produit, il se trouve payer le tiers de ces frais; il est certain enfin que le tiers des dégradations que les contre-coups de ces frais doivent occasionner dans le produit net, est encore à la charge du Souverain; qu'ainsi il lui est impossible de regarder un tel impôt comme une ressource pour lui, puisque le produit d'une telle ressource est absorbé par les pertes qu'elle occasionne, & qui bientôt font progressivement diminuer les revenus au-lieu de les augmenter.

TELS sont donc les inconvénients qu'on éprouve dès qu'on veut changer la forme directe & naturelle de l'impôt: je crois que leur évidence suffit pour remplir l'objet que je me suis proposé; pour démontrer que cette même forme est une forme essentielle; une forme dont les intérêts communs du Souverain & de la Nation ne permettront jamais qu'on s'écarte, lorsqu'on sera convaincu des maux affreux qui doivent en résulter. Un tel désordre n'est certainement point à craindre dans un État monarchique par-

venu à une connoissance évidente & publique de l'ordre, parce que l'unique intérêt de l'autorité gouvernante, de cette autorité qui réunit à elle toutes les volontés, est que cet ordre soit suivi. Aussi par cette raison le gouvernement monarchique seroit-il le plus propre à rétablir ce même ordre, lorsqu'il auroit reconnu qu'on s'en seroit écarté : il est sensible qu'un tel avantage ne peut se trouver dans tout autre gouvernement; car pour rentrer dans l'ordre il faudroit qu'il commençât par devenir monarchique; le despotisme de l'ordre ne pouvant jamais s'établir solidement que dans une monarchie, seule & unique forme de gouvernement où l'intérêt personnel du Souverain est nécessairement un intérêt commun avec toute la nation; seule & unique forme de gouvernement où l'État gouvernant ne peut jamais avoir de plus grand intérêt que celui de bien gouverner.

Nous devons voir avec douleur que les hommes ayent si long temps ignoré des vérités si simples, si précieuses à tous les membres d'une société. Ce malheur est d'autant plus grand, qu'une fois

que les générations passées se sont écartées de l'ordre, à cet égard, les générations qui leur succèdent, ont les plus grandes difficultés à surmonter pour y revenir : les maladies dont les corps politiques sont alors affligés, exigent des ménagements, & ne peuvent se guérir que par une gradation à laquelle il est socialement impossible de se refuser. Mais le premier pas à faire pour rétablir ces corps dans leur état naturel, est de rendre *publique* la connoissance *évidente* des premiers principes du mal, & de l'ordre immuable dans lequel il faut aller puiser les remèdes qu'on peut employer : sans cette connoissance *évidente & publique*, le zèle & les bonnes intentions des dépositaires de l'autorité se trouveront toujours trop foibles contre la force aveugle des préjugés anciennement établis ; contre la force opiniâtre de l'habitude chez les hommes ignorants ; contre la force tyrannique des besoins impérieux du moment ; contre la force perfide & tumultueuse des intérêts particuliers & défordonnés : voilà les ennemis puissants qu'ils ont à combattre.

battre & contre lesquels la publicité de l'évidence doit les armer, pour la gloire des Souverains, la prospérité de leur Empire, la félicité de leurs Sujets.

Qu'on me permette de terminer ce Chapitre par une réflexion, qui doit faire une vive impression sur toutes les ames honnêtes & sensibles, & qu'on ne peut désapprouver, à moins de commencer par avouer qu'on a perdu tout sentiment d'humanité. Quand un gouvernement est organisé de maniere que la culture des terres tend perpétuellement vers son meilleur état possible, l'abondance progressive des productions précède toujours l'accroissement progressif de la population : tous les hommes alors ne naissent que pour être heureux ; & par la raison que le dernier degré possible de la multiplication des productions nous sera toujours inconnu, on peut dire que le dernier degré possible auquel l'ordre peut porter la prospérité d'une nation, est une mesure que personne ne peut concevoir. Mais dans un gouvernement contraire à l'ordre ; dans un gouvernement où la culture est dans un état progressif de dégradation,

il doit toujours & nécessairement se trouver plus d'hommes que de productions; parce que c'est la diminution de la masse des productions qui précède & entraîne celle de la population : la terre alors doit être couverte d'un grand nombre de malheureux destinés à traîner partout la misère qui doit enfin les détruire, & qui jusqu'à ce moment , ne peuvent s'offrir à vos yeux , sans que leurs importunités naturelles vous avertissent que c'est dans l'appauvrissement général qu'on doit chercher la cause première de leur malheur particulier.

DANS une telle position , c'est en vain qu'on fait les loix contre la mendicité ; impossible d'éteindre une profession qui se perpétue par une nécessité physique, & qui se renouvelle sans cesse : le décroissement progressif & annuel des productions fait que chaque année il se trouve une nouvelle disproportion entre la somme des salaires à distribuer , & le nombre des hommes qui en ont besoin pour subsister ; entre la masse des choses à consommer , & celle des choses nécessaires pour pouvoir fournir à toutes les consommations. Le germe intérieur de

cette maladie circulant dans toutes les parties du corps politique , c'est ce germe qu'il faut attaquer pour la guérir ; sans cela , les plaies que vous aurez fermées , n'empêcheront point d'autres plaies de s'ouvrir. Heureux encore si les douleurs qu'elles causent , ne jettent point ceux qui les souffrent, dans un désespoir qui ne craint rien , parce qu'ils n'ont rien à perdre , si ce n'est une existence qui leur est à charge , & qu'ils regardent comme un malheur.

CHAPITRE XXXV.

Des rapports entre une nation & les autres nations. Il existe, sous une forme différente de celle des premiers temps, une société naturelle, générale & tacite parmi les nations; devoirs & droits essentiels qui en résultent, & qui sont réciproques entre elles. L'ordre naturel qui régit cette société générale, est ce qui assure à chaque nation son meilleur état possible. Cet ordre, qui n'a rien d'arbitraire, doit être la base fondamentale de la politique. Il est de l'intérêt d'un Souverain & d'une Nation de s'y conformer, quand même il ne seroit point adopté par les autres na-

DES SOCIÉTÉS POLITIQUES. 221
*tions. Balance de l'Europe ;
observations sur ce système.*

LA troisieme classe des différents objets qui appartiennent au gouvernement des Empires, renferme, suivant la division que nous en avons faite, tous les rapports qui se trouvent naturellement & nécessairement entre une nation & les autres nations. Pour montrer clairement comment l'évidence de l'ordre naturel & essentiel des sociétés doit régner despotiquement dans cette branche d'administration, il nous faut remonter à la source de ces mêmes rapports, aux temps qui ont précédé la formation des sociétés particulieres, aux devoirs & aux droits réciproques que les hommes alors avoient naturellement & nécessairement entre eux, & qui constituoient le juste & l'injuste absolus.

Nous avons vu ces sociétés naître de la nécessité de multiplier les subsistances par la culture : tant que les hommes ont été assez peu nombreux pour pouvoir subsister des productions spontanées de

la terre , il n'existoit entre eux qu'une société naturelle , générale & tacite ; société naturelle , parce qu'elle consistoit en ces premiers droits respectifs que la nature a établis sur les premiers devoirs dont elle a grevé notre existence ; société générale , parce que ces devoirs & ces droits , liés au physique de notre constitution , étoient les mêmes pour tous les êtres de notre espèce , & dans tous les lieux où des hommes errants pouvoient se transporter ; société tacite , parce qu'elle se trouvoit établie sans aucune convention expresse ; la justice & la nécessité étoient sensibles à chaque homme en particulier ; elle existoit enfin par la seule impossibilité physique & évidente que sans elle le genre humain pût se multiplier & se perpétuer.

CE n'est pas que je prétende que chacun s'abstint alors scrupuleusement de tout ce qui pouvoit troubler l'ordre de cette société primitive ; & que les hommes n'eurent aucune sorte d'association pour leur sûreté commune : nous devons au-contraire supposer des crimes , parce que leur germe qui est en nous , a été le même dans tous les temps ; nous

n'avons fait que lui donner plus d'activité , par les écarts dans lesquels notre ignorance nous a fait tomber : nous devons supposer aussi des associations , parce qu'elles sont une suite naturelle du besoin que nous avons les uns des autres ; besoin impérieux , que notre premier âge ne nous permet pas de méconnoître , & qui paroît ne s'affoiblir en nous , que pour être remplacé par notre sensibilité pour les plaisirs d'attrait dont la nature a rendu notre union susceptible pour nous.

CETTE société naturelle , générale & tacite , qui a dû nécessairement précéder l'établissement des sociétés particulières , n'a point été détruite par leur institution ; elle n'a fait que se distribuer en différentes classes , prendre ainsi une forme nouvelle pour se donner plus de consistance , pour consolider parmi les hommes les devoirs & les droits essentiels & réciproques qui étoient inséparables de l'humanité. C'est donc dans ces devoirs & ces droits primitifs qu'il faut aller puiser les devoirs & les droits que les nations ont respectivement entre elles ; c'est le moyen de les mettre en

évidence, de les juger sans aucune sorte de prévention, & de nous convaincre qu'ils ne comportent rien d'arbitraire.

O LECTEUR ! qui que vous soyez, faites attention aux vérités simples que je viens de mettre sous vos yeux ; elles ne vous annoncent que ce que vous savez, que ce que vous voyez vous-même : pénétrez chez les peuples les moins connus, les moins fréquentés ; présentez-vous à eux dans un état qui ne puisse les allarmer ; si des expériences fâcheuses ne leur ont point appris à se défier des autres hommes, vous trouverez chez eux un asyle & des secours ; vous les reconnoîtrez pour être naturellement & tacitement en société avec votre nation, dont peut-être ils n'ont aucune idée. Regardez aussi cette multitude de peuples qui ont entre eux des relations de commerce ; voyez comme, malgré les distances prodigieuses qui les séparent, ce lien commun les rapproche les uns des autres ; voyez comme ils respectent tous & ces devoirs & ces droits réciproques qui les tiennent unis les uns aux autres pour leur avantage commun ; ces devoirs & ces droits par le moyen

desquels la société se perpétue , & embrasse toutes les parties de la terre habitée.

LES sociétés particulières ne sont donc véritablement que différentes branches d'un même tronc dont elles tirent leurs substances ; que différentes classes de la société naturelle , générale & tacite qui a précédé leur institution. Nous pouvons même les regarder comme ayant été , dans leur origine , des sociétés errantes , mais devenues sédentaires par la nécessité de demeurer attachées à tel territoire en particulier pour le cultiver. Chaque nation n'est ainsi qu'une province du grand royaume de la nature ; aussi seroient-elles toutes gouvernées par les mêmes loix , par des loix qui , dans ce qu'elles ont d'essentiel , seroient parfaitement semblables , si toutes ces nations s'étoient élevées à la connoissance du juste & de l'injuste absolus ; à la connoissance de cet ordre immuable , par lequel l'Auteur de la nature s'est proposé que les hommes fussent gouvernés dans tous les lieux & dans tous les temps , & auquel il a attaché leur meilleur état possible.

L'IDÉE de cette société générale toujours existante est antérieure à l'établissement du Christianisme : ce rayon de lumière brilloit dans les ténèbres du paganisme , & plusieurs Philosophes de l'antiquité païenne en ont parlé avec force & dignité *. Cette vérité philosophique cependant n'a point été suffisamment approfondie ; & nous voyons qu'elle ne s'est présentée que très-confusément à ceux qui se sont proposé d'en faire une maxime politique : faute de remonter aux premiers principes de cette société générale , ils ne se sont pas apperçus que cette même société générale qu'ils désiroient d'établir , existoit déjà ; qu'elle étoit l'ouvrage de la nature même ; qu'il ne s'agissoit pas de la former , mais de l'entretenir , de ne pas la troubler , de connoître *évidemment* les loix qui constituent son ordre essentiel, afin de nous y assujettir par la seule force des avantages *évidents* qu'on trouve à s'y conformer. L'établissement de cet ordre politique parmi les nations , ou plutôt son

* Voyez le dernier Chapitre de cet Ouvrage.

observation doit même paroître encore une chimere à tous ceux qui ne seront pas convaincus par l'évidence , qu'il n'est autre chose que *l'ordre évidemment le plus avantageux à chaque nation , comme il l'est à chaque Souverain & à chaque homme en particulier* , par-conséquent qu'il suffit que ce même ordre soit connu pour être observé.

ON peut dire que jusqu'ici chaque nation a pris pour base de sa politique , le dessein de s'enrichir ou de s'agrandir aux dépens des autres : quand les traités entre quelques nations confédérées n'ont pas eu pour objet des conquêtes communes , leur but a du-moins été de se ménager de grands profits par le moyen du commerce : aucune d'elles ne s'est peut-être jamais demandé qui est-ce qui paieroit les profits qu'elles se proposoient de faire : aucune d'elles n'a jamais songé que l'état respectif de leurs intérêts factices & arbitraires pouvoit changer d'un instant à l'autre ; que leurs traités n'étoient ainsi que des Édifices élevés pompeusement sur un sable mouvant ; qu'il est physiquement impossible qu'une politique qui blesse les intérêts

des autres nations , n'ait pas les autres nations pour ennemies ; que cette fausse politique nous fait payer bien cher de *prétendus* avantages , qui , par les guerres qu'ils occasionnent , compromettent la sûreté d'un État , & qui , dès qu'on les approfondit , non-seulement s'évanouissent , mais encore se convertissent en privations , en pertes réelles pour les Nations & les Souverains que ces avantages illusoires ont séduits.

LA politique , science dont l'obscurité fait la profondeur , & dont les contradictions n'osent se montrer au grand jour , a inventé dans notre continent , le système de *la balance* de l'Europe , terme énigmatique dont le vrai sens me paroît impossible à définir. Mais sans vouloir approfondir ce mystère , nous pouvons dire que les effets de ce système en démontrent évidemment les conséquences : certainement il est peu propre à prévenir les guerres parmi les Puissances de l'Europe ; il semble plutôt leur servir d'occasion , ou de prétexte ; car tous les jours elles se font la guerre pour maintenir la balance ; les peuples ainsi s'entr'égorgent , armés les uns contre

les autres par un système imaginé pour les empêcher des'entr'égorger.

QUOI QU'IL en soit, distinguons, dans ce plan politique, l'objet qu'il se propose, & les moyens qu'il emploie pour le remplir. Son objet, nous dit-on, est la pacification de l'Europe; d'arrêter les entreprises arbitraires du plus fort qui voudroit opprimer & dépouiller le plus foible; de maintenir ainsi chaque nation dans la jouissance paisible de ce qui constitue son état politique; de ne pas permettre enfin qu'aucune puissance puisse acquérir un tel degré de forces, qu'il ne soit plus possible de lui en opposer de supérieures, dans le cas où des passions effrénées la porteroient à vouloir étendre sa domination sur d'autres peuples.

CE projet est assurément bien louable; tous applaudissent avec raison à sa sagesse, à sa justice; mais il n'en est pas ainsi des moyens de l'exécuter; c'est un article sur lequel une politique factice, une politique séparée de ses vrais principes tient les nations divisées; & l'expérience ne nous a que trop appris combien nous devons redouter les suites fu-

nestes & naturelles de cette division. Il faut donc que la théorie de la politique ne soit pas exacte à cet égard , puisqu'elle s'égaré dans la pratique , & qu'elle ne peut arriver à son but.

CEPENDANT le système de la balance de l'Europe , quelque mal combiné qu'on puisse le supposer , nous fournit de grands arguments pour prouver que toutes les nations de cette partie de la terre se regardent comme une seule & même société formée par un intérêt commun , par un intérêt qui doit *nécessairement* réunir toutes leurs forces particulières , pour leur donner une seule & même direction , afin que leur sûreté commune en soit le résultat. La base de ce système est la persuasion où l'on est que chaque nation veut naturellement sa sûreté personnelle ; que toutes celles dont la sûreté personnelle est directement ou indirectement menacée , sont naturellement décidées , par ce danger commun , à s'unir pour lui opposer une résistance commune ; qu'ainsi leur confédération , sans être même ni prévue ni convenue par aucuns traités antérieurs , doit *nécessairement* embrasser

toutes les nations qui ont à craindre d'être tôt ou tard enveloppées dans le même danger.

Une confédération générale de toutes les Puissances de l'Europe n'est donc point une chimere , comme bien des gens l'ont imaginé ; elle est même tellement dans l'ordre de la nature , qu'on doit la supposer toujours faire , ou plutôt toujours existante sans l'entremise d'aucunes conventions expresses à cet égard , & par la seule force de la nécessité dont elle est à la sûreté politique de chaque nation en particulier. Le système de la balance de l'Europe n'a pu s'établir sur un autre fondement que sur l'existence de cette confédération naturelle & nécessaire ; & la manière de régler les procédés qui devoient en résulter , a été le seul point dont la politique a dû s'occuper.

Si ce système , vu dans le principe dont il est émané , dans l'ordre naturel des intérêts des nations & des procédés que ces intérêts leur suggerent , nous montre que tous les peuples de l'Europe ne forment naturellement qu'une seule & même société , ce même système en-

visagé dans les mauvais effets dont il est suivi , nous offre encore une seconde preuve de cette vérité , pour peu que nous voulions remonter aux causes naturelles de ces mêmes effets : par lui-même le projet d'entretenir la paix ne peut jamais occasionner la guerre , à moins que pour l'exécution de ce projet, on n'ait choisi des moyens qui soient contradictoires avec la fin qu'on se propose : alors les causes de la guerre sont dans les moyens , & non dans le dessein projeté : ainsi par la raison que le système de la balance de l'Europe ne la préserve point de la guerre , nous devons conclure avec certitude que ce point de vue politique péche dans les moyens de l'exécuter.

DEUX circonstances peuvent rendre vicieux ces moyens : ils le sont , s'ils tendent à *diviser* les Puissances de l'Europe , pour les mettre en contre-forces & en opposition les unes aux autres ; ils sont vicieux encore s'ils blessent les intérêts naturels & légitimes de quelques nations : essayons maintenant de nous développer.

Si pour établir un équilibre entre elles ,

elles , les Puissances de l'Europe forment des confédérations particulières & se divisent , il est impossible qu'elles parviennent à leur but ; & quand elles y parviendroient , il seroit impossible que cet équilibre pût se conserver.

SUPPOSONS , par exemple , la masse générale des forces égale à 12 ; pour trouver l'équilibre , en les divisant seulement en deux parties , il faut les composer chacune de 6 ; mais cette égalité de forces devient *nécessairement* égalité de danger pour chacune de ces deux divisions ; & par ce moyen leur sûreté respective est fort équivoque. Cette égalité parfaite est donc une position inquiétante & périlleuse , que chaque Puissance a grand intérêt d'éviter , & qui naturellement doit la décider à se confédérer de manière qu'elle ait pour elle la supériorité des forces.

RIEN de plus simple que l'argument qu'on propose ici contre la division des Puissances : en supposant leurs forces dans l'équilibre le plus parfait , chacune d'elles se trouve réellement en danger ; car si deux forces égales s'attaquent ,

rien de plus incertain que l'événement. Comment donc peut-on se flatter d'établir ou de conserver ce même équilibre parmi des Puissances dont il n'en est pas une qui ne doive le redouter ?

Cependant si dans le cas que nous venons de supposer, une seule Puissance, pressée par cet intérêt majeur, se détache de son parti pour se réunir à l'autre, voilà que celui-ci se trouve être 7 contre 5, alors plus d'équilibre ; il faut que toutes les autres branches du parti qu'elle vient d'abandonner, suivent son exemple, auquel cas la confédération devient générale ; ou que la guerre s'allume entre les deux divisions, soit parce que celle qui se croit supérieure en forces, peut être tentée d'en abuser, soit parce que l'autre, qui redoute cette supériorité, doit se proposer de faire les plus grands efforts pour la dissiper : aussi dans ces circonstances, la politique épuise-t-elle toutes ses ressources pour faire naître de nouveaux intérêts qui puissent faire changer l'état des confédérations ; & de là, les méfiances, les jalousies, les haines nationales, les guerres enfin

qui ne se terminent que par des traités faits par force, & destinés à être rompus si tôt qu'on croira pouvoir le faire avec quelque avantage.

IL est encore une autre raison à rendre de l'impossibilité de pouvoir compter sur un équilibre parfait entre les Puissances de l'Europe, en les divisant pour les opposer les unes aux autres : il est certain que pour établir cet équilibre il faudroit pouvoir calculer & garantir de toute variation, un genre de puissance qui est tout à la fois incalculable & sujet à des révolutions qui le changent du tout au tout. Les forces physiques d'une nation n'ont, pour ainsi dire, d'autre valeur, que celle qu'elles acquierent par la maniere de les employer : de-là s'ensuit que le génie, les talents, l'art, en un mot, de faire valoir les forces physiques d'une nation, font une grande partie de sa puissance ; or, ces avantages ont une si grande influence dans les opérations pour lesquelles on cherche à balancer les forces, qu'un homme de plus fait pencher cette balance. Ajoutez que ces mêmes avantages sont re-

connus pour être si inconstants, si passagers, qu'on ne peut jamais savoir de quel côté se trouvera *cet homme de plus.*

LE projet de diviser des Puissances pour les forcer, les unes par les autres, à vivre en paix, renferme donc une contradiction évidente entre la fin & les moyens. Mais observez que cette idée chimérique tient essentiellement au second vice qui peut se trouver dans les pratiques par lesquelles on croit pouvoir maintenir la balance de l'Europe : toutes fois que les intérêts naturels & légitimes de quelques nations seront blessés, il y aura *nécessairement* division entre elles ; ce schisme politique ne cessera même de changer de forme & d'état, jusqu'à ce que l'arbitraire ait été banni des prétentions.

SI dans les confédérations on se rappelloit que tous les peuples ne forment entre eux qu'une même société générale ; si d'après cette première vérité, on examinait de bonne foi les droits essentiels dont chacun d'eux doit invariablement jouir dans cette même société ; qu'on

évitât avec soin de préjudicier à ces droits; que les traités ne fussent que l'expression de cet ordre naturel, fidele & immuable dont il ne nous est pas possible de nous écarter sans être injustes, toutes les nations regarderoient comme avantageux pour elles d'accéder à ces mêmes traités; au moyen de quoi la confédération deviendroit naturellement & nécessairement générale. Ainsi quand le système de la balance laisse subsister cette division, nous devons être certains qu'elle est le fruit de ses inconféquences, des injustices qui se trouvent dans les moyens qu'il emploie; ainsi lorsque cette division devient une occasion de guerre, c'est par une suite naturelle & nécessaire de cette même injustice; ainsi, considéré dans son principe ou dans ses mauvais effets, ce système est également une preuve qu'une confédération générale est l'état naturel de l'Europe; & que tous les peuples de notre continent, divisés *dans le fait*, & par des méprises, ne forment cependant *dans le droit*, qu'une seule & même société.

AU fond, ce qu'on entend par la balance de l'Europe ne peut être qu'une

forte de ligue défensive, dans laquelle les engagements auxiliaires sont conditionnels & relatifs aux différens événemens qui peuvent troubler la paix. Sous ce point de vue, il est encore évident que le système de cette balance ou ne peut produire l'effet qu'on en attend, ou suppose une confédération générale. De quelque côté que vienne l'orage, la confédération ne doit-elle pas avoir lieu? Quelle que soit la puissance qui veuille former des entreprises, ne compromet-elle pas la sûreté de toutes les autres? Par-conséquent toutes les autres ne doivent-elles pas se réunir pour faire force contre elle? Ainsi par la raison qu'on ne fait pas quel sera l'ennemi commun qu'on pourra dans la suite avoir à combattre, la confédération, si elle n'étoit pas générale, ne pourroit maintenir l'équilibre dans tous les cas.

NON-seulement le système de la balance, sous quelque face qu'on l'envisage, nous montre que depuis long-temps on a regardé les nations de l'Europe comme ne formant qu'une seule & même société; mais cette vérité est encore consacrée par des pratiques qui seroient

pour nous d'excellentes leçons, si nous leur donnions toute l'attention qu'elles méritent de notre part. Les Rois sont dans l'usage de se traiter réciproquement de *freres* : cette qualification qu'ils se donnent mutuellement entre eux, est un titre précieux dont je réclame ici l'autorité. Les Rois n'emploient cette expression que dans les actes où ils parlent en Rois, en chefs des nations qu'ils représentent : ce n'est donc point précisément une *fraternité* personnelle qu'ils veulent désigner par cette manière d'écrire ou de parler, c'est au-contraire une *fraternité* nationale : comme Rois ils se reconnoissent pour *freres*, parce que chaque peuple, chaque État doit se reconnoître pour *frere* d'un autre peuple, d'un autre État.

PAR quelle fatalité voudroit-on donc que cette *fraternité* ne fût qu'un nom ? Par quelle fatalité ce nom si saint, si cher, seroit-il fait pour frapper nos yeux ou nos oreilles, sans nous peindre aucune idée sensible que nos esprits puissent comprendre, & dont nos ames puissent être affectées ? Si jamais nous sommes assez heureux pour nous dégager des préjugés qui nous aveuglent sur nos

véritables intérêts , & chercher dans l'établissement de l'ordre naturel des sociétés , le meilleur état possible des Souverains , des Nations , de chaque homme en particulier , la politique changera de système & de langage ; au terme de balance elle substituera celui de *fraternité* ; alors il lui sera facile de n'être plus inconséquente ; de ne plus faire contraster son langage & ses procédés ; les objets qu'elle se propose & les effets qu'elle produit ; l'intérêt commun des puissances & un système qui , pour les accorder , les tient désunies.

LA *fraternité* des nations n'est donc point une vérité nouvelle ; il y a longtemps qu'elle est découverte par les hommes ; mais ils ne l'ont vue ni dans sa véritable source , ni dans ses rapports essentiels ; & voilà pourquoi les plans mal combinés d'une politique factice & arbitraire nous ont si souvent donné la guerre , en se proposant de nous donner la paix. Mais puisque cette vérité nous est connue ; puisque nous sommes forcés d'avouer cette *fraternité* naturelle , qu'elle est même un dogme fondamental de notre religion ; regardons-la

donc-la donc comme étant le point fixe d'où la saine politique doit nécessairement partir , pour fixer l'ordre & la nature des procédés respectifs qui doivent être adoptés par toutes les Nations.

SI-TÔT que nous prendrons pour base de notre politique la *fraternité* naturelle des nations , nous examinerons ce qui appartient à l'essence de cette *fraternité* , & nous trouverons que *de nation à nation la nature a établi les mêmes devoirs & les mêmes droits qu'entre un homme & un autre homme* : nous trouverons que le meilleur état possible de chaque homme en particulier est attaché à la plénitude de son droit de propriété & de la liberté qui en est un attribut essentiel. Or dès-que nous connoissons ce qui constitue le meilleur état possible de chaque homme en particulier , nous connoissons aussi ce qui constitue le meilleur état possible de chaque nation ; car enfin l'intérêt public , l'intérêt général d'une nation n'est autre chose que le produit des divers intérêts particuliers de ses membres.

A PEINE AVONS-NOUS saisi ce premier aperçu , que la politique cesse d'être un

mystère ; elle ne cherche plus les ténèbres pour cacher sa difformité ; elle n'a plus besoin d'artifices pour étayer sa faiblesse chancelante ; loin de se couvrir d'un voile épais , elle se met en évidence , se place au milieu des nations , & d'un front serein leur tient à toutes ce langage : « Le meilleur état possible
» d'une nation consiste dans la plus
» grande abondance possible de ses récoltes annuelles , jointe à la plus grande valeur vénale possible de ses productions. Ces deux avantages réunis ,
» parce qu'ils doivent l'être nécessairement , lui assurent , en raison de son territoire , la plus grande richesse possible , la plus grande population possible , la plus grande industrie possible , la plus grande consistance possible parmi les autres nations. Pour arriver ainsi à son plus haut degré possible de prospérité dans tous les genres , elle n'a qu'une seule chose à faire , c'est de protéger chez elle le droit de propriété , de lui procurer la plus grande solidité possible & la plus grande liberté : voilà son premier devoir
» essentiel , devoir qui détermine tout-

» à-la-fois ceux qui sont réciproques
 » entre les sujets , & ceux dont elle est
 » tenue envers les autres nations.

» PAR la raison qu'il n'est point de
 » droits sans devoirs , que les devoirs sont
 » la mesure des droits , & qu'un homme,
 » qui prétend qu'on respecte ses pro-
 » priétés , ne peut l'exiger qu'en vertu
 » de l'obligation qu'il s'impose de res-
 » pecter celles des autres , une nation
 » aussi ne peut établir solidement ses
 » droits de propriété & sa liberté , que
 » sur le devoir qu'elle se fait de ne ja-
 » mais attenter sur les droits de pro-
 » priété & sur la liberté des autres peu-
 » ples. De ces vérités résulte qu'un in-
 » térêt capital , un intérêt évident , &
 » commun à toutes les nations , les tient
 » toutes naturellement & nécessairement
 » confédérées entre elles pour consoli-
 » der le droit de propriété & la liberté
 » par une garantie commune : cette
 » confédération naturelle & générale ,
 » qui est la même que celle qui subsiste
 » entre les membres d'une société par-
 » ticulière , impose à chaque nation le
 » devoir de concourir au maintien des
 » droits des autres nations ; mais aussi

» par ce devoir elle achete le droit de
» s'approprier à son tour les forces des
» autres nations pour la défense de ses
» propres droits.

» AINSI vos devoirs & vos droits
» respectifs sont établis les uns sur les
» autres ; & leur proportion est déter-
» minée par un ordre essentiel dont
» vous ne pouvez vous écarter qu'à vo-
» tre préjudice ; ainsi vous n'avez rien
» à régler entre vous , que la forme ex-
» térieure des procédés , dans le cas où
» quelque nation aura besoin du secours
» des autres. Ce cas même ne sera jamais
» problématique ; car les entreprises
» qu'une nation peut faire à force ou-
» verte sur les sujets d'une autre nation,
» n'ont rien d'équivoque ; & c'est-là le
» seul désordre que votre confédéra-
» tion doive se proposer d'arrêter.
» D'ailleurs laissez chaque peuple met-
» tre , comme il le voudra , son com-
» merce extérieur à la gêne ; plaignez
» en cela son aveuglement , mais ne lui
» en faites point un crime par rapport
» aux nations qu'il prive de la liberté
» de commercer dans ses États ; c'est à
» lui-même qu'il préjudicie ; un tel des-

» ordre porte nécessairement sa punition
 » avec lui. Mais vous devez respecter
 » jusqu'à son erreur, parce que vous ne
 » pouvez lui faire violence, sans offen-
 » ser ses droits de propriété & sa liberté:
 » gardez-vous sur-tout d'user vis-à-vis
 » de lui de représaille ; ses méprises
 » alors vous deviendroient communes,
 » & elles vous causeroient les mêmes
 » dommages.

» NE se permettre aucune entreprise
 » sur une autre nation, s'unir & faire
 » force pour contenir les autres dans le
 » même devoir, voilà l'ordre essentiel
 » de votre société générale, comme ce-
 » lui des sociétés particulières ; il est
 » tout entier renfermé dans ces deux
 » maximes ; leur simplicité, ou plutôt
 » l'évidence de leur justice & de leur
 » nécessité vous annonce même que cet
 » ordre est fait pour assurer de proche
 » en proche, & dans toutes les parties
 » de la terre, la paix & le bonheur de
 » l'humanité. »

CE qui prouve bien la sagesse & la
 vérité de la politique ainsi ramenée à ses
 premiers principes, c'est qu'elle convient
 aux intérêts particuliers de chaque na-

tion, indépendamment des systèmes contraires que les autres nations pourroient adopter. Il importe assurément à une nation que ses procédés à l'égard des étrangers s'accordent avec la forme de son gouvernement intérieur, pour annoncer une politique exclusive de ces projets ambitieux que les autres nations ne peuvent soupçonner sans s'allarmer, & sans chercher à les prévenir ; or elle ne peut trouver cet avantage que dans l'établissement de l'ordre naturel & essentiel des sociétés, parce que cet ordre est le seul qui mette en évidence l'intérêt personnel que les Souverains ont à conserver la paix, & qui permette ainsi à cette évidence *d'enchaîner l'arbitraire* dans les motifs qui peuvent les porter à déclarer la guerre, & dans l'usage des moyens dont ils ont besoin pour la soutenir.

EN même-temps qu'une nation inspire cette confiance, il est important pour elle aussi de porter ses forces à leur plus haut degré possible, afin de jouir de toute la considération à laquelle elle peut prétendre parmi les autres puissances. Enfin, elle ne peut ni conserver

ni même acquérir au-dehors une grande consistance, qu'autant qu'elle jouit au-dedans d'une grande prospérité; or, le germe de cette prospérité est cette même politique que l'ordre essentiel des sociétés vient de nous indiquer: respecter les propriétés & la liberté des autres nations; donner chez elle à ces mêmes droits toute l'extension & toute la solidité dont ils sont susceptibles; d'après ces principes, & sans avoir aucun égard aux entraves que les étrangers peuvent mettre à leur commerce extérieur, accorder à celui qu'elle fait, la plus grande liberté possible; s'assurer par ce moyen une grande richesse, une grande population, une grande puissance, voilà la vraie politique, une dans ses principes & dans ses effets. Il est évident qu'une nation peut l'adopter pour elle indépendamment des autres nations: le droit de propriété peut devenir pour ses sujets un droit sacré, sans qu'il le soit pareillement chez tous les étrangers; l'ordre essentiel dont ce droit est la base & le principe, peut gouverner despotiquement chez elle, sans gouverner despotiquement chez

les autres ; enfin , pour rendre le commerce pleinement libre dans tous les pays de sa domination , il n'est pas nécessaire qu'il le soit également sous les dominations étrangères ; & c'est ce que je me propose de démontrer dans les Chapitres suivans. Il est évident encore que cette politique ne comporte rien d'arbitraire ; qu'elle n'est qu'une conséquence naturelle de l'ordre essentiel des sociétés , qu'elle s'établit naturellement & nécessairement avec lui ; qu'ainsi toute nation qui fera régner chez elle cet ordre essentiel , doit être au-dehors & au-dedans dans son plus haut degré de puissance & de splendeur ; dans l'état le plus florissant, le plus tranquille , le plus heureux que le Souverain & les sujets puissent espérer.

CHAPITRE XXXVI.

Du commerce. Premières notions qui conduisent à reconnoître la nécessité de sa liberté. Tout acheteur est vendeur, & tout vendeur doit être acheteur. Les sommes de ces deux opérations doivent être égales entre elles. Les ventes, même en argent, ne sont que des échanges de valeurs égales. Erreurs & préjugés contraires à ces premières notions.

J'AI dit dans le Chapitre précédent qu'il étoit dans l'ordre naturel & essentiel des sociétés, par-conséquent dans les intérêts communs du Souverain & de la Nation, qu'on donnât au commerce extérieur la plus grande liberté possible: il s'agit maintenant de porter jus-

qu'à l'évidence la démonstration de cette vérité. Pour y parvenir, il suffit de présenter d'une manière simple & claire les premières notions du commerce ; de fixer ainsi la véritable signification des expressions dont on se sert journellement, sans les entendre ; de donner, par ce moyen, du corps, pour ainsi dire, & de la précision à des idées abstraites & vagues qui prêtent à tous les différents systèmes, nourrissent l'illusion & les préjugés, jusques dans ceux mêmes qui de bonne foi cherchent à s'en garantir.

Si je ne parle point ici du commerce intérieur, c'est que je me persuade qu'on est d'accord aujourd'hui sur la nécessité de le faire jouir de la plus grande liberté. *La consommation est la mesure de la reproduction* ; car des productions qui resteroient sans consommation, dégénéreroient en superflu sans utilité, sans valeur ; & dès-lors on cesseroit de faire les avances de leur culture. Mais il n'est pas possible de reconnoître cette vérité, sans reconnoître aussi que le commerce intérieur étant le moyen par lequel la consommation s'opère, la liberté dont

il jouit est toute à l'avantage de la reproduction.

CEPENDANT en même-temps qu'on s'éclaire sur cet objet, on ne s'achemine que lentement vers l'établissement de cette même liberté : ses progrès sont retardés par quelques préjugés qui subsistent encore : on se persuade que les profits faits *sur une Nation* par ceux qui dans son intérieur, achètent d'elle & lui revendent, sont néanmoins une augmentation de richesse pour cette nation. Cette erreur évidente n'auroit aucun inconvénient, si elle ne décidait pas les gouvernements, non-seulement à mettre des entraves aux consommations, par les impôts qu'ils établissent sur les consommateurs, en croyant les établir sur ceux qui ne font que leur vendre leur ministère, mais encore à sacrifier souvent la liberté du commerce intérieur aux intérêts particuliers des revendeurs, par les privilèges qu'on leur accorde au détriment de cette même liberté : l'effet de ces privilèges, qui diminuent la concurrence, est de faire passer dans des mains *stériles*, une portion des richesses qui pourroient servir

à l'augmentation des dépenses *productives*; opération qui nécessairement devient destructive de la reproduction.

DE quelque maniere que se fasse le commerce , il n'est qu'un échange de marchandise pour marchandise. L'action de vendre ou d'acheter n'est que l'action *d'échanger*, lors même que cette action s'opere par l'entremise de l'argent ; car l'argent n'est qu'une marchandise. Le but de cet échange est la jouissance , la consommation : de sorte que le commerce peut être défini sommairement *l'échange des choses usuelles pour parvenir à leur distribution dans les mains de leurs consommateurs , de ceux enfin auxquels la jouissance en est destinée.*

IL est important de se former une idée précise du commerce ; de bien saisir qu'il n'est qu'un échange pour parvenir à une consommation. Cette première notion nous apprend à ne pas confondre le commerce avec le mouvement & les frais du commerce ; à ne voir dans chaque opération de commerce , que deux hommes & deux valeurs : deux hommes, dont l'un est premier vendeur , & l'autre, dernier acheteur ou consommateur ;

deux valeurs, dont une part de ce premier vendeur pour arriver à ce dernier acheteur consommateur ; tandis qu'une autre valeur, en échange de la première, part à son tour de celui-ci pour arriver à celui-là. C'est dans cet échange uniquement que le commerce consiste, & qu'il faut le considérer pour juger de son importance. Si cet échange pouvoit être fait immédiatement & sans frais, il n'en seroit que plus avantageux aux deux échangeurs : aussi se trompe-t-on bien lourdement quand on prend pour le commerce même, les opérations intermédiaires qui servent à faire faire le commerce.

CETTE méprise cependant est très-ordinaire : avant qu'une chose commercable soit rendue à sa dernière destination, souvent elle éprouve plusieurs reventes, fait beaucoup de circuits & de frais : le commerce en cette partie produit l'effet des glaces disposées pour réfléchir en même-temps, & dans différents sens, le mêmes objets ; comme elles, il semble les multiplier, & trompe ainsi les yeux qui ne le voient que superficiellement : ils croient appercevoir un

grand commerce , lorsqu'en réalité ce n'est qu'un commerce très-médiocre , mais qui occasionne un grand mouvement & de grands frais. Cependant pour peu qu'on veuille y faire quelque attention , on ne peut plus être dupe de cette multiplication illusoire ; il devient évident que par la répétition des ventes & des reventes , la chose commercée ne gagne rien en volume ou en quantité ; que quelques circuits qu'elle fasse , quelques changements de main qu'elle éprouve , lorsqu'elle arrive à sa dernière destination , elle se trouve n'être que ce qu'elle étoit en partant.

IL est vrai , me dira-t-on , qu'une marchandise ne se multiplie point par les reventes qui en sont faites ; mais elle augmente de valeur vénale , & cette augmentation de valeur est une augmentation de richesses pour l'État. Si cette maxime est vraie , nous pouvons aisément nous rendre aussi riches que nous le voudrions : ne permettons pas qu'aucune marchandise soit consommée sur le lieu de sa production , à moins qu'elle n'ait fait le tour du Royaume ; défendons les transports par eau ; imaginons encore

d'autres polices qui grossissent les frais, & renchérissent les marchandises pour les consommateurs ; notre commerce intérieur & nos richesses vont doubler, vont décupler : je laisse à juger de l'absurdité du principe par l'absurdité des conséquences.

IL en est qui pressés par l'évidence de cette même absurdité, abandonnent une partie du système, & se tiennent comme retranchés dans l'autre partie. Nous reconnoissons, disent-ils, que le voiturier & le simple revendeur n'augmentent point la masse des richesses nationales ; qu'ils ne sont que des instruments servant à la consommation ; mais il n'en est pas ainsi du manufacturier, des artistes qui avec des matieres premières d'un prix médiocre, font des ouvrages d'une grande valeur. Ceux-là multiplient donc réellement les richesses ; ils les triplent, les quadruplent, & plus encore ; toute faveur ainsi doit leur être acquise dans l'intérieur de l'État.

JE pardonne aux hommes d'avoir pris pour des réalités, les faux produits de l'industrie ; mais je ne leur pardonne point leurs contradictions ; ils auroient

dû , d'après leur illusion , défendre chez eux l'usage de tout ouvrage qui n'exigeoit pas la main-d'œuvre la plus chere : au moyen de cette police , ils se seroient ménagé le brillant avantage de ne consommer que des choses d'un grand prix. Oh ! qu'ils auroient été riches , s'ils avoient été conséquents ! Cette courte réflexion pourroit peut-être suffire pour montrer que cette seconde erreur n'est pas moins évidente que la première : mais comme elle est plus séduisante , j'en traiterai dans un Chapitre particulier , où j'espère achever de la démasquer.

Si les hommes avoient bien compris que le commerce n'est qu'un échange , ils ne se seroient laissés séduire ni par les dehors imposants des ventes & des reventes qui se succèdent les unes aux autres , ni par l'éclat trompeur des renchérissements simulés que causent les frais de la main-d'œuvre : ils n'auroient point cru voir un accroissement de richesses & de commerce , dans ce qui n'est qu'une dépense onéreuse au commerce. Autant vaudroit juger de l'utilité d'une mécanique par la complication de ses mouvements , & par les frais de son entretien ,
sans

sans avoir aucun égard à l'effet qui en résulte : on verra dans la suite combien cette comparaison est juste dans tous les points.

COMME il n'est point ici question de la vente des biens fonds , mais seulement de celle des effets mobiliers & susceptibles de transport , je dirai que nous ne connoissons que deux especes de choses commercables ; les productions en nature ou les matieres premieres , & les travaux de la main-d'œuvre ou les ouvrages de l'industrie. Ces deux sortes de marchandises ont donné lieu à distinguer deux sortes de commerce ; mais dans l'un comme dans l'autre , acheter c'est vendre , & vendre c'est acheter ; car acheter ou vendre c'est échanger.

ON appelle *vendre* échanger une marchandise contre de l'argent ; & les hommes attachent un si grand intérêt à cette façon de commercer , qu'ils voudroient pouvoir toujours vendre & ne rien acheter en argent. Cet intérêt est une manie inconcevable , sous quelque face qu'il soit considéré. Mais sans m'arrêter à parcourir ici tous ses rapports , je vas l'attaquer dans son principe , & faire voir

que les ventes qu'on se propose de faire en argent , ne peuvent constamment avoir lieu , qu'autant qu'à son tour on achete en argent ; qu'il est d'une nécessité absolue que les vendeurs & les acheteurs se rendent alternativement par leurs achats l'argent qu'ils ont reçu par leurs ventes.

UN homme salarié , quel qu'il soit , vend sa main-d'œuvre , son talent , & du prix de ses salaires il paye ce qu'il consomme. Le cultivateur vend les productions qu'il récolte ; donne une partie du prix qu'il reçoit au Souverain & au propriétaire foncier , & du surplus paye ce qu'il consomme. Le Souverain & le propriétaire foncier doivent être aussi regardés comme vendeurs de productions par l'entremise du cultivateur ; du prix de ces ventes ils payent ce qu'ils consomment. Le rentier touche un revenu qui est le fruit d'une richesse qu'il a vendue pour un temps ou à perpétuité , & avec ce revenu il paye ce qu'il consomme. Le propriétaire d'une maison vend la jouissance annuelle des dépenses qu'il a faites pour l'acquérir , & qu'il est obligé de faire encore pour l'entretenir ;

la vente de cette jouissance annuelle est ce qui lui donne annuellement les moyens de payer ce qu'il consomme.

AINSI en considérant le commerce comme une multitude de ventes & d'achats faits en argent, *personne n'est acheteur qu'autant qu'il est vendeur ; & comme acheter c'est payer, personne ne peut acheter qu'en raison de ce qu'il vend, parce que ce n'est qu'en vendant qu'il se procure l'argent pour payer ce qu'il achete.*

DE ce que tout acheteur doit être vendeur, & ne peut acheter qu'autant qu'il vend, il résulte évidemment un deuxième axiome ; c'est que *tout vendeur doit être acheteur, & ne peut vendre qu'autant qu'il achete ; qu'ainsi chaque vendeur doit, par les achats qu'il fait à son tour, fournir aux autres l'argent pour acheter les marchandises qu'il veut leur vendre.*

N'EST-IL pas évident que si les ventes que nous nous faisons l'un à l'autre, se soldent en argent, je ne peux acheter de vous qu'autant que vous achetez de moi ; qu'entre vous & moi la somme de nos ventes & celle de nos achats alternatifs doivent être égales entre elles : si

après m'avoir vendu pour 100 francs ; vous voulez ne m'acheter que pour 50, comment ferai-je pour vous payer ? Et quand je le pourrois une fois , comment pourrai-je continuer de toujours vous donner plus d'argent que je n'en reçois ? Un troisieme achetera de moi peut-être ; mais qui est-ce qui achetera de lui ? Et comment peut-il acheter s'il ne vend ? Prolongez tant qu'il vous plaira la chaîne des vendeurs & des acheteurs en argent, il faudra toujours que chaque achat soit payé par le produit d'une vente ; qu'ainsi chacun soit alternativement acheteur & vendeur en argent pour des sommes égales. Dès que l'argent devient le moyen unique dont on peut se servir pour acheter, tout seroit perdu s'il cessoit de circuler ; il est d'une nécessité absolue qu'il ne fasse que passer dans chaque main.

Je conviens cependant que cette balance peut bien n'être pas exacte dans les ventes & les achats que fait chaque homme en particulier ; mais si l'un vend plus qu'il n'achete & s'enrichit, un autre se ruine en achetant plus qu'il ne vend ; & par l'opposition qui regne entre ces

deux sortes de désordres, l'équilibre se rétablit dans la masse générale des ventes & des achats.

QUE *la consommation soit la mesure de la reproduction*, c'est une vérité que personne aujourd'hui ne révoque en doute, & c'est par cette raison que j'en ai parlé si succinctement. Pour peu qu'on médite un moment cet axiome, on trouvera qu'il nous dit en d'autres termes, que chacun doit vendre en proportion de ce qu'il achete, & acheter en proportion de ce qu'il vend.

LA consommation ne peut s'opérer que par deux sortes de personnes; les unes qui sont premiers propriétaires des productions, & les autres qui ne le sont pas: ces dernières ne peuvent consommer, qu'autant qu'elles payent en valeurs factices, les productions qu'elles achètent, & qu'ainsi ces valeurs factices sont achetées ou prises en échange par les vendeurs des productions. Si dans ces doubles opérations de ventes & d'achats alternatifs, vous voulez ne voir que des échanges, vous appercevez tout d'un coup que la somme des valeurs factices échangées contre les productions, & la

somme des productions échangées contre les valeurs factices doivent être nécessairement égales entre elles. Mais si au-lieu de simplifier les choses en supposant ces échanges faits en nature, vous admettez l'argent comme un *moyen commun d'échange*, comme un *gage intermédiaire* qui facilite ces mêmes opérations, vous devez sentir qu'il est d'une nécessité absolue que ce *gage* circule perpétuellement; qu'il revienne sans cesse dans les mains dont il est parti pour en ressortir encore; sans quoi l'usage de cet *intermédiaire* cesseroit d'avoir lieu, attendu qu'on ne peut le reproduire comme on peut reproduire les valeurs naturelles ou factices qu'il représente.

CETTE vérité n'eut jamais été contestée, si les termes de vente & d'achat, ainsi que l'usage de l'argent *monnaie*, n'avoient jetté dans les idées une telle confusion, qu'il n'a plus été possible aux hommes ni de s'entendre, ni de s'accorder sur leurs intérêts communs. Qu'est-ce donc que vendre? *c'est échanger.* Qu'est-ce donc que l'argent considéré comme monnaie? *C'est une marchandise dont la valeur a la faculté d'être représentée.*

tative d'une valeur égale en toute autre espèce de marchandises. Au moyen de cette faculté qu'une convention, ou du moins un usage presque universel lui attribue, les ventes en argent ne sont que de véritables échanges d'une marchandise pour une autre marchandise. Cependant comme il n'est point une chose usuelle, & que celui qui le reçoit en vendant, ne peut s'en servir qu'autant qu'il le rend en achetant, on ne l'emploie que dans le cas où quelqu'un veut acheter les marchandises des autres, sans avoir, en nature, les choses que ceux-ci desireroient de recevoir en échange : alors l'argent peut être regardé comme *un gage intermédiaire*, par le moyen duquel l'échange se commence entre l'acheteur & ces vendeurs, pour ensuite être consommé par eux avec d'autres hommes, qui, sur ce gage commun, fournissent les marchandises que le premier acheteur n'avoit pas dans sa possession.

PROSCRIVONS pour un moment l'usage de l'argent *monnoie*, ainsi que les termes de vente & d'achat, pour leur substituer celui d'échanges, & supposons ceux-ci réellement faits en nature : n'est-

il pas évident que si je veux me procurer votre marchandise, il faut que j'en aye une d'une valeur égale à vous donner, & qu'en cela, *je sois vendeur pour être acheteur* ? N'est-il pas évident aussi que si je veux trouver le débit de ma marchandise, il faut que je prenne en échange quelqu'autre marchandise d'une semblable valeur, & qu'en cela, *pour être vendeur je sois acheteur*.

MAIS vous avez la chose qui me convient, & celle que j'ai ne vous convient pas ; alors rappelons l'argent que nous venons de bannir ; employons-le entre nous comme un *gage intermédiaire*, comme une valeur représentative pour vous de la chose que je ne peux vous donner en échange ; dans ce cas, comme je ne cueille point l'argent, il faut que je m'en procure par un autre échange de ma chose contre ce même argent ; de-là résulte que je fais deux échanges au-lieu d'un, & que de votre côté vous en faites autant, en portant mon argent à un autre vendeur qui vous donne la marchandise que vous desirez. Il est donc évident qu'au fonds l'opération est toujours la même ; on peut bien acheter
avec

avec de l'argent sans avoir dans le moment même, une chose usuelle à vendre; mais pour avoir cet argent il faut avoir vendu.

TELLE est pourtant cette vérité si simple en elle-même qu'une infinité de gens n'ont pas voulu voir : j'aurois honte de m'y être arrêté si long-temps, si notre aveuglement sur cet article ne nous avoit fait adopter des systèmes monstrueux, au point qu'on s'est persuadé qu'on pouvoit toujours vendre en argent à quelqu'un qui ne vendroit rien. Cette idée telle que je la présente ici, paroît sans doute être le comble de l'extravagance; cependant je ne charge point le tableau; car c'est d'après elle qu'on a posé comme des principes incontestables, qu'il importoit à une nation de faire un grand commerce d'exportation; de vendre beaucoup en argent & d'acheter peu, se persuadant que par ce moyen le commerce l'enrichiroit. Dans ces prétendus principes autant de termes, autant d'hérésies, qui toutes proviennent de ce qu'on ne s'est pas apperçu qu'on ne peut absolument donner de l'argent pour des marchandises, à moins d'avoir com-

mencé par donner des marchandises pour de l'argent.

AVEC de l'argent on achete des marchandises , & avec des marchandises on achete de l'argent ; ainsi vendre ou acheter , c'est toujours , comme je l'ai dit , échanger une valeur quelconque contre une autre valeur quelconque : que l'une de ces deux valeurs soit argent, ou qu'elles soient toutes deux marchandises usuelles , rien de plus indifférent en soi, si ce n'est que celui qui reçoit l'argent est moins avancé que s'il avoit reçu immédiatement les choses en nature dont , avec ce même argent , il compte se procurer la jouissance.

CHAPITRE XXXVII.

Définition du Commerce vu dans tous ses rapports essentiels. De la manière dont il peut enrichir une Nation : fausses idées des hommes à cet égard. Son utilité est dans les rapports qu'il a avec les intérêts de la culture. Le Commerce extérieur n'est qu'un pis-aller & un mal nécessaire.

IL EST facile à présent de donner du commerce une définition dans laquelle on embrasse tout à la fois les choses qui entrent dans le commerce ; les intérêts qui l'occasionnent ; les hommes qui font le commerce entre eux ; les objets qu'ils se proposent en commerçant , & les moyens qu'ils emploient souvent pour commercer. Le commerce est un échange de valeurs pour valeurs égales , prati-

qué par le moyen d'agents intermédiaires ou sans ces agents, pour l'intérêt commun des échangeurs qui fournissent ces valeurs, & les échangent entre eux pour les consommer. Ainsi après une telle opération chacun d'eux n'est ni plus riche ni plus pauvre qu'il n'étoit, quoiqu'il ait en sa possession une chose qui lui convient mieux que celle qu'il avoit auparavant.

UN homme qui possède beaucoup de vin & point de bled, commerce avec un autre homme qui a beaucoup de bled & point de vin : entre eux se fait un échange d'une valeur de 50 en bled, contre une valeur de 50 en vin. Cet échange n'est accroissement de richesses ni pour l'un ni pour l'autre ; car chacun d'eux, avant l'échange, possédoit une valeur égale à celle qu'il s'est procurés par ce moyen. Cet échange néanmoins leur est également utile : sans lui, chacun de ces deux hommes seroit dans le cas de ne pouvoir jouir d'une partie de sa récolte, & par cette raison, chacun aussi diminueroit sa culture.

ON voit ici bien clairement dans quel sens on doit entendre que le commerce enrichit une nation : il ne lui procure

point , par lui-même , un accroissement de richesses ; mais il est pour elle , *une ressource qui lui permet de les augmenter par la culture*. Plusieurs cependant se persuadent qu'une nation *gagne* sur une autre nation ; ils ne voient pas que par rapport au commerce , une nation n'est qu'un corps composé de plusieurs hommes qui tous séparément ne peuvent payer le prix de ce qu'ils achètent-qu'avec le prix de ce qu'ils vendent ; que des millions d'hommes réunis en corps de nation ne trouvent point , à la faveur de leur nombre , le moyen de s'élever au-dessus de l'*impossibilité de donner ce qu'on n'a pas* ; qu'ainsi les loix naturelles & fondamentales du commerce , les conditions essentielles sans lesquelles il ne peut se soutenir , sont entre une nation & une autre nation , les mêmes qu'entre un homme & un autre homme ; qu'une nation enfin ne peut vendre qu'autant qu'elle achete , ne peut acheter qu'autant qu'elle vend.

QUELLE que soit la nation qui , par le moyen du commerce , se propose de *gagner* sur les autres nations , qu'elle me dise donc comment elle pourra *gagner*

si les autres ne *perdent* rien , ou comment elles pourront *toujours perdre*. Toutes les nations commerçantes se flattent également de s'enrichir par le commerce; mais, chose étonnante! elles croient routes s'enrichir *en gagnant* sur les autres. Il faut convenir que ce prétendu *gain*, tel qu'elles le conçoivent, doit être une chose bien miraculeuse; car dans cette opinion , chacun *gagne* & personne ne *perd*. Comme le mystere d'un *gain* sans *perte* n'est point un article de foi , nous pouvons bien dire que la contradiction évidente qu'il renferme , en démontre l'absurdité.

UN homme , ou une nation ; car encore une fois le nombre ne change rien à l'ordre essentiel des choses dans l'espèce dont il s'agit. Un homme donc commence par prélever sur ses productions, la quantité qu'il peut & doit en consommer en nature, & vend le surplus: pourquoi cet homme a-t-il fait des dépenses pour se procurer, par la culture, une masse de productions qui excède ses consommations ? C'est qu'il savoit bien qu'en raison de leur utilité, elles ont dans le commerce une valeur vénale,

un prix qui leur est habituellement attribué , & qu'il a compté trouver à ce prix , le débit de cet excédent. Faites disparoître une de ces deux conditions , un de ces deux points de vue qui entrent dans l'espérance du cultivateur ; faites perdre à ces productions leur valeur vénale ou leur débit : certainement la culture qui les faisoit renaître , va cesser , ou tout au-moins se rétrécir au point de ne plus en donner que la quantité nécessaire aux consommations que ce cultivateur fait personnellement.

QUAND on dit que *la consommation est la mesure de la reproduction* , on doit entendre par le terme de *consommation* , celle qui est faite par des consommateurs en état de payer la valeur courante des choses qu'ils consomment. C'est dans cet axiome considéré sous ce point de vue , qu'il faut aller chercher la manière dont le commerce extérieur enrichit une nation , ou plutôt lui présente des occasions dont elle peut profiter pour multiplier les richesses que son territoire peut lui fournir. Le commerce offre à cette nation des consommateurs qu'elle ne trouve pas chez elle ; cette augmen-

tation de consommateurs procure le débit des productions nationales; ce débit leur assure, & leur conserve toute la valeur vénale qu'elles doivent avoir parmi les choses commercables; le cultivateur trouve ainsi cette valeur vénale & ce débit, dont l'espoir l'a déterminé à faire les avances de la culture, pour obtenir des récoltes dont l'abondance pût excéder la consommation nationale. On peut dire en deux mots que par le moyen du commerce, la consommation n'a plus de bornes connues: de-là s'ensuit que l'abondance des productions ne peut jamais devenir à charge aux cultivateurs; avantage inestimable pour ceux qui sans lui seroient dans le cas de redouter cette même abondance, parce qu'elle ne peut plus servir qu'à faire tomber la valeur vénale de leurs productions, & rendre leur débit insuffisant.

MAINTENANT il est aisé d'expliquer l'énigme, & de voir comment le commerce enrichit une nation: il en enrichit une comme il les enrichit toutes; non en les mettant dans le cas de *gagner* les unes sur les autres; car ou ces *gains* seroient alternatifs & conséquemment

nuls , ou bientôt ils ne pourroient plus avoir lieu ; mais il les enrichit en ce que , procurant le débit de toutes les productions nationales *au meilleur prix possible* , il fait passer dans les mains des cultivateurs tout le produit sur lequel ils ont dû compter. L'effet direct de cette opération est que les richesses consacrées à la reproduction reviennent *avec profit* à la classe productive ; que cette classe se trouve avoir ainsi tout à la fois *plus de moyens* pour améliorer ses cultures , & *plus d'intérêt* à s'occuper de ces améliorations.

NE croyez pas que le cultivateur , proprement dit , soit la seule & unique classe d'hommes que le commerce enrichisse : ce nom ne doit point être pris ici dans un sens étroit , littéral , & par opposition à tous les autres hommes , comme il est d'usage à plusieurs égards. Premièrement par le terme de classe productive , j'entends non-seulement les entrepreneurs de culture , mais aussi les propriétaires fonciers qui en cette qualité sont spécialement chargés de diverses dépenses nécessaires à la reproduc-

tion , soit pour l'entretenir , soit pour l'améliorer. En second lieu , je parle du cultivateur , parce que sa richesse personnelle est la source principale de toutes les richesses , & que pour augmenter la masse des richesses nationales , il faut nécessairement rendre leur source plus abondante. Mais aussi nous devons considérer ensuite la manière dont l'abondance se partage dans les autres classes que cette source arrose : nous devons voir que le Souverain & les autres copropriétaires du produit net profitent de cette même abondance , & que sans s'arrêter dans leurs mains , elle continue son cours , pour se répandre sur la classe industrieuse , ou plutôt sur toute la nation.

OBSERVEZ que le commerce extérieur , considéré comme moyen d'enrichir une nation , ne peut absolument avoir une autre marche ; que celle-ci est dans l'ordre physique même , & que vous ne pouvez vous en écarter , que vous n'en soyez puni : disposez le commerce de manière qu'il enlève aux cultivateurs une partie du prix auquel ils de-

vroient vendre leurs productions ; tout change de face en un instant : la culture n'a plus ni les mêmes motifs d'encouragement , ni les mêmes moyens pour fructifier ; non-seulement vos productions ont moins de valeur vénale , mais encore vous en avez une moindre quantité ; vous perdez ainsi de tous côtés ; alors les revenus du Souverain & ceux des propriétaires fonciers se trouvant plus foibles , leurs dépenses diminuent à proportion ; par-conséquent moins de salaires à distribuer , moins d'hommes occupés & entretenus : le commerce extérieur n'enrichit plus une nation , il l'appauvrit ; & si ce désordre continuoit , il parviendroit à la ruiner , à l'anéantir.

DE ces premières notions nous devons conclure que le commerce extérieur peut être nuisible , comme il peut être avantageux ; que son utilité consiste entièrement dans celle dont il est à la reproduction ; qu'ainsi cette utilité résulte non du commerce précisément , mais de la façon dont le commerce se fait.

UNE autre conséquence encore , c'est que le commerce extérieur n'est *qu'un pis-aller* ; qu'il suppose toujours qu'une nation manque au-dedans d'un nombre suffisant de consommateurs en état de mettre un bon prix à ses productions ; que par cette raison elle est obligée d'aller chercher au-dehors d'autres consommateurs , dont l'éloignement ne peut lui être qu'onéreux. Ne m'alléguez point qu'elle peut être réduite à cette nécessité par le physique , par le climat dans lequel elle est placée : cela peut être ; mais c'est un malheur , & ce malheur ne prouve rien , si ce n'est que par-tout l'ordre physique est l'ordre sur lequel il faut nécessairement calquer celui de la société ; d'où je conclus que de tels peuples ont encore plus de besoin que tous les autres , d'une grande liberté. Règle générale : plus on est contrarié par le physique , & plus la liberté devient importante à la prospérité d'une nation.

JE conviens donc que le commerce extérieur peut être indispensable , par rapport à quelques productions étrange-

res qu'une nation ne peut obtenir de son territoire , & dont cependant elle a besoin : sous ce point de vue , nous devons dire que le commerce extérieur est *un mal nécessaire* ; car si cette nation avoit l'avantage de trouver chez elle les mêmes productions qui lui manquent , elle ne prendroit pas la peine de faire de gros frais pour les aller chercher chez les autres. Je crois que cette dernière proposition est évidente par elle-même : tout le monde sait que les productions qui viennent de loin , doivent être plus chères que celles qui croissent autour de nous , & qu'il faut que le consommateur paye les frais de transport , soit par l'augmentation du prix de ces productions étrangères , soit par la diminution du prix de celles qu'il donne en échange ou en paiement ; en un mot , que l'intérêt de la reproduction est d'être voisine du lieu de la consommation , & que l'intérêt de la consommation est d'être voisine du lieu de la reproduction. Je laisse le Lecteur méditer ces vérités , en attendant que je les lui présente dans un nouveau jour ,

& dans un degré d'évidence qui ne lui permette ni de douter des principes, ni de rejeter les conséquences qui en résultent en faveur de la liberté.

CHAPITRE XXXVIII.

De l'intérêt du Commerce. Ce qu'on doit entendre par cette façon de parler : il n'est point chez un peuple de Commerçants le même que chez une Nation agricole. Véritable idée du Commerçant. Ce sont les consommateurs & non les Commerçants , qui font le Commerce. Opposition entre les intérêts particuliers des Commerçants & l'intérêt commun des autres hommes.

QUE le commerce extérieur , selon qu'il se comporte bien ou mal , enrichisse une nation ou l'appauvriffe , c'est une vérité que personne ne peut révoquer en doute , mais qui se trouve tellement dénaturée par la façon bisarre de

l'interpréter, que les hommes ne peuvent convenir entre eux de l'idée qu'on doit se former de *l'intérêt du commerce* : je fais qu'en général ce qu'on nomme *l'intérêt du commerce* est l'intérêt de ceux qui *font* le commerce ; car le commerce n'est point un être particulier. Mais qui sont ceux qui *font* le commerce ? Voilà ce que les politiques auroient dû nous expliquer, pour nous mettre d'accord. Ils conviennent uniformément cependant que par *l'intérêt du commerce*, on doit entendre *l'intérêt de la nation* ; mais demandez-leur ensuite ce que c'est qu'une nation considérée comme corps politique ; de quels hommes elle est essentiellement composée, & quels sont les liens qui les tiennent unis entre eux ; demandez-leur si *l'intérêt de la nation*, vu dans le commerce, est un intérêt commun à tous les membres, ou s'il n'est qu'un intérêt propre à une classe particulière ; alors vous voyez les opinions se diviser, & les contradictions qu'elles présentent, les armer les unes contre les autres ; chacun, d'après l'idée qu'il se forme d'une nation, & des intérêts d'une nation par rapport au commerce, fa-

brique

brique des principes , & sur ces principes factices établit un systême dont il prétend qu'on ne peut s'écarter , que tout ne soit perdu.

LA méprise la plus commune sur ce qui constitue *l'intérêt du commerce* , celle même dans laquelle sont tombés des hommes à grande réputation , c'est de confondre *l'intérêt commun* de la nation relativement au commerce , avec *l'intérêt particulier* des commerçants nationaux , qui pourtant ne sont que les instruments du commerce : en conséquence , on n'a plus jugé de l'importance & de l'utilité du commerce , que par les fortunes de ces commerçants ; sans examiner aux dépens de qui ces fortunes sont acquises , ni pour qui elles sont disponibles ; on s'est bonnement persuadé que la nation s'enrichissoit quand on voyoit ces mêmes commerçants s'enrichir ; ce n'est que dans leurs opérations qu'on a considéré le commerce ; & c'est à leur intérêt personnel exclusif , présenté comme étant *l'intérêt général* , qu'on a sacrifié les intérêts communs de tous les membres essentiels d'une nation.

UN des moyens les plus puissants dont on se sert pour fortifier & entretenir cette illusion , c'est d'alléguer des exemples ; d'attacher nos regards sur quelques peuples de commerçants enrichis par le commerce seulement ; de les présenter comme des modèles à suivre par toutes les nations. On s'est laissé séduire par ces prétendus exemples , sans faire aucune attention à la différence qui doit se trouver entre les intérêts de ceux qui *trafiquent* les productions des autres, & les intérêts des propriétaires de ces mêmes productions : & qui ne voit pas que ces deux positions n'ont rien de commun ; que leurs intérêts sont diamétralement opposés entre eux ; que la manière dont les *saliariés* s'enrichissent, n'est point la même que celle qui enrichit ceux qui les payent ? Par quel excès d'aveuglement a-t-on donc pu confondre, & prétendre assujettir aux mêmes polices , les intérêts de ces peuples de commerçants , qui ne trouvent point chez eux les productions qu'ils trafiquent, & les intérêts des nations agricoles & productives , qui cueillent sur leurs pro-

pres territoires , toutes les productions qu'elles commercent entre elles ?

IL est très-différent de *servir* le commerce ou de *faire* le commerce : il est très-différent encore de *trafiquer* ou de *commercer*. Le voiturier , soit par mer , soit par terre , *sert* le commerce , mais ne le *fait* pas ; le commissionnaire , qui ne fait qu'exécuter les ordres qu'on lui donne , *sert* le commerce , mais ne le *fait* pas ; le commerçant , qui achete & revend à ses risques & pour son compte , *sert* le commerce , mais ne le *fait* pas. Ce dernier cependant fait quelque chose de plus que les deux premiers : il *trafi-que* , & les autres ne *trafiquent* point ; mais *trafiquer* n'est pas *commercer*. On *trafi-que* quand on *achete & revend* les marchandises dont d'autres hommes sont premiers propriétaires ; on *com-merce* quand on tire de son propre fonds, les marchandises qu'on échange contre des valeurs quelconques, en autres marchandises ou en argent. Ainsi celui qui *trafi-que* n'est qu'une espece de *salarie* , qui , par son industrie , parvient à s'approprier une portion des richesses des

autres hommes ; & ceux qui *commercent*, ne font en cela que *jouir de leurs propres richesses*.

EN prenant le terme de *commerce* dans la plus grande étendue qu'on puisse lui donner, nous avons vu qu'il n'en est que deux especes, celui des productions ou matieres premieres, & celui de l'industrie ou travaux de main-d'œuvre. Ces deux sortes de commerce sont utiles l'un à l'autre ; mais ils different entre eux, en ce que le second ne peut absolument exister sans le premier, au-lieu que le premier peut exister sans le second, dont il est le germe & l'aliment.

IL seroit à souhaiter qu'on ne perdît jamais de vue les rapports essentiels qui se trouvent entre ces deux especes de commerce, & que jamais on ne voulût renverser l'ordre immuable de leur *génération* : il seroit à souhaiter qu'on sentît que pour multiplier les enfants, il faut *nécessairement* commencer par féconder la mere dans le sein de laquelle ils prennent naissance, & du sein de laquelle ils se nourrissent après qu'ils sont nés ; qu'on ne se proposât point d'aug-

menter la masse des travaux de l'industrie par des moyens propres à diminuer nécessairement l'abondance des matières qui donnent occasion à ces mêmes travaux, & servent encore à les payer.

JE n'insiste point quant à présent sur ces inconséquences ; j'en parlerai dans un autre moment : revenons à l'idée qu'on doit se former du commerce & des commerçants. Le commerce n'est *qu'un échange de valeur pour valeur égale* ; ainsi il ne peut se faire qu'entre les propriétaires de ces valeurs ; & les commerçants eux-mêmes ne *font* véritablement & réellement le commerce, qu'en proportion des valeurs en industrie qu'ils échangent contre des valeurs en autres marchandises propres à leurs consommations. Gardons-nous donc de nous tromper sur l'idée que nous devons attacher au nom de *commerçant* ; ce nom ne désigne point les hommes qui *font* le commerce ; car alors il deviendrait commun à tous les consommateurs, vu que tous les consommateurs *font* le commerce, étant tous dans la nécessité d'être alternativement acheteurs & vendeurs.

Mais par le nom de *commerçants* nous ne devons entendre autre chose que des *hommes consacrés au service immédiat du commerce.*

POINT de doute assurément que les opérations du commerce, pour peu qu'elles deviennent multiples & compliquées, n'ayent besoin d'une classe particulière d'hommes qui s'en occupent : mais le commerce ainsi organisé renferme quatre objets qu'il ne faut pas confondre. Ces quatre objets sont, 1°. Les causes du commerce ; 2°. La matière du commerce ; 3°. La fin du commerce ; 4°. Les moyens du commerce. Les consommateurs considérés comme premiers vendeurs & comme derniers acheteurs, sont les causes du commerce ; car ce sont eux qui le provoquent & l'occasionnent. La matière du commerce est la masse de toutes les choses commercables fournies par les consommateurs. La fin du commerce est la consommation de ces mêmes choses commercables ; & les moyens du commerce sont tous les instruments, tous les agents par les procédés desquels on parvient à cette

consommation. Ce n'est donc qu'en qualité de *moyens*, que les commerçants tiennent à cet ensemble que nous appelons commerce; il est évident que les consommateurs, qui sont les causes du commerce, qui fournissent les matières du commerce, & dont l'utilité réciproque est la fin du commerce, sont ainsi ceux qui *sont* véritablement le commerce.

ON regardera peut-être comme un pointillage, comme une dispute de mots, ce que je viens d'observer sur les termes dont nous nous servons. C'est cependant pour y avoir attaché des idées vagues & superficielles, que nous nous sommes égarés au point de prendre les effets pour les causes, & le voiturier pour le premier propriétaire même des marchandises qu'il transporte. Quand on oppose à des préjugés établis, des vérités importantes & rigoureuses, on ne peut mettre trop de précision dans les idées qu'on attache aux termes dont on fait choix : ces vérités ne sont susceptibles ni de plus ni de moins : à cet égard, le plus ou le moins ne seroit

qu'erreur & contradiction.

IL en est du commerce comme des procès : ce ne sont point les officiers subalternes de la justice qui les *font*, à moins qu'ils n'en ayent en leur propre & privé nom ; dans tous les autres cas ils ne sont que les instruments des procès : il est vrai qu'ils peuvent bien les susciter, les multiplier, en grossir les frais ; mais enfin les procès, lors même qu'ils les occasionnent, sont toujours entrepris par les parties & pour les parties : les prétentions & les intérêts de celles-ci forment la matière des procès ; ce sont donc elles qui les *font* ; aussi est-ce par elles que les frais en sont payés. Nous devons dire la même chose des agents du commerce : ils sont pour le commerce des instruments dont chaque consommateur se sert au besoin, pour pratiquer les échanges qu'il se propose ; mais lors même qu'on emploie leur ministère, ce ne sont point eux qui *font* commerce des choses qui entrent dans ces échanges ; ce sont au contraire les consommateurs qui le *font* réellement entre eux par l'entremise de ces agents ;
& ces

& ces derniers, en les servant ainsi, ne *font* véritablement d'autre commerce que celui de leurs travaux qu'ils échan- gent contre des salaires.

CEUX qui prétendent que par l'inté- rêt du commerce nous devons entendre l'intérêt de ceux qui *font* le commerce, ont donc raison dans le principe; & ils auroient raison encore dans les consé- quences, s'ils n'avoient pas mis les com- merçants à la place des consommateurs; s'ils avoient voulu voir que ce sont ceux-ci, & non-ceux-là, qui *font* le com- merce. Il est donc à propos de leur faire connoître le point fixe dans lequel ils se sont mépris.

LA conséquence qui résulte de ces observations, c'est qu'il n'y a que deux sortes d'hommes qui soient *essentiels* au commerce, le premier vendeur & le der- nier acheteur consommateur; aussi com- mercent-ils souvent entre eux directe- ment & sans agent intermédiaire: les circuits que fait une marchandise, les changements de main qu'elle éprouve, les reventes qu'elle occasionne *ne sont point le commerce*, quoique le commerce

soit leur objet : ces opérations ne font en elles-mêmes qu'un *mouvement intermédiaire* entre le lieu de la production & celui de la consommation, entre le premier vendeur & le dernier acheteur consommateur. Ce mouvement intermédiaire est celui de la chose commercée, qui part toujours de celui-là pour arriver à celui-ci, & qui, comme je l'ai déjà dit, fait des frais sur la route, mais n'acquiert point une nouvelle valeur.

AU premier coup d'œil, les intérêts de ces deux hommes paroissent être entre eux en opposition, & cela parce que le vendeur veut vendre cher, & le consommateur acheter à bas prix : mais un ordre naturel, un ordre immuable a pourvu, & pour toujours, à la conciliation de leurs intérêts, quelque nombreuse que puisse être la multitude des vendeurs & des acheteurs.

CHAQUE marchandise jouit dans le commerce d'un prix qui lui est propre, & qui est principalement déterminé par l'utilité ou l'agrément dont elle est, & par les dépenses que sa reproduction ou sa main-d'œuvre exige. Ce prix doit

être aussi *nécessairement* relatif aux facultés des consommateurs ; mais que signifie cette dernière façon de parler ? Elle veut dire que le prix d'une marchandise ne pouvant être payé que par le prix d'une autre marchandise, & chaque consommateur ne pouvant acheter qu'en proportion de ce qu'il vend, il s'établit *nécessairement*, ainsi que je l'ai dit en parlant de l'impôt, un équilibre entre les valeurs vénales de toutes les choses commercables ; équilibre qui fait que le prix de l'une est mesuré sur le prix des autres ; qu'ainsi la somme des choses à vendre est *habituellement* balancée par la somme des moyens que les consommateurs ont pour les payer.

CET équilibre ne peut être dérangé qu'*accidentellement* : si le prix d'une marchandise s'élevoit au-dessus de son niveau, il n'y auroit plus assez de consommateurs en état de l'acheter ; d'ailleurs tous les hommes s'empresseroient de profiter de sa faveur, & se feroient à l'envi vendeurs d'une telle marchandise ; on la verroit donc bientôt perdre tout son avantage, par un effet nécessaire de

la concurrence , dont le propre est de vendre au rabais.

D'APRE'S toutes les différentes circonstances qui concourent à fixer les valeurs vénales des choses commercables , la concurrence assigne naturellement à chaque espece & qualité de marchandise , le plus haut prix auquel chaque vendeur puisse se proposer de vendre , & le plus bas prix auquel chaque acheteur puisse se proposer d'acheter. Il existe ainsi naturellement une puissance despotique qui marque le prix auquel chaque consommateur peut acheter , parce qu'elle marque le prix auquel il peut vendre : chaque vendeur ne peut donc parvenir à renchérir *habituellement* ses marchandises , qu'en se soumettant aussi à payer *habituellement* plus cher les marchandises des autres vendeurs ; & par la même raison , chaque consommateur ne peut parvenir à payer *habituellement* moins cher ce qu'il achete , qu'en se soumettant aussi à une diminution semblable sur le prix des choses qu'il vend.

REMARQUEZ ici combien sont vaines les spéculations de ceux qui dans une

nation se proposent de faire parvenir une espèce de production à son plus haut prix possible, & à son dernier degré possible d'abondance, sans songer à procurer les mêmes avantages aux autres productions dont les valeurs doivent opérer la consommation & le paiement de celle qu'on veut favoriser. Un tel projet est précisément celui de vouloir établir plus de vendeurs que d'acheteurs, plus de choses à vendre, que de moyens pour les payer. En-vain on se flattera de trouver un débit suffisant chez les étrangers : certainement dans l'ordre général de la nature ils ne sont point ceux qui sont destinés à consommer la majeure partie des productions de votre territoire ; leur consommation a des bornes naturelles, parce que les moyens qu'ils ont pour acheter nos productions sont bornés comme leur population. D'ailleurs ils ne peuvent nous payer qu'en nous échangeant des productions de leur crû ; ainsi chaque fois que vous voulez augmenter chez vous, l'abondance d'une de vos productions, & vous en assurer le débit à son plus haut prix possible, il faut nécessairement que

est physiquement impossible que la somme des ventes excède habituellement celle des moyens que les consommateurs ont pour acheter ; parce qu'il est physiquement impossible qu'une partie des marchandises renchérisse , & soit néanmoins consommée en totalité , si l'autre partie des marchandises , dont le prix sert à payer la première , ne renchérit à proportion ; parce qu'il est physiquement impossible qu'alors le manque de débit ne fasse pas cesser le renchérissement , & ne rétablisse pas l'équilibre dans les valeurs.

LORSQUE je veux vous vendre pour 100 francs de marchandises , qui sans votre consommation deviendroient superflues , & ne seroient pour moi d'aucune utilité , mon intérêt est que vous ayez une valeur quelconque de 100 francs à me donner en échange ou en paiement : supposons donc que vous soyez en possession de cette valeur , mais aussi que vous n'ayez rien au-delà : si je prétends doubler le prix de cette marchandise que vous devez consommer , vous ne pouvez plus en acheter que la moitié , à moins que je ne consente

qu'en me vendant, vous oubliez aussi le prix de la vôtre, auquel cas il n'est pour vous & pour moi ni perte ni gain. Mais si des circonstances passagères me permettent de vous faire la loi, il en résulte que vous perdez la moitié des jouissances que vous devriez avoir pour votre argent, & que moi, je n'y gagne rien, puisque dans notre supposition, je ne peux tirer aucun parti de ce qui me reste : de là s'ensuit qu'un tel commerce entre nous ne peut subsister, parce que je vous mets dans la nécessité de faire en sorte qu'il ne subsiste plus. C'est ainsi que je me prépare des pertes & des privations par une voie qui paroît me conduire à l'augmentation de ma richesse.

UNE fois que l'argent a été institué le signe représentatif de toutes les valeurs, il est devenu la mesure commune dont on s'est servi pour les énoncer & les peindre d'une manière sensible : on ne s'informe point du rapport que la valeur vénale d'une marchandise peut avoir avec celle de telle ou telle autre marchandise : Combien *vaut-elle* en argent ? Quelle somme d'argent faut-il pour la

payer ? Voilà tout ce qu'on demande à savoir : nous sommes si peu dans l'habitude de suivre le fil des liaisons que les choses ont entre elles , que sans nous mettre en peine du rapport que cette même somme d'argent peut avoir avec les autres marchandises , nous croyons gagner beaucoup en donnant moins d'argent pour les choses que nous achetons, ou en recevant plus d'argent pour les choses que nous vendons. Il est pourtant naturel de ne *priser le signe qu'à raison de la chose qu'il représente.*

UN homme qui ne cueille que du vin en augmente le prix en argent de 25 p. $\frac{2}{5}$; tandis que toutes les autres productions sont renchéries de 50 : cet homme alors n'est-il pas moins riche avec un revenu plus considérable en argent ? Changeons l'hypothèse , & disons que le prix en argent de toutes les choses commerçables est diminué de 50 p. $\frac{2}{5}$, & que celui du vin n'est diminué que de 25 ; dans ce cas , ce même homme n'est-il pas plus riche avec un revenu moins considérable en argent ?

L'ARGENT n'est qu'un gage , n'est qu'un signe représentatif des choses

usuelles : c'est donc une bien forte méprise que de le prendre pour ces choses mêmes & de ne pas voir que les valeurs *numéraires*, les valeurs en argent ne sont que des noms, des termes que les hommes emploient pour se communiquer leurs idées, & parvenir à faire entre eux des échanges dont ils conviennent par le moyen de ces mêmes termes. Aussi, comme je l'ai déjà dit, faut-il ramener toutes ces différentes idées à celle de l'échange en nature, & c'est le moyen de ne pas tomber dans cette méprise inconcevable, qui pourtant n'est que trop commune parmi nous.

SITÔT que nous ne verrons plus dans le commerce que des échanges en nature, nous regarderons les prétentions au renchérissement d'une marchandise, comme autant de chimeres, & les renchérissements eux-mêmes comme des mots & rien de plus : toujours faudra-t-il que chacun reçoive *telle* quantité de telle ou telle marchandise, pour *telle* quantité de celle qu'il donne en échange : à vous permis de donner un grand nom à la valeur des marchandises que vous possédez ; cela m'est absolument indifférent,

pourvu que dans la réalité, les échanges des choses commercables entre nous se trouvent toujours faits dans la même proportion.

LE nom des valeurs *numéraires* peut changer pour les marchandises, comme il change pour l'argent même : qu'un Prince double la valeur *numéraire* de ses monnoies ; en résultera-t-il qu'on pourra se procurer le double des marchandises pour la même quantité réelle d'argent ? C'est ainsi que quand on laisse les mots pour s'attacher aux choses, on trouve que malgré les changements qui surviennent dans les dénominations, la réalité se trouve toujours être la même ; que les échanges des choses commercables se font dans une proportion qui n'a rien d'arbitraire ; que la concurrence enfin ne permet à personne de s'en écarter *habituellement*, & cela par des raisons qu'il seroit inutile de répéter.

VOILA comment les prétentions du vendeur & de l'acheteur, quoiqu'elles soient opposées entre elles, se concilient cependant parfaitement ; voilà comment chacun d'eux est obligé de se soumettre à la loi qu'il reçoit de la concu-

rence ; comment leur intérêt particulier se borne à profiter , tant en vendant qu'en achetant , des prix qu'elle a réglés : cela posé , il devient évident qu'ils sont liés par un intérêt commun ; qu'il leur importe à l'un & à l'autre , que leurs échanges occasionnent le moins de frais qu'il est possible ; car il est de toute nécessité que ces frais soient à leur charge ; aussi leur intérêt commun est-il tout l'opposé de l'intérêt particulier des commerçants , qui profitant d'une partie de ces frais , doivent naturellement chercher à les augmenter , du moins dans la partie destinée à rester dans leurs mains.

CHAPITRE XXXIX.

Suite du Chapitre précédent. Par qui sont payés immédiatement les profits ou les salaires des Commerçants ? Erreurs relatives à cette question. Comment l'intérêt particulier des Commerçants se concilie , par le moyen de la liberté , avec l'intérêt des autres hommes. La profession des Commerçants est cosmopolite : rapports de cette vérité avec la nécessité d'une grande liberté de commerce. Différences essentielles & plus détaillées entre un peuple de Commerçants & les Nations agricoles & productives. Quel est chez elles le véritable intérêt du commerce : besoin qu'il a de la liberté.

JE COMMENCERAI ce Chapitre par

l'examen d'un *rien* de grande importance aux yeux des politiques ; d'une question qui parmi eux est débattue avec chaleur , partage leurs opinions , & pourtant ne porte que sur des mots qu'on n'entend pas. Les uns prétendent que les profits des commerçants sont payés par les consommateurs ; d'autres soutiennent que ces profits sont faits sur les premiers vendeurs : quant à moi , je dis que les deux partis ont tout à la fois tort & raison ; que séparément elles ne considèrent qu'une portion d'un tout qu'on ne peut diviser , & qui souffre également , quelle que soit la partie dans laquelle il se trouve blessé.

LES profits des commerçants doivent être placés dans la classe des frais ; par cette raison , ils concourent à fixer le prix que les marchandises doivent avoir dans le commerce. Un commerçant achete ici pour revendre dans d'autres lieux avec un bénéfice qu'on ne peut lui refuser : au moyen de ce bénéfice à faire par cet intermédiaire , le prix courant des marchandises qu'il trafique , est plus foible pour les premiers vendeurs ,

& plus fort pour les acheteurs-consommateurs ; la différence qui se trouve entre ces deux prix , est précisément la somme qui doit en rester dans les mains du commerçant pour ses salaires & les frais de ses opérations. La question se réduit donc à savoir si dans le cas où il ne retiendrait pas cette somme, le vendeur vendrait plus cher , ou si le consommateur achèterait à meilleur marché. Mais cette recherche n'a aucun objet , aucune sorte d'intérêt : chaque consommateur n'est-il pas alternativement acheteur & vendeur pour des sommes égales ? Et ne doit-il pas toujours régner la même proportion entre toutes les valeurs vénales , afin que *les vendeurs fournissent aux acheteurs même les moyens d'acheter ?*

LE prix courant de ce que je vends 100 francs devient 110 livres pour vous qui le consommez , & le prix courant de ce que vous vendez 100 francs devient 110 livres aussi pour moi qui le consomme ; il est évident que vous & moi nous perdons chacun 10 francs à ce marché , & qu'il est fort inutile d'examiner

d'examiner si c'est en vendant ou en achetant que nous faisons cette perte. Ce qu'il y a de certain, c'est que sans cette différence entre le prix du premier vendeur & celui du dernier acheteur, ou nous payerions chacun 10 francs de moins en achetant, ou nous recevriens 10 francs de plus en vendant; par conséquent votre consommation & la mienne se trouveroient plus fortes d'un dixième.

Nous échangeons vous & moi 100 mesures de votre vin contre 100 mesures de mon bled: des circonstances nous obligent de placer entre nous, un agent intermédiaire, qui pour les services qu'il nous rend, retient sur votre vin, 10 mesures, & autant sur mon bled. Sur lequel de nous deux prend-il les 10 mesures de bled, sur lequel prend-il les 10 mesures de vin? Belle question! ce sera sur qui l'on voudra; mais toujours est-il vrai qu'il s'approprie la dixième partie de ce que, sans lui, votre vin vous permettroit de consommer en bled, & la dixième partie de ce que mon bled me permettroit de consommer en vin.

TELLE est pourtant au fond cette question importante aux yeux d'un grand nombre de politiques, qui, pour la plupart, l'ont décidée de manière qu'ils se sont persuadé que les agents du commerce gagnent tout sur les étrangers, & rien sur la nation dont ils trafiquent les productions. C'est une telle chimère qui a fait éclore les privilèges exclusifs & les autres polices que chaque nation adopte pour donner des entraves à son commerce extérieur, & favoriser l'accroissement des profits de ses agents nationaux.

COMME toutes les erreurs s'entre-touchent & se tiennent, il a bien fallu que pour étayer leur système, ces mêmes politiques regardassent les bénéfices faits par les agents nationaux du commerce, comme étant des bénéfices faits par l'Etat; & qu'ils donnassent aux intérêts particuliers de ces agents, le nom d'*intérêt du commerce*, ou plutôt, le nom imposant d'*intérêt général de l'Etat*. Je ne crois pas qu'il soit possible de se tromper plus lourdement, car il n'y a rien de plus opposé à l'*intérêt général*

de l'Etat que l'intérêt personnel de ces mêmes agents, lorsque pour les favoriser, on les sépare des commerçants étrangers, & qu'on renonce à la concurrence de ces derniers en leur donnant l'exclusion.

LES frais pour parvenir à la consommation, qui est la fin que tout commerce se propose, se partagent nécessairement entre tous les consommateurs, parce qu'ils sont alternativement acheteurs & vendeurs, & qu'ainsi ce sont les vendeurs qui fournissent aux acheteurs les moyens d'acheter. Ces frais sont une dépense commune à laquelle chacun d'eux contribue en raison de ce qu'il achète ou de ce qu'il vend; ils ont donc tous un intérêt commun à diminuer cette dépense autant qu'il est possible; au-lieu que ceux qui profitent de cette même dépense, ont tous intérêt de l'augmenter.

AINSI par rapport au commerce, la société générale des hommes ne doit se diviser qu'en deux classes; l'une est celle des consommateurs qui font entre eux des échanges auxquels nous avons don-

né le nom de commerce ; l'autre est celle des agents intermédiaires qu'ils emploient souvent dans ces échanges , & auxquels nous avons donné le nom de commerçants , c'est-à-dire , *d'hommes servant le commerce.*

RIEN de plus facile présentement que de fixer la véritable idée qu'on doit se former de l'intérêt du commerce , ou de l'intérêt général de l'Etat vu dans le commerce. 1°. On ne peut le chercher dans l'intérêt particulier des commerçants nationaux ; car il ne seroit plus général. 2°. Cet intérêt ne peut être autre chose que l'intérêt commun des consommateurs , car ce sont eux qui font le commerce , & ce n'est que pour eux que le commerce se fait ; d'ailleurs ce n'est que dans leur classe qu'on peut trouver les hommes qui constituent réellement l'Etat.

CE qu'on nomme l'Etat est un corps politique composé de différentes parties unies entre elles par un intérêt commun qui ne leur permet pas de s'en détacher sans se préjudicier à elles-mêmes. Cette définition nous fait voir que l'Etat ne

réside *essentiellement* que dans le Souverain qui en est le chef, dans les propriétaires du produit net, & dans les entrepreneurs de culture ; car leur profession est locale ; ils ne peuvent se proposer d'aller l'exercer dans un autre Pays , attendu que chaque Pays ne comporte qu'un certain nombre de cultivateurs , qui déjà sont en possession du sol : d'ailleurs leurs effets mobiliers ne sont pas transportables comme l'argent , & ils ne pourroient , sans perte , les convertir en argent.

IL n'en est pas ainsi d'un commerçant considéré comme commerçant seulement , & abstraction faite des propriétés foncières qu'il peut avoir : chez quelque nation commerçante qu'il veuille s'établir , il trouvera place pour sa personne & pour sa profession ; son émigration est même d'autant plus facile , qu'il n'est étranger dans aucun des lieux où s'étendent les relations de son commerce , & souvent sa fortune est répandue beaucoup plus au-dehors qu'au-dedans.

LE commerçant , en sa qualité de su-

jet du commerce, d'homme attaché au service du commerce, n'appartient exclusivement à aucun Pays en particulier; il est nécessairement cosmopolite, parce qu'il est impossible que la profession ne le soit pas: en effet, le commerce extérieur se fait toujours entre plusieurs nations; ainsi le commerçant, comme instrument du commerce, est nécessairement aux gages de plusieurs nations à la fois, & son utilité est commune à toutes celles entre lesquelles se fait le commerce dont il est l'agent: qu'il soit Anglois, François, ou Hollandois, les échanges entre les nations qu'il sert en même-temps, doivent toujours se faire aux mêmes conditions pour elles, & leurs avantages réciproques doivent à cet égard être toujours les mêmes, pourvu qu'il ne leur vende pas plus cher, ou qu'il n'achete pas leurs productions à meilleur marché que ne feroient d'autres commerçants: aussi une grande liberté de commerce est-elle nécessaire pour mettre à l'abri de cet inconvénient.

QUAND un commerçant achete, il

ne considère point de quel Pays sont ses vendeurs ; quand il revend il ne considère pas plus de quel Pays sont les acheteurs : il n'est, & ne doit être occupé que de deux objets, du prix de ses achats, les frais compris, & du prix de ses ventes : tous les acheteurs & tous les vendeurs sont, & doivent être égaux à ses yeux ; de quelque nation qu'ils soient, sa profession les traite, & doit les traiter tous de la même manière ; aucun d'eux ainsi n'est par rapport à lui, comme commerçant, ni plus ni moins étranger que les autres ; il est donc, comme commerçant, véritablement cosmopolite, homme pour qui nulle nation n'est étrangère, & qui n'est étranger pour aucune nation.

UNE autre preuve que les commerçants nationaux ne sont point, en cette qualité, partie des hommes qui constituent l'Etat, c'est que leurs richesses mobilières & occultes, ne sont jamais *corps* avec les richesses de l'Etat, & même ne s'accroissent qu'aux dépens de celles de l'Etat. Il n'y a que les productions annuellement renaissantes dans l'Etat, qu'on

puisse regarder comme richesses pour l'Etat, en raison de la valeur vénale qu'elles ont dans le commerce. Cette sorte de richesses est la seule qui devienne disponible, & qui puisse contribuer aux charges de l'Etat : impossible d'établir des impôts sur les salaires ou bénéfices des commerçants : un tel impôt n'est pour eux qu'une augmentation de frais, dont il faut qu'ils soient indemnisés comme des loyers de leurs magasins, & des autres dépenses qu'ils sont obligés de faire. Mal-à-propos s'imagine-t-on qu'un impôt sur eux diminue leurs bénéfices : ceux-ci sont réglés par la concurrence ; subsistent ainsi nécessairement & indépendamment des frais dont ils ne peuvent se dispenser : s'ils se ressentent d'un tel impôt, ce ne peut être qu'autant qu'ils augmentent tellement leurs frais que les consommations en soient sensiblement diminuées : ils gagnent moins alors, parce qu'il y a moins de consommateurs en état de les employer.

JE NE m'arrêterai pas plus longtemps sur cette vérité que j'ai déjà démontrée dans les Chapitres où j'ai traité de l'impôt :

de l'impôt : j'ai fait voir que ces sortes d'impôts *indirects* retombent toujours & nécessairement sur les produits de la culture ; mais ce que je dois ajouter ici , c'est que si des besoins urgents mettoient l'Etat dans la nécessité de chercher des ressources en argent , il n'auroit aucun moyen pour se procurer l'argent de ses commerçants nationaux à meilleur compte que celui des commerçants étrangers : ces deux richesses en argent ne lui appartiennent donc pas plus l'une que l'autre ; au-lieu que dans un tel cas les revenus des propriétaires fonciers lui préparent des secours qu'ils ont intérêt de ne pas lui refuser , parce qu'il importe à la sûreté de leur propriété de les accorder.

Nous avons vu précédemment que le produit net des terres est la seule richesse disponible dans une nation : l'intérêt commun du Souverain & de cette nation est donc d'avoir le plus grand produit net possible ; or , ils ne peuvent obtenir cet avantage , qu'en retirant le plus grand prix possible de leurs productions. Le commerçant , au-contre,

quoique national, a un intérêt tout opposé; car ce qu'il gagne est en diminution de ce même prix, & par conséquent du produit net qui fait la richesse unique du Souverain & de la nation.

LE commerçant, considéré relativement à la nature de ses richesses, est donc cosmopolite, comme il l'est à raison de sa profession. Le terme de cosmopolite ne doit point être regardé comme une injure : je parle ici des choses & non des personnes ; de la profession du commerçant, & point du tout de ceux qui l'exercent ; il se trouve souvent parmi eux d'excellents patriotes, nous en avons des exemples, & j'en ai même quelquefois été témoin, tandis qu'il s'en trouve de très-mauvais parmi les hommes attachés au sol par un droit direct ou indirect de propriété, ainsi que par leur profession. La bigarure des sentimens, des affections purement morales ne doit être ici d'aucune considération : nous sommes partis de l'ordre physique, & nous n'envisageons les hommes que dans les rapports physiques qu'ils ont entre eux, parce que ces rap-

ports sont les seuls qui soient évidents , qui ne varient point , & qu'on puisse calculer avec sûreté.

LE nom de cosmopolite que je donne ici aux commerçants doit également convenir à un militaire considéré comme militaire uniquement ; à un savant considéré comme savant ; à tout homme dont la profession peut s'exercer partout. Celle du commerçant differe seulement des autres , en ce qu'il lui est impossible de servir une nation sans en servir une autre en même-temps , & que ses opérations sont naturellement & nécessairement établies sur les territoires étrangers comme sur celui de sa nation.

QU'ON ne m'impute donc point de vouloir déprimer les commerçants : non-seulement je crois toutes les professions utiles ; mais j'honore même la leur en particulier ; elle est peut-être la seule où l'on puisse trouver les grands procédés de la bonne foi ; cette franchise qui ne se dément jamais ; cette confiance si respectable , qui fait que la parole est un contrat ; qui tient lieu de gages , de sûreté ; qui par les facilités qu'elle met dans

les négociations, accélère & multiplie nos jouissances. Aussi cette profession est-elle précieuse à raison des talents qu'elle exige, des vertus morales qu'elle suppose, des services qu'elle rend à l'humanité : c'est par son entremise que toutes les parties de la terre s'entre-tou- chent ; que chaque climat parvient à s'approprier les productions & l'indu- strie des autres climats ; que les hommes se sentent unis les uns aux autres par le lien de leur intérêt commun ; que la so- ciété générale enfin développe tous ses avantages, & nous fait jouir de tout le bonheur qui nous est destiné.

TELLE est l'idée que nous devons nous former des vrais commerçants : mais en même-temps que je rends à cette profession l'hommage qui lui est dû, je me fais un devoir, pour elle-même, de ne point dénaturer ses intérêts, de ne point les faire sortir du rang où est or- dre immuable, l'ordre essentiel des so- ciétés les a placés ; ce seroit leur ren- dre un mauvais office : au-lieu d'être les amis & les associés des autres hom- mes, ils deviendroient leurs ennemis.

Je dis donc que malgré l'utilité dont ils sont, ils ne forment dans la société générale qu'une classe d'hommes salariés par tous les autres hommes, & servant toutes les nations indistinctement, tous les premiers propriétaires des choses commercables. Dans cette position il est évident que les intérêts particuliers des commerçants nationaux ne sont point cet intérêt majeur que nous nommons l'intérêt du commerce ; que ce dernier au- contraire consiste principalement dans l'intérêt commun de ces premiers propriétaires, les seuls qui dans chaque nation forment essentiellement le corps politique de l'Etat, parce que tous les avantages de leur *existence sociale* sont attachés à la conservation de l'Etat, & des liens qui les tiennent unis à l'Etat.

Si le commerce extérieur étoit institué de manière que l'intérêt de ces premiers propriétaires fût sacrifié à celui des commerçants nationaux, la masse des reproductions, & par conséquent des choses commercables, diminueroit progressivement ; le commerce alors altéré

dans son principe , seroit lui-même l'instrument de sa ruine , & les commerçants enveloppés *nécessairement* dans ce désordre général , deviendroient bientôt les victimes de leurs intérêts mal entendus.

Si au-contre le commerce favorise , comme il le doit , l'intérêt de ces mêmes propriétaires , on peut compter sur les plus grands efforts possibles pour féconder la reproduction , par conséquent sur la plus grande abondance possible des choses commerçables ; les moyens de consommer se multipliant ainsi de toutes parts , chaque nation s'assure le plus grand commerce possible ; & dans ce cas les profits des commerçants doivent se multiplier comme les consommations. Tel est donc l'avantage inestimable de l'ordre , qu'il n'est dans la société aucune classe d'hommes dont l'intérêt particulier , quand il est bien entendu , ne fasse partie de l'intérêt général , ou plutôt dont l'intérêt particulier , pour être bien entendu , ne doive être parfaitement d'accord avec l'intérêt commun de toutes les autres classes.

PLUS vous creuserez cette réflexion, & plus vous trouverez que l'ordre de la nature ramene à l'unité toutes les sociétés particulières, & même toutes les classes particulières de chaque société; qu'elles peuvent se différencier par les fonctions, mais jamais par les intérêts; que sur ce dernier article les hommes sont tous associés par une nécessité naturelle & impérieuse à laquelle ils ne peuvent se soustraire; qu'il est dans cet ordre immuable qu'ils soient tous utiles les uns aux autres, qu'ils jouissent tous les uns par les autres, qu'ils se servent tous mutuellement pour l'augmentation commune de leurs jouissances: si quelques-uns d'entre eux veulent s'écarter de cet ordre essentiel, se séparer de cette société générale, isoler leurs intérêts particuliers, les détacher de l'intérêt commun des autres hommes, tous leurs intérêts alors s'entre-choquent, & se nuisent réciproquement: troublés par les contradictions dans lesquelles ils tombent à chaque pas, ils ne se proposent plus de remédier à un désordre que par un autre désordre; bientôt

l'art de s'entre-nuire devient l'étude dont chacun croit devoir s'occuper ; & de cette étude on voit naître des principes politiques qui ne peuvent servir qu'à augmenter la confusion & les maux qui en résultent nécessairement.

LA manière dont l'intérêt bien entendu des commerçants tient à l'intérêt commun des autres hommes, sappe par les fondemens tout système qui tend à concentrer le commerce d'une nation dans une classe particulière de commerçants, pour en exclure toutes les autres classes ; par ce moyen vous diminuez la concurrence, vous l'énervez ; elle n'a plus assez de force pour obliger les agents de votre commerce de tenir au rabais leurs salaires ou leurs profits : de-là s'ensuit que les consommateurs nationaux achètent plus cher & vendent à plus bas prix. Ainsi la plus grande liberté possible du commerce est évidemment le moyen unique de concilier l'intérêt particulier des commerçants nationaux avec l'intérêt commun de la nation : sans cette liberté ces deux intérêts sont toujours & nécessairement en oppo-

sition ; dès-lors l'intérêt particulier se détruit lui-même en détruisant l'intérêt commun.

Qu'ON ne dise donc plus aux puissances foncières, aux nations agricoles & productives : « Voyez tel & tel peuple ; » voyez comme ils s'enrichissent par le » commerce ; & que leur exemple vous » apprenne que l'intérêt du commerce » est dans l'intérêt de vos commerçants. » Nous pouvons désormais leur répondre : il est naturel que chez un Peuple qui n'est composé que de commerçants, l'intérêt du commerce ne soit vu que dans l'intérêt particulier de ces mêmes commerçants ; puisque ces peuples n'ont d'autres revenus, que les salaires qui leur sont payés par les nations qui se servent d'eux pour commercer entre elles, toute leur politique, toutes leurs vues doivent se tourner vers l'augmentation de ces salaires ; mais chez les nations agricoles & productives, l'intérêt du commerce est *l'intérêt de la reproduction* ; car c'est par le moyen de la reproduction, & pour la reproduction, que le commerce est institué ; c'est sur

elles-mêmes que sont pris les salaires ou les bénéfices des commerçants ; la diminution de ces mêmes salaires , est donc ce qu'elles doivent se proposer , parce que cette diminution devient pour elles augmentation de richesses.

DE tels peuples different des puissances *foncieres* , en ce qu'ils ne forment point de véritables corps politiques , au lieu que ces puissances ont une existence *physique* , & dont rien ne peut ébranler les fondements. En effet , chez ces peuples un commerçant ne tient à l'Etat par aucun lien qu'il ne puisse rompre *aisément* ; par-tout ailleurs il peut être également commerçant , faire les mêmes opérations & les mêmes profits. Il n'en est pas ainsi des hommes *vraiment nationaux* ; leurs intérêts les tiennent *attachés* au sol , de maniere qu'ils ne peuvent que perdre en s'expatriant. D'ailleurs un peuple de commerçants n'existe que par le commerce qu'il fait des productions étrangères ; commerce qui demain peut lui être enlevé par d'autres nations. Son existence politique dépend de quelques préférences qu'il peut

perdre d'un instant à l'autre ; ainsi le propre d'une puissance de cette espece est de pouvoir être détruite sans coup férir, & sans injustice.

UNE autre différence encore c'est qu'un peuple de commerçants, quels que soient leurs profits, ne peut jamais former un Etat riche, parce que la richesse des particuliers n'est point du tout celle de l'Etat : il est sensible qu'ils ne peuvent s'enrichir que par leurs économies ; or, l'autorité publique d'un Etat ne peut rien prendre sur le produit des économies ; car on n'économise que pour jouir ; & nécessairement vous devez cesser d'économiser, dès que les économies cessent de rester à votre profit. Ce n'est pas cependant que chez un peuple de cette espece, la richesse des particuliers ne puisse quelquefois permettre à l'Etat de faire de grands efforts ; mais cela ne peut avoir lieu que dans des temps d'une grande effervescence, d'un grand enthousiasme : ces sortes d'événements, qui sont des jeux de l'opinion, & qui tiennent à l'arbitraire, n'ont rien de commun avec un ordre immuable

qui renferme en lui-même le principe de sa durée.

IL n'y a donc que les nations agricoles & productives qui, en raison de leur territoire, puissent fonder une grande puissance, une puissance solide : chez elles la richesse de chaque particulier n'est point un bénéfice fait sur un autre particulier de la même nation ou sur un étranger ; elle ne peut croître que par une plus grande abondance ou par une plus grande valeur vénale de ses productions ; cet accroissement par conséquent ne peut avoir lieu, que la richesse personnelle du Souverain, ainsi que la richesse commune & disponible de la nation, ne croissent en même-temps. L'intérêt du commerce est donc pour une telle nation l'intérêt de la culture ; c'est là le seul & véritable objet qu'elle doit se proposer dans son commerce extérieur, si elle veut le faire servir à l'accroissement de sa richesse & de sa population. Or, il est évident que pour remplir cet objet, la plus grande liberté possible est celle qui convient à son commerce extérieur ; que ce n'est qu'à la fa-

veur de cette grande liberté, que le cultivateur peut être assuré du plus grand débit possible & au meilleur prix possible; conditions sans lesquelles la plus grande abondance possible des productions ne peut jamais avoir lieu, ni donner à aucune nation & à son Souverain, la plus grande richesse possible.

CHAPITRE XL.

Du meilleur état possible d'une nation ; en quoi il consiste ; besoin qu'il a de la plus grande liberté possible dans le commerce. Fausses idées sur l'argent & sur la richesse d'une nation : sa véritable richesse n'est qu'une richesse en productions. Une richesse en argent n'est que l'effet de la première , & ne s'entretient que par la première. Différences essentielles entre ces deux sortes de richesses.

LE COMMERCE n'est qu'un échange de valeur pour valeur égale. De cette définition a résulté 1°. qu'il n'y a que les premiers propriétaires des valeurs échangées qui fassent le commerce ; 2°. que l'intérêt du commerce n'est autre chose

que l'intérêt commun de ces premiers propriétaires ; 3°. que leur intérêt commun consiste à faire entre eux leurs échanges à moins de frais qu'il est possible ; à profiter ainsi , tant en vendant qu'en achetant , des prix que la concurrence fixe à chaque chose commerçable.

CES premières notions du commerce rapprochées de la véritable idée qu'on doit se former du meilleur état possible d'une nation , de celui qui convient le plus aux intérêts personnels du Souverain & à ceux de ses sujets , démontrent sans réplique , la nécessité dont il est que le commerce jouisse de la plus grande liberté. Vous ne pouvez trouver ce meilleur état possible , que dans *la plus grande richesse possible*. J'entends ici par le terme de *richesse* , une masse de valeurs *disponibles* , de valeurs qu'on puisse consommer au gré de ses desirs , sans s'appauvrir , sans altérer le principe qui les reproduit sans cesse.

LE meilleur état possible est évidemment celui auquel est attaché la plus grande somme possible de jouissances , & la plus grande sûreté ; il consiste donc dans la plus grande masse possible de

valeurs *disponibles* ; car ce sont les seules dont nous puissions toujours jouir , & sur lesquelles la sûreté puisse s'établir. Je dis que la masse des richesses disponibles est dans chaque nation la mesure de la sûreté politique , parce que c'est toujours en raison de cette masse , que croissent l'industrie , la population , & de plus cet intérêt que chacun prend à la conservation du corps politique ; intérêt qui naît naturellement de l'aisance dont nous jouissons , & qui nous rend capables de tous les sacrifices , de tous les efforts nécessaires à sa conservation.

LE sens dans lequel on doit prendre ici le terme de *richesse* étant ainsi déterminé , il devient évident que la plus grande richesse possible ne peut être que le résultat de la *plus grande abondance possible des productions nationales* , jouissant constamment de leur meilleur prix possible ; prix qui ne peut régner dans une nation , que par le moyen de la plus grande liberté possible dans son commerce. Prenez garde que je ne dis pas que le bon prix des productions ne peut s'établir que par un grand commerce ; mais bien *par une grande liberté*
de

de commerce, cette observation est importante; car le commerce n'a lieu qu'après que les prix ont été fixés par une concurrence qui ne peut résulter que de la liberté. Ainsi ce bon prix peut très-bien exister avec une grande liberté sans un grand commerce extérieur, mais jamais avec un grand commerce extérieur sans liberté.

Le bon prix des productions est une condition doublement essentielle pour se procurer une grande richesse: au moyen de ce que c'est lui qui fait que les productions nous enrichissent, il se trouve que nous lui sommes encore redevables de leur abondance: il est évident que sans un bon prix, les cultivateurs manqueront tout-à-la-fois de moyens & de bonne volonté pour provoquer l'abondance, dès que son produit net ne répondra point à la somme de leurs avances & de leurs travaux. Ainsi par les effets que le bon prix produit, nous pouvons juger de quelle importance est la liberté qui procure ce bon prix.

JE voudrois bien que mes lecteurs donnassent à cette vérité toute l'attention qu'elle mérite: je voudrois bien qu'ils

faussent que la richesse ne consiste que dans les valeurs *disponibles*, qu'on peut consommer sans aucun inconvénient ; par-conséquent, qu'il n'y a que le produit net des cultures qui soit richesse, parce qu'il est, dans la masse des reproductions, la seule partie dont nous puissions disposer pour nos jouissances : le surplus de cette masse n'est pas *disponible* pour nous ; il appartient à la culture ; c'est elle qui tous les ans doit le consommer ; nous ne pouvons le lui dérober, que nous n'en soyons punis par l'extinction de nos richesses.

RIEN de plus simple donc que l'enchaînement des vérités qui naissent ici les unes des autres : le seul produit net est richesse ; mais sans le *bon prix* & l'abondance, point de produit net ; or sans la liberté, point de bon prix, point d'abondance ; ainsi sans la liberté, point de produit net, point de richesse.

IL ne faut pas confondre cependant le *bon prix*, avec la cherté ; une marchandise est *chère* quand son prix est au-dessus de son niveau, quand il excède la mesure qu'il doit avoir, en proportion du prix des autres marchandises. J'ai

déjà fait voir que ce désordre ne peut être qu'accidentel & momentané. Ce qu'on appelle *cherté* ne peut donc être l'objet de nos spéculations ; elle contraste avec un ordre institué pour ne jamais varier , parce qu'il n'admet aucuns profits faits par les uns aux dépens des autres. Une marchandise peut être très-*chère* quoique son prix soit médiocre en lui-même ; elle peut aussi n'être pas *chère* , quoiqu'elle soit d'un grand prix. La *cherté* , qui n'est aussi qu'un *prix démesuré* , commence par être à charge aux acheteurs , & retombe ensuite sur le vendeur ; il ne peut plus trouver le débit de sa marchandise.

LE *bon prix* est tout l'opposé de la *cherté* : il est précisément le prix qui naturellement & nécessairement se trouve attribué par la concurrence à chaque marchandise , & en raison de ceux des autres marchandises. Ainsi quel qu'il soit , il est toujours proportionné , & jamais démesuré ; il est enfin ce qu'il doit être pour l'intérêt commun des vendeurs & des acheteurs.

L'ABONDANCE habituelle & constante suppose toujours le bon prix ; le bon

prix habituel & constant amène toujours l'abondance ; les deux forment ensemble ce qui constitue le meilleur état possible d'une nation. Il n'est point de vérités plus sensibles , plus évidentes par elles-mêmes ; & je ne crois pas qu'un homme raisonnable puisse élever quelque doute à cet égard. Mais ces principes admis , vous ne pouvez plus en rejeter les conséquences ; elles sont également marquées au coin de l'évidence : vous ne pouvez plus vous dispenser de convenir de la nécessité dont il est de procurer au commerce la plus grande liberté possible , afin que la plus grande concurrence possible vous fasse jouir du meilleur prix possible tant en vendant qu'en achetant.

QU'EST-CE que c'est que l'intérêt du commerce ? C'est l'intérêt de ceux pour qui se fait le commerce.

QU'EST-CE que c'est que la liberté du commerce ? C'est la liberté de ceux qui font le commerce , & qui sont les mêmes que ceux pour qui le commerce se fait.

POURQUOI cette liberté leur est-elle nécessaire ? Pour acheter & vendre au

prix qui convient le mieux à leurs intérêts.

QUEL est-il ce prix qui convient le mieux à leurs intérêts ? C'est celui que la concurrence assigne à chaque chose commercable, & qui ne peut être établi que par la concurrence.

PAR quelle raison ce prix est-il le plus avantageux à tous ceux qui commercent entre eux ? Parce qu'il est celui sans lequel les marchandises ne pourroient plus *s'entre-payer*, s'échanger les unes contre les autres ; au moyen de quoi bientôt les acheteurs manqueroient de vendeurs, & les vendeurs manqueroient d'acheteurs.

Qui sont donc ceux qui font le commerce, & pour qui le commerce se fait ? Ce sont les premiers propriétaires des choses commercables, ceux qui concourent à les faire renaître annuellement pour les échanger entre eux.

COMMENT enfin, le bon prix qu'ils retirent des productions, est-il un objet si important ? C'est que ce prix est nécessairement la mesure des efforts qu'ils feront pour accroître leurs cultures, les améliorer, les féconder ; il décide par

conséquent , de l'abondance des reproductions futures , de la richesse du Souverain & de la Nation : essayez maintenant de rompre la chaîne que ces vérités forment entre elles.

EN général , on n'a qu'une idée très-fausse de la richesse , & conséquemment du meilleur état possible d'une nation. Nombre de gens , par le terme de richesse , n'entendent autre chose que de l'argent ; ils se persuadent que l'argent est le *principe & la mesure de la prospérité d'une nation*. Il est pourtant vrai , & je l'ai déjà fait observer , qu'avec plus d'argent on peut être plus pauvre. On ne consomme point l'argent en nature ; une richesse en argent ne se réalise que par l'échange qu'on en fait contre des choses usuelles : cette richesse n'est donc point une richesse *absolue* , une richesse par elle-même ; elle n'est au-contraire qu'une richesse *relative* , une richesse dont la valeur dépend absolument de la quantité des choses usuelles qu'on peut se procurer en échange pour son argent.

UNE autre preuve encore que l'argent n'est ni le principe , ni la mesure de la prospérité d'une nation , c'est que l'ar-

gent ne multiplie point les choses usuelles ; mais les choses usuelles multiplient l'argent , ou du-moins lui impriment un mouvement qui tient lieu de sa multiplication : un seul écu qui change de main 100 fois , équivaut à 100 écus , & rend les mêmes services ; car il est parvenu successivement à représenter une valeur de 100 écus en marchandises. Qu'a-t-il donc fallu pour que les ventes de ces 100 parties de marchandises aient eu lieu ? Il a fallu ces 100 parties de marchandises , la liberté du mouvement nécessaire à leur consommation , & un seul écu. L'emploi qu'on a fait de ce seul écu , à l'occasion de ces 100 différentes ventes successives , pouvoit même se répéter pour 1000 , pour beaucoup plus encore ; & son utilité sera toujours la même , tant qu'il se trouvera dans le cas de servir de *gage intermédiaire* aux consommateurs qui auront des marchandises à échanger entre eux. Au moyen de ce seul écu & de 100 parties de marchandises , il s'est fait 100 ventes , 100 consommations , qui toutes ensemble ont valu 100 écus. Qu'on me dise à présent en quoi consistoit la

richesse des 100 consommateurs qui ont fait ces consommations ; si c'étoit dans le seul écu qu'un d'entre eux possédoit, qui existe encore parmi eux, & qui n'a servi qu'à faciliter leurs échanges par la circulation, ou si c'étoit dans les 100 parties de marchandises dont ils ont jouï, & qui avoient pour eux une valeur réelle de 100 écus.

Si vous êtes embarrassé pour décider cette question, changez l'espece ; donnez à ces consommateurs, 100 écus avec une seule des 100 parties de marchandises supposées ; calculez maintenant combien vaudra leur consommation : en-vain ferez-vous passer d'un acheteur à un autre, cette partie de marchandise ; certainement elle ne grossira point en changeant de main ; après 100 ventes & reventes, elle ne fera qu'une marchandise d'un écu, & ne pourra jamais occasionner qu'une consommation de la valeur d'un écu. Faites plus encore : supprimez cet écu ; laissez renaître annuellement les 100 parties de marchandises ; disposez les choses de manière qu'elles puissent être échangées en nature, & dites-moi si la

valeur de la consommation annuelle ne fera pas de 100 écus.

Qui ne fait pas que l'argent n'est qu'un moyen d'échange ? Que tous les jours même on le supplée par le crédit & le papier, de manière que les plus grandes affaires dans le commerce se font sans argent ? Mais tandis qu'il est divers expédients qui suppléent l'argent, il n'en est aucun pour suppléer les productions : quelle est donc la véritable richesse, ou de la chose dont on se passe très-bien, ou de celle dont on ne peut se passer ?

VOYEZ maintenant combien vous vous tromperiez grossièrement, si vous vouliez juger de la richesse d'une nation par la multitude des ventes & des reventes qui se font dans son intérieur, & par le plus ou le moins d'argent qu'elle peut posséder. Qui dit *richesse*, dit *moyen de jouir* ; & cette définition vous montre évidemment qu'il n'y a de *richesse* qu'un produit net, un produit disponible ; car il n'y a que ce produit qui puisse être consommé par nos jouissances.

DANS ces climats fortunés où des millions d'hommes vertueux & véritablement hommes, ont été inhumaine;

ment égorgés par des monstres qui se croyoient plus saints , plus parfaits ; où des furieux ont employé le fer & le feu , pour établir une religion qui n'est que de grace & d'amour , dans ces climats , dis je , l'or & l'argent n'étoient point une *richesse* , parce qu'ils n'étoient point *des moyens de jouir* , des valeurs représentatives des choses qui servent à nos jouissances : il est vrai qu'ils le sont devenus parmi nous ; mais lorsque nous les considérons comme une *richesse* , il ne faut point , dans nos idées , les détacher de leur ensemble ; les séparer de la véritable source qui nous donne les moyens de les acquérir , & de la manière dont nous pouvons en jouir.

QU'ON me permette de répéter ici que l'argent ne pleut point dans nos mains , ne croît point dans nos champs en nature : pour avoir de l'argent , il faut l'acheter ; & après cet achat , on n'est pas plus riche qu'on l'étoit auparavant ; on n'a fait que recevoir en argent , une valeur égale à celle qu'on a donnée en marchandises. Une nation agricole est très-riche , nous dit-on , quand on lui voit beaucoup d'argent ; on a raison

fans doute de le dire ; mais on a tort de ne pas voir aussi qu'avant d'acquérir cet argent, elle étoit également riche, puisqu'elle possédoit les valeurs avec lesquelles elle a payé cet argent ; elle ne peut même jouir de cette richesse en argent, sans la faire disparoître pour toujours, à moins qu'elle ne l'entretienne par la reproduction des valeurs dont la vente ou plutôt l'échange lui ont procuré une richesse en argent. Cette richesse en argent n'est ainsi qu'une richesse seconde & représentative de la richesse première à laquelle elle est substituée.

IL est donc évident que ceux qui ; pour apprécier la richesse d'une nation, ne font attention qu'à la quantité d'argent qu'elle possède, prennent l'effet pour la cause ; car une *richesse en argent n'est que l'effet d'une richesse en productions, converties en argent par le moyen des échanges*. Entre ces deux sortes de richesses il est une grande différence : la richesse en argent séparée de la source qui la reproduit pour vous, se dissipe par vos dépenses, de sorte que vous ne pouvez en jouir, sans vous appauvrir ; elle n'est ainsi que passagere ;

au-lieu que la richesse en productions se nourrit & se perpétue par la consommation même, tant que cette consommation n'est point de nature à altérer les causes naturelles de la reproduction.

UNE autre différence encore ; c'est que par la raison qu'on ne peut faire de l'argent le même usage qu'on fait des productions ; qu'il ne nous sert, qu'autant que nous l'échangeons contre les choses qui, par elles-mêmes & immédiatement, satisfont à nos besoins, il se trouve que *plus une nation a de productions, & moins elle a besoin d'argent pour jouir ; plus au-contre elle a d'argent, & plus elle a besoin de productions pour le convertir en jouissances.* Ainsi celles qui recueillent chez elles beaucoup de productions, & dont le commerce tant intérieur qu'extérieur se fait avec une grande liberté, auront toujours assez d'argent ; tandis que celles qui ne recueillent qu'une quantité médiocre de productions, sont obligées, pour jouir, de faire le sacrifice de leur argent.

JE fais bien cependant que par leurs grandes économies, disons le mot, par

leurs privations , des peuples dépourvus de productions , & ne faisant commerce que de leur main-d'œuvre , de leur industrie, peuvent parvenir à thésauriser , à se former une grande richesse pécuniaire ; mais *impossible à eux de la conserver* , *s'ils veulent en jouir* : en effet qu'est ce qui leur aura procuré cette richesse pécuniaire ? *Les privations* auxquelles ils se seront soumis : si donc les *privations* cessent , voilà la source de leur richesse absolument tarie ; il faut *nécessairement* que leurs jouissances les appauvrissent. La singulière richesse , que celle dont on ne peut jouir qu'on ne l'anéantisse sans retour ! telle est pourtant une richesse en argent , quand elle se trouve isolée , & séparée d'une richesse en productions annuellement renaissantes : aussi , tout peuple qui ne possède qu'une richesse en argent , doit-il régler ses dépenses avec une économie qui ne convient point aux nations agricoles & productives : ceux-là s'enrichissent *en ne consommant point* ; & celles-ci se procurent , par la voie de la reproduction , une richesse *disponible*

qu'elles perpétuent *par la consommation même* qu'elles en font.

UN homme a gagné par son industrie 100 mille francs : que fait-il pour en jouir ? Il les échange contre une autre espèce de richesse qui puisse lui donner une reproduction annuelle de 4 ou 5 mille livres ; par ce moyen , il fait tous les ans , & sans jamais s'appauvrir , une consommation de 4 ou 5 mille livres. Cet usage constant nous montre bien qu'une richesse en argent n'est point une véritable richesse ; n'est point une richesse dont on puisse jouir sans inconvénient , à moins qu'elle ne soit l'effet d'une richesse en productions.

CHAPITRE XLI.

Suite du Chapitre précédent. Erreurs contraires aux vérités qui y sont démontrées. Balance du Commerce. Fausseté des systèmes établis à cet égard : leurs contradictions, & les préjudices qu'ils causent à une Nation & à son Souverain. Fausse spéculation sur l'accroissement annuel de l'argent en Europe ; comme cet accroissement doit nécessairement se partager entre les Nations commerçantes. Nécessité de la libre circulation de l'argent. Comment sa masse peut grossir dans une Nation & en indiquer la richesse.

JE l'ai déjà dit, & je le redis encore : les erreurs forment entre elles une chaîne

ne comme les vérités : c'est parce qu'on a pris l'argent pour le principe & la mesure de la prospérité d'une nation, que les politiques ont adopté comme une *maxime d'Etat*, que le commerce extérieur n'étoit avantageux qu'autant qu'il faisoit entrer beaucoup d'argent chez une nation sans l'en faire ressortir : de-là, le système de toujours vendre & de ne jamais acheter, du moins, de vendre beaucoup & d'acheter peu des étrangers ; de-là, l'invention de ce qu'on a nommé la balance du commerce ; de cette manière de comparer la somme des ventes en argent avec celle des achats en argent, pour juger, par le résultat de cette comparaison, à qui restoit l'avantage du commerce ; de-là, pour tout dire enfin, cette idée chimérique de commercer avec les autres nations pour gagner sur elles, pour s'approprier une partie de leur argent. Mais que dis-je ? Une partie ? C'est la totalité que cette fausse politique doit se proposer de dévorer ; car un tel système n'a point de bornes ; personne ne peut marquer le point fixe auquel ses spéculations doivent s'arrêter ; dès qu'on admet qu'il est

utile de *gagner* sur les autres nations , cette utilité doit *nécessairement* être toujours la même ; il faut donc étendre *nécessairement* aussi cette spéculation jusqu'à faire passer chez vous tout l'argent qu'elles ont chez elles ; il faut en un mot , que dans votre système , elles ne cessent de perdre , jusqu'à ce que vous les ayez réduites à une *impuissance absolue* d'alimenter vos profits en argent.

EH bien , aveugle & cupide politique , je vas combler vos vœux : je vous donne toute la quantité d'argent qui circuloit chez les nations avec qui vous commerciez : la voilà rassemblée chez vous ; que voulez-vous en faire ? Je vois déjà que vous avez perdu autant de consommateurs étrangers que vous en avez ruiné : vous en aviez besoin cependant ; & faute de ces consommateurs , qui ne peuvent se remplacer pour vous , il va se faire un vuide dans la consommation de vos productions ; une partie doit rester invendue , & dégénérer en superflu ; dès-lors vos cultivateurs vendent , non-seulement en moindre quantité , mais encore à moindre prix ; car l'effet de la sur-abondance est de faire diminuer les

prix ; elles ne renaîtront plus pour nous ces productions qui sont réduites à manquer de débit.

VOILA donc le désordre dans la classe qui chez vous reproduit les valeurs disponibles ; voilà qu'une portion de vos terres va rester en friche ; que la diminution de la masse de vos productions va en occasionner une proportionnelle dans votre population ; avec une plus grosse masse d'argent , vous allez avoir moins de valeurs renaissantes , moins de travaux , moins d'hommes entretenus , moins de revenus réels , moins de moyens de jouir pour le Souverain & pour les propriétaires fonciers ; quel avantage l'accroissement de cette masse d'argent vous aura-t-il donc procuré ? Celui d'être obligé d'employer 100 écus pour payer ce qui ne se vendoit que 10 ; mais en cela je ne vois qu'un fardeau de plus , qu'un embarras de plus dans votre commerce intérieur.

IL est pourtant encore d'autres inconvénients attachés à cette révolution : 1°. Votre nouvelle opulence invite toutes les nations à venir reprendre sur vous par la force , ce que vous leur avez

enlevé par votre politique spoliatrice. En second lieu, la cherté excessive de tout ce qui se vend dans votre intérieur, est garante que malgré toutes les précautions que vous pourrez prendre, il entrera chez vous une grande quantité de marchandises étrangères, qui ne seront point échangées contre les vôtres, parce que les vôtres sont trop chères, mais bien contre votre argent, parce qu'il est à bas prix. Par cette voie, votre argent, tel qu'une rivière, qui ne pouvant plus être contenue dans son lit, s'éleve au-dessus des digues qu'on lui oppose, se déborde, & répand ses eaux de tous côtés, votre argent, dis-je, refluera chez tous les étrangers qui ne cesseront d'introduire clandestinement chez vous des marchandises; ce même argent alors ne reviendra plus à votre classe productive; celle-ci verra ses ventes diminuer d'autant; nouvel échec dans les revenus du Souverain & des propriétaires fonciers; nouvelle cause de dépérissement de votre agriculture; nouvelle diminution dans la masse de vos productions & dans votre population: tel est l'ordre de la nature, que vous ne pou-

vez le violer qu'à votre propre préjudice.

JE ne finirois point si je voulois parcourir tous les inconvénients inséparables de la prétendue fortune que vous venez d'acquérir par votre commerce extérieur, ou plutôt dont je viens de vous faire un présent funeste ; il me suffit de vous faire observer qu'à peine est-elle faite, qu'elle se change en appauvrissement ; que votre ruine est une suite nécessaire de vos succès : ils sont donc des désordres, puisqu'ils portent avec eux leur punition.

POUR combattre d'une manière plus victorieuse encore les idées bizarres qu'on s'est formées de la balance du commerce, & des avantages qu'on a cru trouver à rendre aux étrangers moins d'argent qu'on n'en reçoit d'eux, perdons de vue la brillante & chimérique hypothèse que je viens de présenter, suivons pas à pas les systèmes de la politique à cet égard, & voyons s'ils ne seroient point impossibles dans leur exécution.

LE commerce extérieur ne peut faire entrer chez une nation plus d'argent

qu'il n'en fait ressortir, qu'autant qu'elle porte aux étrangers plus de marchandises que d'argent, & qu'en retour elle en reçoit plus d'argent que de marchandises. Mais si chaque nation policée ou soi-disant, adopte la même politique, il n'est plus possible qu'il se fasse entre elles aucun commerce; toutes n'auront que des marchandises à vendre pour de l'argent, & aucune ne voudra donner son argent en échange des marchandises des autres. Comme une telle politique est contre nature, comme elle fait violence au penchant naturel qui porte les hommes à vendre pour acheter & jouir, qu'ainsi elle ne peut s'établir qu'en détruisant toute liberté; chaque gouvernement fera valoir sa politique par les prohibitions & la force qu'il emploiera pour les faire observer: dans cette position respectueuse, la société des nations n'existe plus; les voilà rivales, jalouses, ennemies les unes des autres; bientôt des guerres cruelles & destructives viendront les punir de leurs contraventions à l'ordre essentiel de cette société.

PLUS nous analyserons cette politique, & plus ses contradictions se mul-

tiplieront à nos yeux : nous venons de la voir anéantissant tout commerce, quoique son but soit de faire de grands profits en argent par le commerce; examinons présentement dans le détail, quels moyens elle emploie pour se ménager ces mêmes profits.

LE commerçant, agent intermédiaire du commerce extérieur, est un homme qui doit être indemnié de tous ses frais; il lui est dû en outre, des salaires, & des intérêts pour toutes les sommes qu'il est dans le cas d'avancer : lorsqu'en retour des productions exportées, il rapporte des marchandises étrangères, toutes les reprises de ce commerçant lui sont payées *en commun*, par la nation dont il exporte les productions, & par les étrangers dont il fait consommer aussi les marchandises. Mais lorsqu'en échange des productions exportées, il ne rapporte que de l'argent, ces productions deviennent le seul objet sur lequel ses reprises puissent s'exercer : quoique ses voitures ou ses vaisseaux reviennent à vuide, il n'en fait pas moins les mêmes frais pour leur retour, si vous en exceptez ceux qui sont particulière-

ment occasionnés par les chargements & les déchargements, & ce sont des articles peu importants. Ce n'est donc que sur le prix de ces mêmes productions exportées, qu'il peut prendre tout ce que ses opérations lui donnent le droit d'exiger. Cela posé, il est de toute nécessité qu'il achete d'autant moins cher les productions qu'il exporte; car il ne peut les revendre chez les étrangers qu'au prix courant du marché général: ainsi le propre de cette façon de commercer est de faire baisser *nécessairement* le prix de ces productions dans l'intérieur de la nation cultivatrice qui en est première propriétaire.

CET inconvénient ne frappe pas sur les seules productions exportées, il affecte encore toutes celles qui se consomment chez cette nation, 1°. Parce qu'une même espèce & qualité de marchandise n'a qu'un même prix courant pour tous les acheteurs; 2°. Parce qu'il règne habituellement un équilibre nécessaire entre les valeurs vénales de toutes les productions d'une nation: ainsi par la seule raison que les productions exportées perdent une partie du prix qu'el-

les devroient avoir dans les mains des premiers vendeurs, toutes les autres productions : quoique consommées dans l'intérieur de la nation, sont contraintes de subir le même sort. Jugez maintenant quelle doit être la diminution des revenus communs du Souverain & des propriétaires fonciers : heureux encore si cette perte étoit la seule que cette fausse politique leur fait éprouver, mais nous en découvrirons d'autres dans un moment.

VOICI donc que, déduction faite des reprises des commerçants, la valeur des productions exportées revient en argent : il s'agit de savoir ce qu'il va devenir.

QUELLE que soit cette somme d'argent, elle n'est que le représentant d'une valeur semblable en productions cueillies sur le territoire de la nation qui les vend, & consommées par l'étranger qui les achete. Cet argent se distribue donc à tous les premiers propriétaires de ces productions : ainsi par le moyen de cet échange, s'il pouvoit se renouveler tous les ans, il se trouveroit que l'étranger seroit assuré d'un revenu annuel en productions,

productions , quoiqu'il n'en cueillît point , & que la nation supposée ne se verroit qu'un revenu annuel en argent , quoiqu'elle cueillît ces mêmes productions. Qu'on me dise donc de quelle utilité lui sera ce revenu en argent , si elle ne le convertit pas en choses usuelles , en choses propres à procurer des jouissances. Mais si elle veut faire cette conversion , comment pourra-t-elle y parvenir , puisque les choses usuelles ne se trouvent plus chez elle , & qu'elle ne veut point acheter de celles qui sont chez l'Etranger ?

PEUT-ÊTRE me demandera-t-on pourquoi il ne se trouve plus dans cette nation une quantité de choses usuelles dans l'achat desquelles elle puisse dépenser son revenu en argent ; mais la raison en est bien simple : puisqu'elle a vendu aux étrangers une portion de marchandises pour de l'argent , cela fait qu'il se trouve chez elle plus d'argent & moins de marchandises ; qu'ainsi la somme d'argent qu'elle a reçue de l'étranger , ne peut plus trouver à s'employer. Développons cette vérité , car elle est d'une grande importance.

DISTRACTION faite de la portion des denrées que le Souverain, les propriétaires fonciers & les cultivateurs consomment en nature, divisons les productions en deux parties, dont l'une est vendue aux étrangers, & l'autre à la classe industrielle. Sur la partie que cette classe achete, elle doit prendre toutes ses consommations, & le surplus doit être revendu par elle en argent, aussi cher qu'elle l'a payé. Si elle le revend moins, elle se ruine, & ce commerce ne pourra bientôt plus avoir lieu; si elle le revend plus, elle s'enrichit aux dépens du Souverain & des propriétaires fonciers; elle diminue la masse du produit net, & altere un des principes de la reproduction. Ainsi pour que personne ne soit lésé, l'ordre veut que l'argent déboursé par la classe industrielle lui revienne, mais aussi qu'il ne revienne que la même somme, & que par ce moyen il se fasse une circulation qui ne puisse jamais être interrompue.

LES premiers propriétaires des productions vendues à la classe industrielle doivent donc avoir dans leurs mains, l'argent qui suffit à payer les ouvrages

que cette classe se trouve à son tour avoir à leur vendre ; par-conséquent celui que ces propriétaires reçoivent de l'étranger , ne peut plus trouver à s'employer dans la nation. Dans une telle position il est moralement impossible qu'ils n'achètent pas à l'envi les ouvrages de la classe industrielle , & qu'ils ne les fassent pas renchérir fort au-dessus du prix que ces ouvrages devoient naturellement avoir ; car dans le cas supposé toute autre jouissance leur est interdite , & la concurrence des vendeurs étrangers ne vient point donner des loix à la cupidité des vendeurs nationaux de ces mêmes ouvrages.

DEUX effets doivent alors *nécessairement* résulter de ce renchérissement : une double diminution dans la richesse & les jouissances du Souverain & des propriétaires fonciers , & l'enrichissement de la classe industrielle à leur préjudice. Ces conséquences paroissent peut-être un peu précipitées ; mais voici le développement méthodique & graduel des liaisons qu'elles ont avec leur principe.

LE renchérissement des travaux de la

main-d'œuvre ne produit-il pas le même effet qu'une diminution réelle du revenu des propriétaires fonciers & du Souverain ? Voilà donc déjà une première perte. Mais ce renchérissement peut-il avoir lieu sans frapper aussi sur les cultivateurs, & par-contre-coup, sur les avances de la culture ? Voilà donc encore une seconde perte ; car de cette charge indirecte sur les avances de la culture, résulte une diminution dans la masse des productions ; diminution qui, comme nous l'avons déjà fait voir, doit être entièrement supportée par les copropriétaires du produit net.

LE résultat d'un tel système est donc tel que je viens de le présenter : il doit opérer l'appauvrissement du Souverain & des propriétaires fonciers, & l'enrichissement de la classe industrieuse à leurs dépens. Mais comme tout se tient, & qu'il n'est point de désordre qui n'ait ses contre-coups, il nous faut encore examiner qui sont ceux de ce dernier inconvénient. Je demande donc quel usage la classe industrieuse fera de l'argent qu'elle gagne ainsi chaque année sur les premiers propriétaires des produ-

ctions : certainement elle ne l'emploiera point en acquisitions de terres ; car dans notre hypothèse , l'état du propriétaire foncier est un mauvais état , au-lieu d'être le meilleur état possible. Il faudra donc que les agents de l'industrie , à mesure qu'ils auront fait fortune , aillent avec leur argent s'établir chez l'étranger.

EN dernière analyse ; que gagnez-vous donc à vouloir toujours vendre aux étrangers sans rien acheter de leurs marchandises ? Vous leur échangez vos consommations , vos jouissances pour de l'argent que vous ne pouvez conserver , & qui ressortira de vos mains sans qu'il ait pu vous être utile. Cependant pour acheter ce triste & ridicule avantage , vous commencez par enlever à vos productions une portion de la valeur vénale qu'elles devroient avoir ; vous aggravez cette perte pour leurs premiers vendeurs , en faisant renchérir le prix qu'ils sont obligés de mettre aux ouvrages de la main-d'œuvre ; vous altérez ainsi la masse des reproductions en faisant supporter aux avances de la culture une

partie du poids de ce renchérissement ; comptez-bien ; vous allez trouver le Souverain & les propriétaires fonciers grévés de trois manières ; ils le sont par la diminution du prix des productions ; ils le sont par une autre diminution dans leurs récoltes ; ils le sont par le renchérissement d'une partie des choses qu'ils sont obligés d'acheter. Livrez-vous à tous les jeux de votre imagination ; choisissez entre toutes les suppositions que vous pourrez inventer ; je vous défie d'en trouver une qui puisse vous mettre à l'abri de tous ces inconvénients à la fois.

TOUTES les différentes dispositions auxquelles l'imagination puisse se prêter un moment, se réduisent aux deux que voici : que les ouvrages de l'industrie ne renchérisent point, ou que s'ils renchérisent, les productions renchérisent à proportion.

Si les ouvrages de l'industrie ne renchérisent point, l'argent provenant des ventes faites à l'étranger est donc destiné à rester oisif dans les mains des premiers propriétaires des productions ;

ne leur procurer aucunes jouïssances. Mais dans ce cas pourquoi veut-on qu'ils achètent, *par des privations*, un argent qui doit n'être pour eux d'aucune utilité ? Un tel argent n'est plus une richesse, dès qu'il n'est plus un *moyen de jouir* ; cet état au-contraire est un appauvrissement très-réel ; car *être pauvre c'est être privé des moyens de jouir*.

L'AVARE, cet esclave d'une passion qui le laisse manquer de tout pour enfouir son argent, est très-véritablement pauvre : nous plaignons son aveuglement, & cependant le système de ce malheureux n'est en petit que ce que votre système politique est en grand ; car s'il est bien que les co-propriétaires du produit net se privent du quart ou du tiers de leurs jouïssances pour s'enrichir en argent, il sera mieux encore qu'ils se privent de la totalité pour augmenter chez eux ce même argent. D'après les impulsions des mobiles qui sont en nous, les hommes ne sont avides des richesses en argent, que parce qu'ils sont avides des jouïssances qu'on obtient par le moyen de ces richesses : tous desirent

ainsi de s'enrichir pour jouir ; mais dans le système factice de notre politique , il faut renoncer à jouir pour s'enrichir ; cette seule contradiction suffit pour caractériser son absurdité.

VOTRE seconde ressource est de supposer que l'augmentation du prix des productions suivra celle du prix de la main-d'œuvre : ne vous égarez pas ici dans de vains raisonnements ; cette supposition est physiquement impossible : vous avez besoin des étrangers pour opérer la consommation totale de vos productions puisque vous leur en vendez tous les ans une partie ; mais vous ne pouvez les leur vendre au dessus du prix courant du marché général , & sur ce prix , il faut que les commerçants prélèvent toutes les reprises qu'ils ont à faire ; car les étrangers , qui ne vous vendent rien , ne payent pour vos productions , que le prix courant du marché général , & rien de plus. Or , il est constant que le consommateur national n'achètera pas dans son propre Pays , plus cher que le consommateur étranger ; que si ce dernier cesse d'acheter , vous manquez

manquez d'un débit suffisant pour vos productions ; & que toutefois que la reproduction excède la consommation , le prix de la marchandise sur-abondante doit diminuer au-lieu d'augmenter. Cette supposition renferme ainsi deux choses absolument contradictoires ; le renchérissement de vos productions , & néanmoins la continuation de leur vente aux étrangers.

Si je voulois analyser plus particulièrement cette même supposition , j'y trouverois encore d'autres contradictions ; mais celle-ci suffit : revenons donc à votre première hypothèse , & supposons , contre toute vraisemblance , que le produit en argent des ventes faites à l'étranger reste oisif dans les mains du Souverain , & des propriétaires fonciers , & qu'au moyen de son oisiveté , les ouvrages de l'industrie ne soient vendus qu'à leur prix naturel & nécessaire : dans ce cas même , le moins défavorable de tous , vos prétendus avantages ne seront pas de longue durée : par la raison que les étrangers ne vous vendent rien , leur richesse en argent diminue *nécessaire-*

ment ; bientôt ils sont forcés d'acheter une moindre quantité de vos productions , ou de vous en donner un moindre prix , ou plutôt même de faire les deux à la fois : de toute façon , la diminution du produit de vos ventes est un malheur inévitable pour vous ; & ce malheur est d'autant plus grand , qu'il entraîne après lui une autre perte bien plus grande encore ; il enlève à toutes les productions qui se consomment dans l'intérieur de la nation , une partie du prix courant qu'elles avoient ; car encore une fois , le prix courant est un prix commun pour tous les acheteurs , & toutes les valeurs vénales ont entre elles un équilibre habituel & nécessaire ; le prix des unes décide du prix des autres.

IL est donc évident que cette diminution de la valeur vénale & du débit de toutes vos productions doit être progressive ; ainsi pour peu qu'un tel désordre continuât , tout le territoire de votre Nation se trouveroit en non-valeur ; alors il ne vous faudroit que des yeux pour voir évidemment que la manière dont vous comptez vous enrichir aux

dépens des autres nations, n'est qu'un secret pour ruiner le Souverain & l'Etat.

UNE objection à laquelle je m'attends, c'est que la masse de l'argent croissant d'année en année dans notre continent, le système en question peut, sans nul inconvénient, se réduire à s'approprier cet accroissement, du-moins pour la majeure partie : je le veux bien, mais à condition que ce sera pour en jouir ; car enfin, *jouir* est le motif & l'objet ultérieur de tous nos travaux, de toutes nos spéculations : aussi voyons-nous qu'en général, si quelqu'un suspend ses jouissances, ce n'est que dans la vue d'augmenter ses jouissances à venir.

CEPENDANT si vous prétendez jouir de cet accroissement d'argent, sans le faire repasser aux étrangers ; si vous comptez toujours qu'ils acheteront de vous beaucoup plus qu'ils ne vous vendront ; si vous parvenez, en un mot, à augmenter la masse de votre argent bien au-delà de ce qu'elle augmente chez les autres nations, toutes proportions gardées, il

en résultera que cet argent diminuera chez vous de valeur vénale, tandis qu'il conservera toujours sa même valeur vénale dans les autres pays; je veux dire, qu'à mesure que vos richesses en argent se multiplieront, il en faudra donner une plus grande quantité en échange des choses usuelles; mais sitôt qu'il faudra deux écus pour acheter de vous ce qui ne se vend qu'un écu chez les autres, ils vendront, & vous ne vendrez plus; ainsi vos marchandises qui se consommoient au-dehors, resteront invendues: les suites funestes de cet engorgement vous feront bientôt connoître que ce que vous avez regardé comme un bien, est pour vous le principe de beaucoup de maux; qu'il est une proportion naturelle, suivant laquelle chaque nation commerçante doit participer à l'accroissement annuel de l'argent en Europe; que prétendre excéder cette proportion, est une spéculation dont le succès ne peut être ni durable ni avantageux.

OBSERVEZ cependant qu'une nation qui n'auroit que de l'argent à vendre, formeroit une exception à la loi com-

mune, qui regle entre les nations commerçantes, le partage à faire dans l'accroissement de l'argent. Plus l'argent se multiplie, & plus il perd de sa valeur vénale, tandis que les autres marchandises augmentent de valeur *par rapport à lui* : cette contrariété de progression dans les révolutions des valeurs seroit évidemment au détriment de la richesse d'une nation qui ne *cueilleroit* chez elle que de l'argent : obligée de le *cultiver* par l'entremise des productions étrangères, d'année en année les frais de cette *culture* augmenteroient pour elle, tandis que la valeur vénale de l'argent qu'elle *récolteroit* diminueroit ; elle s'appauvrirroit de jour en jour.

JE n'ai jamais conçu comment la politique pouvoit s'occuper sérieusement des moyens d'augmenter chez une nation la masse de l'argent. Je conçois bien moins encore, qu'elle puisse se proposer d'obtenir cette augmentation par l'enchaînement de la liberté de son commerce : l'accroissement annuel de cette masse d'argent dans chaque nation commerçante, est un effet naturel & néces-

faire de cette liberté ; & ce n'est que par cette liberté qu'il peut s'opérer.

LES nations qui exploitent les mines d'or & d'argent, multiplient ces matieres dans notre continent. Cette exploitation les met dans le cas de faire une grande consommation de productions étrangères ; & quand elles ne seroient pas obligées d'envoyer ces productions dans les lieux d'où elles tirent l'or & l'argent, il est évident que pour convertir ces matieres en jouissances, elles seroient encore dans la nécessité de recourir aux autres nations, & d'en acheter les marchandises usuelles.

LES nations d'Europe commerçantes se divisent donc *naturellement* en deux classes ; les unes mettent dans le commerce plus de productions que d'argent, & les autres plus d'argent que de productions ; ainsi, ce que vous appelez la balance du commerce, doit être *nécessairement* chaque année au profit des premières, à quelques variations près, qui ne peuvent être que momentanées.

IL ne faut donc point regarder comme le fruit d'une politique profonde,

l'avantage d'augmenter chez une nation la masse de l'argent : cet accroissement s'opere de lui-même, quand on ne fait rien pour l'empêcher ; il est l'effet nécessaire de la liberté, puisque c'est par la liberté que se multiplient les valeurs qui doivent être échangées contre l'argent, & que ce n'est qu'en raison de ces valeurs, que la masse de l'argent peut s'accroître chez tous les peuples qui font commerce de leurs productions.

L'ARGENT est une espece de fleuve sur lequel on voiture toutes les choses commerçables, & qui arrose tous les lieux où s'étend le commerce. Voulez-vous vous en procurer une grande abondance ? Multipliez, creusez, élargissez les canaux qui le reçoivent ; mais disposez-les aussi de maniere que rien ne puisse ralentir son cours : il ne doit faire que passer ; & la liberté de sa sortie doit être égale à la liberté de son entrée ; car le volume qui entre perpétuellement, se mesure toujours, & nécessairement sur le volume qui sort. Si pour le retenir chez vous, vous arrêtez son écoulement naturel, vous cesserez bientôt d'en

recevoir la même quantité que la nature vous avoit destinée; en tout cas, ce que vous en possédez ne pourra s'accroître que pour vous occasionner de grands ravages par ses inondations, tandis que l'interception de son cours, ne vous permettant plus de vous en servir pour l'exportation de vos marchandises, vous perdez ainsi toute l'utilité que vous deviez en retirer.

IL est sensible que les canaux désignés par cette comparaison, pour recevoir l'argent, sont toutes les productions territoriales qu'une nation peut vendre aux étrangers, & que l'argent qui entre par ce moyen, doit ressortir par des achats qu'elle fait chez eux pour des sommes égales à celles de ses ventes. A mesure que la masse de l'argent s'accroît, il perd de son prix; & conséquemment il entre en plus grande abondance; vous en possédez ainsi toujours une plus grande quantité, quoique vous en fassiez ressortir une plus grande quantité. La même augmentation encore a lieu, si pour multiplier vos achats chez les étrangers, vous parvenez à multiplier les ventes

que vous leur faites. Mais cet avantage alors suppose *nécessairement* la multiplication de vos productions, & en outre une grande liberté de vendre & d'acheter ; car richesse c'est *moyens de jouir* ; ainsi sans la liberté de jouir, les productions ne peuvent plus ni devenir de véritables richesses, ni se multiplier.

EN considérant l'argent dans le point de vue où cette comparaison nous le présente, je conviens qu'on peut juger de la richesse d'une nation agricole par la quantité d'argent qu'on voit chez elle : cette quantité, qui sans cesse se renouvelle, est toujours proportionnée à la quantité & à la valeur vénale de ses productions, en un mot, au montant des ventes qu'elle est en état de faire annuellement aux autres nations. Mais ne nous y trompons pas : l'argent alors n'est que *le signe* de la richesse ; il *l'annonce & ne la fait point* ; aussi est-ce d'après l'argent qui passe librement chez cette nation, & non d'après l'argent qui y demeure engorgé, que nous pouvons nous former une idée juste de sa véritable richesses.

se; de celle qui est *disponible* pour elle; dont elle peut jouir annuellement sans s'appauvrir; disons plus, dont elle doit *nécessairement* jouir, si elle veut la perpétuer.

 CHAPITRE XLII.

Suite du Chapitre précédent. Fausse idée des produits de l'industrie. Erreurs résultantes de l'illusion que font ces produits apparents. Quand & comment l'industrie manufacturière peut être utile au commerce des productions. Elle n'en augmente jamais les valeurs au profit de la Nation. Nécessité d'une grande liberté à tous égards pour rendre cette industrie utile à la Nation. Contradictions & inconvénients des systèmes opposés à cette liberté.

L E TERME de *richesse* a, dans notre langue, diverses significations : tantôt nous l'employons pour exprimer l'état habituel d'une personne ; & tantôt le

substituant à celui de *valeurs*, nous le donnons aux choses, à raison de l'utilité dont elles sont à nos jouissances. Il est donc naturel qu'on ait regardé l'argent monnoie comme une richesse, puisqu'en général, on peut, avec de l'argent, se procurer toutes les choses qu'on désire, pourvu que leur valeur vénale n'excede pas celle de ce même argent.

L'ARGENT figure dans le commerce comme le représentant de toutes les marchandises propres à nos jouissances, sans cependant être par lui-même aucune de ces marchandises. Les hommes éblouis par le brillant de cette faculté représentative, ont insensiblement pris l'argent pour les choses usuelles qu'il représente; ils ont perdu de vue que son utilité n'est ni à lui, ni en lui; qu'elle est au-contraire dans les choses usuelles qu'on se procure par son moyen.

CETTE illusion a produit deux effets; le premier de nous empêcher de voir que si l'argent représente, dans nos mains, les choses que nous pouvons désirer d'acheter, il y représente aussi les choses que nous avons vendues pour avoir cet argent: le second est de nous

accoutumer à confondre les différentes idées qu'on attache au terme de richesse; à juger de la richesse *personnelle & habituelle* par la somme des valeurs en argent qu'on possède, sans examiner si les possesseurs ont ou n'ont pas les moyens de renouveler ce même argent, après qu'ils l'auront dissipé par leurs jouissances.

Nous regarderions comme insensé tout homme qui, sans des raisons fort extraordinaires, feroit plus de cas d'une somme de 100 mille francs en argent, que d'un revenu annuel de la même valeur : telle est pourtant notre folie, lorsque nous ne prisons la richesse *habituelle* d'une nation, que par la quantité d'argent qu'elle possède, sans faire aucune attention à la différence énorme qui se trouve entre avoir ou n'avoir pas une reproduction annuelle, qui tous les ans lui restitue la même valeur en argent, & lui permette ainsi tous les ans de le dépenser en consommations.

PARMI les valeurs qui peuvent exister dans une nation, il faut toujours distinguer celles qui sont accidentelles, de celles qui sont *habituellement* renaissantes :

les premières, tant qu'elles existent, forment une richesse ; mais elles ne continuent d'être les mêmes qu'autant qu'on n'en jouit pas. Les secondes au-contraire, se renouvelant constamment chaque année, forment une richesse *habituelle* qui est la véritable richesse, parce que chaque année on peut en jouir sans s'appauvrir.

IL n'est personne qui ne sente la nécessité de la distinction que je viens de présenter ; personne qui ne sache combien une richesse toujours renaissante diffère de celle que la jouissance éteint sans retour. Comment donc la richesse *habituelle* d'une nation peut-elle être envisagée séparément de la valeur vénale de ses reproductions annuelles ? Comment a-t-on pu perdre de vue que cette valeur est l'unique richesse qui lui permette de renouveler perpétuellement ses jouissances ; que l'argent ne peut jamais être une richesse *habituelle*, qu'autant qu'il est le prix & le représentant de cette même valeur ?

ON me fera sans doute, une grande querelle sur ce que jusqu'ici je n'ai fait consister la richesse *habituelle* d'une na-

tion que dans l'abondance & la valeur vénale de ses reproductions annuelles, sans faire aucune mention des produits de l'industrie. Il est reçu par-tout comme article de foi que l'industrie donne des produits, & de très-grands produits; que c'est elle qui enrichit les nations, par la maniere dont elle augmente les valeurs vénales des matieres premières. Cette erreur a coûté bien cher à l'humanité: combien de valeurs réelles, combien d'hommes sacrifiés à ce préjugé! Je vas donc essayer d'en démontrer tout le faux; c'est un des services les plus importants qu'on puisse rendre à la société.

JE commence par observer que le prix des ouvrages de l'industrie n'est point un prix arbitraire, qui puisse augmenter au gré de l'ouvrier, ou diminuer au gré des acheteurs: nous devons au-contraire le regarder comme étant un prix *nécessaire*, parce qu'il est *nécessairement* déterminé par toutes les dépenses dont il faut que l'ouvrier soit indemnisé; dépenses qui sont elles-mêmes réglées par la concurrence, de maniere que chaque ouvrier n'est pas libre de les augmenter se,

lon sa volonté. Le prix *nécessaire* de chaque ouvrage n'est donc autre chose qu'une somme totale de plusieurs dépenses additionnées ensemble, & dont le vendeur de l'ouvrage a droit d'exiger des consommateurs le remboursement, parce qu'il est réputé les avoir faites, dès qu'elles n'excedent point la mesure fixée par la concurrence des hommes de sa profession.

JE demande présentement d'où proviennent les choses dont la consommation forme la dépense *nécessaire* de l'ouvrier, & le prix *nécessaire* de son ouvrage? Est-ce l'industrie elle-même qui en est créatrice? Ou bien est-ce la culture qui les fournit par la voie de la reproduction? Si c'est la culture, comme on ne peut en disconvenir, il est évident que le prix *nécessaire* d'un ouvrage de main-d'œuvre, se proportionne toujours & *nécessairement* au montant des valeurs en productions consommées par l'ouvrier; que ce prix ne fait que représenter dans une nation, une valeur égale en productions qui n'existent plus; qu'en cela la richesse première de cette nation n'a fait précisément que changer de forme,

me, sans rien gagner à ce changement, si ce n'est une facilité de plus pour étendre la consommation ; par-conséquent, que toutefois qu'elle pourroit vendre en nature aux étrangers, les productions que l'ouvrier consomme, & les leur vendre au même prix qu'il les paye, il est très-indifférent pour elle, de les vendre sous une forme ou sous une autre, puisque de toute façon elle n'en reçoit que le même prix, & ne se trouve avoir que la même richesse.

L'OUVRIER ne peut-il donc pas vendre ses ouvrages à l'étranger plus cher que leur prix *nécessaire* ? A cela je réponds, 1°. Que la concurrence *générale* des autres vendeurs l'en empêchera ; 2°. Que cette cherté ne peut avoir lieu que dans le cas où un talent unique & supérieur n'auroit point de concurrents ; mais qu'alors aussi cette cherté retombera sur la nation même, sur les premiers vendeurs des productions : ou ils se priveront de la jouissance d'un tel ouvrage, ou ils seront mis, comme l'étranger, à contribution par l'ouvrier qui en fera vendeur ; car l'étranger & la nation ne lui acheteront pas plus cher l'un que l'autre.

CES deux manieres de commercer les productions nationales peuvent cependant différer entre elles, suivant les circonstances : il est des cas où la main-d'œuvre peut être nécessaire pour procurer un plus grand débit : alors elle est utile ; mais il ne faut pas prendre son utilité pour la faculté de produire ou de multiplier les valeurs : cette utilité prend sa source dans celle de la consommation même qu'elle provoque : personne ne conteste que la consommation ne soit nécessaire à la reproduction ; celle-là cependant est tout l'opposé de celle-ci.

IL arrive quelquefois encore qu'à l'aide de l'industrie qui manufacture les matieres premières, on parvient à éviter de gros frais de transport, par conséquent à procurer aux premiers vendeurs de ces matieres, un débit plus avantageux : dans ce dernier cas, l'industrie est encore utile, sans cependant qu'on puisse lui attribuer aucune multiplication de valeurs ; on lui est seulement redevable de la cessation des obstacles qui s'opposent au débit des productions, & de la suppression des frais qui les auroient privées d'une portion du prix qu'elles

doivent avoir *suivant le cours du marché général*. Dans toutes ces circonstances, la somme des valeurs en ouvrages d'industrie n'est jamais que *la représentation* d'une somme égale de valeurs en productions consommées : ce sont, pour ainsi dire, des productions qu'on vend sous une forme nouvelle, & pour la même valeur qui leur étoit acquise avant qu'elles en changeassent ; ainsi toute nation qui vend, par exemple, pour 20 millions en ouvrages de son industrie, ne parvient à faire cette vente, que par une dépense de 20 millions en productions.

Si vous voulez voir cette vérité dans toute sa simplicité, réduisez à deux classes seulement, la société générale des hommes : vous en formerez une de tous les premiers propriétaires des productions, & l'autre de tous les agents de l'industrie : voyez maintenant s'il est une classe qui puisse porter constamment à l'autre plus de valeur en argent qu'elle n'en reçoit. Supposons que la classe propriétaire des productions en vende pour 100 mille francs aux agents de l'industrie ; n'est-il pas évident qu'ils ne peu-

vent à leur tour lui vendre que pour 100 mille francs d'ouvrages de main-d'œuvre ? S'ils vendroient moins ils se ruineroient , & ne pourroient plus continuer d'acheter ; s'ils vouloient vendre plus , la classe propriétaire ne pourroit les payer ; n'ayant reçu que 100 mille francs , elle ne peut leur rendre que 100 mille francs.

A quoi se réduisent donc les opérations de ces agents de l'industrie ? A acheter pour 100 mille francs de productions ; à prendre sur cette masse leurs consommations nécessaires ; à revendre le surplus manufacturé , & pour le même prix auquel ils ont payé la totalité. Ainsi après ces opérations , il se trouve sous une forme nouvelle , une valeur de 100 mille francs *représentative* d'une valeur égale en productions *qui n'existent plus*. La richesse première n'a donc fait en cela que *changer de forme sans augmenter*.

Si l'argent ne venoit pas ici compliquer les opérations & les idées , vous verriez que les agents de l'industrie , bien loin d'enrichir la classe propriétaire des productions , ne font pour elle qu'une

charge, qu'un sujet de dépense. De cette charge, direz-vous, il résulte une utilité pour cette classe propriétaire : oui sans doute ; & c'est à raison de cette utilité, qu'elle entretient les agents de l'industrie ; elle cultive pour eux, afin qu'ils travaillent aussi pour elle : mais encore ne faut-il pas prendre une dépense pour une augmentation de richesse ; il faut du moins voir qu'une augmentation de richesse qui n'enrichit personne, est une chimère : telle est cependant celle qu'on attribue aux travaux de l'industrie : la dépense *nécessaire* faite par l'ouvrier, est ce qui fait le prix *nécessaire* de son ouvrage ; & le prix des matières qui entrent dans cet ouvrage, ne paroît augmenter, que par l'usage où l'on est d'apprécier en argent toutes les valeurs vénales.

DONNEZ à un tailleur du drap pour faire deux habits, & convenez avec lui qu'un des deux lui restera pour son salaire ; trouvez-vous dans ce marché, une multiplication de valeurs, une augmentation de richesse ? Je crois que vous ne disconviez pas que vous avez sacrifié la moitié de votre drap pour jouir

plus agréablement de l'autre moitié. De ce sacrifice résulte pour vous une utilité; je le fais; mais enfin, vous achetez cette utilité par une dépense; & c'est cette dépense que vous prenez bonnement pour une augmentation de richesse, lorsque ces sortes de marchés se font par l'entremise de l'argent, & que vous ne considerez plus dans les ouvrages de l'industrie, que leur valeur en argent, sans prendre garde aux valeurs en productions, dont ces mêmes ouvrages ont opéré, ou du-moins occasionné la consommation.

LA seule objection que vous puissiez me faire, c'est que si l'industrie ne multiplie point les valeurs pour la partie de ses ouvrages qui se consomment dans l'intérieur d'une nation, cette multiplication paroît du-moins avoir lieu pour l'autre partie des mêmes ouvrages qu'elle vend aux étrangers. C'est en effet cette illusion, si universellement accréditée, qui a fait regarder le commerce de ces ouvrages comme propre à enrichir un État; c'est elle qui a fait éclore divers systèmes politiques pour encourager l'industrie par l'augmentation de ses pro-

fits ; pour favoriser ainsi aux dépens de l'Etat , les intérêts de ceux qui sont entretenus & payés par l'Etat ; qui vivent dans l'Etat sans tenir essentiellement à l'Etat , & sans que leurs richesses fassent partie de celle de l'Etat.

LE prix *nécessaire* d'un ouvrage , prix qui est le même pour tous les acheteurs , se forme des déboursés faits par l'ouvrier pour l'achat des matieres premières , & du montant de toutes ses consommations pendant son travail. Lorsqu'il vend cet ouvrage aux étrangers , il ne fait que leur vendre sous une forme nouvelle , ce qu'il a acheté de sa nation sous plusieurs autres formes , en supposant néanmoins qu'elle lui ait tout fourni. Alors de deux choses l'une : ou ce prix *nécessaire* est de niveau au prix courant du marché général , ou il ne l'est pas : s'il est de niveau , l'ouvrier ne vend pas plus cher aux étrangers qu'à la nation ; car les étrangers n'acheteront pas à plus haut prix que le cours du marché général ; s'il n'est pas de niveau , il faut qu'il soit ou au-dessus ou au-dessous : au premier cas , les étrangers n'acheteront point ; au second cas , ils pourront faire

renchérir l'ouvrage ; en le supposant ainsi , voyons si c'est un profit pour la nation.

L'OUVRIER qui vend aux étrangers son ouvrage au-dessus de son prix *nécessaire* , fait un bénéfice ; mais il ne le fait pas sur les étrangers , puisqu'ils n'achètent pas plus cher que le prix courant établi entre toutes les nations commerçantes. Le bénéfice de l'ouvrier est donc pris sur sa nation même , & voici comment. Le prix *nécessaire* d'un tel ouvrage chez cette nation , n'est inférieur au prix *nécessaire* de pareils ouvrages chez les autres nations , qu'autant que l'ouvrier n'a pas été forcé de faire les mêmes dépenses que les ouvriers étrangers : mais cette différence dans les dépenses , ne peut provenir que d'une autre différence dans la valeur des productions employées & consommées par l'ouvrier ; elles ont nécessairement coûté moins cher à l'ouvrier qui a moins dépensé ; ces productions moins chères ne sont donc pas à leur plus haut prix possible , au prix courant du marché général ; ainsi l'ouvrier qui profite de ce bon marché pour les revendre plus cher qu'il ne les achete ,

achete, gagne sur ceux qui les lui ont vendues, & non sur les étrangers auxquels il les revend sous une forme nouvelle. Ce gain est donc fait sur la nation, par un homme qui ne fait point *nécessairement* corps avec la nation, & qui, peut-être, n'est lui-même qu'un étranger établi chez la nation.

UNE autre observation ; c'est qu'une marchandise n'ayant qu'un même prix courant pour tous les acheteurs indistinctement, si les étrangers achètent l'ouvrage en question au-dessus de son prix *nécessaire*, la nation sera forcée de supporter le même renchérissement : la lésion alors est évidente ; elle est en perte jusqu'à ce que ses productions soient parvenues au prix courant du marché général ; & que jouissant ainsi de leur valeur naturelle, l'équilibre se rétablisse entre le prix des productions qu'elle vend à l'ouvrier, & le prix des ouvrages qu'elle achete de lui. Reste à examiner présentement comment cette révolution salutaire peut s'opérer.

DANS l'hypothèse où nous sommes, ce seroit une méprise impardonnable que d'attribuer à l'ouvrier le renchéris-

sement de ses ouvrages & celui de nos productions. 1°. C'est la concurrence des consommateurs étrangers qui fait monter le prix des ouvrages jusqu'au niveau de celui du marché général; ainsi cette augmentation de prix, occasionnée par la concurrence, est le fruit de la liberté. 2°. C'est à la même concurrence encore, & non à cet ouvrier, que nous sommes redevables du renchérissement de nos productions; car ce renchérissement est contraire aux intérêts de l'ouvrier, & s'opere *certainement* contre sa volonté.

SAISISSEZ bien cette dernière observation; elle est un des arguments les plus victorieux qu'on puisse proposer en faveur de la liberté du commerce. Quiconque achete les productions d'une nation pour les revendre aux étrangers, soit en nature, soit après les avoir manufacturées, ne connoît d'autre intérêt que celui de les acheter à bon marché, & de les revendre cher: quelle folie donc de s'imaginer que c'est un tel homme qui met le prix aux productions, & qu'il les fait renchérir *à son préjudice!* n'est-il pas évident au-contraire, que si

ce prix dépendoit de lui, bien loin de le faire augmenter, il le feroit diminuer; aussi voyons-nous qu'il ne donne jamais que le prix le plus bas auquel il lui soit possible d'obtenir les productions.

IL faut avouer qu'il est bien étonnant que les hommes n'aient pas fait cette observation, ou que d'après cette observation, ils ne se soient pas demandé, quelle est donc cette force majeure qui assujettit à des profits médiocres, celui dont le but est de faire les plus grands profits possibles? Quelle est cette puissance despotique qui le contraint de donner aux vendeurs des productions, le prix qu'ils demandent; de se prêter même à des renchérissements, qui ne peuvent que diminuer les profits qu'il se propose, & pour lesquels il agit? Alors ils auroient facilement compris que la puissance qui enchaîne ainsi sous ses loix, les volontés de cet acheteur intermédiaire, est celle de la concurrence; que la concurrence est le fruit de la liberté; que par-tout où regne une grande liberté, la concurrence décide souverainement du prix auquel le marchand doit acheter, comme du prix au;

quel il doit revendre : éclairés par cette vérité , ils se feroient bien gardés de rien faire qui pût altérer la concurrence en altérant la liberté.

Envain le préjugé auroit voulu réclamer ; envain il auroit élevé la voix pour persuader que les commerçants enrichissent une nation , parce qu'ils procurent à ses productions leur plus haut prix possible ; on lui auroit répondu , de quels commerçants voulez-vous parler ? De ceux sans doute qui achètent & vendent à la nation , au prix qui convient le mieux à ses intérêts ; car enfin il faut éviter de tomber dans les contradictions évidentes : si vous prétendez que les commerçants nous enrichissent en faisant valoir nos productions ; laissez donc librement agir ceux qui pourront les faire valoir à plus haut prix : mais à quel signe les distinguerons-nous , si la concurrence ne nous les fait connoître d'une manière évidente ? Si vous nous privez de cette concurrence ; si vous rendez une classe particulière de commerçants indépendante de cette puissance naturelle , la seule qui puisse leur donner des loix ; si vous nous obligez de

vendre à cette classe indépendante, & d'acheter d'elle, quel champ n'ouvrez-vous pas à la cupidité ?

NON, non, les hommes n'auroient plus été les victimes des préjugés qui ont fait adopter tant de privilèges exclusifs en faveur de quelques agents du commerce en particulier ; ils auroient cessé de confondre le commerce avec les commerçants ; ils auroient reconnu que les bons effets de celui-là sont des effets *naturels & nécessaires*, qui n'ont besoin que de la liberté ; par conséquent qu'ils ne peuvent résulter des opérations des commerçants, qu'autant que la liberté ne reçoit aucune atteinte ; que sans elle enfin, *la nécessité* qui enchaîne ces mêmes effets, disparoît, fait place à l'arbitraire, & livre à la discrétion des commerçants privilégiés, les intérêts de ceux qui sont forcés de se servir d'eux pour faire le commerce.

L'ILLUSION par rapport aux effets de l'industrie *manufacturiere* n'est pas moins inconcevable que celle qui nous a trompés sur les effets de l'industrie simplement commerçante : le manufacturier a naturellement le même intérêt, le même

système que les commerçants, & il tient nécessairement la même conduite : l'objet unique de ses spéculations est de faire des profits ; de les faire les plus grands qu'il lui soit possible, par-conséquent d'acheter au plus bas prix possible, & de revendre au plus haut prix possible. En supposant donc que la main-d'œuvre fasse augmenter le prix des productions, ne faut-il pas examiner encore au profit de qui revient cette augmentation ? Ne sent-on pas que si elle reste en entier à son profit, ce ne sont plus véritablement les productions qui se trouvent renchéries ; que c'est seulement la main-d'œuvre du manufacturier dont le prix excède celui qu'elle devrait avoir dans la nation ? qu'un tel renchérissement, bien loin d'être avantageux à la nation, au Souverain & aux autres co-propriétaires des produits nets, tourne au-contraire entièrement à leur préjudice, puisqu'il les met dans le cas de vendre à bas prix & d'acheter cher ; de donner beaucoup de productions pour peu de main-d'œuvre ?

JE suis convenu cependant que par l'entremise de l'industrie manufacturière

re, il peut se faire que des productions parviennent à une valeur vénale dont elles resteroient éloignées sans ce secours. S'il falloit, par exemple, que nos chanvres & nos lins, au-lieu d'être convertis en toile, fussent exportés bruts, & tels qu'ils sont cueillis dans nos champs, certainement nous n'en retirions pas le même prix qu'en les vendant après les avoir fait préparer & manifacter : ce prix diminueroit en raison de l'augmentation qui surviendroit dans les frais de transport. Il est beaucoup de vins qui ne peuvent être consommés qu'en eau-de-vie, & qui ne pourroient être transportés dans les lieux où l'eau-de-vie se consomme : sans l'industrie qui fabrique ces eaux-de-vie, ces mêmes vins resteroient sans débit, on cesseroit de les cultiver. On peut dire la même chose des grains qui sur-abondent dans un pays faute d'une consommation suffisante en nature : l'industrie rend un très-bon office, lorsqu'elle les convertit en liqueurs fortes, puisque sans cela, ces mêmes grains dégénéreroient en superflu sans valeur.

MAIS de tels expédients fournis par

l'industrie pour procurer le débit des denrées qui devroient être consommées en nature, doivent être regardés comme un *pis-aller* : ils sont pour une nation ce qu'une voiture est pour un malade hors d'état de marcher ; l'entretien de sa voiture est pour lui un surcroît de dépense : les expédients que je viens de prendre pour exemple, & tous les autres de la même espèce ont donc cet inconvénient ; ils sont des moyens dispendieux de provoquer les consommations ; & les frais qu'ils font, sont toujours en déduction du produit net, seule richesse disponible pour le Souverain & pour la nation. Aussi la nécessité de ces mêmes expédients ne vient-elle qu'à la suite d'un défaut de population, d'un manque de consommateurs en état de payer leurs consommations. Mais n'importe ; quand le corps politique est languissant, il est encore heureux pour lui que sa langueur trouve dans l'industrie les secours dont il a besoin.

POINT de doute assurément que dans de telles circonstances, l'industrie ne soit favorable à la reproduction, & à l'entretien de la richesse nationale ; mais fai-

tes attention aussi que dans les exemples ci-dessus allégués & dans tous les cas semblables , *l'utilité de l'industrie tient essentiellement à la liberté*, & que sans la liberté, non-seulement cette même utilité s'évanouïroit, mais encore dégénéroït *en monopoles*, & seroit ainsi remplacée par des désordres dont la ruine de l'État seroit un effet *nécessaire*.

Si vous prétendez qu'un manufacturier, qui achete à bas prix nos productions pour les revendre cher aux étrangers, enrichit la nation, il s'ensuit que, selon vous, les cultivateurs, le Souverain & les propriétaires fonciers ne forment point la nation; qu'elle ne consiste au-contraire que dans les manufacturiers. Allez plus loin encore : soutenez que ces manufacturiers peuvent se passer des matieres premières, de celles du-moins que la nation leur fournit; car il faut bien que vous le pensiez ainsi, pour que vous consentiez à regarder leurs intérêts comme étant d'un ordre supérieur à ceux de la reproduction, quoiqu'elle soit la richesse unique de l'Etat, la richesse unique qui fournisse à toutes les dépenses de l'Etat.

LE commerce qu'une nation peut faire de ses productions avec les étrangers, par l'entremise du manufacturier, est un commerce *nécessaire* dans tous les cas où la consommation intérieure seroit insuffisante, & où les matieres premières ne seroient pas susceptibles de transport, du-moins sans de grands frais. Ces matieres premières étant manufacturées, vont jouir au marché général, de leur meilleur prix possible, que le manufacturier *ne fait pas*, puisque c'est la concurrence qui en ordonne. Ce commerce ne contribue à la richesse de cette nation, qu'en raison de la portion que les premiers vendeurs des productions prennent dans ce meilleur prix possible; je veux dire, en raison du prix auquel ils les vendent au manufacturier.

CETTE vérité me paroît être de la même évidence que celle du jour en plein midi. La conséquence que nous devons en tirer, c'est que dans les cas dont nous parlons, il est de la plus grande importance de ne gêner en rien le manufacturage des matieres premières; de faire jouir d'une telle franchise, d'une telle liberté, la profession de manufac-

turier, que *personne de ceux qui pourroient l'exercer, n'en soit exclus* : il est bien sensible que toute police qui resserveroit cette liberté, tendroit à diminuer le nombre des manufacturiers, par-conséquent la concurrence des acheteurs de ces matieres ; qu'ainsi une telle police ne pourroit être que très-préjudiciable, puisque ce n'est que par le moyen de cette concurrence, que les premiers vendeurs de ces mêmes matieres peuvent parvenir à prendre la plus grande part possible dans le meilleur prix possible de leurs productions.

DE la même vérité résulte encore évidemment qu'il n'est point de pratique plus contraire aux intérêts d'une nation, que celle qui s'oppose au commerce de ses productions en nature avec les étrangers, quoiqu'elles soient susceptibles d'exportation. Le motif de cette politique est de nourrir & d'accroître dans la nation la masse des travaux de main-d'œuvre, *parce que, prétend-on, c'est faire augmenter la richesse nationale & la population*. On peut dire à ce sujet que l'intention est excellente, mais que les moyens dont elle fait choix pour remplir

son objet , produisent un effet tout contraire à celui qu'elle se propose ; car ils font diminuer la richesse nationale & la population , au-lieu de les faire augmenter.

L'EXCLUSION factice donnée aux étrangers pour l'achat des matieres premières dans une nation , ne devient sensible qu'autant qu'elle est préjudiciable , qu'elle empêche les étrangers de faire augmenter le prix de ces matieres au profit de cette nation : tant que nos manufacturiers acheteront nos matieres premières plus cher que l'étranger , l'autorité n'a pas besoin de lui donner l'exclusion ; nos acheteurs seront naturellement & nécessairement préférés ; or , ils les acheteront plus cher que lui , tant qu'elles seront dans la nation à leur plus haut prix possible : si l'étranger les payoit à ce prix , il se trouveroit grevé par les frais de transport que nos manufacturiers n'ont point à faire comme lui : ces frais resteroient à sa charge , attendu que leur concurrence dans le débit des ouvrages l'empêcheroit de les renchérir à proportion. Il ne peut donc se présenter pour acheter nos matieres premières concu-

remment avec nos manufacturiers , qu'autant qu'elles ne sont point parmi nous à leur plus haut prix possible ; qu'elles y sont au-contre contraire vendues à meilleur marché qu'elles ne le feroient chez les autres nations , indépendamment des frais de transport que leur exportation occasionneroit.

EN deux mots , il est évident que la politique d'exclure par autorité les étrangers de l'achat des matieres premières dans une nation , suppose toujours & nécessairement qu'ils acheteront plus cher que les autres acheteurs qu'on veut favoriser. Ces étrangers cependant , n'achètent point au-dessus du prix courant du marché général : ainsi , ou cette politique est sans objet , ou elle tend à empêcher les productions nationales , d'atteindre au prix qu'elles doivent naturellement avoir dans le commerce.

IMPOSSIBLE d'apprécier les contre-coups de cet inconvénient : on sent bien que d'abord la nation fait une première perte , qui est de toute la différence qu'on trouve entre le prix altéré par les prohibitions , & celui qui résulteroit de la liberté. Mais cette première perte en

occasionne une seconde : en raison de ce que la culture de ces productions donne moins de bénéfice, elle reçoit certainement moins d'avances, & devient moins productive : la reproduction se trouvant donc fort au-dessous de ce qu'elle pourroit & devoit être : vous perdez ainsi sur la quantité de ces productions autant & plus que sur leur valeur.

CES deux premières pertes ainsi cumulées, d'autres encore viennent à leur suite : possédant moins de valeurs renaissantes, vous faites une moindre dépense annuelle ; vous avez moins d'hommes entretenus : les productions destinées à la consommation intérieure trouvent donc autour d'elles moins de consommateurs, & moins de moyens pour se procurer un bon prix. Il faut ainsi que par contre-coup, elles diminuent de valeur vénale, ou que vous ayez recours aux consommateurs étrangers : mais alors il vous en coûte des frais de transport, qui retombent à la charge des premiers vendeurs de ces productions, & préjudicie à leur culture.

JE fais qu'on répond à cela, que ces

frais peuvent être, du-moins en partie, gagnés par la nation même; je fais que bien des gens les regardent comme utiles à la population: mais si cela est vrai, *on a grand tort de ne pas les multiplier; de ne pas gréver de plus en plus les produits nets de la culture; car encore une fois il faut être conséquent.* En général, il suffit d'avoir des richesses à dépenser pour trouver les moyens de les dépenser: ces moyens se multiplient naturellement & nécessairement parmi des hommes, dont les uns ont grand intérêt à partager dans ces richesses, & les autres grand intérêt à consentir à ce partage pour augmenter leurs propres jouissances. L'industrie, sans cesse aiguillonnée par le désir de jouir, ne demande de nous que la liberté de jouir: ne craignez point que dans cette position, les moyens de dépenser manquent aux richesses: ce seront plutôt les richesses qui manqueront aux moyens de dépenser. Ce dernier inconvénient est même d'une nécessité physique par-tout où les dépenses sont faites de manière qu'elles portent préjudice à la reproduction des richesses; & c'est le cas des frais dont on charge la

consommation des productions ; car ces frais qui sont toujours à la charge du premier propriétaire de ces productions, diminuent d'autant l'empressement & les moyens de les faire renaître. L'ordre de la nature est que pour augmenter les dépenses on augmente les richesses ; mais ici c'est tout le contraire ; on diminue les richesses pour augmenter les dépenses : autant vaudroit prendre les fondements d'un édifice pour les faire servir à lui donner de l'élévation. (1)

PROCURER aux productions leur meilleur prix possible, c'est le moyen de s'assurer de leur plus grande abondance possible : de ces deux avantages combinés résulte la plus grande richesse disponible que votre territoire puisse comporter ; à l'aide de cette grande richesse disponible, vous pouvez faire une grande dépense en travaux de main-d'œuvre ; & dès-lors vous pouvez compter sur les plus grands efforts de la part de l'indu-

(1) *Nota.* On voit ici tout d'un coup les désordres que doit produire ce qu'on appelle luxe d'ostentation, & généralement tout usage qui tend à rendre les consommations très-dépendieuses.

strie; ils se proportionneront toujours à la masse des valeurs destinées à mettre le prix à ses ouvrages. Telle est la gradation par laquelle une nation peut parvenir à son dernier degré de prospérité: elle ne doit l'attendre que du bon prix de ses productions; mais aussi ce bon prix ne peut se former que dans le sein de la liberté.

CHAPITRE XLIII.

L'industrie n'est aucunement productive : démonstration particulière de cette vérité.

QU'ON me permette maintenant de revenir sur quelques propositions sommaires que je crains de n'avoir pas suffisamment démontrées , & qui d'ailleurs sont celles dont les hommes paroissent être les plus éloignés. J'ai dit qu'une valeur de 20 millions en ouvrages de l'industrie n'étoit que représentative d'une valeur égale en productions consommées ; & qu'une nation qui vendoit ces ouvrages aux étrangers , n'en étoit pas plus riche , que si elle leur eût vendu pour 20 millions de productions en nature , parce que ces 20 millions en ouvrage lui coûtent à elle-même 20 millions en productions. Il ne faut pas entendre par cette façon de parler , qu'après son travail, l'industrie vous revend

pour le même prix , la même quantité de matieres premieres que vous lui avez vendues : elle vous revend bien *pour le même prix* , mais non pas *la même quantité* ; car elle a prélevé sur cette quantité , tout ce qui est nécessaire aux consommations de ses ouvrages & de ses ouvriers.

UN tisserand achete pour 150 francs de subsistances , de vêtements , & pour 50 francs de lin qu'il vous revend en toile 200 francs , somme égale à celle de sa dépense. Cet ouvrier , dit-on , quadruple ainsi la valeur premiere du lin ; point du tout : il ne fait que joindre à cette valeur premiere , une valeur étrangere , qui est celle de toutes les choses qu'il a consommées *nécessairement*. Ces deux valeurs ainsi cumulées forment alors , non la valeur du lin , car il n'existe plus ; mais ce que nous pouvons nommer *le prix nécessaire* de la toile ; prix qui par ce moyen , représente 1°. la valeur de 50 francs en lin , 2°. celle de 150 francs en autres productions consommées.

TELLE est dans toute sa simplicité ; la solution du problème de la multipli-

cation des valeurs par les travaux de l'industrie : elle ajoute à la première valeur des matières qu'elle a manufacturées, & qui sont à consommer, une seconde valeur, qui est celle des choses dont les travaux ont déjà opéré, ou du-moins occasionné la consommation. Cette façon d'imputer à une seule chose, la valeur de plusieurs autres, d'appliquer, pour-ainsi-dire, *couche sur couche*, plusieurs valeurs sur une seule, fait que celle-ci grossit d'autant ; mais en cela vous ne pouvez attribuer à l'industrie, aucune multiplication, aucune augmentation de valeurs, si par ces termes vous entendez une création de valeurs nouvelles qui n'existoient point avant ses opérations.

L'INDUSTRIE n'est pas plus créatrice de la valeur de ses ouvrages, qu'elle est créatrice de la hauteur & de la longueur d'un mur : chaque pierre qu'elle emploie, a sa hauteur & sa longueur particulière ; & de toutes ces pierres assemblées par l'industrie, résulte naturellement la hauteur & la longueur du mur qu'elle a construit, & qui à cet égard représente sous une nouvelle forme,

toutes ces différentes hauteurs & longueurs particulieres, qui existoient séparément avant la construction.

L'INDUSTRIE est créatrice des formes, & ces formes ont leur utilité. C'est à raison de cette utilité, que celui qui veut jouir de ces formes nouvelles que l'industrie donne aux matieres premières, doit l'indemniser de toutes ses dépenses, de toutes ses consommations, & en conséquence consent à cette *addition* de plusieurs valeurs pour n'en plus composer qu'une seule, qui devient ainsi le prix nécessaire de l'ouvrage qu'il veut acheter. Le terme *d'addition* peint très-bien la maniere dont se forme le prix des ouvrages de main-d'œuvre : ce prix n'est qu'un total de plusieurs valeurs consommées & *additionnées* ensemble ; or, *additionner* n'est pas *multiplier*.

UNE grande preuve que l'industrie n'est point créatrice de la valeur de ses ouvrages, c'est que cette valeur ne lui rend rien par elle-même : les dépenses faites à l'occasion de ces mêmes ouvrages, sont tellement perdues sans retour pour l'industrie, qu'elle n'en peut être indemnisée, qu'autant qu'il existe d'au-

tres valeurs & d'autres hommes qui veulent bien l'en aider.

JE vous loue un arpent de terre 10 francs ; vous dépensez 10 autres francs pour le cultiver, & il vous donne des productions qui valent 30 : cet arpent vous rend donc votre dépense de 10 ; plus, de quoi me payer, & en outre un profit. De cette opération résulte très-réellement une augmentation de valeurs, une *multiplication* ; & pourquoi ? Parce qu'au-lieu de 10 vous avez 30, sans avoir reçu 20 de qui que ce soit : c'est vous-même qui êtes créateur de ces 30, dont 20 sont dans la société un accroissement de richesses disponibles, car elles n'existoient point avant votre travail. Il n'en est pas ainsi de l'industrie : l'indemnité de ses dépenses n'est point le fruit de son travail ; elles ne peuvent au contraire lui être remboursées, que par le produit du travail reproductif des autres hommes ; tout ce qu'elle reçoit enfin, lui est fourni en valeurs *déjà existantes* ; de sorte que ces valeurs qui lui sont remises, ne sont en cela que *changer de main*.

DANS l'opinion de ceux qui se persua-

dent que l'industrie multiplie les valeurs des matieres premières, les fabricants de dentelles doivent être des personnages bien importants : par leur entremise une valeur de 20 sous en lin brut devient une valeur de 1000 écus : quel accroissement prodigieux de valeur pour ce lin, & de richesse pour ceux qui le manufacturent ainsi ! qu'une telle industrie doit être précieuse à l'humanité ! que d'argent doit se trouver chez une nation qui de 20 sous fait 1000 écus.

MODÉREZ votre enthousiasme, aveugles admirateurs des faux produits de l'industrie : avant de crier miracle, ouvrez les yeux, & voyez combien sont pauvres, du moins mal-aisés, ces mêmes fabricants qui ont l'art de changer 20 sous en une valeur de 1000 écus : au profit de qui passe donc cette multiplication énorme de valeurs ? Quoi, ceux par les mains desquels elle s'opere, ne connoissent pas l'aisance ! ah, défiez-vous de ce contraste, comme on se défie de ces gens qui sous un mauvais habit, viennent offrir de vous vendre à bon compte le secret de faire de l'or.

POUR dissiper le prestige qui vous

fait illusion, décomposons ce qui cause votre admiration ; considérons-le successivement dans ce qu'il paroît avoir de plus miraculeux, & de plus intéressant pour une nation. Pour 20 sous de lin une valeur de 1000 écus en dentelles, voilà le phénomène : d'où provient donc ce lin qui fait une si belle fortune ? Sans doute que son accroissement de valeur doit être au profit de la nation chez laquelle ce lin est cueilli : sans cela l'industrie qui procure cet accroissement de valeur, est un avantage absolument étranger à cette nation. Mais point du tout : le lin peut se cueillir dans un Pays, & la dentelle se fabriquer dans un autre : cette industrie n'appartient exclusivement à aucune nation en particulier ; elle peut habiter par-tout où peut être transportée une très-médiocre quantité de ce lin. Aucune nation ne peut donc regarder cet accroissement de valeur comme une richesse qui lui soit propre & personnelle, puisqu'aucune nation ne peut en avoir la propriété exclusive.

ARRETONS-NOUS un moment sur trois vérités bien sensibles qui viennent de se manifester à nous : la première est que

1000 écus de dentelles n'appartiennent point *nécessairement* & exclusivement à la nation productive du lin ; la seconde est que ces 1000 écus sont acquis à l'industrie qui fabrique la dentelle, quel que soit le lieu qu'elle habite ; la troisième est que les possesseurs de cette industrie ont souvent bien de la peine à subsister. Si vous rapprochez ces trois vérités, elles doivent naturellement vous conduire à douter de la réalité d'une augmentation de richesse par le moyen de cette même industrie.

Si le lin de 20 sous parvient à valoir 1000 écus, comment l'accroissement de son prix ne se partage-t-il pas entre le producteur du lin & celui qui emploie cette matière ? Il faut donc qu'il ne soit pas vrai que la valeur première du lin ait véritablement augmenté. Puisque toutes les nations ne font pas de la dentelle, quoique toutes puissent se procurer du lin ; il faut donc encore que cette fabrique n'enrichisse pas une nation autant que vous vous l'imaginez. Enfin puisque les agents d'une telle industrie, bien-loin d'être riches, ne connoissent point l'aifance, il est évident que leurs profits ne

sont point réels; car s'ils étoient réels, ces ouvriers posséderoient nécessairement de grandes richesses ou du moins feroient de grandes dépenses.

LES fabricants de dentelles sont pour l'ordinaire des gens du commun & de tout âge. Cette sorte d'ouvrage est abandonnée principalement aux personnes du sexe, vieilles, jeunes, enfants même, voilà les faiseuses de miracle, & les hommes rougiroient d'en faire leur occupation. Cependant ces mêmes hommes ne sont point honteux de faire une autre besogne qui ne leur est payée que 20, 30, ou 40 sols par jour, quoique plus pénible: cette préférence vous montre bien clairement que les profits des fabricants de dentelles ne sont point ce qu'ils paroissent être au premier coup d'œil.

Si ces profits apparents étoient en proportion du prix de la dentelle, il n'est personne qui ne voulût en être fabricant: bientôt ce commerce seroit nul; car bientôt chacun ne pourroit plus en faire que pour son usage personnel. Si cette industrie, qui s'acquiert aisément, ne devenoit pas universelle, du-moins seroit-elle si commune, qu'il y auroit

une grande multitude de fabricants, dont la concurrence feroit nécessairement diminuer les profits; & dès-lors la dentelle ne feroit plus de la cherté dont elle est; cette cherté soutenue est donc encore une nouvelle preuve que ces mêmes profits ne sont point ce que nous les croyons.

ENFIN, quand nous voyons l'industrie faire de 20 sous une valeur de 1000 écus, n'est-il pas naturel que nous nous demandions, pourquoi cette valeur ne double pas? La raison qui l'empêche d'augmenter, doit piquer notre curiosité autant que la raison qui l'empêche de diminuer.

IL faut convenir que voilà bien des mystères à pénétrer, bien des contradictions à concilier: rien n'est plus facile cependant: 1000 écus sont le prix nécessaire de la dentelle; prix nécessaire formé par le *montant* de toutes les dépenses que les fabricants ont à faire pendant le temps qu'ils emploient à cet ouvrage; par d'autres dépenses encore de divers ouvriers qui concourent à la préparation des lins; par celles aussi du marchand qui fait les avances de ces dépenses; par les intérêts qu'il doit retirer de ces mê-

mes avances ; par les rétributions dues aux peines qu'il se donne personnellement ; par la valeur des différents risques auxquels son commerce l'expose.

L'ADDITION de tous ces divers objets réunis vous donne un total qui devient le prix *nécessaire* de la dentelle ; & ce prix *nécessaire* vous apprend que la cherté de cette marchandise n'est qu'une restitution de dépenses, de valeurs déjà consommées ; que cette cherté ne diminue point, parce que le marchand n'est pas marchand pour vendre à perte ; qu'elle n'augmente point non plus, parce que ces dépenses sont à peu près les mêmes dans tous les temps, & que la concurrence des vendeurs de dentelle ne leur permet pas de la renchérir arbitrairement, de la porter au-delà de son prix *nécessaire* ; par-conséquent que les profits éblouissants de cette fabrique sont de vains phantômes qu'on croit voir dans l'obscurité de la nuit, & qui se dissipent dès que la lumière paroît ; que ces profits sont de la même espèce & de la même valeur, que ceux de toutes les autres manufactures qui exigent les mêmes avances & exposent aux mêmes risques ;

que le prix de la dentelle ne fait que passer dans les mains du marchand pour aller payer toutes les valeurs que lui & les ouvriers consomment, ou sont réputés consommer, parce qu'ils en ont *le droit*; qu'ainsi ce prix appartient à la nation qui fournit ces valeurs, & qu'il n'est richesse pour elle, qu'autant qu'elle tire de son propre fonds, les productions qui entrent dans de telles consommations. *Elle ne gagne donc pas plus à vendre ses dentelles, qu'elle gagneroit à vendre ces mêmes productions en nature.*

JE me suis appesanti sur les fabriques de dentelles, parce que ce sont celles dont les faux produits doivent faire une plus forte illusion. Je me dispenserai donc de parler des autres: ce que je viens de dire de celles-ci me paroît suffisant pour détruire tous les arguments qu'on emploie pour persuader que l'industrie enrichit une nation en créant de nouvelles valeurs, ou en augmentant celle de ses matieres premières.

IL est pourtant une objection qu'il est à propos de prévenir, parce qu'elle tient à des dehors fort imposants pour

ceux qui ne veulent rien approfondir. Eblouis par les fortunes que font quelques agents du commerce & de l'industrie, nombre de personnes en concluent que ces agents s'enrichissent par des valeurs qu'ils multiplient ; ils se servent du-moins de ces exemples pour ne pas reconnoître l'existence d'un prix *nécessaire* en fait d'ouvrage de main-d'œuvre.

Tout homme qui ne dépense que le quart ou la moitié de son revenu, doit certainement augmenter sa fortune : quel que soit un agent de l'industrie, il ne peut s'enrichir que par cette voie, s'il ne vend ses ouvrages qu'à leur prix *nécessaire* ; car ce prix *nécessaire* n'est que la restitution des dépenses qu'il fait ou qu'il est censé faire. Son *profit* à cet égard consiste donc dans les dépenses qu'il pourroit faire & qu'il ne fait point. Cette maniere de grossir sa fortune préjudicieroit à la circulation de l'argent, à la consommation & à la reproduction, si, comme je l'ai dit précédemment, ce désordre n'étoit balancé par un désordre contraire : lorsque la reproduction ne

souffre point de ce qu'il est des hommes qui vendent plus qu'ils n'achètent, c'est parce qu'il en est d'autres qui achètent aussi plus qu'ils ne vendent.

UNE seconde observation à faire, c'est que dans la formation du prix *nécessaire* d'un ouvrage, on fait entrer la valeur des risques, parce que ces risques occasionnent des pertes qu'il faut évaluer & répartir. Ces risques cependant ne se réalisent pas toujours également pour tous les marchands, & de la différence qui se trouve dans ces accidents, doit naître une différence dans leurs profits : aussi en voyons-nous qui se ruinent, tandis que nous en voyons d'autres qui s'enrichissent.

CES divers événements ne prouvent point que chaque ouvrage de l'industrie n'ait pas un prix *nécessaire*. Ce prix n'est *nécessaire* que pour le vendeur & non pour l'acheteur. Il est *nécessaire* pour le vendeur, parce qu'il seroit en perte s'il vendoit au-dessous, & dès-lors il abandonneroit sa profession. Mais ce même prix n'est pas ce qui empêche qu'il ne vende au-dessus; son desir à ce sujet ne

peut être contenu que par la concurrence ; & en cela nous retrouvons encore la nécessité de la liberté du commerce. La suppression de cette liberté ne peut jamais assujettir l'industrie à vendre habituellement les ouvrages au-dessous de leur prix nécessaire, tel qu'il résulte du prix des productions ; elle doit au contraire lui donner des facilités pour les vendre beaucoup plus cher, & détourner à son profit une portion des richesses qui, sans cela, seroient disponibles pour le Souverain, les propriétaires fonciers, & les cultivateurs, mais qui cessent de l'être, dès qu'elles ne sont plus employées qu'à payer à l'industrie un tribut exagéré.

Aux formes près, l'industrie ne crée rien, ne multiplie rien ; elle consomme par elle-même, & provoque les consommations des autres, voilà le point fixe dans lequel nous devons envisager son utilité ; elle est très-grande assurément ; mais il ne faut pas la dénaturer, regarder l'industrie comme productive, tandis qu'elle n'est que consommatrice, & que la consommation est l'unique ob-

jet de ses travaux.

CETTE façon naturelle de considérer l'industrie, est même la seule qui puisse nous conduire à voir combien elle est avantageuse aux nations agricoles : les productions n'ont jamais tant de valeur vénale que lorsqu'elles sont voisines du lieu de la consommation ; d'un autre côté, les marchandises, quelles qu'elles soient, renchérisseut toujours pour les consommateurs, en proportion de l'éloignement des lieux dont elles sont tirées ; il est donc doublement important pour une nation agricole & productive, que son industrie la dispense de faire venir de loint une partie de ses consommations, & d'envoyer au loin, par conséquent, une partie de ses productions à l'effet d'y payer les marchandises étrangères. Pour favoriser la culture, il faut donc protéger l'industrie, & pour favoriser l'industrie il faut donc protéger la culture : tout se tient ainsi dans l'ordre naturel des sociétés.

MAIS pour nous ménager ce double avantage, il est d'une nécessité physique de faire jouir le commerce, tant inté-

rieur qu'extérieur, de la plus grande liberté possible; ce n'est que par le moyen de cette grande liberté, qu'on peut s'assurer d'une grande concurrence d'acheteurs des productions nationales, & de vendeurs des productions étrangères; ce n'est que par le secours de cette double concurrence qu'on peut faire jouir une nation du meilleur prix possible, tant en vendant qu'en achetant; ce n'est qu'à l'aide de ce meilleur prix possible, que cette nation peut se procurer la plus grande abondance possible, la plus grande richesse possible, la plus grande population possible, la plus grande puissance possible: tels sont les derniers résultats de la liberté.

ON trouvera peut-être extraordinaire que dans l'énumération des bons effets de la liberté, je ne parle point de l'accroissement progressif de son commerce extérieur, & que je n'aye point présenté le plus grand commerce extérieur possible, comme étant inséparable de la plus grande prospérité possible d'une nation. Mais il ne faut pas s'imaginer que ce commerce & cette prospérité croissent

dans la même proportion ; au-contre, la suite naturelle d'une grande prospérité est de diminuer le commerce extérieur & d'augmenter le commerce intérieur.

IMPOSSIBLE qu'une nation trouve dans la masse de ses productions annuelles, une grande richesse disponible, sans que son industrie & sa population n'augmentent en proportion de cette richesse ; c'est dans le sein de l'abondance que les hommes, les arts, les talents se multiplient pour varier & multiplier nos jouissances. La prospérité d'une nation croissant ainsi dans tous les genres, il est sensible que pour jouir de sa richesse, elle a moins besoin que jamais du secours des étrangers : les premiers propriétaires des productions trouvent autour d'eux, pour ainsi dire, toutes les jouissances qu'ils peuvent désirer ; ils ont en outre l'avantage d'économiser les frais de transport, inséparables du commerce avec les étrangers ; de se ménager ainsi toute la valeur de leurs productions, qui, en pareil cas, doivent être toujours vendues à leur meilleur prix possible.

CE tableau du dernier degré de prospérité auquel une nation puisse parvenir à l'aide de la liberté , prouve bien que le commerce extérieur n'est , ainsi que je l'ai déjà dit , qu'un *pis - aller* qu'un *mal nécessaire* : son utilité peut bien conduire une nation à son meilleur état possible , mais cette nation une fois parvenue à ce meilleur état possible, elle ne fait plus le même usage des secours dont elle avoit besoin pour y arriver : à mesure que ces productions se multiplient , l'industrie croît chez elle , & les consommateurs nationaux deviennent plus nombreux : son commerce extérieur diminue donc en raison inverse de l'augmentation de son commerce intérieur. Cette révolution est conséquente à la manière dont le commerce enrichit une nation : on a vu que cet accroissement de richesse n'est pas l'effet propre du commerce , mais bien de la liberté du commerce , parce que c'est elle qui assure le bon prix , & conséquemment l'abondance des productions.

JE n'ai pas besoin que l'étranger achète mes productions , quand les consom-

mateurs nationaux m'en offrent le plus haut prix possible ; mais pour me procurer constamment & nécessairement ce plus haut prix possible , il est indispensable que je puisse librement préférer l'étranger ; & que les consommateurs nationaux , au-lieu de me faire la loi , la reçoivent de la concurrence. Il en est de même des ouvrages de l'industrie , qui entrent dans mes consommations : la concurrence des vendeurs étrangers m'est utile , non pour acheter d'eux , mais pour aiguillonner l'industrie nationale qui doit servir à varier & multiplier mes jouissances , & me mettre en même-temps à l'abri d'un renchérissement démesuré de la part des vendeurs qui sont de ma nation : or , ces divers avantages que je trouve dans la liberté du commerce étant communs à tous les cultivateurs , & à tous les co-propriétaires du produit net , ils sont tous assurés de se procurer par ce moyen , leur meilleur état possible. Nous pouvons donc nous résumer , & dire qu'un grand commerce extérieur sans liberté doit nécessairement ruiner une nation ; que pour en-

richir au-contre , & le Souverain & les fujets , pour les porter au plus haut degré de prospérité & les y maintenir , le plus petit commerce extérieur peut être fuffifant , pourvu qu'il jouiffe de la plus grande liberté.

CHAPITRE XLIV.

Récapitulation & Conclusion de cet Ouvrage. La loi de la propriété, établie sur l'ordre physique, & dont la connoissance évidente est donnée par la nature à tous les hommes, renferme en son entier l'ordre essentiel des Sociétés. Cette loi unique & universelle est la raison essentielle & primitive de toutes les autres loix. Ses rapports avec les mœurs. Combien les systèmes publics d'un Gouvernement influent sur la formation de l'homme moral. Les vertus sociales ne peuvent être que passagères, dès qu'elles sont séparées de l'ordre essentiel des Sociétés.

L'ÉTABLISSEMENT de l'ordre naturel

& essentiel des Sociétés ne demande point des hommes nouveaux, des hommes qui ne soient susceptibles ni de l'appétit des plaisirs, ni de l'aversion de la douleur. Ne vous imaginez pas que pour parvenir à cet établissement, il faille commencer par l'anéantissement de nos passions : il n'appartient pas à l'humanité de pouvoir les éteindre ; mais elle peut les modifier, les diriger : *Passions, tho' selfish, lyes under the reason* (1) ; quoiqu'elles ne soient jamais affectées que de leur intérêt personnel, elles nous sont données cependant comme les moyens que la raison doit employer pour nous soumettre à un ordre immuable institué par l'Auteur de la nature pour gouverner les hommes tels qu'ils sont, pour faire servir à leur bonheur temporel, ces deux mobiles auxquels nous avons donné le nom de passions, ou du-moins, qui sont le germe de toutes nos passions.

Si vous en exceptez la nécessité des

(1) Quoique nos passions rapportent tout à elles-mêmes, elles doivent cependant être protégées par la raison. POPE, *Essais sur l'homme*.

ménagements qu'il faut garder quand il s'agit de rendre aux corps politiques la santé qu'ils ont perdue, il est sensible qu'un tel établissement ne peut plus trouver d'obstacles que dans une espece de léthargie dont notre ignorance est le principe : effrayés de la distance prodigieuse qui se trouve entre l'ordre, & cette multitude de désordres qui dans tous les temps ont couvert la surface de la terre, & dégradé l'humanité, nous nous imaginons que leur réforme est un ouvrage au-dessus de nos forces ; nous nous persuadons que l'ordre propre à opérer cette réforme, est un ensemble très-complicqué ; qu'il demande de nous une étude & des connoissances profondes ; qu'il exige des génies supérieurs, des travaux pénibles & assidus, des efforts sur nous-mêmes, des combats dans lesquels nous n'osons nous engager.

C'EST ainsi qu'une masse énorme de difficultés imaginaires nous en impose au-point qu'elle ne nous permet pas de former le projet de les surmonter ; elle n'est cependant qu'une pure illusion, qu'une vaine chimere, dont l'idée factice agit sur nos esprits, comme celle des

revenants ou des phantômes agit sur les enfants. Mais pour la dissiper, cette chimere, & nous faire sortir de notre abattement, ne suffit-il pas de montrer aux hommes combien est simple, combien est évident & sensible ce même ordre à la connoissance duquel ils désespèrent de pouvoir jamais s'élever; de les convaincre qu'il est facile à comprendre, facile à mettre en pratique, plus facile encore à perpétuer?

QU'ON me permette donc de rapprocher, de rassembler, pour-ainsi-dire, dans un même point de vue, les vérités contenues successivement dans cet ouvrage; de faire voir, par la nécessité de leur enchaînement, qu'il en est une première dans laquelle toutes les autres sont renfermées, & qui est *sensible* à toute intelligence: ce coup d'œil mettra mes lecteurs dans le cas, non de croire à la possibilité de l'établissement de l'ordre naturel des sociétés dans toute sa perfection, mais de ne pouvoir plus imaginer quelle espece d'oppositions un établissement si précieux, si désirable pourroit rencontrer, lorsque ce même ordre sera connu dans toute sa simplicité

NOUS avons commencé par attacher nos regards sur le premier état de l'homme, avant qu'il se réunisse librement à quelque société particulière : nous le voyons naître dans l'impossibilité de se passer du secours des autres ; mais aussi pour ménager ces secours à son impuissance absolue, nous trouvons dans ses pere & mere, des devoirs, dont l'observation est assurée, tant par les plaisirs d'attrait dont la nature a rendu ces devoirs susceptibles, que par la contemplation du besoin que les pere & mere auront un jour des secours de leurs enfants.

SUR ces premiers devoirs des pere & mere envers ceux qui leur doivent le jour, vous voyez s'établir leurs premiers droits sur leurs enfants, & les premiers devoirs des enfants envers leurs pere & mere : cette réciprocité de devoirs & de droits forme entre eux une société naturelle. Mais à peine les enfants sont-ils en état de rendre quelques services, que les liens de cette société se resserrent encore, par les avantages *sensibles* que tous ceux qui la composent, trouvent à rester unis pour s'aider mutuellement.

NOUS avons passé rapidement sur ces premières époques de notre vie, pour considérer les hommes dans l'âge où le germe des passions s'est développé, dans l'âge où la force physique de leur individu les met en état de disposer d'eux-mêmes, & sert leurs volontés. Là, nous avons observé qu'une *sensibilité involontaire* au plaisir & au mal physiques, les avertit perpétuellement qu'ils ont un devoir essentiel à remplir, celui de pourvoir à leur subsistance; cette *sensibilité* les tient assujettis rigoureusement à ce devoir, & à tous les travaux qu'il exige d'eux pour les conduire à des jouissances qui leur sont précieuses. De là, le desir naturel d'acquérir ces jouissances & de les conserver; desir qui les dispose naturellement à saisir tous les moyens de s'assurer la possession paisible des fruits de leurs travaux; par conséquent à vivre en société.

VIVRE en société, c'est *connoître & pratiquer les loix naturelles & fondamentales de la société, pour se procurer les avantages attachés à leur observation.* Cette définition nous montre que la nature est le premier instituteur de l'hom-

me social parvenu à l'âge où ses passions & ses forces doivent être dirigées par la raison. Je dis qu'elle en est le premier instituteur , parce que c'est elle qui a voulu la réunion des hommes en société ; c'est elle qui a dicté les conditions essentielles à cette réunion ; c'est elle enfin qui leur rend *sensibles* la nécessité de la société , & celle des conditions auxquelles ils doivent se soumettre , pour que la société puisse se former & se perpétuer.

EN EFFET , le desir d'acquérir & de conserver , nous presse naturellement d'éviter tout ce qui pourroit mettre des obstacles à l'accomplissement de ce desir : nous *sentons* même en nous , une disposition naturelle à employer toutes nos forces pour surmonter ces obstacles. Cette disposition , conséquente à notre premier desir , est donc une leçon très-intelligible que la nature nous donne , & par laquelle elle nous fait comprendre qu'il est de notre intérêt de ne pas provoquer ces mêmes obstacles que nous nous proposons d'écarter ; en un mot , de ne rien faire qui puisse nous empêcher de jouir paisiblement & constam-

ment du *droit* d'acquérir & de conserver.

JE me fers ici du terme de *droit*, parce qu'il n'est *aucun homme* qui, dans ce premier état, ne sente la nécessité absolue dont il est pour lui, de pouvoir librement se procurer les choses dont la conservation a besoin; *aucun homme* qui ne comprenne que la liberté de les acquérir seroit nulle en lui, sans la liberté de les conserver; qu'à raison de cette même nécessité absolue, qui fait son titre, on ne peut, sans injustice, offenser en rien sa liberté.

DE's ce moment je vois des hommes instruits & formés pour vivre en société: la *sensation* ou la connoissance intuitive qu'ils ont de leurs premiers droits, leur donne aussi *nécessairement* la connoissance intuitive de leurs premiers devoirs envers les autres hommes: ce qui se passe dans leur intérieur leur fait facilement comprendre que tous les hommes ont des droits de la même espece; qu'aucun d'eux ne peut se proposer de les violer dans les autres, qu'il n'éprouve de leur part la plus grande résistance possible; qu'il ne s'expose *nécessairement* à toutes

les violences qu'ils pourront, à leur tour, exercer à son égard. Ainsi chacun, *éclairé par l'attention qu'il donne à son intérêt personnel, à ses propres sensations*, est forcé de se reconnoître sujet à des devoirs ; de s'imposer l'obligation de ne point troubler les autres hommes dans la jouissance du droit d'acquérir & de conserver, afin de n'être point aussi troublé lui-même dans la jouissance de ce droit.

Nous n'avons donc pas besoin d'un autre maître que la nature, pour parvenir à l'institution de la propriété personnelle & de la propriété mobilière ; car ces deux sortes de propriétés, qui au fonds n'en font qu'une seule, présentée sous deux noms différents, ne sont autre chose que ce que je viens de nommer le droit d'acquérir & de conserver : elles se trouvent naturellement instituées par la seule force de la nécessité absolue dont elles sont à notre existence ; nécessité que le physique de notre constitution nous rend *sensible*, & d'après laquelle il ne nous est pas possible de méconnoître ni les premiers devoirs réciproques auxquels elle assujettit les hommes entre

eux, ni l'intérêt qu'ils ont tous à s'y conformer.

TEL est le premier état du genre humain ; tel est l'état de la société primitive, de cette société naturelle, tacite & universelle qui a dû précéder l'institution des sociétés particulières & conventionnelles. C'est dans cette source que j'ai puisé les premières notions du juste & de l'injuste absolus, des devoirs & des droits réciproques dont la justice est absolue, parce qu'ils sont d'une nécessité absolue dans des êtres créés pour vivre en société.

MAIS en quoi consistent-ils, ce juste & cet injuste absolus ? Présentent-ils, dans leurs principes ou dans leurs conséquences, des vérités compliquées, des vérités à la connoissance desquelles notre intelligence ne puisse s'élever que par de grands efforts ? Non, non, cette connoissance n'est point réservée à quelques hommes en particulier ; il n'en est point à qui la nature n'ait donné la faculté de voir évidemment ces vérités à l'aide de la lumière qui éclaire en eux cette faculté.

LA lumière & la faculté de voir sont deux choses qu'il ne faut pas confondre ;

car

car sans la lumière , les yeux de nos corps ne nous font d'aucune utilité. La raison , cet assemblage de facultés intellectuelles, est ce que nous pouvons nommer les yeux de l'ame ; mais dans l'ordre des choses humaines, les seules qui appartiennent à mon sujet , la raison ne peut servir à nous conduire , qu'autant qu'elle est frappée d'une lumière qui lui permet de distinguer & de connoître les objets. Cette lumière dont je veux parler , est celle qui *luit dans les ténèbres , qui éclaire tout homme venant dans ce monde , & qui est la vie des hommes* (1) ; ce sont nos sensations physiques & involontaires qui forment en nous cette lumière par l'attention que nous leur donnons : au moyen de cette attention naturelle & volontaire , nous *sentons*, comme je viens de le dire , nous voyons évidemment qu'il est d'une nécessité , & par-conséquent d'une justice absolue , que nous ne soyons point *arbitrairement* troublés dans le droit d'acquérir & de conserver les choses utiles à notre existence ; nous voyons évidemment que

(1) S. Jean Evang. Ch. 1.

cette nécessité & cette justice sont nécessairement les mêmes dans tous les êtres de notre espèce ; qu'elles assujettissent invariablement chacun d'eux en particulier à ne point faire aux autres ce qu'il ne voudroit pas qui lui fût fait.

NOUS voici donc, sans aucun effort, parvenus à la connoissance sublime du juste & de l'injuste absolus ; nous possédons le premier principe de tous les devoirs réciproques qui nous sont imposés par un ordre essentiel & immuable qui est la raison universelle (1) ; nous connoissons cette loi qui est écrite dans tous les cœurs, dans ceux-même qui sont assez malheureux pour être privés du jour que répand le flambeau de la foi (2) ; cette loi qui nous est enseignée par la nature, & dont on ne peut s'écarter sans crime (3) ; cette loi dont l'institution est l'ouvrage d'une Sagesse qui gouverne l'univers par des règles invariables (4) ; cette loi qui est moins un présent de la Divinité que la Divinité elle-même, de manière que pé-

(1) Malebr. Tr. de mor. ch. 2.

(2) 2. Paul aux Rom. 2.

(3) St. Thomas 2. 2. q. 133. art. 1.

(4) Cic. de Leg. 1. 2.

cher contre la loi c'est pécher contre la Divinité. (1) Il ne s'agit plus ainsi que d'en développer les conséquences, & de trouver dans ce développement l'ordre naturel & essentiel des sociétés; essayons donc de les former, mais sans autres secours que celui de cette première connoissance.

J'OBSERVE d'abord qu'il n'est point question entre nous de décider si chacun sera propriétaire de sa personne & des choses acquises par ses recherches ou ses travaux : ce premier *droit* est la première loi du juste absolu, dont nous savons que notre intérêt personnel ne nous permet pas de nous écarter. Il ne s'agit pas non plus de savoir si quelques-uns peuvent être autorisés à violer *arbitrairement* la propriété personnelle & mobilière des autres : nous ne nous réunissons en société que pour prévenir & empêcher ce désordre *évident*; ce désordre qui anéantiroit un droit dont la nécessité & la justice absolues nous sont évidentes. Pour découvrir les devoirs que nous devons nous imposer récipro-

(1) Arist. de Cauf. Civil.

quement , prenons la voie la plus courte & la plus simple ; examinons qui nous sommes avant de nous réunir en société ; quels sont les droits dont nous jouissons , & quel est l'objet que nous nous proposons par cette réunion.

CHACUN de nous est un être qui déjà connoît la justice par essence , mais qui cependant peut à tout instant devenir injuste ; chacun de nous se présente avec un droit de propriété pleinement indépendant , & dont il cherche à s'assurer la jouissance ; chacun de nous sait que ce droit est d'une justice absolue ; mais chacun sait aussi qu'il peut être troublé dans cette jouissance par les autres hommes , & qu'il lui importe beaucoup de ne pas l'être : alors l'objet de notre réunion en société est *sensible* ; il consiste à établir en faveur de chacun de nous , la sûreté qu'il desire de procurer à son droit de propriété , & dans toute l'étendue que ce droit a naturellement. Mais dès que l'évidence de cet objet réunit toutes nos volontés , nous serons bientôt d'accord sur les moyens de le remplir.

IL ne nous annonce donc que des vérités *sensibles* & évidentes , celui qui

parmi nous , éleve la voix & nous dit :
 « Mes freres , l'ordre immuable de la
 » nature est que chacun soit pleinement
 » propriétaire de sa personne & de ce
 » qu'il acquiert par ses recherches ou
 » ses travaux : ce double droit est d'u-
 » ne nécessité absolue ; & dans cette né-
 » cessité nous découvrons tous les pre-
 » miers principes d'une justice par essen-
 » ce , d'une justice dans laquelle nous
 » devons puiser toutes les conventions
 » qu'il nous faut adopter pour notre fé-
 » licité commune. Ce n'est même qu'en
 » prenant pour guide , la connoissance
 » évidente de cette justice , qu'il nous
 » sera possible de remplir l'objet de no-
 » tre réunion en société ; qu'il nous sera
 » possible de garantir le droit de pro-
 » priété , de tous les troubles qu'il pour-
 » roit éprouver dans un homme dont
 » la force personnelle feroit toute la
 » sûreté : il est donc dans l'ordre de
 » cette justice , dans l'ordre de nos in-
 » térêts communs , & de l'objet que
 » nous nous proposons tous uniformé-
 » ment qu'il se fasse une réunion de tou-
 » tes nos forces au soutien du droit de
 » propriété ; par-conséquent qu'il y ait

» un signe sensible de ralliement ; au
 » moyen duquel elles puissent se rassem-
 » bler dans un seul tout , pour ne plus
 » former qu'une force unique & com-
 » mune , qui par ce moyen , se trouve
 » toujours en état de protéger efficace-
 » ment le droit de propriété : ainsi que
 » chacun de nous s'impose le devoir de
 » rallier ses forces particulieres au cen-
 » tre commun dont nous conviendrons ;
 » par ce nouveau devoir il acquerra le
 » droit de jouir de la force de tous , &
 » sa foiblesse , fortifiée par ce secours ,
 » fera toujours une force irrésistible ; il
 » n'aura jamais rien à craindre pour son
 » droit de propriété » .

Ce plan de réunion adopté , car il est
 impossible qu'il ne le soit pas , la rédac-
 tion des conventions est la partie dont
 notre société naissante va s'occuper ;
 mais nulle difficulté sur cet article , dès
 que nous ne perdrons pas de vue notre
 objet.

Nous cherchons à consolider le droit
 de propriété , & point du tout à l'éner-
 ver : nos vues & nos intérêts communs
 font de garantir la jouissance de ce droit
 dans toute la plénitude , dans toute l'éten-

due qu'il avoit avant de songer à nous réunir en société particulière ; or , avant cette réunion il étoit de l'essence du droit de propriété , que nous fussions tous également libres d'en retirer la plus grande somme possible de jouissances ; ce droit , qui dans chaque homme , étoit naturellement & nécessairement indépendant des volontés arbitraires des autres hommes , ne pouvoit être borné dans chacun de nous , que par la nécessité de ne point blesser dans les autres , le même droit & son indépendance.

TELLE est l'étendue naturelle & primitive du droit de propriété que nous venons tous mettre sous la protection de la société , & qui doit nous être à tous conservé dans tout son entier : ainsi pour n'être point en contradiction avec nous-mêmes , nos conventions sociales , ou les loix que nous adopterons , ne doivent rien retrancher de ce droit : si elles l'affujettissent à des devoirs qui ne lui étoient point imposés avant la réunion , il faut nécessairement qu'il en résulte pour lui une nouvelle utilité ; que chacun , par les nouveaux devoirs qu'il contracte , acquiere de nouveaux droits :

sans cela il seroit évident qu'on porteroit atteinte à cette nécessité & à cette justice absolues qui caractérisent le droit de propriété pris dans toute son étendue naturelle, & qui doivent servir de base à toutes nos conventions.

REMARQUEZ ici comme la liberté sociale se trouve naturellement renfermée dans le droit de propriété. La propriété n'est autre chose que le droit de jouir; or il est évidemment impossible de concevoir le droit de jouir séparément de la liberté de jouir : impossible aussi que cette liberté puisse exister sans ce droit, car elle n'auroit plus d'objet, attendu qu'on n'a besoin d'elle que relativement au droit qu'on veut exercer. Ainsi attaquer la propriété, c'est attaquer la liberté; ainsi altérer la liberté, c'est altérer la propriété; ainsi PROPRIÉTÉ, SURETÉ, LIBERTÉ, voilà ce que nous cherchons, & ce que nous devons trouver évidemment dans les loix positives que nous nous proposons d'instituer; voilà ce que nous devons nommer LA RAISON ESSENTIELLE ET PRIMITIVE de ces mêmes loix : celles-ci ne doivent être que le développement, que l'expression

de cette raison essentielle dans l'application qu'elles en font aux différents cas qu'elles veulent prévoir : ce n'est qu'à cette condition qu'elles pourront porter l'empreinte sacrée d'une nécessité absolue, d'une justice immuable dont l'évidence deviendra le lien indissoluble de notre société, parce que *nécessairement* cette évidence ne cessera de réunir nos volontés & nos forces pour maintenir & faire observer ces loix.

PROPRIÉTÉ, SURETÉ, LIBERTÉ, voilà donc l'ordre social, dans tout son entier ; c'est de-là, c'est du droit de propriété *maintenu dans toute son étendue naturelle & primitive* que vont résulter *nécessairement* toutes les institutions qui constituent la forme essentielle de la société : vous pouvez regarder ce droit de propriété comme un arbre dont toutes les institutions sociales sont des branches qu'il pousse de lui-même, qu'il nourrit, & qui périroient dès qu'elles en seroient détachées.

LA première de ces institutions est la législation positive. Mais qu'est-ce que c'est que cette législation ? L'exposition, le tableau fidele de tous les devoirs &

de tous les droits réciproques que les hommes ont naturellement & nécessairement entre eux. Et qui sont-ils ces devoirs & ces droits réciproques ? Ils consistent tous dans la liberté de retirer de ses droits de propriété, la plus grande somme possible de jouissances, sans offenser les droits de propriété des autres hommes ; car c'est ce devoir qui assure le droit.

LA propriété étant ainsi nécessairement dans chaque homme, la mesure de la liberté dont il doit jouir, il est évident que les loix positives sont toutes faites ; qu'elles ne peuvent plus être que des actes déclaratifs des devoirs & des droits naturels & réciproques, qui sont tous renfermés dans la propriété : tout ce qu'elles peuvent y ajouter, c'est l'établissement des peines, des réparations auxquelles il est évidemment juste d'assujettir le mépris de ses devoirs & la violation des droits d'autrui ; encore cet établissement n'est-il qu'une conséquence naturelle & nécessaire de la sûreté qui doit être invariablement acquise à la propriété.

NOS LOIX POSITIVES NE PEUVENT DONC AVOIR RIEN D'ARBITRAIRE :

comme il n'est point pour elles de milieu entre être favorables ou préjudiciables à la liberté, elles sont ou *évidemment* justes ou *évidemment* injustes ; elles sont ou *évidemment* conformes ou *évidemment* contraires à l'objet que nous nous sommes proposé.

AINSI en partant de cet objet, de la nécessité de maintenir la propriété & la liberté dans toute leur étendue naturelle & primitive, rien de plus simple que les loix qui concerneront les différentes conventions que les hommes pourront faire librement entre eux, & généralement tout ce qu'on peut comprendre sous le nom de commerce : ces loix ne doivent tendre qu'à assurer l'exécution de ces mêmes conventions, & à prévenir tout ce qui pourroit altérer la liberté que chacun doit avoir de faire les marchés & les échanges qui lui conviennent ; de vendre & d'acheter au prix le plus avantageux qu'il puisse se procurer ; de ne prendre, en un mot, que son intérêt personnel pour guide ; dans tout ce qui n'excede point la mesure naturelle & nécessaire de cette liberté dont il doit

jouir en vertu de ses droits de propriété.

ON a vu qu'il est de l'essence de l'ordre que l'intérêt particulier d'un seul ne puisse jamais être séparé de l'intérêt commun de tous ; nous en trouvons une preuve bien convaincante dans les effets que produit naturellement & nécessairement la plénitude de la liberté, qui doit régner dans le commerce, pour ne point bleiser la propriété. L'intérêt personnel, encouragé par cette grande liberté, presse vivement & perpétuellement chaque homme en particulier, de perfectionner, de multiplier les choses dont il est vendeur ; de grossir ainsi la masse des jouissances qu'il peut procurer aux autres hommes, afin de grossir, par ce moyen, la masse des jouissances que les autres hommes peuvent lui procurer en échange. *Le monde alors va de lui-même ; le desir de jouir & la liberté de jouir ne cessant de provoquer la multiplication des productions & l'accroissement de l'industrie, ils impriment à toute la société, un mouvement qui devient une tendance perpétuelle vers son meilleur état possible.*

COMME il est dans l'ordre physique

que les hommes ainsi réunis en société se multiplient promptement ; par une suite naturelle & nécessaire de cette multiplication ils vont être réduits à manquer de subsistances, s'ils ne les multiplient en même-temps par la culture. Ainsi du devoir & du droit qu'ils ont tous de pourvoir à leur conservation, naissent le devoir & le droit de cultiver. Mais avant de cultiver il faut défricher, faire diverses dépenses pour préparer les terres à recevoir la culture. Ces premières dépenses une fois faites, on ne peut plus enlever aux terres défrichées, les richesses qu'on a consommées en les employant à ces opérations : il faut donc que la propriété de ces terres reste à ceux qui ont fait ces dépenses : sans cela leur propriété mobilière seroit lésée. Ainsi de même que la propriété personnelle devient une propriété mobilière par rapport aux effets mobiliers que nous acquérons par nos recherches & nos travaux, de même aussi elle doit nécessairement devenir une propriété foncière par rapport aux terres dans le défrichement desquelles nous avons employé

les richesses mobilières que nous possédions.

ON voit ici que la propriété foncière n'est point une institution factice & arbitraire ; qu'elle n'est que le développement de la propriété personnelle, le dernier degré d'extension dont celle-ci soit susceptible ; on voit qu'il n'existe qu'un seul & unique droit de propriété, celui de la propriété personnelle ; mais qui change de nom selon la nature des objets auxquels on en fait l'application.

UNE autre observation, c'est que déjà il ne nous est plus possible de ne pas reconnoître le droit de propriété pour être une institution divine ; pour être le moyen par lequel nous sommes destinés, comme causes secondes, à perpétuer le grand œuvre de la création, & à coopérer aux vues de son Auteur. Il a voulu que la terre ne produisît presque rien d'elle-même ; mais il a permis qu'elle renfermât dans son sein un principe de fécondité, qui n'attend que nos secours pour la couvrir de productions. Il est évident que ces secours ne seront point administrés à la terre, si le droit de pro-

priété n'est solidement établi ; par conséquent que ce droit est une branche essentielle de l'ordre physique même ; qu'il est une condition essentielle à la multiplication des êtres de notre espèce ; multiplication que nous voyons manifestement être dans les intentions du Créateur.

IL seroit superflu de dire que la propriété des terres renferme nécessairement la propriété de leurs productions : la propriété c'est le droit de jouir ; or , la jouissance d'une terre est précisément la jouissance des productions qu'on peut en retirer.

CEPENDANT comme il ne suffit pas d'avoir fait les premières dépenses préliminaires à la culture pour que les productions renaissent annuellement , & qu'il peut se faire que les propriétaires de ces premières dépenses manquent des facultés nécessaires pour subvenir à tous les frais que la culture exige encore chaque année , *il est dans l'ordre de la propriété que quiconque se chargera de ces frais , partage dans les productions avec ceux par qui les premières dépenses ont été faites.*

QUELLE sera donc la disposition de nos loix à ce sujet ? Que statueront-elles sur ce partage, sur les proportions qu'on fera tenu de garder, afin que la reproduction ne puisse jamais manquer des avances annuelles dont elle a besoin ? Ma réponse est simple : les loix ne statueront rien ; comme il n'est point de liberté sans la sûreté, elles ne s'occuperont que des moyens d'assurer l'exécution des conventions, parce que cette sûreté est nécessaire pour faire régner dans cette partie, comme dans toutes les autres, la plus grande liberté possible : du sein de cette liberté on verra naître une grande concurrence d'hommes qui se présenteront à l'envi avec des richesses mobilières, & les offriront *au rabais* pour servir d'avances à la culture : au moyen de cette concurrence, les propriétaires fonciers se procureront ces richesses au meilleur marché possible, & se réserveront ainsi toujours la plus grande part possible dans les productions, qui par l'entremise de ces richesses, croîtront annuellement dans l'étendue de leurs domaines.

LA liberté des conventions à faire entre

tre les propriétaires fonciers & les cultivateurs ou entrepreneurs de culture, n'est point une liberté *stérile*; car d'après ces traités, & en supposant que toute sûreté soit acquise, comme elle doit l'être, à la propriété personnelle & mobilière dans les cultivateurs, ils n'ont pas de plus grand intérêt que de multiplier leurs avances pour multiplier les productions, puisque leurs profits doivent s'accroître en raison de cette multiplication. Ainsi à cet égard la liberté est encore le germe de l'abondance & de tous les avantages que celle-ci procure à la société; germe d'autant plus fécond, que *l'abondance est naturellement progressive*; les profits faits par les cultivateurs, devenant dans leurs mains, des moyens pour provoquer de plus en plus l'abondance.

CONSIDÉRONS maintenant une troisième classe d'hommes, ceux qui ne sont ni propriétaires fonciers, ni cultivateurs: l'institution de la propriété foncière paroît préjudicier à leur droit de propriété; les voilà privés de la liberté de profiter des productions spontanées qui croissent sur les terres que vous cul-

tivez : on leur impose , au-contre , le devoir de respecter celles qui naîtront annuellement à votre profit. Mais faites attention que vous ne pouvez jouir de toutes vos productions que par l'entremise des autres hommes ; que pour convertir en jouissances la majeure partie de ces productions , vous avez besoin de l'industrie & des travaux de cette troisième classe ; qu'ainsi vos propres besoins , soit naturels , soit factices , lui assurent le droit de partager dans vos récoltes.

Si la propriété des productions n'étoit point acquise à ceux qui les font renaître ; il n'y auroit ni culture ni récoltes ; les productions seroient par conséquent insuffisantes ; & d'ailleurs chacun seroit obligé d'aller les chercher , au risque de ne pas les trouver. Le devoir de respecter les récoltes est donc avantageux à cette classe industrieuse ; non-seulement elle ne craint plus de manquer des productions dont elle a besoin ; mais elle est sûre encore que les productions viendront la trouver , dès qu'elle voudra les appeler à elle par ses travaux ainsi dans cette classe le droit de propriété ;

bien-loin de perdre, a beaucoup gagné.

UN partage à faire chaque année entre les premiers propriétaires des productions renaissantes & les autres hommes, est encore un article qui n'a rien d'embarrassant pour notre législation : le maintien de la propriété & de la liberté dans toute leur étendue naturelle & primitive, va faire régner à cet égard l'ordre le plus parfait, sans le secours d'aucune autre loi.

QUOIQUE moi, agent de la classe industrielle, je ne sois propriétaire que de ma personne, de mon industrie, de ma main-d'œuvre ; il est de l'essence de mon droit de propriété qu'il me soit permis d'en retirer la plus grande somme possible de jouissances : je dois donc être pleinement libre d'échanger mes travaux contre la plus grande somme possible de productions ; par conséquent de préférer entre tous ceux qui les font naître, celui qui rendra cet échange plus avantageux pour moi. Par la même raison, vous, premier propriétaire des récoltes, vous devez avoir aussi une pleine & entière liberté de préférer par-

mi tous les hommes de mon espece ; celui qui dans l'échange de vos productions contre les travaux , vous offrira les conditions qui vous conviendront le mieux : ainsi , sans offenser aucunement ni votre liberté , ni la mienne , cette double concurrence devient *naturellement & nécessairement* l'arbitraire souverain de nos prétentions respectives : par ce moyen vous & moi nous retirons pareillement de nos droits de propriété , la plus grande somme possible de jouissances ; & pour nous procurer cet avantage , nous n'avons besoin que de la liberté qui préside à nos conventions , & de la sûreté de leur exécution.

LA consommation , & par-conséquent la reproduction , voilà les deux objets capitaux qui intéressent l'humanité : c'est à ces deux objets que se rapportent directement ou indirectement tous les devoirs & tous les droits réciproques que les hommes contractent entre eux ; aussi est ce à l'occasion de ces deux objets , que se forment les divers états qui composent une société : les uns disposent les terres à recevoir la culture ; d'autres les cultivent ; d'autres encore préparent les

productions qu'elles donnent, en augmentent l'utilité par leur industrie ; d'autres aussi sont chargés du soin de maintenir l'ordre des devoirs & des droits réciproques que ces différentes classes ont entre elles pour raison du besoin qu'elles ont mutuellement les unes des autres.

LE besoin mutuel dont je parle, est naturel & non factice : la consommation est la mesure de la reproduction ; il faut qu'il y ait des hommes qui ne s'occupent qu'à faciliter les consommations, comme il faut qu'il y en ait qui ne s'occupent qu'à faire renaître & à multiplier les productions. Cependant cette distribution des travaux & des occupations de la société, n'est possible, qu'autant que la sûreté des droits réciproques est suffisamment établie. Cette sûreté est le lien commun de toute la société ; c'est elle qui permet que la mesure des devoirs & des droits soit dans tous les cas *naturellement & nécessairement* déterminée par une concurrence qui est le fruit *naturel & nécessaire* de la liberté.

LE résultat de cet ensemble n'est pas moins important que facile à saisir : cha-

cun conserve la liberté, & par-conséquent ses droits de propriété dans toute leur étendue naturelle & primitive; chacun, sans autre intérêt que celui de varier, de multiplier ses jouissances, se trouve être un moyen dont l'ordre se sert pour augmenter la somme des jouissances au profit commun de toute la société: de-là nous voyons naître la plus grande abondance possible de productions; tandis que sur cette base, l'industrie s'éleve à son plus haut degré possible, & que par le concours de ces deux avantages, le meilleur état possible est acquis à la plus grande population possible. Tels sont les biens dont nous sommes redevables à la liberté; mais point de liberté sans la sûreté: il n'y a donc plus que ce dernier objet qui doit maintenant fixer notre attention; ainsi reste à examiner comment les institutions qui lui sont relatives, se trouvent toutes renfermées dans la loi de la propriété.

FAUT-IL une intelligence supérieure pour comprendre que des devoirs & des droits sont absolument incompatibles avec l'arbitraire? Les premières connaissances que nous venons de découvrir

dans les hommes ne font-elles pas suffisantes pour leur faire sentir que l'arbitraire & le droit de propriété sont deux choses contradictoires ? N'est-ce pas même pour mettre ce droit à l'abri de l'arbitraire , qu'ils viennent de se réunir en société ? En un mot, leur objet est de maintenir le droit de propriété & la liberté dans toute leur étendue naturelle ; ils en ont reconnu la justice & la nécessité ; voilà la base de toutes leurs conventions sociales ; voilà la raison primitive & essentielle de toutes leurs loix positives.

Il est sensible que parmi des hommes pénétrés de ce principe , il ne peut s'élever des contestations que relativement aux faits , parce qu'il n'y a que les rapports des faits avec le principe qui peuvent ne pas se trouver évidents. Il est sensible aussi que la loi de la propriété ne permet point que dans aucun cas , un homme ait le privilege d'asservir à son opinion particulière un autre homme ; car ce seroit tomber dans l'arbitraire , & anéantir la propriété. Il est donc d'une nécessité & d'une justice absolues , d'une nécessité & d'une justice

conséquentes à celles du droit de propriété, que chaque fois qu'à raison des faits, il se formera des prétentions contraires les unes aux autres, aucune des parties intéressées ne puisse en décider elle-même; par conséquent qu'il y ait des hommes préposés pour les juger souverainement & à la pluralité des voix; des Magistrats institués pour faire l'application de la loi aux faits particuliers sur lesquels sont fondés les prétentions; pour être enfin les organes de la loi, & en annoncer les décisions, après avoir vérifié, par un examen *suffisant*, les rapports de ces faits avec la loi.

CE que je dis ici sur la nécessité de la pluralité des Magistrats pour rendre un même jugement, n'est qu'une conséquence évidente de l'obligation naturelle & absolue où l'on est de maintenir la propriété *dans toute son étendue primitive*. Par la raison que les Magistrats ne peuvent avoir à juger que des conjectures, des faits dont les circonstances équivoques jettent dans l'incertitude, & prêtent à ce qu'on nomme opinion, cette incertitude ne peut être fixée que par le plus grand nombre des opinions; ce plus grand

grand nombre étant la seule ressource que nous puissions employer pour nous guider au défaut de l'évidence. Il est donc sensible que la propriété seroit compromise, si les jugemens n'étoient pas invariablement rendus à la pluralité des suffrages.

AINSI la nécessité de maintenir la propriété & la liberté dans toute leur étendue naturelle & primitive, nous conduit à la nécessité de proscrire l'arbitraire; de-là, à la nécessité d'instituer un corps de Magistrats; de-là, à la nécessité que leurs jugemens soient irréformables; de-là, à la nécessité de les assujettir eux-mêmes à des formes qui ne leur permettent de juger, qu'après avoir éclairé, autant qu'il est possible, l'obscurité des faits sur lesquels ils ont à faire parler la loi.

LES rapports de ces formes avec le maintien de la propriété sont encore évidents: impossible de rendre la justice sans examen, quand elle n'est pas évidente par elle-même. Les formes sont les procédés qui conduisent à rendre l'examen suffisant; & voilà pourquoi la violation de ces formes seroit une injustice évidente; or, en cela qu'elle seroit évidente;

te, elle n'est plus à craindre : quand les Magistrats oseroient s'y porter, cette injustice auroit le sort de toutes les autres de la même espece, contre lesquelles nous allons trouver un remède assuré.

DANS tous les cas équivoques, & qui paroissent prêter à ce qu'on appelle opinion, l'arbitraire étant une fois enchaîné par l'institution des Magistrats, le droit de propriété n'a plus à redouter que la violence & les voies de fait, qui pourroient résulter d'une mauvaise volonté dont l'évidence seroit manifeste. Mais nous avons vu que c'est précisément pour prévenir ce désordre évident, que les hommes ont institué leur société; qu'ils sont convenus de réunir toutes leurs forces particulières, de n'en plus former qu'une seule force commune pour l'employer au maintien de la propriété : ainsi pour garantie contre les voies de fait, contre les injustices évidentes, vous avez une autorité tutélaire armée de toutes les forces physiques de la société : voyez s'il est possible d'imaginer une sûreté plus entière, plus solide, plus absolue.

En cela même que les hommes ont

reconnu la nécessité de cette force commune, ils ont aussi reconnu la nécessité d'un Souverain, & d'un Souverain unique; il est aisé de le prouver. Observez d'abord qu'au moyen de la réunion de toutes nos forces particulières, vous ne voyez qu'une seule force publique. Observez ensuite que la force n'est point active par elle-même: elle a bien tout ce qu'il faut pour agir; elle est toujours prête à agir; mais tout cela ne suffit pas: il lui faut encore une volonté qui la fasse agir. Il est donc évident qu'il devient d'une nécessité absolue d'instituer un chef à la voix duquel la force publique se mette en action; un chef dont la volonté prescrive à cette force, les mouvements qu'elle doit faire pour la sûreté commune de nos droits de propriété; il est donc évident aussi que ce Chef doit être unique; car s'il y avoit deux Chefs, il pourroit se trouver deux volontés qui se contrediroient: à laquelle des deux alors faudroit-il que la force commune obéît? Si c'est à l'une des deux par préférence, je ne vois plus qu'un Souverain unique; si ce n'est ni à l'une ni à l'autre, il n'existe plus de Souverain, tant que ces

deux volontés ne sont pas d'accord pour n'en plus former qu'une seule ; dans ce cas , la force publique devient *nulle*, parce qu'elle ne peut plus être mise en action ; & le droit de propriété , qu'elle doit protéger , se trouve sans appui , sans sûreté.

DEUX autorités *égales* présentent une contradiction évidente : elles sont toutes deux nulles , prises séparément. Deux autorités *inégaies* présentent une contradiction dans un autre genre , mais de la même évidence : celle des deux qui est supérieure est tout , & l'autre n'est rien.

Qui dit autorité , dit le *droit de commander joint au pouvoir physique de se faire obéir* , ce qui suppose toujours & nécessairement la supériorité de la force physique. Mais qui est-ce qui a naturellement le droit de commander aux hommes , si ce n'est l'évidence ? Qui est-ce qui peut assurer au commandement la supériorité de la force physique pour se faire obéir , si ce n'est la force intuitive & déterminante de l'évidence , qui rallie à elle toutes nos forces , parce qu'elle rallie à elle toutes nos volontés ? L'évi-

dence n'est-elle pas *une*, n'est-elle pas immuable ? Ainsi par-tout où elle est le principe de la réunion des forces, il ne peut se trouver qu'une seule force publique ; impossible de diviser celle-ci, à moins de la séparer de son principe, & c'est l'anéantir ; impossible par conséquent qu'elle puisse être placée dans plusieurs mains à la fois.

QUAND les hommes sont malheureusement privés de l'évidence, l'opinion proprement dite est le principe de toutes forces morales : nous ne pouvons plus alors ni connoître aucune force, ni compter sur elle. Dans cet état de désordre nécessaire, l'idée d'établir des contre-forces pour prévenir les abus arbitraires de l'autorité souveraine, est évidemment une chimere : l'opposé de l'arbitraire, c'est l'évidence ; & ce n'est que la force irrésistible de l'évidence qui puisse servir de contre-force à celle de l'arbitraire & de l'opinion.

POUR calmer toute inquiétude sur les abus de l'autorité de la part d'un chef unique, il suffit de faire attention à la nécessité manifeste dont il est pour un Souverain, de protéger le droit de pro-

priété : il n'est Souverain que parce qu'il tient dans sa main toutes les forces physiques de la société ; mais qu'est-ce qui réunit ainsi dans la personne du chef toutes ces forces particulières ? L'évidence de la nécessité & de la justice absolues qui caractérisent le droit de propriété, & qui nous imposent le devoir absolu de le maintenir dans toute son étendue naturelle & primitive. Ne séparez donc point l'effet & la cause qui le produit : l'évidence est ici l'intermédiaire par le moyen duquel toutes les forces de la société se rallient au Souverain : si vous anéantissez la cause, qu'est ce qui la suppléera pour en perpétuer les effets ! Faites attention maintenant, qu'il n'est rien de plus évident que l'étendue naturelle & primitive dont la propriété, & par conséquent la liberté doivent jouir ; qu'ainsi il est impossible de leur porter atteinte, sans qu'un tel abus de l'autorité soit publiquement évident ; d'après cette seule observation voyez si des abus de cette espèce sont à craindre ; voyez si la force naturelle & irrésistible d'une évidence publique, n'est pas suffisante pour vous en garantir ; voyez aussi combien

se sont égarés ceux qui ont cherché à opposer à l'autorité du Souverain, d'autres contre-forces que celles de cette évidence, qui doit être le principe même de l'autorité, parce qu'elle est celui de la réunion des volontés.

LES spéculations d'après lesquelles on a imaginé le système des contre-forces, sont d'autant plus chimériques, que l'intention d'abuser de son autorité, au préjudice de la propriété & de la liberté, est une chose qu'on ne peut jamais supposer dans un Souverain, à moins que la loi fondamentale de la propriété, & les avantages qui en résultent *nécessairement*, ne soient totalement oubliés & du Souverain même & de toute la société: sans cela il sera toujours & *nécessairement* le plus puissant protecteur de cette loi, parce qu'il trouvera toujours & *nécessairement* dans le maintien de cette loi, tous les intérêts personnels qui peuvent être l'objet de son ambition, & qui doivent par-conséquent influencer sur ses volontés: les détails suivans nous conduiront naturellement à reconnoître cette vérité.

LA sûreté civile & politique que le

Souverain est tenu de procurer au droit de propriété ne peut s'établir que par des dépenses ; car il faut que tous ceux qui contribuent à cette sûreté soient payés : cherchons donc les moyens de pourvoir à ces dépenses communes ou publiques sans offenser le droit de propriété ; car c'est-là l'objet dont nous ne devons jamais nous écarter.

PUISQUE nous avons dans la société des dépenses publiques, il faut y pourvoir par l'institution d'un revenu public, dont le Souverain puisse avoir l'administration : au moyen de ce revenu public, les dépenses publiques ne coûtant rien aux revenus particuliers, les propriétés particulières & la liberté d'en jouir seront conservées en leur entier.

PAR la raison que ce revenu public, destiné à une consommation annuelle, ne peut être entretenu que par une reproduction annuelle, & qu'il n'y a que les terres dont on puisse attendre cette reproduction, il est évident que ce revenu public ne peut être autre chose qu'une portion des valeurs ou des productions que les terres donnent annuellement. Voici donc que d'un seul trait

nous rayons de dessus la liste des contribuables au revenu public, tous ceux qui partagent dans ces productions à tout autre titre que celui de propriétaires fonciers ; & cela parce que la multitude d'hommes, de quelque espèce qu'ils soient, ne sont que des salariés par le produit des terres, & ne prennent dans ce produit, qu'une portion que la concurrence fixe au taux le plus bas possible. La propriété personnelle & mobilière de ces mêmes hommes est donc maintenue dans toute son étendue naturelle & primitive ; dès-lors plus de doubles emplois dans la contribution au revenu public ; plus d'impôts arbitraires ni sur les entrepreneurs des cultures, ni sur les hommes qu'ils entretiennent au service de cette profession ; impôts qui frappant sur les avances, & diminuant ainsi la masse des richesses productives, causent à la reproduction un préjudice énorme, ruinent souvent les cultivateurs, & deviennent progressivement destructifs des richesses de la nation, de celles du Souverain & de la population.

PAR la même raison, plus d'impôts

arbitraires ni sur les salaires ou la personne des agents de la classe industrielle, ni sur les choses commercables ; impôts qui enrayent les travaux & arrêtent les progrès de l'industrie ; impôts qui font diminuer les consommations, le débit & la valeur vénale des productions ; impôts dont les contre coups grevent aussi les entrepreneurs des cultures & éteignent la reproduction ; impôts qui re tombent à grands frais sur les propriétaires fonciers & sur le Souverain même ; impôts qui commencent par coûter à ces propriétaires 4 & 5 fois plus que la somme qui en revient au revenu public ; impôts qui trompent toutes les spéculations ; qui ne permettent plus de compter sur aucuns produits : qui bientôt appauvrissent le Souverain au lieu de l'enrichir, & par une progression rapide, conduisent à la destruction totale des richesses, des hommes, de tout ce qui concourt à former la puissance politique de l'Etat. Voilà les maux que nous évitons naturellement & nécessairement, tant que la propriété personnelle & mobilière est respectée parmi nous comme elle doit l'être ; tant qu'elle n'est point

bleffée par la maniere de procéder à la formation d'un revenu public.

A l'égard de la propriété fonciere, la nécessité de la faire jouir du même avantage, nous montre évidemment que le produit des terres doit se partager entre elle & le revenu public ou le Souverain : il ne s'agit donc plus que de savoir quelles sont les conditions essentielles de ce partage.

LA premiere de ces conditions & la plus importante est que la proportion du partage n'ait rien d'arbitraire : elle ne peut l'être de la part des propriétaires fonciers ; car le revenu public n'auroit rien d'assuré ; ils pourroient à leur gré retenir à leur profit particulier, une portion de ce revenu public, qui est fait pour être une richesse commune, servant à l'utilité commune de toute la société.

CETTE même proportion ne peut non plus être arbitraire de la part du Souverain ; car par ce moyen la propriété des terres se trouveroit séparée de celle de leurs produits ; à ce prix personne ne voudroit être propriétaire foncier, & les terres incultes ne donneroient ni revenu

public, ni revenu particulier; alors il n'y auroit plus de Souverain, parce que faute de subsistances suffisantes, il n'y auroit plus de société.

CETTE première condition essentielle du partage nous indique naturellement la seconde: les propriétés foncières ne se forment & ne s'entretiennent que par des dépenses; mais ces dépenses ne seront pas faites, si, toutes proportions gardées, le fruit qu'on espère en retirer n'est pas *au-moins* égal à celui que donneroient les mêmes dépenses dans d'autres emplois. Cette parité, & je ne dis point assez, est donc essentiellement nécessaire pour que les hommes se portent à faire & entretenir toutes les dépenses qui doivent précéder celles de la culture, & que les terres ne cessent jamais de pouvoir être mises en valeur.

D'APRÈS les deux conditions essentielles du partage, la proportion suivant laquelle il doit être fait entre le Souverain & les propriétaires fonciers, étant ainsi réglée pour toujours, il est évident que les propriétaires fonciers se trouvent, comme tous les autres hommes, exempts de la contribution au revenu

public ; que la terre fournit elle-même au Souverain , ce revenu annuel à l'acquit & au profit commun de toute la société ; que ce revenu par-conséquent , au-lieu d'être une charge commune , devient une richesse commune , par le moyen de laquelle la Souveraineté se trouve naturellement & nécessairement en communauté d'intérêts avec les sujets ; car alors il lui importe personnellement que les produits des terres se multiplient pour eux , afin que la part proportionnelle qu'elle y prend , soit pour elle une plus grande richesse.

DE cette communauté d'intérêts entre l'Etat gouvernant & l'Etat gouverné , nous voyons naître la dernière règle concernant l'établissement du Souverain. Cette dernière règle est l'institution du droit de succéder à la Souveraineté. Non-seulement cette institution met à l'abri de tous les inconvéniens , de tous les orages qui précèdent , accompagnent & suivent ordinairement l'élection d'un Souverain ; mais il en résulte encore un bien plus grand avantage : le Souverain & la Souveraineté se confon-

dent & ne font plus qu'un; les intérêts de la Souveraineté deviennent ceux du Souverain même; c'est lui personnellement qui se trouve co-propriétaire du produit net des terres de sa domination; c'est lui personnellement qui se trouve en communauté d'intérêts avec ses sujets: comment supposer alors qu'il voulût porter atteinte au droit de propriété? Il voit évidemment que le maintien de ce droit & de la liberté *dans toute leur étendue naturelle & primitive*, est le germe de la prospérité progressive de ses sujets; il voit que cet accroissement progressif est l'unique voie par laquelle il puisse parvenir au dernier degré possible de richesse, de puissance & de gloire; il voit que cette loi sacrée de la propriété est instituée pour lui, & non contre lui; que par le moyen de cette loi, qui lie tous les intérêts du corps politique; qui nécessairement ramène à l'unité la multitude des membres qui le composent, c'est la Divinité elle-même qui gouverne, & qu'elle semble avoir tout disposé pour embellir la Souveraineté, pour que ceux qui sont sur la terre les *Ministres*,

les images vivantes du Très-haut, ne connoissent plus que le bonheur de jouir & d'être adorés.

IL faut donc regarder l'institution de la Souveraineté héréditaire, comme étant ce qui met le comble à la sûreté que nous nous proposons de procurer au droit de propriété. Ce droit dans aucun cas n'a plus rien à craindre : tout ce qui pourroit lui porter la plus légère atteinte seroit nécessairement un désordre évident, qui ne peut jamais être dans les intentions d'un chef dont les intérêts sont inséparables de ceux de la souveraineté. La publicité de cette évidence est une contre-force naturelle sur laquelle le Souverain peut compter dans tous les cas où l'on seroit parvenu à le tromper, à lui surprendre, par des détours criminels, des ordres ou des loix contraires à ses véritables intérêts. Je ne dis point encore assez : il faut regarder cette évidence comme étant la Divinité elle-même, qui veille sans cesse, & d'une manière sensible, à la sûreté commune des intérêts communs du Souverain & des sujets, & qui ne permet pas que les

minorités des Rois soient susceptibles des plus légers inconvénients , parce qu'elle ne permet pas que des loix dont la justice & la nécessité sont publiquement évidentes , puissent perdre de leur vigueur dans aucun temps.

Si je parle ici des loix , c'est qu'il est évident que le pouvoir législatif ne peut résider que dans le Souverain tel que nous venons de l'instituer. Au moyen de ce que nous avons acquis une connoissance évidente *de la raison essentielle & primitive de toutes les loix* , il est sensible que dans la main des hommes , le pouvoir législatif n'est point le pouvoir de *faire* des loix nouvelles ; qu'il se réduit à publier celles qui sont déjà faites par Dieu même , & à les sceller du sceau de l'autorité coercitive dont le Souverain est dépositaire unique. Ainsi du droit de propriété résulte encore que le Souverain est naturellement & nécessairement Législateur , & qu'il n'est de sa part aucun abus à craindre dans cette partie ; car il est de son intérêt personnel que les loix qu'il fait promulguer , n'ayent rien de contraire *à leur raison essentielle & primitive* ,

primitive ; & s'il tomboit dans quelques méprises à ce sujet , il seroit d'une impossibilité morale que leur évidence échappât à la nation & principalement aux Magistrats.

ADMIREZ présentement comme chacun jouit , tant en commun qu'en particulier , de son meilleur état possible ; j'entends , du meilleur état qu'il lui soit physiquement & socialement possible de se procurer réellement. En effet , en quoi consiste cet avantage ? Il consiste dans la plus grande liberté possible de jouir de ses droits de propriété ; afin d'en retirer la plus grande somme possible de jouissances : or il est évident que la liberté ne peut être plus entière , plus complète que celle qui vient de nous être garantie pour toujours : chacun de nous est parfaitement libre d'employer ses biens-fonds , ses richesses mobilières , sa personne , son industrie , ses talents de la manière qui convient le mieux à son intérêt personnel ; chacun de nous est assuré que les fruits de ses travaux ne lui seront point ravis ; qu'il en retirera la plus grande somme de jouissances qu'il

peut se promettre; & qu'en cette partie il ne connoît de loix que celles de la concurrence qui résulte naturellement & nécessairement d'une liberté semblable dans les autres hommes; chacun de nous, à la faveur de cette pleine & entière liberté, & aiguillonné par le desir de jouir, s'occupe, selon son état, à varier, multiplier, perfectionner les objets de jouissances qui doivent se partager entre nous, & augmente ainsi la somme du bonheur commun en augmentant celui qui lui est personnel.

REMARQUEZ ici quel est le prix inestimable de l'ordre simple & naturel qui vient de s'établir: chaque homme se trouve être l'instrument du bonheur des autres hommes; & le bonheur d'un seul, semble se communiquer comme le mouvement. Prenez à la lettre cette façon de parler: de quelque nature que soient les efforts que vous faites pour accroître la somme de vos jouissances; soit que les résultats de ces efforts donnent une plus grande abondance de productions, soit qu'ils rendent d'autres services à la société, toujours est-il vrai qu'ils ne vous

seront payés qu'en raison de leur utilité; que la concurrence ne vous permettra pas de mettre qui que ce soit à contribution; que la balance en main, elle réglera les valeurs vénales de toutes les choses & de toutes les actions qui entrent dans le commerce, qu'au moyen de cette police rigoureuse, à l'autorité de laquelle personne ne peut se soustraire, l'équilibre sera constamment gardé dans les échanges; personne ne pourra jouir, ne pourra s'enrichir aux dépens des autres; alors plus de ces fortunes démesurées dans lesquelles on voit une multitude d'autres fortunes venir s'engloutir; plus de ces amas somptueux de richesses superflues, qui détournées de la circulation, laissent une partie des membres du corps social se dessécher & périr faute de substance; chacun ainsi dans la somme totale du bonheur commun, prendra la somme particulière qui doit lui appartenir. Je ne fais si dans cet état nous apercevons des malheureux; mais s'il en est, ils sont en bien petit nombre; & celui des heureux est si grand, que nous ne devons plus être inquiets sur les se-

cours dont ceux-là peuvent avoir besoin.

UN des grands avantages de l'ordre qui vient, pour ainsi dire, de s'établir de lui-même, est que le luxe, ce cruel ennemi du genre humain, ce monstre, dont le venin est si subtil, si actif, qu'on ne peut jeter les yeux sur lui sans en ressentir les atteintes mortelles; ce tyran perfide, qui sous le voile trompeur de la prospérité publique, cache les cadavres des malheureux qu'il immole journellement; le luxe, dis-je, ne peut pénétrer dans une société que nous voyons naître sous les auspices du droit de propriété.

C'EST la nature & non la somme des dépenses, qui constitue le luxe; aussi prend-il sa source moins dans les richesses acquises, que dans la façon de les acquérir; je veux dire, dans des pratiques spoliatrices qui accumulent dans quelques mains seulement une masse considérable de richesses, dont la consommation ne peut plus se faire d'une manière utile à la reproduction.

Par le moyen de la circulation, tou-

tes les valeurs qui partent de la classe productive , doivent y revenir pour servir encore de germe à la reproduction qui doit les rendre perpétuellement à la circulation. Le luxe , qui change toute la marche naturelle des consommations , est précisément le désordre opposé à l'ordre qui doit *nécessairement* régner dans les dépenses, pour que cette circulation ne puisse jamais être interrompue : or , il est impossible que ce désordre s'introduise parmi nous , tant que respectant la propriété & la liberté , nous ne nous preterons à rien qui puisse fournir à quelques hommes , un titre & des facilités, pour en ruiner d'autres , & s'enrichir de leurs dépouilles. Qu'on me permette de ne pas insister sur cette observation ; je ne pourrois le faire sans m'écarter de mon sujet. D'ailleurs il me semble qu'on n'ignore plus aujourd'hui que c'est au luxe que nous devons attribuer le mauvais emploi des hommes & des richesses ; que ce mal moral est enté sur un autre mal qu'il aggrave encore , & qui n'est autre chose que la violation habituelle du droit de propriété ; que l'au-

torification des abus, qui donnent des moyens pour mettre à contribution la société, pour en dénaturer les richesses, changer en richesses stériles, celles qui sont destinées à être productives, épuiser ainsi le principe de la reproduction & du bonheur public.

TANDIS que dans l'intérieur de notre société, la loi de la propriété fait régner l'ordre, la justice, la paix & la liberté; tandis que le corps social s'organise de manière que depuis le chef jusqu'au dernier des membres, chacun jouit évidemment de son meilleur état possible, examinons ce qui peut nous intéresser à l'extérieur; quels sont nos rapports politiques avec les autres sociétés.

J'OBSERVE d'abord que la paix est l'état naturel dans lequel les nations doivent être respectivement entre elles; car la guerre entre deux nations est un état violent, dangereux, fâcheux pour l'une & pour l'autre, comme elle peut l'être entre deux particuliers: elles ont donc toutes deux également & naturellement intérêt de l'éviter.

PUISQUE l'état de paix est l'état na-

tuel des nations, il doit avoir les conditions essentielles ; ainsi on peut , en général , s'assurer cet heureux état , en remplissant ces mêmes conditions. Mais déjà je les vois former la base de notre système politique ; nous les trouvons toutes renfermées dans la loi de la propriété : sitôt que nous l'avons reconnue pour être *la raison essentielle & primitive* de toutes les autres loix , il nous est impossible de regarder cette loi divine comme une institution qui nous soit particulière ; il nous est impossible de ne pas voir que toutes les nations ne forment entre elles qu'une seule & même société , & que la loi de la propriété est une loi commune à toutes les différentes classes de cette société générale : il nous est donc évident que nous ne pouvons , sans injustice , troubler les droits de propriété & la liberté des autres nations ; il nous est évident aussi que le droit de propriété & la liberté seroient blessés dans chacun des membres de notre société , si l'on dispoit *arbitrairement* de leurs personnes & de leurs richesses pour faire violence aux autres nations ; il nous est évi-

dent enfin que les sujets de guerre ne peuvent naître entre elles & nous, qu'à l'occasion des entreprises qu'elles voudroient faire ouvertement au préjudice de la sûreté & de la liberté qui doivent être acquises à nos droits de propriété.

POUR que les sujets de guerre ne puissent être arbitraires, il suffit donc de ne pas perdre de vue le droit de propriété; de le considérer tel qu'il est, & tel qu'il doit être essentiellement soit dans chacun des membres de notre société particulière, soit dans les membres des autres sociétés; car il est de la même justice & de la même nécessité dans tous les hommes. Cela posé les rapports politiques que les nations ont naturellement entre elles, ne sont plus que de deux especes; les uns sont relatifs à la sûreté, & les autres à la liberté de jouir.

Il est sensible qu'une nation qui veut en opprimer une autre & s'agrandir par des conquêtes, menace, de proche en proche, toutes les autres nations: il est donc dans l'ordre du droit de propriété & de la sûreté dont ce droit a essentiellement besoin, que cette nation soit regardée

gardée comme un ennemi commun par toutes les autres nations : de-là naît naturellement un intérêt commun , qui constitue toutes les autres nations dans la nécessité de se réunir pour faire une force commune capable de garantir à chacune d'elles ses droits de propriété. Sous ce point de vue les rapports politiques d'une nation avec les autres nations sont déterminés par ce même intérêt commun ; leur sûreté commune exige qu'elles se regardent comme ne formant qu'une seule & unique société, distribuée en différentes classes, lesquelles, malgré cette distribution, sont toutes personnellement & fortement intéressées à se garantir mutuellement leurs droits de propriété.

QUANT aux rapports politiques qui sont relatifs à la liberté de jouir , c'est encore dans le droit de propriété qu'il faut les chercher. Ces mêmes rapports ont pour objet le commerce extérieur , ou les différents échanges que les nations peuvent faire entre elles pour leur utilité commune. Mais nous avons déjà vu que la loi de la propriété veut que notre société jouisse à cet égard d'une pleine &

entière liberté; que chacun de nous puisse librement vendre aux acheteurs qui lui offrent un meilleur prix, & acheter des vendeurs dont les conditions lui conviennent le mieux. Ainsi sur cet article nulle querelle, nul sujet de guerre entre nous & les étrangers. Quelque chose de plus : je les suppose dans des systèmes absolument contraires à cet ordre naturel. Je veux bien qu'ils gênent chez eux la liberté du commerce : & que nous importe ! En cela ils ne nous font aucun tort ; c'est à eux-mêmes, c'est à leur liberté qu'ils portent préjudice & non pas à la nôtre : cet avantage précieux dont ils devoient jouir, n'est-il pas leur bien propre ? Ne sont-ils pas les maîtres d'en user ou de n'en pas user ? Ils ne font que ce que tout homme est libre de faire vis-à-vis d'un autre homme : ils interdisent à nos marchandises l'entrée de leurs Pays ; mais ils en ont le pouvoir, parce que nous n'avons chez eux aucun droit, & que le commerce est une affaire *de convenance réciproque* : cette politique factice ne nous ôte point la liberté de recevoir chez nous leurs marchandises ; de traiter avec tous ceux à qui nos échan-

ges conviennent ; en un mot , notre liberté est toujours la même & dans tout son entier.

MAIS , dira-t-on , il faut que nous ufions de représaille , & que nous fermions nos ports à ceux qui nous ferment les leurs : pour décider cette question , c'est à la loi de la propriété qu'il faut recourir. Or , si nous la consultons , comme nous le devons , nous y trouverons que cette prétendue représaille blesseroit notre liberté & par-conséquent nos droits de propriété : ce procédé bisarre , ou plutôt ce désordre évident feroit diminuer la concurrence des vendeurs de qui nous achetons , & celle des acheteurs à qui nous vendons ; de-là il résulteroit pour nous une diminution de consommateurs , de débit & de valeur vénale pour nos productions : en conservant au-contraire cette concurrence dans toute sa force , nous nous ménageons évidemment la plus grande somme possible d'échanges & aux meilleures conditions possibles ; nous assurons ainsi à notre société , la renaissance annuelle de la plus grande abondance possible de ses productions , & conséquemment le plus

grand revenu possible à la nation en général, & au Souverain en particulier.

AINSI sans autre loi que celle de la propriété, sans autres connoissances que celle *de la raison essentielle & primitive* de toutes les loix, sans autre philosophie que celle qui est enseignée par la nature à tous les hommes, nous voyons qu'il vient de se former une société qui jouit au-dehors de la plus grande confiance politique, & au-dedans de la plus grande prospérité; nous voyons qu'il vient de s'établir parmi nous, une réciprocité de devoirs & de droits, une *fraternité* qui nous intéresse tous à la conservation les uns des autres, & dont les liens sacrés embrassent & tiennent unis avec nous tous les Peuples étrangers.

NE foyez point en peine maintenant ni de notre morale ni de nos mœurs; il est socialement impossible qu'elles ne soient pas conformes à leurs principes; il est socialement impossible que des hommes qui vivent sous des loix si simples, qui parvenus à la connoissance du juste absolu, se sont soumis à un ordre dont la justice par essence est la base, & dont les avantages sans bornes leur sont

évidents , ne soient pas , humainement parlant , les hommes les plus vertueux. Pour que de tels hommes puissent se corrompre , il faut qu'ils commencent par tomber dans une ignorance qu'on ne peut supposer , parce qu'il est contre nature de passer de l'évidence publique à l'erreur ; parce que chacun est attaché par son intérêt personnel , à la conservation de cette évidence ; parce qu'enfin il est facile , & même conforme à l'ordre , de perpétuer cette même évidence par l'instruction , en prenant les mesures nécessaires pour que tous les membres du corps social puissent y participer.

AINSI lorsqu'il s'élevera parmi nous des Sages qui publieront *qu'on est homicide quand on n'empêche pas de périr celui qu'on peut sauver* (1) ; que *c'est aimer Dieu , que c'est l'imiter , que de ne nuire à personne & de faire du bien à tous ses semblables* (2) ; que *la Divinité , en nous permettant de vivre , nous fait un présent moins précieux , qu'en nous donnant les connoissances qui nous apprennent à bien*

(1) Senec. in Proverb. L. II.

(2) Id. de forma Vitæ.

vivre (1) ; que ceux qui violent la loi naturelle & universelle , devenue pour eux évidente par le moyen de ces mêmes connoissances , sont au-dessous des brutes (2) ; qu'on ne doit regarder comme un mal , que les choses honteuses , & comme un bien , que les choses honnêtes (3) , nous écouterons attentivement ces Philosophes ; nous ne les admirerons peut-être pas avec étonnement ; mais nous ferons mieux : nous les croirons , & nous pratiquerons leurs leçons , parce qu'ils ne nous enseigneront rien alors qui soit nouveau pour nous , & qui ne puisse être facilement saisi par notre intelligence ; rien qui déjà ne nous soit sensible , & ne se trouve écrit au fond de nos cœurs ; rien qui ne soit conséquent à notre intérêt personnel évident , à la nécessité & à la justice absolues de la réciprocité de nos devoirs & de nos droits , de la garantie mutuelle que nous nous sommes promise , & que nous nous devons tous pour le maintien

(1) Aristot. Ep. 72. & de Mor.

(2) Aristot. de Vera Relig.

(3) Id. Ep. 9. — Tacit. Hist. L. IV.

du droit de propriété & de la liberté dans toute leur étendue naturelle & primitive.

Nous pouvons dire avec vérité que dans l'ordre des choses humaines , le véritable instituteur de l'homme moral, c'est le système public du gouvernement. *Regis ad exemplum totus componitur orbis* : tel est l'esprit de l'État gouvernant , & tel est aussi l'esprit de l'État gouverné. Ce n'est pas seulement sur la seule force de l'exemple que cette grande vérité se trouve établie , c'est encore sur les premiers principes qui décident de notre caractère moral & de nos volontés. Quelles que soient dans une nation les voies qui conduisent aux dignités , aux honneurs, à la considération publique , soyez certain que le désir de jouir nous portera toujours à les embrasser. Par-tout où les richesses seront la mesure de cette considération publique ; par-tout où l'or sera publiquement encensé comme une Divinité & plus honoré que la vertu ; par-tout enfin où il deviendra le germe des jouissances les plus piquantes, les plus propres à mettre nos mobiles en action , il faut nécessairement que les

hommes soient avides de l'or , qu'ils sacrifient tout à l'or , qu'ils se vendent eux-mêmes pour de l'or. L'amour des jouissances & l'aversion de la douleur , voilà les deux grands ressorts de l'humanité ; voilà ce qui met en mouvement, non-seulement l'homme physique , mais encore l'homme social ; c'est même dans ce dernier que la force de ces deux mobiles se montre plus active & plus absolue : considérez de quelle chaleur , de quel enthousiasme nos affections , nos passions sociales sont susceptibles , & vous reconnoîtrez facilement que c'est au Gouvernement à les diriger ; que c'est à lui , à son système public constamment & invariablement soutenu , qu'il est réservé de greffer les vertus sociales sur les mobiles qui sont en nous : le propre du désir de jouir est de saisir les moyens de jouir : c'est au Gouvernement qu'il appartient de faire pour nous le choix de ces moyens.

NOUS savons tous par notre propre expérience, combien nos opinions particulières influent sur notre caractère moral. Nous savons tous aussi combien nos opinions particulières tiennent à l'or

pinion publique , au système public du Gouvernement. En général , chaque nation a un genre de fanatisme qui lui est propre , & qui se communique plus ou moins à tous ceux qui la composent ; les désordres privés qui naissent d'un dérèglement dans les opinions particulières , ne sont ainsi que des contrecoups naturels & infaillibles d'un premier dérèglement dans les opinions publiques , dans les systèmes admis par le fanatisme de la nation ; & voilà pourquoi on a donné le nom de *vertus du siècle* à toutes celles qui , après avoir régné pendant quelque temps avec éclat, ont totalement disparu.

QUOIQU'UNE simple opinion puisse produire en nous tous les effets de l'évidence & opérer les mêmes miracles , ne comptez pas cependant qu'ils puissent être de la même durée. Par la seule force de l'opinion les vertus sociales peuvent s'établir passagèrement dans une nation ; mais elles ne peuvent s'y perpétuer , dès qu'elles n'ont pour principe que l'opinion ; car il n'est rien qui soit plus inconstant , plus orageux ; aussi est-il impossible de la fixer sans le secours

de l'évidence qui l'affujettit en l'éclairant & la dénaturant. Ces vertus d'ailleurs sont alors *nécessairement* séparées de l'ordre essentiel des sociétés ; vu que l'institution de cet ordre ne peut être que le fruit de la connoissance évidente que les hommes en auront acquise.

ENTRE les vertus sociales & l'ordre essentiel des sociétés , il est cette différence , que les vertus peuvent exister passagèrement sans l'ordre , au-lieu que l'ordre ne peut jamais exister sans les vertus. En effet , cet ordre n'est autre chose que la pratique de ces mêmes vertus , mais instituée d'après l'évidence de leur nécessité absolue , de leur justice immuable , de l'intérêt que le corps social & chacun de ses membres en particulier ont à ne jamais s'en séparer : chacun alors voit évidemment que son meilleur état possible est inséparablement attaché à la pratique de ces vertus ; chacun est donc , pour ainsi dire , dans une impossibilité morale & sociale de n'être pas vertueux.

VOUS voyez ici pourquoi de grandes vertus sociales ont brillé pendant quelques siècles dans Rome , dans Sparte ,

dans Athènes , dans Carthage , chez les Perses , chez les Egyptiens ; vous voyez aussi pourquoi elles ont dû s'éclipser : n'étant point nourries par l'évidence de l'ordre essentiel des sociétés , elles ne devoient leur existence qu'à l'opinion , & ne pouvoient avoir plus de solidité que leur principe. Non-seulement ce fait est évident par rapport aux Républiques que je viens de citer , puisque cet ordre qui n'admet qu'un chef unique , est incompatible avec le gouvernement de plusieurs ; mais il est encore de la même évidence par rapport au gouvernement des Perses , à celui des Egyptiens , & de tous les gouvernements monarchiques de l'antiquité. Le despotisme n'y étoit que personnel & non légal : c'étoit la volonté personnelle & arbitraire d'un seul qui gouvernoit , & non la justice & la nécessité d'un ordre essentiel dont l'évidence doit *nécessairement* réunir toutes les volontés. Quand ces despotes étoient sages & vertueux, la sagesse de leur gouvernement faisoit fleurir leur Empire; mais à la mort de ces Princes cette prospérité étoit ensevelie avec leurs vertus; d'autres opinions montoient sur le trône; l'arbi-

traire déployoit toutes ses fureurs ; les despotes alors & les peuples devenoient tour-à-tour les victimes ; arrivoit le moment où ces prétendus corps politiques se trouvoient accablés sous le poids de leurs désordres ; il falloit bien qu'ils périssent enfin , puisqu'ils n'avoient aucune consistance intérieure , & qu'ils nourrissoient en eux-mêmes le principe certain de leur dissolution.

UNE seule réflexion suffiroit pour prouver qu'aucun gouvernement de l'antiquité n'a conçu la première idée de l'ordre essentiel des sociétés : il n'y en a pas un qui n'ait été conquérant ou qui n'ait voulu l'être : ils ne connoissoient donc pas la loi de la propriété , puisqu'ils étoient dans le système de ramener tout à la force par rapport aux nations étrangères. Comment se pourroit-il que cet esprit d'injustice , quand il forme le système public d'un gouvernement , ne passât pas dans les sujets , & ne parvînt pas à égaler leurs opinions sur l'usage qu'on peut faire de ses forces dans les cas particuliers ? Les loix alors ne peuvent plus être observées *par religion de for intérieur* ; elles doivent être violées cha-

que fois qu'on croit voir un grand intérêt à les violer.

UN gouvernement ne devient conquérant , qu'autant que ses sujets , en général , sont pénétrés de ces sentiments véhéments & audacieux qu'une grande ambition inspire. La violence de cette passion ne connoît point le repos ; c'est un feu dévorant qui ne peut exister sans consumer ; il faut tôt ou tard qu'il détruise ses propres foyers. Voyez ce qu'il en a coûté à la République Romaine pour avoir établi chez elle le système de se croire permis tout ce que la force lui permettoit par rapport aux nations étrangères : ses sujets ont appris de leur gouvernement à ne reconnoître de droits que ceux de la force ; de loix qu'une volonté arbitraire & despotique : de telles opinions , dès quelles ne servoient plus à l'accroissement de la grandeur publique , ne pouvoient manquer de se proposer l'accroissement de la grandeur particulière des hommes chez lesquels elles fermentoient , & dont elles avoient formé le caractère : c'est ainsi que Rome , faute d'avoir acquis l'évidence de l'ordre essentiel des sociétés , a

elle-même ourdi la trame de ses malheurs ; a elle-même produit & armé les tyrans par les mains desquels elle s'est vue déchirée.

JE parcours rapidement ces exemples , parce qu'ils pourroient m'être opposés sans être approfondis ; on pourroit s'en servir pour essayer de persuader que les hommes seront toujours vicieux ; que les sociétés seront toujours déréglées ; que les vertus sociales ne seront que passageres parmi nous ; qu'on ne peut se flatter , en un mot , de voir jamais régner l'ordre essentiel des sociétés. Il est temps enfin de reconnoître que les maux qui ont affligé l'humanité , ne paroissent naturels , que parce qu'ils résultent naturellement & nécessairement des écarts dans lesquels notre ignorance nous a fait tomber ; que les causes qui ont produit ces maux , sont factices ; qu'elles n'existent par aucune nécessité dont nous ne puissions nous affranchir ; que ces causes au-contraire doivent disparaître d'elles-mêmes , si-tôt que nous aurons acquis une connoissance évidente de l'ordre qui constitue naturellement & nécessairement le meilleur état possible d'un

Souverain, celui de chacun de ses sujets, & du corps entier de la société.

Vous venez de voir combien cet ordre est simple, combien son évidence est sensible : tout ce qu'il exige de nous, c'est le maintien de la propriété, & conséquemment de la liberté, *dans toute leur étendue naturelle & primitive.* Qu'elle se répande donc, cette évidence salutaire, puisqu'elle est susceptible d'être apperçue, d'être saisie par toute intelligence; qu'elle se répande assez pour que l'erreur, les préjugés & la mauvaise foi aient épuisé leurs contradictions; qu'elle se répande, qu'elle s'établisse, & qu'on me dise pourquoi nous ne devons pas tout attendre de sa publicité; pourquoi les Rois & leurs sujets n'embrasseroient pas un ordre si simple qui leur assure leur meilleur état possible évident; pourquoi l'évidence cesseroit d'être pour nous ce qu'elle a toujours été, d'agir sur nous comme elle a toujours agi, & comme il est dans la nature qu'elle agisse toujours : sa force irrésistible est faite pour enchaîner toutes nos opinions; pour établir un despotisme légal & personnel, qui n'est autre chose que celui de cette même évidence,

par le moyen de laquelle tous nos intérêts, toutes nos volontés viennent se réunir à l'intérêt & à la volonté du Souverain, & former ainsi, pour notre bonheur commun, une harmonie, un ensemble qu'on peut regarder comme l'ouvrage d'une Divinité, & d'une Divinité bienfaisante, qui veut que la terre soit couverte d'hommes heureux.

F I N,

TABLE

DES CHAPITRES

ET DES MATIERES

contenus dans le second Volume.

*SOMMAIRE de la troisieme Partie ;
contenant la suite & le développement
de la seconde , page 1.*

CHAPITRE XXV.

*LE Despotisme légal est le même dans
toutes les branches du gouvernement.
Division des différentes parties de l'ad-
ministration en trois classes. Examen
de la premiere classe , composée des rap-
ports des sujets entre eux. Du recours
au Souverain contre les abus de l'au-
torité confiée aux Magistrats. Ce re-
cours n'est pas susceptible d'arbitraire.
Le Despotisme légal en cette partie ,*

498 TABLE DES CHAPITRES

est avantageux au Souverain , autant qu'à la nation , pag. 6.

Le despotisme légal est le même dans toutes les branches du gouvernement , *pag. 6.*

Tous les objets d'un gouvernement sont renfermés dans trois classes. Ordre de cette distribution , 7.

Première classe; les rapports des sujets entre eux; comme elle appartient au despotisme légal, *ib.*

Le recours au Souverain contre les abus que les Magistrats pourroient faire de leur autorité, ne peut rien avoir d'arbitraire , 8.

Nécessité sociale de ce recours au Souverain , 9.

Ordre des procédés que le juge doit garder pour se mettre en état de juger. 10.

Distinguer dans un jugement le fond & la forme, qui est l'ordre des procédés du juge préparatoires au jugement , 11.

Le Souverain peut être juge de cette forme , & non du fond du jugement , 12.

Dans le cas dont il s'agit , le recours au Souverain n'a pour objet , que de faire annuler le jugement , & d'obtenir d'autres juges, mais non de le faire réformer par le Souverain, *pag. 13.*

Le Souverain ne fait point ainsi fonction de Législateur & de Magistrat , *ibid.*

Dans une nation où l'évidence de l'ordre est publique , nulle injustice évidente à craindre dans les Magistrats , 15 , 16.

Dans l'administration de la justice , le despotisme légal est avantageux au Souverain autant qu'à la nation , 18.

CHAPITRE XXVI.

DES rapports qui se trouvent entre la nation & le Souverain : réciprocity de besoin qu'ils ont l'un de l'autre ; rapport & conformité de leurs intérêts. Notions générales dont le développement démontrera que cette branche de gouvernement n'est point susceptible d'arbitraire , page 20.

SECONDE classe des objets d'un gouvernement : des rapports entre la nation & la souveraineté. Ce qu'ils sont , 20.

Force & puissance de la Souveraineté , en quoi elles consistent , 21.

Comment la nation est nécessaire à la souveraineté ; & comment la souveraineté l'est à la nation , *ibid.*

Intérêt commun & réciproque qui unit inséparablement la nation & la souveraineté , 22.

Comment le despotisme légal doit nécessairement s'établir dans cette partie du gouvernement , *ibid.*

Ce despotisme légal n'admet dans le Souverain aucun intérêt personnel contraire à ceux de la souveraineté , *ibid.*

Ce même despotisme légal assure au Souverain la plus grande richesse possible , 23.

CHAPITRE XXVII.

FORMATION du revenu public ; ses cau-

ses, son origine, son essence. Deux sortes d'intérêts communs au Souverain & à la nation, qui paroissent opposés entre eux; comment ils se concilient dans l'ordre essentiel des sociétés; comment ils contrastent dans un état d'ignorance. Impossible que le revenu public soit arbitraire; il ne doit être que le résultat de la co-proprieté des produits nets acquise incommutablement au Souverain. Entre cette co-proprieté & les propriétés particulières, il y a des bornes communes & immuables. Intérêts personnels du Souverain inséparables de ceux de la nation, page 25.

LA co-proprieté des produits nets des terres est une institution favorable aux peuples & aux Souverains auxquels elle appartient, 26.

Le Souverain & la nation ont un intérêt commun que le revenu public soit le plus grand revenu physiquement possible, 27.

Ils ont encore un intérêt commun que la richesse particulière de la nation soit la plus grande richesse physiquement possible, *ib.*

Ces deux intérêts communs se contredisent dans un état d'ignorance, *ibid.*

Alors la ruine de ces deux intérêts est la suite nécessaire de leur contradiction, 28.

Nécessité absolue qu'ils se concilient : l'ordre physique en indique les moyens, *ibid.*

Quels sont ces moyens, 29

Premiere regle concernant la formation du revenu public; il ne doit jamais préjudicier au droit de propriété. Ce qui l'empêche d'être arbitraire, 32.

Seconde regle: le revenu public ne doit être que le produit de la co-propriété dévolue au Souverain, *ibid.*

L'impôt considéré dans son institution: il est établi en faveur de la propriété, 34.

Il n'a donc pu être destructif de la propriété, *ib.*

L'impôt n'a pu être arbitraire à aucun égard, 34, 35.

Il a dû avoir une proportion fixe & invariable avec chaque revenu particulier, 36.

Il est devenu une charge réelle sur les terres, *ib.*

De-là s'est établi un partage du produit net des terres entre les propriétaires fonciers & le Souverain institué par ce moyen co-propriétaire de ce produit, *ibid.*

D'après ce partage, les terres ont acquis une valeur vénale qu'elles n'avoient point auparavant, & ont pu entrer dans le commerce, 37.

Le revenu certain des terres, distraction faite de la portion du Souverain, étoit la base de cette valeur vénale, *ibid.*

La portion de ce revenu affectée au Souverain, n'a point été vénale, *ibid.*

Les premiers propriétaires des terres sont les seuls qui ayent été grevés par ce partage; il est étranger à leurs successeurs, 38.

Cette charge cependant sur ces premiers propriétaires leur étoit plus utile qu'onéreuse; & elle ne s'est établie qu'à raison de son utilité, *ibid.*

C'est cette institution qui a donné de la consistance à la propriété foncière, 37.

Pourquoi le nom d'impôt ne convient point au revenu public, institué conformément à l'ordre, 40.

Dans une société naissante, les propriétaires fonciers ont paru payer l'impôt, parce que c'est sur les produits de leurs dépenses que l'impôt a été établi, 41.

Dans une société formée, aucun d'eux ne paye l'impôt; c'est la terre qui le fournit, *ib.*

Impossibilité physique que l'impôt soit arbitraire, 43.

L'autorité souveraine est toujours partie intervenante dans les contrats, concernant l'acquisition des terres. Ces contrats tournent à son avantage personnel, 44.

L'acquéreur d'une terre & le Souverain contractent entre eux une société, *ibid.*

Le terme de société doit être pris à la lettre, le décroissement ou l'accroissement du revenu de la terre, devant être une perte commune ou un profit commun entre cet acquéreur & le Souverain, *ibid.*

Différence entre l'impôt proportionnel établi par forme de partage dans le revenu, & un impôt invariable établi sur les terres, indépendamment de leur revenu, 45.

Le seul avantage de ce dernier, est de n'être point arbitraire après son établissement, *ibidem.*

Cette sorte d'impôt préjudicie presque toujours, ou au propriétaire foncier, ou au Souverain, *ibid.*

Cette sorte d'impôt pèche essentiellement,

en ce qu'il suppose le revenu, *ibid.*

Cette supposition est d'autant plus trompeuse, que le revenu dépend du plus ou du moins des avances de la culture, *ibid.*

Cette sorte d'impôt est privée des avantages qui résultent d'un partage proportionnel dans le produit net des terres, 46.

Preuves de cette vérité, *ibid.*

Combien il importe au Souverain & à la nation, que l'impôt ne soit sujet à aucune variation, 47. 48.

Combien cette condition de l'impôt influe sur la vénalité des terres, & combien cette vénalité est avantageuse à toute la société, *ibid.*

CHAPITRE XXVIII.

SURTE du Chapitre précédent. Ce qui est à faire avant que la co-proprieté du Souverain puisse partager dans les produits des terres. Ce que c'est qu'un produit brut ; ce que c'est qu'un produit net. Ce dernier est le seul qui soit à partager entre le Souverain & les propriétaires fonciers. Reprises privilégiées du cultivateur, sur le produit brut. Dans une société conforme à l'ordre, ces reprises sont toujours & naturellement fixées à leur taux le plus bas possible par la seule autorité de la concurrence : dans cet état, le produit net est toujours aussi la plus grande ri-

504 TABLE DES CHAPITRES

chesse possible pour le Souverain & pour les propriétaires fonciers, en raison de leur territoire, page 52.

DE la nécessité physique dont il est, que la co-propriété du Souverain soit bornée, 53.

Du produit brut des terres & de leur produit net; ce que c'est, 54.

Nécessité physique que les avances du cultivateur soient prélevées par lui sur le produit brut, 54, 55.

Le produit net est le seul à partager entre les propriétaires fonciers & le Souverain, 55.

Comment le produit net s'établit nécessairement, 56, 57.

Reprises à faire par le cultivateur, 57, 58.

Impossible que les reprises du cultivateur préjudicient au produit net, 60.

Le produit net est toujours & nécessairement la plus grande portion possible prise dans les produits bruts, 61.

Il est toujours la plus grande richesse possible dans une société bien organisée, 62.

Examen & réfutation de quelques objections qu'on peut proposer contre cette forme d'imposition, 63.

Il n'a nul inconvénient par rapport aux terres qui ne sont point affermées, 64.

Nulle fraude à craindre de la part des propriétaires; pourquoi, 65.

Véritable point de vue dans lequel il faut considérer cet impôt, 65, 66.

CHAPITRE XXIX.

SECONDE suite du Chapitre XXVII.

Comment le produit net doit se partager entre le Souverain & les propriétaires fonciers. L'état du propriétaire foncier doit être le meilleur état possible. Sans cela les produits doivent s'annéantir. Une partie du produit net n'est point disponible ; elle est affectée nécessairement aux charges de la propriété foncière. Le despotisme personnel & légal, est le seul qui puisse empêcher l'impôt de devenir préjudiciable aux produits. Loix physiques concernant l'emploi du produit net : d'après ces loix, le partage est toujours fait naturellement entre le Souverain & les propriétaires fonciers ; & la portion du Souverain est toujours la plus grande portion physiquement possible. L'impôt est assujetti par la nature même, à une forme essentielle, pag. 68.

DE la portion que le Souverain peut prendre dans le produit net, 69.

Dans les sociétés naissantes, l'état du propriétaire foncier a dû être le meilleur état possible, *ibidem*.

Il doit l'être encore dans les sociétés formées ;

506 TABLE DES CHAPITRES

- & par des raisons semblables, 70.
Pourquoi dans les sociétés naissantes, 71.
Pourquoi dans les sociétés formées, 72.
Dans une société formée, le dernier acquéreur doit jouir nécessairement de tous les droits du premier possesseur, 74.
Il est naturel & essentiel à l'état du propriétaire foncier d'être le meilleur état possible, 75.
Preuves tirées du droit de propriété, *ibid.*
Ce meilleur état possible n'a rien de factice : il suffit de lui conserver ce qui lui est attribué en vertu de la loi de la propriété, pag. 77, 78.
Une partie du produit net n'est point disponible ; il est naturellement & nécessairement affecté aux charges de la propriété foncière, pag. 79.
Loix inviolables & immuables de l'ordre physique, concernant l'emploi d'une portion du produit net aux charges de la propriété foncière, 79. 80.
Ces loix déterminent la portion à partager entre le Souverain & les propriétaires fonciers, 80.
Ces loix connues & observées, le partage se trouve tout fait, 81.
Nulle difficulté à cet égard dans une société formée, *ibid.*
Résumé. L'impôt est fixé par l'ordre physique, 82, 83.
L'impôt ne peut devenir abusif que dans un état d'ignorance, 84.
Heureux effets du despotisme légal en cette partie, *ibid.*
Impôt démesuré sans être arbitraire, ne peut

avoir lieu dans le gouvernement d'un seul, si l'ordre est publiquement évident, 85.

Il pourroit se perpétuer ainsi & long-temps dans le gouvernement de plusieurs, malgré l'évidence, 86.

Pourquoi il ne pourroit se perpétuer dans le gouvernement d'un seul, si l'évidence de l'ordre y est publique, 87.

Effets évidents d'un tel impôt, *ibid.*

Le despotisme personnel, & légal est le seul qui puisse empêcher l'impôt de devenir abusif, 89.

La perception de l'impôt a une forme essentielle : pourquoi nécessaire de la bien établir dans cet ouvrage, *ibid.*

CHAPITRE XXX.

DE la forme essentielle de l'Impôt. Dans quel cas il est direct, & dans quel cas il est indirect. Il est deux sortes d'Impôts indirects, celui sur les personnes, & celui sur les choses commercables : tous deux sont nécessairement arbitraires. Pourquoi on leur donne le nom d'Impôt indirect, pag. 91.

Idée Sommaire de la forme essentielle de l'impôt : ce que c'est qu'un impôt direct, ce que c'est qu'un impôt indirect, 91. 92.

Impôt indirect est de deux sortes; il porte immédiatement sur les personnes ou sur les choses commercables, 93.

L'impôt indirect sur les personnes, est néces-

lairement arbitraire, *ibid.*

L'impôt sur les choses commercables l'est aussi, pag. 94.

En cela seul qu'il est arbitraire, l'impôt indirect est incompatible avec l'ordre essentiel des sociétés, 95.

Effets cruels & nécessaires de l'arbitraire en cette partie, 96.

Il enraye la reproduction & l'industrie, 97, 98.

Exposé sommaire des avantages de la forme essentielle de l'impôt; elle garantit de tout abus à cet égard, 100.

CHAPITRE XXXI.

DE la forme directe de l'Impôt. Combien elle est avantageuse au Souverain. Combien une forme indirecte occasionne nécessairement de doubles emplois dans l'établissement de l'Impôt. Inconvénients de l'arbitraire, qui forme le premier caractère de ces doubles emplois, page 102.

LA forme directe de l'impôt est essentielle à tous égards, 102.

Preuve tirée de l'objet pour lequel l'impôt est institué, & des rapports que cette forme se trouve avoir avec cet objet, 103.

Cette forme directe est la seule qui puisse rendre l'impôt certain dans sa quotité & dans sa marche, 104.

Développement de cette vérité, & des effets qu'une forme indirecte produiroit à cet égard, 105, 106.

L'impôt ne peut être demandé qu'à ceux qui sont premiers possesseurs du produit net des terres, 107.

Le Souverain peut-il augmenter son revenu par une autre sorte d'impôt que l'impôt direct? 108.

Premieres notions de l'impôt & de l'ordre naturel de la reproduction & de la consommation servant à décider cette question, *ib.*

Toutes les richesses qui circulent ou se distribuent dans la société font partie du produit des terres, *ib.*

Un impôt établi sur ces richesses, après le partage qui en a été fait avec le Souverain, est un double emploi évident, 109.

L'impôt considéré par rapport à celui qui le paye, est une dépense annuelle qui ne peut être acquittée que par une reproduction annuelle, *ibidem.*

Il faut remonter à la reproduction pour y trouver de quoi payer l'impôt, 110.

L'argent ne se récrée point dans les mains de celui qui l'a dépensé ; il faut qu'il l'achete en donnant des valeurs en échange, *ibid.*

Quiconque paye l'impôt avec de l'argent qu'il n'a point acheté n'est point celui qui supporte l'impôt. Cette charge retombe sur celui qui a fourni l'argent pour l'acquitter, 111.

L'impôt payé par un salarié dont les salaires augmentent à proportion, est très-réellement à la charge de ceux qui le salarient, 112, 113.

Cet impôt est un double emploi ; tous les salaires étant médiatement ou immédiatement payés par les produits des terres, 114.

510 TABLE DES CHAPITRES

Preuve de cette dernière proposition, *ibid.*

Façon simple de la démontrer en supprimant l'usage de l'argent pour ne mettre dans le commerce que les travaux & les productions en nature, 116, 117.

La valeur des travaux de l'industrie ne se réalise qu'en se convertissant en une valeur en productions, 117.

Une valeur en travaux n'est point dans la société une richesse nouvelle, *ibid.*

Cette façon de proscrire l'usage de l'argent pour n'admettre dans le commerce que des productions en nature, n'est qu'une manière de simplifier nos opérations ordinaires sans rien y changer, 119.

Une valeur en argent n'est au fonds qu'une valeur en productions qui a changé de forme, 120.

Par-tout où les productions ne doivent rien, l'argent qui est le signe de leur valeur, ne doit rien non plus, 121.

On a pris mal à propos la circulation de l'argent pour une reproduction, 122.

La classe des salariés embrasse tous ceux qui jouissent d'un revenu quelconque, sans être premiers propriétaires des productions, *ibid.*

Loyers des maisons doivent être placés dans la classe des salaires quant à l'impôt, & à la source commune où ils sont puisés, 123.

L'impôt pris sur ces loyers forme un double emploi, 123, 124.

L'impôt pris sur les rentes forme également un double emploi, 125.

Par ces deux sortes de revenus on peut juger de tous les autres qui sont compris sous le

nom de salaires, 126, 127.

Divers arguments simples & évidents qui prouvent qu'un impôt sur ces objets forme un double emploi, 128 & *suiv.*

Le premier inconvénient de ce double emploi est l'arbitraire : ses effets funestes & destructifs de la richesse du Souverain & de celle de la nation, 132.

Ce double emploi arbitraire anéantit le droit de propriété, *ibid.*

Les propriétaires fonciers reçoivent les contre-coups de toutes les violences qui sont faites au droit de propriété dans les autres hommes, 133.

Dans l'ordre tous les intérêts s'entretiennent & se font valoir réciproquement. Conséquences résultantes de cette vérité, 135.

CHAPITRE XXXII.

EFFETS & contre-coups des Impôts établis sur les cultivateurs personnellement. Quand ils sont anticipés ils coûtent à la nation quatre & cinq fois plus qu'ils ne rendent au Souverain. Progression de leurs désordres. Effets & contre-coups des Impôts établis sur les hommes entretenus par la culture. Ils occasionnent nécessairement, comme les premiers, une dégradation progressive des revenus du Souverain, de ceux de la nation, & par-conséquent de la population, page 137.

512 TABLE DES CHAPITRES

LES mauvais effets résultants du double emploi formé par l'impôt indirect varient ; pourquoi, pag. 137.

Axiome ; la consommation est la mesure proportionnelle de la reproduction, 138.

Ce que signifie cet axiome, *ibid.*

Ordre essentiel de la consommation pour qu'elle puisse être utile à la reproduction, 139.

Rapports de cet ordre avec les deux mobiles qui sont en nous & avec l'ordre physique de la reproduction, 140.

Rapports de cet ordre avec la concurrence : avantages qui en résultent nécessairement, 141.
142.

Au moyen de ces différents rapports, les mauvais effets du double emploi formé par l'impôt indirect deviennent évidents, 142.

Analyse de ces mauvais effets. Double emploi dans un impôt établi personnellement sur les cultivateurs ou entrepreneurs de culture, 143.

S'il est connu & prévu avant la passation des baux à ferme, & payable après la récolte, il retombe sur le produit net & forme un double emploi évident, 144.

S'il est payable avant la récolte, il devient un impôt anticipé qui frappant sur les avances de la culture, éteint la reproduction, 145.

Le préjudice qu'il cause à la reproduction est le double de cet impôt, *ibid.*

Ce préjudice est à déduire en entier sur le produit net qui doit se partager entre les propriétaires fonciers & le Souverain, 146.

Il diminue la masse des richesses disponibles, &

détruit la population, *ibid.*

Les de cet impôt commencent par être en pure perte pour le Souverain, par la diminution que l'extinction de la reproduction coûte au produit net, 147.

Les frais de régie compris, en les supposant au plus bas, le Souverain ne peut prendre 100 par cette voie qu'il n'en coûte 500 aux propriétaires fonciers, 148.

L'évidence publique de cette vérité rend cet impôt doublement impraticable; pourquoi doublement, 149.

Un tel impôt qui seroit imprévu, ruinerait les cultivateurs qu'on obligerait d'exécuter leurs baux à ferme, 151.

Nécessité de la progression de ce désordre; il ruinerait le Souverain & les propriétaires fonciers, 152.

Classe d'hommes salariés par les cultivateurs pour le service direct ou indirect de la culture, *ibid.* & *suiv.*

Un impôt sur cette classe d'hommes fait renchérir leurs salaires; il devient ainsi un impôt indirect & anticipé sur les cultivateurs; par conséquent il produit les mêmes effets, 153.

Si les salaires de cette classe d'hommes ne renchérissent point, leur consommation doit diminuer, & cette classe doit s'éteindre par la misère, 155.

Les contre-coups de ces deux inconvénients retombent à la charge du produit net, attendu qu'ils font diminuer le débit & le prix des productions, 156.

Si ces contre-coups sont imprévus pour les cultivateurs, ils sont ruinés, & leur ruine

514 TABLE DES CHAPITRES

- entraîne progressivement après elle celle de la richesse nationale & de la population, 157.
- Vérité simple mais importante à saisir : le prix d'une production est ce qui sert à payer le prix d'une autre production , 158.
- En général, le préjudice causé au débit & à la valeur vénale d'une espee de productions, devient commun au débit & à la valeur vénale des autres productions, *ibid.*
- Equilibre nécessaire dans les prix habituels de toutes les productions , *ibid.*
- Proportion nécessaire qui doit régner entre le prix des travaux de la main-d'œuvre & celui des productions , 159.
- Le préjudice résultant de la non-valeur d'une seule espee de production est inestimable, 160.
- Rapports de cette perte avec le commerce extérieur, 161.
- Rapports de cette perte avec la classe industrielle. Celle-ci se détruit alors progressivement, 162.
- Les contre-coups de cette destruction progressive deviennent aussi progressivement destructifs de toutes les autres branches qui constituent la richesse & la puissance de l'État, 163.
- Autre point de vue de cette progression considéré dans le changement qu'éprouve la condition du propriétaire foncier dont l'État alors cesse d'être le meilleur état possible, 165.
- Enchaînement des dégradations progressives occasionnées les unes par les autres , 166.

CHAPITRE XXXIII.

LES doubles emplois formés par les Impôts indirects retombent tous sur les propriétaires fonciers. Cette vérité démontrée par l'analyse des contre-coups d'un impôt sur les rentes & sur les loyers des maisons. Le Souverain paye lui-même une grande partie d'un tel impôt, page 168.

RÉSUMÉ & rapprochement des vérités fondamentales déjà démontrées, 168.

Preuves que les doubles emplois formés par les impôts indirects retombent tous sur les propriétaires fonciers, 169.

Il est deux manières de diminuer un revenu ; en détruisant une partie de ce revenu, ou en augmentant les frais de jouissances, *ibid.*

Tout impôt indirect a l'un de ces deux inconvénients ou tous les deux pour les propriétaires fonciers, 170.

Preuve tirée de l'exemple d'une loi qui fixeroit l'intérêt de l'argent à 5 p. $\frac{2}{100}$ à la charge par le rentier d'en payer 1 à l'impôt, *ibid.*

Suite d'observations qui prouvent que cet 1 p. $\frac{2}{100}$ est une charge indirecte sur le produit des terres, 171. 172.

Autre exemple tiré d'un impôt sur le loyer des maisons. Il retombe également sur le produit des terres, 174.

Le Souverain paye une portion de ces impôts, en raison de la part qu'il prend dans les produits nets, 175.

516 TABLE DES CHAPITRES

Un impôt accidentel & imprévu sur les rentes, n'est point cependant une charge sur les produits des terres, *ibid.*

Inconvénients de ces sortes d'impôts imprévus ; s'ils étoient fréquents, ils gréveroient la propriété foncière, 176.

Au moyen de ce que personne ne doit payer l'impôt, l'immunité des rentes & des loyers ne doit point être regardée comme un privilège particulier, 177.

Les rentes peuvent cependant être imposées passagèrement pour des besoins accidentels & passagers, 178.

Pourquoi les rentes, & non les loyers des maisons ? Les rentiers sont co-propriétaires du produit net, seule richesse disponible qui puisse être employée aux besoins de l'Etat, 179.

L'impôt habituel & proportionnel sur les rentes & les loyers sont autant de charges indirectes sur les produits des terres & forment ainsi des doubles emplois évidents, 180.

Par ces sortes d'impôts on peut juger de tous les autres, *ibidem.*

Conclusion de ce Chapitre & introduction au Chapitre suivant, 181.

CHAPITRE XXXIV.

DOUBLE emplois résultants des impôts sur les salaires de l'industrie, ou sur la vente des choses commerçables ; ils retombent tous à la charge du propriétaire foncier & du Souverain, en raison de la portion que chacun d'eux

prend dans le produit net des cultures. Ces Impôts sont , dans tous les cas possibles , progressivement & nécessairement destructifs des revenus de la nation , de ceux du Souverain , & de la population , page 183.

ENCHAINEMENT des premières notions qui doivent servir de base aux démonstrations contenues dans ce Chapitre , 183.

Résultat : nécessité d'une proportion habituelle entre la valeur vénale des productions & celle des travaux de main-d'œuvre , 185.

On ne peut changer l'ordre de leurs rapports qu'au détriment commun de toute la société , *ibidem*.

Raison évidente de cet équilibre dans les valeurs. Le prix des travaux de la main-d'œuvre sert à procurer le débit & la valeur vénale des productions , & réciproquement ; &c. 186.

Besoin qu'une nation a de jouir du meilleur prix possible de ses productions relativement à son commerce extérieur , 188.

Double emploi résultant d'un impôt sur les salaires de l'industrie ; les désordres qu'ils occasionnent nécessairement , *ibid*.

Quand les salaires augmentent , l'impôt retombe sur ceux qui les payent , *ibid*.

Cet impôt frappe alors sur les propriétaires fonciers & sur le Souverain , *ibid*.

Il retombe aussi sur les cultivateurs , parce qu'ils payent une partie de ces salaires , *ibid*.

Les effets de cet impôt indirect sur les culti-

518 TABLE DES CHAPITRES

vateurs sont les mêmes que ceux d'un impôt anticipé établi sur les avances de la culture , 190.

Impossible que la classe industrielle soit dédommagée de cet impôt par le renchérissement de les ouvrages , 191.

Calcul simple & démonstratif de cette impossibilité , 192.

Les contre-coups des préjudices causés par cet impôt à la classe industrielle , sont progressivement destructifs de tout ce qui peut intéresser le Souverain & la nation , 193.

Le commerce extérieur n'est point un remède à ce désordre progressif , 194.

La consommation étrangère ne peut jamais dédommager du décroissement de la consommation nationale , *ibid.*

Ce décroissement occasionné par l'impôt sur les salaires occasionne nécessairement celui de la reproduction , 195.

Les effets d'un tel impôt considéré relativement au Souverain , 196.

Trois articles à déduire sur le produit de cet impôt , *ibid.*

1°. Les frais de perception , *ibid.*

2°. La diminution que le Souverain éprouve dans son revenu direct , *ibid.*

3°. La perte que lui cause le renchérissement des salaires , *ibid.*

Décroissement progressif des revenus du Souverain résultant d'un tel impôt , 197.

Contre-coups de ce décroissement progressif ; il devient à son tour une cause d'autres déprédations progressives , *ibidem.*

Effets d'un impôt sur les salaires en supposant

qu'ils ne renchérissent pas , 198.

Rien ne peut remplacer les consommations que cet impôt fait cesser , 199.

Le reversement de cet impôt dans la nation ne remédie point à ce désordre , 200.

Progression de ce même désordre , présentée sommairement , *ibid.*

Cet impôt occasionne une diminution du prix des productions, diminution qui est une perte sèche dont rien ne peut indemniser , *ibid.*

Contre-coups & progression de cette perte, 201.

Le reversement de l'impôt dans la nation est en partie chimérique , une portion doit en passer à l'étranger , *ibid.*

La classe industrieuse ne profite aucunement de ce reversement , 202.

Calculs simples qui démontrent cette vérité , *ibid. & suiv.*

La diminution des salaires amène la diminution des revenus , & celle-ci est encore suivie d'une autre diminution dans les salaires , 204.

De-là , le décroissement progressif de la population ; de-là , la progression de la détérioration générale , *ibidem.*

Soit que les salaires augmentent ou qu'ils n'augmentent pas en raison de l'impôt , le mal est toujours le même , 205.

Impôt sur les choses commercables ; il n'est qu'un impôt sur les moyens de consommer , 207.

Faux systèmes à ce sujet : dans tous les cas il devient un impôt sur les salaires , *ibidem.*

Il faut nécessairement diminuer la consommation ou la valeur vénale des productions *ibidem.*

520 TABLE DES CHAPITRES

Les marchandises étrangères sont exceptées cependant de cette règle ; mais les contre-coups d'un impôt établi sur elles retombe sur le débit des marchandises nationales , 208.

Inconvénients prodigieux de cet impôt établi sur les productions territoriales, dont le débit reste libre , 209.

Il ne peut être établi sur toutes les productions de la même espèce , mais cependant il les fait toutes diminuer également de valeur , 209.

Perte sèche énorme qui résulte de cette diminution ; ses contre-coups ; cette diminution influe sur le débit & la valeur vénale de toutes les autres choses commercables , 210.

Ces contre-coups sont réciproques , & occasionnent une déprédation générale & progressive , 211.

Un tel impôt tend à appauvrir le Souverain au-lieu de l'enrichir , 212.

Frais prodigieux qu'il occasionne , & qui forment un inconvénient qui lui devient particulier , 213.

Impossible , à raison de ces frais , & des déprédations , qu'un tel impôt puisse être une ressource pour un Souverain . 214.

Conclusion. L'évidence de ces désordres, quand elle est publique, est ce qui doit en garantir dans un Etat Monarchique , 214 , 215.

Pourquoi dans un Gouvernement Monarchique, & non dans le Gouvernement de plusieurs , 215.

Difficultés à surmonter pour rétablir l'ordre en cette partie, une fois qu'on s'en est écarté , 216.

Le premier pas pour revenir à l'ordre est la publicité de son évidence , *ibid.*

Rapports nécessaires de la mendicité , de la misère d'un grand nombre d'hommes avec les désordres contraires à ce même ordre , 217.

Ces rapports tiennent essentiellement au physique , 218.

CHAPITRE XXXV.

DES rapports entre une nation & les autres nations. Il existe , sous une forme différente de celle des premiers temps , une société naturelle , générale & tacite parmi les nations ; devoirs & droits essentiels qui en résultent , & qui sont réciproques entre elles. L'ordre naturel qui régit cette société générale , est ce qui assure à chaque nation son meilleur état possible. Cet ordre , qui n'a rien d'arbitraire , doit être la base fondamentale de la politique. Il est de l'intérêt d'un Souverain & d'une nation de s'y conformer , quand même il ne seroit point adopté par les autres nations. Balance de l'Europe ; observations sur ce système , page 220,

DE la troisième classe des différents objets qui appartiennent au gouvernement des Empires, 221.

522 TABLE DES CHAPITRES

Comment ils sont soumis au despotisme légal de l'évidence, *ibid.*

Les rapports des nations entre elles prennent leur source dans les rapports naturels & essentiels que les hommes avoient entre eux avant la formation des sociétés particulières, *ibidem.*

L'ordre physique est la base des devoirs & des droits réciproques que les hommes ont naturellement entre eux, & qui constituent le juste absolu, 222.

L'institution des sociétés particulières & conventionnelles n'a point fait cesser la société naturelle, tacite & universelle, qui dans tous les temps a existé parmi les hommes, 223.

Chaque nation n'est qu'une province du grand Royaume de la nature, qu'une branche de la société universelle gouvernée par un ordre naturel & essentiel de devoirs & de droits réciproques entre toutes les classes qui la composent, 225.

Ancienneté de la connoissance que les hommes ont eue de cette société universelle & toujours subsistante, 226.

Il ne s'agit pas de la former, mais de ne pas les troubler en violant ses loix essentielles, *ibid.*

L'ordre de cette société universelle est évidemment l'ordre le plus avantageux à chaque nation comme à chaque homme en particulier, 227.

Fausseté de la politique habituelle des nations; combien elle est opposée à cet ordre; combien elle est injuste, *ibid.*

Effets cruels qu'elle produit, *ibid.*

Balance de l'Europe, terme énigmatique, 228.

Sous prétexte de donner la paix , elle occasionne la guerre, *ibid.*

Distinguer dans ce plan politique la fin & les moyens , 229.

Sa fin est bonne , & ses moyens sont vicieux , *ibidem.*

Quoique ce système politique soit séparé de ses vrais principes , il prouve que toutes les nations de l'Europe se regardent comme ne formant qu'une seule société , 230.

Ce point de vue est nécessairement la base de ce système, en ce qu'il part de la nécessité naturelle de déférer à un intérêt commun & évident , 231.

Les pratiques de ce système peuvent devenir vicieuses de deux manières , 232.

Premier vice , les confédérations particulières qui tendent à diviser les Puissances, *ibid.*

Démonstration de la fausseté de tous les calculs qu'on peut faire à ce sujet , 233.

Contradictions évidentes dans lesquelles tombent ceux qui veulent établir un équilibre entre les Puissances en les divisant , 235.

Second vice dans ce système ; l'ambition de s'enrichir ou de s'agrandir aux dépens des autres nations , 236.

Les mauvais effets de ce système prouvent que l'état naturel de l'Europe est une confédération générale , 237.

Impossible de se former une idée raisonnable de la balance de l'Europe que dans la vue de cette confédération générale , 238.

Fraternité des Rois reconnue par eux & confirmée par leurs procédés réciproques , 239.

Elle est une preuve de la connoissance que les

- hommes ont eue de la fraternité des nations ,
240.
- D'après les loix naturelles de cette fraternité
les devoirs & les droits réciproques de na-
tion à nation sont les mêmes que d'un hom-
me à un autre homme , 241.
- Tous ces devoirs & droits réciproques ont
pour regle le droit de propriété & la liberté
qui en est inséparable , 241.
- La politique simplifiée ou ramenée à ses vrais
principes , *ibid.*
- La garantie mutuelle entre les nations de leurs
droits de propriété & de leur liberté est la
base & l'objet de la politique , 243.
- La pleine & entière liberté de commerce est
dans l'ordre de cette politique , *ibid.*
- L'ordre naturel & essentiel des sociétés conduit
nécessairement chaque nation à adopter pour
elle cette politique , 244. 245.
- Cette politique convient au meilleur état possi-
ble d'une nation , quand même les autres
nations s'en écarteroient , 246.
- Elle procure à une nation tant au dehors qu'au
dedans la plus grande consistance possible,
247.

CHAPITRE XXXVI.

*Du commerce. Premières notions qui
conduisent à reconnoître la nécessité de
sa liberté. Tout acheteur est vendeur , &
tout vendeur doit être acheteur. Les som-
mes de ces deux opérations doivent être
égales entre elles. Les ventes , même*

en argent, ne sont que des échanges de valeurs égales. Erreurs & préjugés contraires à ces premières notions, page 249.

ON ne parle point du commerce intérieur parce qu'on suppose que tout le monde est d'accord sur la nécessité de sa liberté, 250.

Préjugés qui subsistent cependant en cette partie, & qui blessent cette liberté, 251.

Leurs mauvais effets présentés sommairement, *ibidem*.

Première notion du commerce; il n'est qu'un échange de marchandises pour marchandises, de quelque façon qu'il se fasse, 252.

La consommation est la fin du commerce, *ibid.*

Le commerce n'a essentiellement besoin que de deux hommes & de deux valeurs. Un premier vendeur qui ait une chose à vendre, & un consommateur qui ait une autre valeur pour la payer, *ib.* & 253.

On confond souvent le commerce avec les opérations qui servent à faire le commerce, 253.

Effets de cette méprise: on croit voir un grand commerce là où souvent on ne voit que de grands frais, *ibid.*

Fausse idée qu'on a des frais du commerce; ils n'augmentent point les valeurs des marchandises, 254.

Il en est de même des travaux de main-d'œuvre: conséquence évidente de ceux qui croient que le manufacturage ajoute un nouveau prix aux productions, 255, 256.

526 TABLE DES CHAPITRES

On ne parle point ici de la vente des biens-fonds , 257.

Il est deux sortes de commerce ; celui des productions en nature & celui des ouvrages de l'industrie , *ibid.*

Les ventes en argent doivent être alternatives ; impossible de toujours vendre en argent à moins d'acheter également en argent , 258.

Tout acheteur doit être vendeur ; & tout vendeur doit être acheteur , 259.

La somme des ventes & celle des achats doivent se balancer dans chaque vendeur , 259.
260.

Les différents dérangements particuliers que cette balance peut éprouver se compensent , & cette compensation rétablit l'ordre général , 260.

Ces vérités prouvées par l'axiome qui dit que la consommation est la mesure de la reproduction , 261.

Illusion causée par les termes de vente & d'achat , 261.

De l'argent monnaie ; sa définition : il est une marchandise représentative d'une valeur égale en autres marchandises , 262.

Les ventes en argent ne sont au fonds que des échanges de marchandises en nature faits par le moyen d'un gage intermédiaire , 263.

Les ventes considérées comme de simples échanges prouvent évidemment que tout vendeur est acheteur , & que tout acheteur est vendeur pour des sommes égales , 264.

Folie de ceux qui veulent toujours vendre en argent sans jamais acheter en argent , 265.

Fausseté des systèmes politiques à cet égard , *ibidem.*

CHAPITRE XXXVII.

DÉFINITION du Commerce vu dans tous ses rapports essentiels. De la manière dont il peut enrichir une nation : fausses idées des hommes à cet égard. Son utilité est dans les rapports qu'il a avec les intérêts de la culture. Le commerce extérieur n'est qu'un pis-aller & un mal nécessaire , pag. 267.

DÉFINITION du commerce vu dans ses rapports principaux , 267.

Après le commerce aucun des échangeurs n'est plus riche qu'il étoit auparavant , quoiqu'il y ait une chose qui lui convienne mieux , parce que chacun d'eux a donné valeur pour valeur égale , 268.

Exemples qui rendent sensible cette vérité , *ib.*

Première idée de la manière dont le commerce extérieur enrichit une nation ; il lui permet de s'enrichir par l'augmentation de ses cultures , 269.

Fausse idée de ceux qui pensent qu'une nation peut réellement gagner sur une autre nation. La contradiction de ce système est évidente , 270.

Le commerce extérieur procure à une nation , des consommateurs étrangers en état de payer ses productions , pour suppléer ceux dont elle manque chez elle , 271. & *suiv.*

Tous les avantages du commerce sont renfermés dans la faveur qu'il procure au débit des productions , 272. 273.

Le commerce extérieur seroit préjudiciable à une nation s'il ne procuroit pas le débit des productions au meilleur prix possible pour les cultivateurs , 274 , 275.

Le commerce n'est qu'un pis-aller & un mal nécessaire , 276 , 277.

CHAPITRE XXXVIII.

DE l'intérêt du commerce. Ce qu'on doit entendre par cette façon de parler : il n'est point chez un peuple de commerçants le même que chez une nation agricole. Véritable idée du Commerçant. Ce sont les consommateurs & non les Commerçants , qui font le commerce. Opposition entre les intérêts particuliers des Commerçants & l'intérêt commun des autres hommes , page 279.

DE l'intérêt du commerce : ce qu'on doit entendre par cette façon de parler. 299 & suiv.

On confond l'intérêt du commerce avec l'intérêt particulier des commerçants , 280.

On confond un peuple de commerçants avec une nation agricole , 281.

Différences essentielles & évidentes entre leurs intérêts , 282.

Il est différent de servir le commerce ou de faire le commerce , 283.

Il est différent de commercer ou de trafiquer : on commerce les productions de son territoire ;

toite ; on trafique celles des territoires étrangers , *ibid.*

Celui qui trafique n'est qu'un salarié , *ibid.*

Celui qui commerce ne fait que jouir de ses propres richesses , *ibid.*

Le commerce des ouvrages de main-d'œuvre ne peut exister sans celui des productions en nature ; mais celui-ci peut exister sans celui-là , 284.

Inconséquences des pratiques opposées à cette vérité , *ibid.*

Le commerce ne se fait qu'entre les propriétaires des valeurs échangées , 285.

Le commerçant , ce que c'est ; il ne fait commerce que de valeurs en industrie , *ibidem.*

Le nom de commerçant désigne un homme qui sert le commerce , & non qui fait le commerce , *ibidem.*

Le commerçant cependant est un homme nécessaire , 286.

Quatre objets à distinguer dans le commerce : ce qu'ils sont , *ibidem.*

Preuve que ce sont les consommateurs qui font le commerce , *ibid.* & 287.

Preuve que les commerçants ne sont que moyens du commerce , *ibidem.*

Utilité de ces distinctions rigoureuses , 287.

Erreurs occasionnées ou du-moins nourries par un défaut de précision dans les idées qu'on se formoit d'après les termes dont on a coutume de se servir , *ibidem.*

Preuve , par comparaison , que ce sont les consommateurs , & non les commerçants qui font le commerce , 288.

L'intérêt du commerce , pris pour l'intérêt de

530 TABLE DES CHAPITRES

- ceux qui font le commerce, est l'intérêt des consommateurs, 289.
- Conséquences. Le commerce ne consiste que dans l'échange des valeurs commercées entre le premier vendeur & le dernier acheteur consommateur, *ibidem*.
- Comment les intérêts de ces deux hommes se concilient parfaitement malgré leur opposition apparente, 290.
- Comment la concurrence regle les prix de toutes les choses commercables & maintient entre eux un équilibre habituel, 291, 292.
- Faux systèmes de ceux qui prétendent favoriser le prix d'une production dans une nation, sans faire jouir les autres productions de la même faveur, 293.
- La cupidité naturelle aux hommes est l'ame de la concurrence, 295.
- La concurrence & ses effets sont les produits d'une nécessité physique, & ils n'ont rien d'arbitraire, *ibid.*
- Méprises occasionnées par l'usage de l'argent monnoie. Sa valeur vénale ou commercable n'est qu'une valeur relative, 296.
- La véritable valeur de l'argent se détermine par la quantité des choses usuelles qu'on peut se procurer pour telle quantité d'argent, 297.
- On peut être plus riche avec moins d'argent, & moins riche avec plus d'argent, 298.
- L'argent n'est qu'un signe & un gage; & les valeurs numéraires ne sont que des noms, 299.
- L'intérêt commun des consommateurs est que les échanges se fassent avec le moins de frais qu'il est possible, 301.
- Opposition entre cet intérêt commun & celui

des commerçants, auxquels il importe d'augmenter ces mêmes frais à leur profit, *ibid.*

CHAPITRE XXXIX.

SUITE du Chapitre précédent. Par qui sont payés immédiatement les profits ou les salaires des commerçants ? Erreurs relatives à cette question. Comment l'intérêt particulier des commerçants se concilie, par le moyen de la liberté, avec l'intérêt des autres hommes. La profession des commerçants est cosmopolite : rapports de cette vérité avec la nécessité d'une grande liberté de commerce. Différences essentielles & plus détaillées entre un peuple de commerçants & les nations agricoles & productives. Quel est chez elles le véritable intérêt du commerce : besoin qu'il a de la liberté, page 302.

DES profits faits par les commerçants ; par qui ils sont payés, 303.

Futilité de cette question, *ibid.*

Ces profits font partie des frais du commerce, *ibidem.*

Ils sont payés par ceux qui font le commerce, c'est-à-dire, par tous les consommateurs, 304. 305.

Les profits faits par les commerçants nationaux

532 TABLE DES CHAPITRES

- ne sont point des profits faits par l'Etat, 306.
- Par rapport au commerce il n'est que deux classes d'hommes, celle des consommateurs & celle des commerçants ou agents du commerce, 307.
- Cette distribution sommaire montre quel est l'intérêt du commerce, ou l'intérêt en général de l'Etat vu dans le commerce, 308.
- Cet intérêt est celui des consommateurs, les seuls qui fassent entre eux le commerce & qui constituent réellement l'Etat, *ibid.*
- Définition de l'Etat, *ibid.*
- Il ne réside que dans le Souverain qui en est le chef, les propriétaires du produit net & les cultivateurs, 309.
- Le commerçant national, considéré dans sa profession seulement, est cosmopolite, 310.
- Il est encore cosmopolite à raison de la nature de ses richesses; elles ne font point partie de celles de l'Etat, 311, 312.
- Opposition entre l'intérêt de l'Etat & l'intérêt particulier du commerçant national, 314.
- Le terme de cosmopolite n'est point une injure; pourquoi, *ibid.*
- Autres professions qui sont cosmopolites, 315.
- Eloge & utilité des vrais commerçants, *ib. & suiv.*
- Résultat. Idée précise de l'intérêt de l'Etat, par rapport au commerce, 317.
- Comment l'intérêt général de l'Etat & l'intérêt particulier des commerçants nationaux se concilient par le moyen de la liberté, 318.
- Ce moyen de conciliation est dans le plan général de l'ordre essentiel des sociétés, qui ramène à l'unité toutes les différentes classes d'une

même société, & même toutes les sociétés particulières, 319.

Développement de cet argument en faveur de la liberté, 320.

Développement de la différence qui se trouve entre un peuple de commerçants & une nation agricole & productive, 321.

Chez un tel peuple l'intérêt du commerce est l'intérêt personnel des commerçants; chez cette nation il est l'intérêt de la reproduction, *ibidem*.

Ce peuple a intérêt d'augmenter à son profit les frais du commerce; cette nation a intérêt de les diminuer, *ibid.*

Un tel peuple ne forme point véritablement un corps politique, 322.

Il peut être détruit sans injustice & sans coup férir, *ibid. & suiv.*

Un tel peuple ne peut jamais former un État riche, 323.

Les richesses de ses commerçants ne sont point à l'État, *ibid.*

Les motifs arbitraires & passagers qui peuvent quelquefois permettre à l'État d'en disposer ne forment point un lien politique, *ib.*

Les nations agricoles & productives sont les seules qui puissent fonder une puissance solide, 324.

Besoin qu'elles ont de la plus grande liberté possible dans le commerce, 325.

CHAPITRE XL.

Du meilleur état possible d'une nation ; en quoi il consiste ; besoin qu'il a de

534 TABLE DES CHAPITRES

la plus grande liberté possible dans le commerce. Fausses idées sur l'argent & sur la véritable richesse d'une nation : la véritable richesse n'est qu'une richesse en productions. Une richesse en argent n'est que l'effet de la première, & ne s'entretient que par la première. Différences essentielles entre ces deux sortes de richesses, page 326.

PREMIERES NOTIONS du commerce & leurs conséquences sommaires réunies dans un même point de vue, 326.

Idee précise de la richesse ; elle ne consiste que dans les valeurs disponibles ; quelles sont ces valeurs dans une nation, 327.

Idee précise du meilleur état possible d'une nation, *ibid.*

Comment il tient doublement à la plus grande richesse possible, 328.

Conséquence qui en résulte en faveur de la liberté du commerce, *ibid.*

Comment la richesse d'une nation dépend du bon prix de ses productions, 329.

Différence entre bon prix & cherté, 330.

Une marchandise d'un grand prix peut n'être pas chère ; une autre peut l'être, quoique d'un prix médiocre, 331.

La cherté n'est qu'un prix disproportionné, *ibidem.*

Le bon prix est tout l'opposé ; il est d'une convenance égale au vendeur comme à l'acheteur, *ibidem.*

- Ordre des vérités qui démontrent que le meilleur état possible d'une nation ne peut naître que de la liberté du commerce, 332.
- La richesse d'une nation ne consiste point dans la somme d'argent qu'elle possède, 334.
- L'argent n'est qu'une richesse relative & non absolue, *ibid.*
- Avec plus d'argent on peut être plus pauvre, & être plus riche avec moins d'argent, *ibid.*
- L'argent ne multiplie point les choses usuelles; mais les choses usuelles impriment à l'argent un mouvement de circulation qui fait le même effet que si elles le multiplioient, 335.
- Importance dont il est à une nation de se procurer par la reproduction, une grande abondance de choses usuelles, 336.
- L'argent n'est qu'un moyen d'échange: on supplée l'argent; mais on ne peut suppléer les choses usuelles, 337.
- Définition simple de la richesse; elle est moyen de jouir, *ibid.*
- Cette définition prouve qu'il n'y a que le produit net & disponible des terres qui soit richesse, *ibid.*
- Comme l'or & l'argent souvent ne sont pas richesses, 338.
- La reproduction est le principe de la richesse en argent dans une nation agricole, 339.
- Une richesse en argent n'est que l'effet d'une richesse en productions qui a changé de forme, *ibid.*
- Différence entre ces deux sortes de richesses. La richesse en argent se détruit par la jouissance; & la richesse en productions se

536 TABLE DES CHAPITRES

- perpétue par la consommation, *ibid.*
Autre différence tirée de l'utilité immédiate d'une richesse en productions, utilité qui ne se trouve point dans une richesse en argent, 340.
Plus une nation abonde en productions & moins elle a besoin d'argent, *ibid.*
La richesse en argent, quand elle n'est point l'effet d'une richesse en productions, ne s'obtient que par les privations, 341.
Richesse en productions est la seule & unique richesse véritable, 342.

CHAPITRE XLI.

SUITE du Chapitre précédent. Erreurs contraires aux vérités qui y sont démontrées. Balance du commerce. Fausseté des systèmes établis à cet égard : leurs contradictions, & les préjudices qu'ils causent à une nation & à un Souverain. Fausses spéculations sur l'accroissement annuel de l'argent en Europe ; comme cet accroissement doit nécessairement se partager entre les nations commerçantes. Nécessité de la libre circulation de l'argent. Comment sa masse peut grossir dans une nation, & en indiquer la richesse, page 343.

ERREURS conséquentes à la première erreur de ceux qui ont regardé l'argent comme

le principe de la richesse d'une nation ,
344.

Balance du commerce : fausseté des systèmes
qui lui sont relatifs, *ibid.*

Absurdité de vouloir qu'une nation gagne tou-
jours par le commerce sur une autre nation ,
344, 345.

Retour fâcheux de ce système vu dans les plus
grands succès qu'on puisse lui supposer ,
345.

Ses succès sont destructifs de la reproduction
& de la population nationales, 346.

Autres inconvénients. Guerres, &c. 346, 347,
348.

Circonstances qui concourent à accélérer la
déprédation que de tels succès font éprouver
à la nation qui se les procure, *ibidem.*

Fausseté de ce système considéré dans les
moyens de le mettre en exécution , 349.

Il détruit tout commerce , tandis qu'il se pro-
pose de s'enrichir par le commerce, *idem.*

Il est onéreux à l'Etat qui croit gagner sur les
autres nations , 350, 351.

La même vérité reconnue dans tous les diffé-
rents contre-coups de ce système , 351.

Différents points de vue qui font voir com-
bien les pratiques relatives à ce système
tendent à appauvrir le Souverain & la na-
tion , 352 & *suiv.*

Examen des vaines suppositions qu'on peut
opposer à ces démonstrations ; leurs contra-
dictions évidentes, 358 & *suiv.*

Les désordres résultants de ces pratiques occa-
sionnent une déprédation nécessairement pro-
gressive, 362.

538 TABLE DES CHAPITRES

Le même système réduit à l'envie de s'approprier seulement l'augmentation annuelle de la masse d'argent en Europe , 363.

Cette augmentation doit se partager entre toutes les nations commerçantes , suivant une proportion nécessaire que rien ne peut déranger , 364.

Les nations qui ne vendent que de l'argent , doivent nécessairement s'appauvrir par l'augmentation de la masse d'argent en Europe , 365.

L'argent est une espèce de fleuve ; comparaison qui prouve que la liberté de sa sortie doit être égale à la liberté de son entrée , 367.

L'argent qui passe chez une nation , indique , mais ne fait pas la richesse de cette nation , 369.

CHAPITRE XLII.

SUITE du Chapitre précédent. *Fausse idée des produits de l'industrie. Erreurs résultantes de l'illusion que font ces produits apparents. Quand & comment l'industrie manufacturière peut être utile au commerce des productions. Elle n'en augmente jamais les valeurs au profit de la nation. Nécessité d'une grande liberté à tous égards , pour rendre cette industrie utile à la nation. Contradictions & inconvénients des systèmes opposés à cette liberté , pag. 371.*

Le terme de richesse a dans notre langue diverses significations, 371.

Tantôt il a rapport à la nature des choses, & tantôt à la fortune des personnes, *ibidem*.

Mauvais emploi du terme de richesse par rapport à l'argent, *ibidem*.

Méprise relative à ce mauvais emploi. On a confondu l'argent avec les richesses réelles; ou les choses usuelles qu'il représente, 372.

L'argent ne constitue point ce qu'on appelle une richesse personnelle & habituelle, c'est-à-dire, une richesse qui a la faculté de se reproduire après qu'on l'a consommée, *ibidem*.

Idee qu'on doit se former de la richesse habituelle d'une nation, 373.

Elle ne consiste que dans la valeur de ses reproductions annuelles, 374.

Cette richesse n'est point augmentée par les travaux de l'industrie, 375.

Le prix des ouvrages de l'industrie n'est point arbitraire; il est au-contre un prix nécessaire, *ibidem*.

Ce que c'est que ce prix, comment il se forme, pourquoi il est nécessaire, 376, 377, 379.

Il n'est que la représentation des valeurs en productions consommées par l'ouvrier, ou du moins qui sont réputées l'être, 379.

C'est le prix des productions ainsi consommées ou réputées l'être, qui décide du prix des ouvrages de l'industrie, 380.

Conséquence: il est indifférent à une nation de vendre aux étrangers ses productions en nature, ou de les leur vendre manufacturées,

540 TABLE DES CHAPITRES

pourvu qu'elle les vende au même prix dans les deux cas, 381 & *suiv.*

Quand & comment l'ouvrier peut vendre aux étrangers les ouvrages au-dessus de leur prix nécessaire, *ibid.*

Quand & comment la concurrence des autres vendeurs comme lui l'en empêchent, *ibid.*

Cette cherté, quand elle est possible, greve la nation, *ibidem.*

Quand & comment l'industrie manufacturière peut être utile au débit des productions, *ib.*

Ne pas prendre cette utilité pour une augmentation de valeurs, *ibid.*

La valeur des ouvrages de l'industrie vendus à l'étranger, n'est que la valeur des productions nationales consommées par l'industrie, 383.

L'industrie ne fait que donner une forme nouvelle aux productions nationales sans en augmenter les valeurs, *ibidem.*

L'industrie ne fait que des dépenses, & on les prend pour une augmentation de richesses, *ibidem.*

L'ouvrier qui vend aux étrangers son ouvrage au-dessus de son prix nécessaire ne bénéficie pas sur les étrangers; mais bien sur sa propre nation, 384.

Autre manière dont la nation est lésée par ce renchérissement, 385.

L'ouvrier ne fait jamais renchérir les productions de la nation au profit de la nation, 386 & *suiv.*

Ce renchérissement est le fruit de la concurrence & de la liberté; elle est même contraire aux intérêts & à la volonté de l'ou-

vrier , 387, 388 & *suiv.*

Combien cette observation met en évidence la nécessité de la liberté, *ibid.*

La même observation s'applique à l'industrie commerçante, 390, 391.

Les services de l'industrie manufacturière pour procurer le débit des productions n'est qu'un pis-aller, 392.

Ce pis-aller tire toute son utilité de la liberté ; sans cela il dégénère en monopole, 393.

Argument simple pour prouver que les bénéfices du manufacturier sont faits aux dépens de la nation, dont il manufacture les productions, *ibid.*

Comment la main d'œuvre devient utile à la nation, par le moyen de la liberté, 394.

Conséquence : nécessité d'une grande liberté pour admettre tous les hommes à manufacturer, 394.

Autre conséquence : nécessité d'une grande liberté dans l'exportation des matières premières employées par nos manufacturiers, *ibidem.*

Préjudices que cause à une nation la privation de cette liberté. Cette privation n'est sensible qu'autant qu'elle est nuisible, 396.

Contre-coups de ces préjudices ; ils sont progressivement destructifs de la richesse nationale & de la population, 397.

Fausse idée de ceux qui pensent que les frais des consommations tournent au profit de la nation, 399.

Résultat. Comment la liberté du commerce en tout genre, assure à une nation son meilleur état possible à tous égards, 400.

542 TABLE DES CHAPITRES
CHAPITRE XLIII.

L'INDUSTRIE n'est aucunement productive : démonstration particulière de cette vérité , pag. 402.

DIFFÉRENTES manières de rendre sensible la vérité présentée dans ce Chapitre , 402. & *suiv.*

L'ouvrier ajoute à la valeur primitive de la matière première qu'il met en œuvre , toutes les valeurs qu'il a consommées , *ibid.*

L'industrie n'est pas plus créatrice de la valeur de ses ouvrages , qu'elle l'est de la hauteur & de la longueur d'un mur qu'elle construit , 404.

L'industrie n'est créative que des formes , 405.

A raison de l'utilité de ces formes , le prix de ses ouvrages résulte d'une addition de plusieurs valeurs imputées sur un seul objet ; & toutes ces valeurs existoient déjà , *ibidem.*

Ce ne sont point les travaux de l'industrie qui produisent de quoi l'indemniser de ses dépenses , *ibidem.*

Elle diffère en cela de la classe productive , dont les travaux sont reproductifs de ses avances & de ses profits , 406.

Observations sur les faux produits de l'industrie dans les manufactures de dentelles , 407.

Cette industrie qui avec 20 sous de fil fait pour 3000 liv. de dentelles , n'est aucunement productive , & ne multiplie point les valeurs , 407 & *suiv.*

Preuves & conséquences de cette vérité , *ibid.*
Pourquoi & comment les agents de l'industrie

s'enrichissent, quoique le prix de leur main-d'œuvre soit un prix nécessaire, 414.

Idée précise d'un prix nécessaire : l'ouvrier peut vendre au-dessus, 415.

L'industrie ne fait que provoquer les consommations, & c'est en cela qu'elle est utile à la reproduction, 416, 417.

C'est par la même raison qu'elle est utile aux nations agricoles, 417.

La liberté est le germe & la mesure de cette utilité, *ibidem* & 418.

Le commerce extérieur ne doit point s'accroître en proportion de la prospérité d'une nation ; il en est même tout au-contre : le commerce extérieur diminue & le commerce intérieur augmente, 418 & *suiv.*

La population & l'industrie croissent en raison de l'augmentation de la richesse nationale ; & la nation a moins besoin du secours des étrangers pour jouir, 419.

Le commerce extérieur sert à conduire une nation à son meilleur état possible ; mais dès qu'elle y est arrivée, elle n'a plus le même besoin de ce commerce, 420.

Un grand commerce extérieur sans liberté est destructif des richesses de la nation & de la population, 421.

Le plus petit commerce extérieur, mais joint à la plus grande liberté possible, peut suffire au meilleur état possible de la nation & du Souverain, *ibidem*.

CHAPITRE XLIV.

RÉCAPITULATION & Conclusion de

cet Ouvrage. La loi de la propriété, établie sur l'ordre physique, & dont la connoissance évidente est donnée par la nature à tous les hommes, renferme en son entier l'ordre essentiel des Sociétés. Cette loi unique & universelle est la raison essentielle & primitive de toutes les autres loix. Ses rapports avec les mœurs. Combien les systèmes publics d'un gouvernement influent sur la formation de l'homme moral. Les vertus sociales ne peuvent être que passagères, dès qu'elles sont séparées de l'ordre essentiel des Sociétés, pag. 423.

EXAMEN des motifs qui empêchent de regarder comme possible l'établissement de l'ordre dans toute sa perfection, 423 & *suiv.*

Futilité de ces motifs; simplicité de l'ordre; il est tout entier renfermé dans une seule & unique loi, 425, 426 & *suiv.*

Premiers besoins physiques & premiers devoirs qui nous sont imposés par la nature, & que nous connoissons par nos sensations, 428 & *suiv.*

Premiers droits, ceux d'acquérir & de conserver, qui résultent de nos premiers devoirs, & que la nature nous rend sensibles, *ibid.*

Ces premières connoissances nous donnent naturellement & nécessairement celle de nos premiers devoirs en société, 429 & *suiv.*

La nature est le véritable instituteur de l'homme social

me social, 431

C'est elle-même qui nous instruit de la nécessité de maintenir parmi nous la propriété personnelle, & la propriété mobilière qui en est une émanation, 432.

Nos sensations nous conduisent à la connoissance du juste & de l'injuste absolus, *ibid.*

Cette lumière naturelle reconnue par les livres Saints & par les Auteurs prophanes, 433.

Ces premières connoissances suffisent à la formation des sociétés particulières, 434 & *suiv.*

L'objet de notre réunion en société, est le maintien du droit de propriété dans toute son étendue naturelle & primitive, 435.

Cet objet nous est manifesté par nos sensations, 436 & *suiv.*

La propriété étant le principe & la mesure de la liberté sociale, le maintien de cette liberté dérive du maintien de la propriété, 438, 439.

Propriété, sûreté, liberté, sont la raison primitive & essentielle de toutes les loix positives, 440 & *suiv.*

Les loix positives sont toutes faites, & l'ordre est tout entier renfermé dans la loi de la propriété, dans l'obligation de la maintenir dans toute son étendue naturelle & primitive, 442 & *suiv.*

De-là dérive la nécessité de la plus grande liberté possible dans tout ce qui peut appartenir au commerce & aux différentes négociations que les hommes peuvent faire entr'eux, liberté qui devient une loi essentielle & fondamentale à cet égard, 443 & *suiv.*

546 TABLE DES CHAPITRES

La propriété foncière dérive de la propriété personnelle par une nécessité physique, 445.

La propriété personnelle est le seul droit primitif, & la seule loi primordiale, dont émane tous les autres droits & toutes les autres loix, 446 & suiv.

De la loi de la propriété découlent toutes les autres loix concernant le partage du produit des terres, entre les propriétaires fonciers & les autres hommes, 448 & suiv.

De la même source découle l'institution des Magistrats, & l'ordre essentiel de leurs procédés, 454.

Nul abus d'autorité à craindre à cet égard, 455 & suiv.

De la même source encore découle l'institution d'un Souverain unique, 459 & suiv.

Communauté d'intérêts naturelle entre le Souverain & les sujets, 461 & suiv.

La loi de la propriété nous donne toutes les loix relatives à la formation du revenu public, 464 & suiv.

La souveraineté héréditaire est une suite de la loi de la propriété, 469 & suiv.

Le pouvoir législatif ne peut appartenir qu'au Souverain, par une suite de la loi de la propriété, 472 & suiv.

La loi de la propriété est exclusive du luxe, 476 & suiv.

La même loi est le principe de la vraie politique que les nations doivent observer entre elles, 478 & suiv.

Avantages de cette politique communs à toutes les nations, *ibid.*

La loi de la propriété, principe de la morale.

& des vertus sociales, 484 & *suiv.*

Le système public du gouvernement décide des mœurs dans une nation, 488 & *suiv.*

Les vertus sociales ne peuvent se perpétuer sans l'ordre social, 489 & *suiv.*

La même vérité rapprochée des exemples que nous fournit l'antiquité, 490 & *suiv.*

Observations sur les Gouvernements conquérans ; leur système public est le germe nécessaire de la dépravation des mœurs, & de la dissolution de ces corps politiques, 492.

Ce vice est la cause de la chute de l'empire Romain, *ibid.*

Conclusion : nécessité manifeste dont il est que l'ordre essentiel des sociétés s'établisse naturellement lorsqu'il sera connu dans toute sa simplicité & dans toute son évidence, 495 & *suiv.*

*Fin de la Table des Chapitres & des Matières
contenus dans le second Volume*